This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

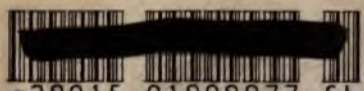
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

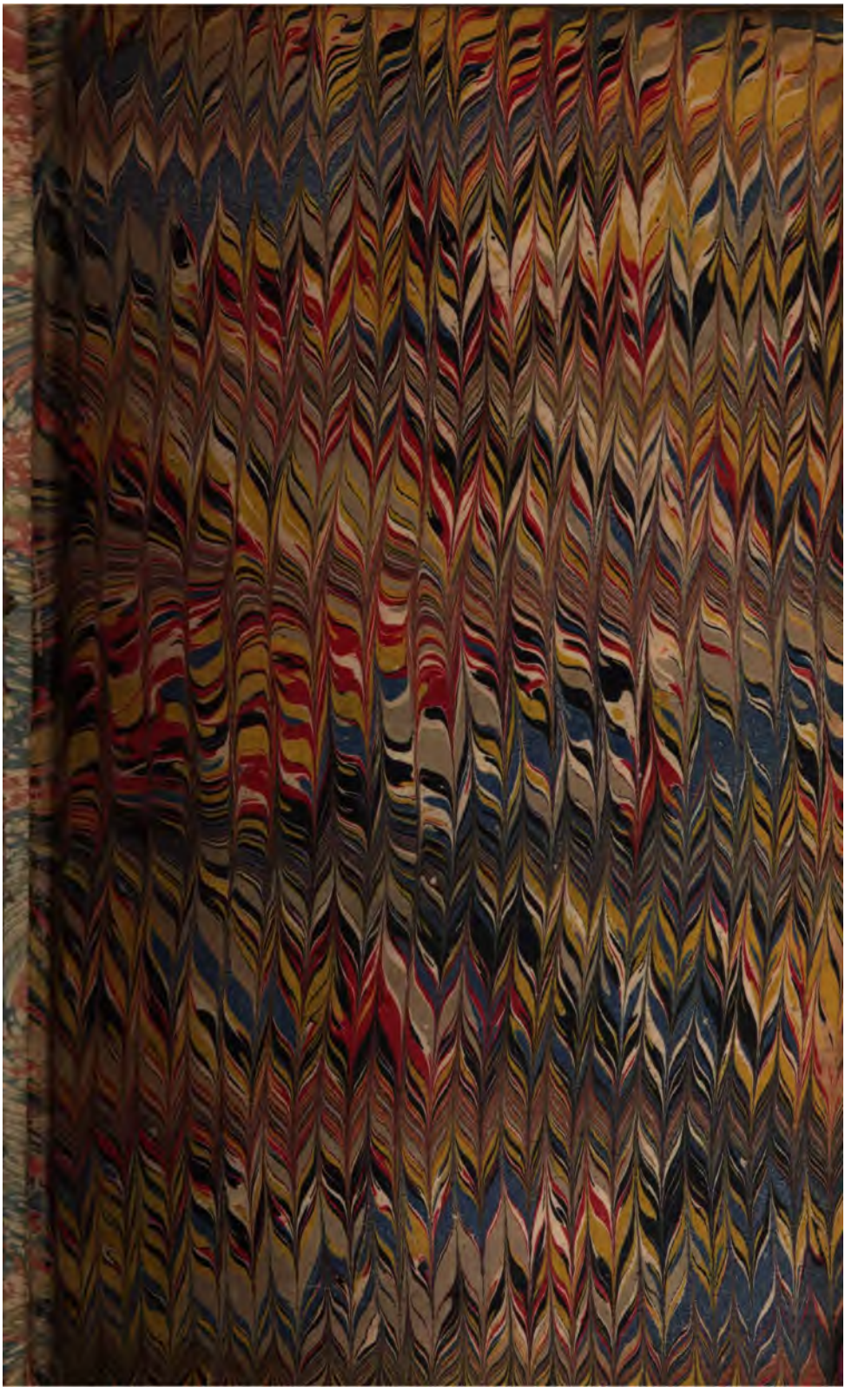
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

BUHR A



a39015 01808877 6b

SUB TEGMINE FAGI
HENRY B. H. BEAUFOY, F.R.S.



1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE

DC
203
.N89
1828

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

I.

IMPRIMERIE ET FONDERIE DE J. PINARD,

RUE D'ANJOU-DAUPHINE, N° 8.

BONAPARTE.

Publié par Amb.^le Dupont et Cie Rue Vivienne, N.° 16.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON,

PAR

M.^r DE NORVINS.

ORNÉE DE PORTRAITS, VIGNETTES, CARTES ET PLANS.

DEUXIÈME ÉDITION,

REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE PAR L'AUTEUR.

TOME PREMIER.

PARIS.

AMBROISE DUPONT ET Cie, LIBRAIRES,

ÉDITEURS DE L'HISTOIRE MILITAIRE DES FRANÇAIS, PAR CAMPAGNES,

RUE VIVIENNE, N.° 16.

M DCCC XXVIII.

Lib.
Soth.
9-9-34
3270.1
4 vol.

PRÉFACE.

NAPOLÉON a été l'étude de ma vie depuis le 18 brumaire. Dès cette époque, j'avais conçu le dessein de représenter dans un tableau fidèle cet homme imprévu et neuf dans l'histoire. Sous le consulat et sous l'empire, je m'attachai à recueillir et à mettre en ordre de nombreux matériaux; j'avais formé un ensemble de tant d'élémens qui composent une renommée si extraordinaire, et déjà une grande partie de l'Histoire de l'Empereur était écrite et achevée : mais, par degrés, l'étendue et les difficultés de l'entreprise, comparées avec mes forces, m'inspirèrent du découragement. Dans cette disposition d'esprit, je me suscitai à moi-même des obstacles dont l'invincible résistance était plutôt un fantôme de mon imagination qu'une réalité. L'examen de la vie de Napoléon, me disais-je, laisse dominer trois grands

caractères : l'excès du génie, l'excès de la fortune et l'excès du malheur. L'écrivain, quel qu'il puisse être, doit trembler à l'aspect de ces proportions colossales. Mais, en adoptant cette idée qui me détournait de mon premier projet comme d'un péril insurmontable, j'oubliais qu'il s'agissait bien plus pour moi de retracer la carrière de Napoléon, que de mesurer la hauteur du géant de la guerre, de la politique et du gouvernement, et que si je faiblissais dans cette dernière tentative, le public tout entier viendrait par ses souvenirs au secours de mon insuffisance. Une autre objection de la crainte avait encore arrêté ma plume : contemporain de Napoléon, spectateur de son règne, honoré de quelque confiance sous son gouvernement, consterné du triomphe des étrangers, qui n'étaient pas moins les ennemis de la France que les siens, profondément affligé des souffrances de ce Prométhée de la gloire, je craignais d'être encore trop frappé de ce que j'avais vu s'élever, briller et disparaître, pour que mon jugement pût être désintéressé sur les merveilles de la période de vingt-cinq années, qui commence à la bataille de Montenotte et finit avec la longue et cruelle agonie de Sainte-Hélène.

Mais j'aurais dû sentir que les scrupules de la bonne foi, qui ne m'abandonnerait jamais dans le cours du travail, me serviraient de préservatifs contre les erreurs de la passion, et que d'ailleurs, dussé-je me laisser entraîner par elle à mon insu, la qualité de témoin avait, au lieu des inconvéniens que je redoutais, d'immenses avantages. En effet, l'écrivain qui a vu les faits qu'il raconte, qui a reçu d'eux une impression inévitable, qui a pu comparer comme moi cette impression avec les manifestations de la joie, de la crainte ou de l'espérance d'un peuple dont les destinées étaient entre les mains d'un homme, a dans le cœur des souvenirs profonds, devant les yeux des images fidèles, dans l'esprit des jugemens qui ont été faits par tout le monde au moment même de l'événement. Comme peintre, il porte en lui la véritable physionomie des hommes et des choses; et, comme historien, son rôle se borne souvent à celui de rapporteur exact, quand il semble n'émettre que son opinion personnelle. Ce sont là, sans doute, des élémens de vérité bien précieux, et dont aucun talent ne peut entièrement réparer ou compenser l'absence. Ainsi les raisons qui me faisaient interrompre une entreprise à laquelle j'avais consa-

cré tant de travail, n'avaient point la force que je leur prêtais; je cédai pourtant à leur influence, et je me bornai à donner le tableau politique et militaire de l'année 1813. Le bienveillant accueil que cette production reçut du public, frappé sans doute des révélations nouvelles qu'elle contenait sur une époque si importante, ranima mon courage et m'inspira la vive tentation de reprendre le vaste sujet que je méditais toujours. J'hésitais encore cependant, quand une circonstance leva tous mes doutes.

J'avais appris de très bonne heure, et les journaux me rappelèrent alors que sir Walter Scott avait entrepris d'écrire la vie de Napoléon. Comme les *Lettres de Paul,* publiées en 1822, ne renferment qu'une suite d'outrages et de calomnies contre l'armée, contre les Français et contre l'Empereur, je me sentis tourmenté du besoin de paraître aussitôt que notre ennemi devant le tribunal des contemporains, avec une histoire du grand homme qui occupe le siècle comme il occupera l'avenir. Je voulais opposer la vérité à la passion, repousser les suppositions de la haine par l'éloquence des faits; mais, je l'avoue, j'étais loin de prévoir que mon ouvrage dût être, à chaque moment, la réfutation indispensable et perpétuelle

des ignorances, des fautes, des mensonges et des injustices du romancier anglais. Jamais un tel oubli des devoirs les plus sacrés, dans un écrivain qui prenait le titre d'historien à la face de l'Europe, n'aurait pu entrer dans ma pensée. Quoi qu'il en soit, le sentiment qui m'inspirait la résolution de combattre sir Walter Scott, ne me permit pas plus de calculer les périls où j'allais courir, en descendant dans la lice contre un homme chargé de tant de palmes littéraires, que l'amour de la patrie ne permettait à un soldat français de compter ses ennemis en 1814. J'avoue aussi, qu'un moment peut-être incertain de savoir s'il convenait à un Français de relever le gant d'un adversaire qui s'était montré aussi inique et aussi déloyal dans le récit des désastres de Waterloo, j'y fus tout à coup décidé, en relisant dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* les passages suivans (tome III, pages 239, 240, 241) : « Après tout, « dit Napoléon qui venait de parcourir le recueil « calomnieux de Goldsmith, après tout, ils auront « beau retrancher, supprimer, mutiler, il leur sera « bien difficile de retrancher tout-à-fait. Un his- « torien français sera pourtant bien obligé d'abor- « der l'empire; et, s'il a du cœur, il faudra bien qu'il

« me restitue quelque chose, qu'il me fasse ma « part, et sa tâche sera aisée; car les faits parlent : « ils brillent comme le soleil.

« J'ai refermé le gouffre anarchique et débrouillé « le chaos. J'ai dessouillé la révolution, ennobli « les peuples et raffermi les rois. J'ai excité toutes « les émulations, récompensé tous les mérites, et « reculé les limites de la gloire! Tout cela est bien « quelque chose! Et puis, sur quoi pourrait-on « m'attaquer, qu'un historien ne puisse me dé- « fendre? Seraient-ce mes intentions? mais il est en « fonds pour m'absoudre. Mon despotisme? mais « il démontrera que la dictature était de toute né- « cessité. Dira-t-on que j'ai gêné la liberté? mais « il prouvera que la licence, l'anarchie, les grands « désordres étaient encore au seuil de la porte. « M'accusera-t-on d'avoir trop aimé la guerre? « mais il démontrera que j'ai toujours été atta- « qué. D'avoir voulu la monarchie universelle? « mais il fera voir qu'elle ne fut que l'œuvre for- « tuite des circonstances; que ce furent nos en- « nemis eux-mêmes qui m'y conduisirent pas à pas. « Enfin, sera-ce mon ambition? ah! sans doute, « il m'en trouvera, et beaucoup; mais de la plus « grande et de la plus haute qui fut peut-être ja-

« mais ! celle d'établir, de consacrer enfin l'em-
« pire de la raison, et le plein exercice, l'entière
« jouissance de toutes les facultés humaines ! Et
« ici, l'historien peut-être se trouvera réduit à de-
« voir regretter qu'une telle ambition n'ait pas été
« accomplie, satisfaite !... »

Dès ce moment, je rentrai dans la carrière avec la ferme résolution de la parcourir jusqu'au bout, et je me consacrai tout entier à cette même entreprise devant laquelle j'avais reculé avec effroi. C'est le fruit de mes anciennes veilles et de mes nouveaux efforts que j'offre en ce moment au public. Voici ce que je disais dans la Préface du *Portefeuille de* 1813 :

« Napoléon est plutôt un homme de Plutarque qu'un héros moderne. Il est tombé comme un être d'une nature unique au milieu d'une civilisation qui lui était contraire. Il s'est trouvé le prisonnier de cette civilisation, mais un prisonnier souvent irrité contre ses entraves. Qu'a produit cette contrainte, où l'enchaînaient les mœurs d'une vieille société? Ne pouvant les détruire, parce qu'au temps appartient un pareil changement, il s'était emparé de ces mœurs; et, pour les approprier à sa nature, il avait dû les pousser à l'excès, sous quelque

forme qu'elles se fussent présentées à lui, soit dans la carrière des armes, soit dans celle du pouvoir; mais aussi il leur avait imprimé un grand caractère par l'influence de ses lois civiles, et par la régularité de sa majestueuse administration.

« Telles sont les phases de la vie de cet homme qui nous a gouvernés :

« La prise de Toulon l'annonce à l'armée; le canon de vendémiaire l'annonce à la France; les trophées de l'Italie l'annoncent à l'Europe; la conquête de l'Égypte l'annonce au monde. Il revient armé des mœurs militaires contre les mœurs politiques de la France. Au 18 brumaire, il brise les tables de la loi républicaine, et se met debout sur l'autel de la patrie. Là il règne au nom de la liberté, et couvre la France des monumens de son génie. Au milieu de ces monumens s'élève le Code immortel de nos lois civiles. Mais Napoléon regarde l'Europe, et n'y voit qu'un ennemi qui soit à la fois implacable et invulnérable : c'est l'Angleterre. Cette découverte est terrible pour les Français; car elle le condamnera à être toujours armé pour soutenir cette lutte, ce duel à outrance. Bientôt il se croira trop faible, s'il ne reste que le mandataire du pouvoir qu'il a créé, et il voudra régner

en son propre nom. Immense erreur qui frappe de stupeur l'Europe et le monde! Il détrône le consulat comme il a détrôné le Directoire. Alors il devient le captif volontaire des mœurs. Il se fait roi! Il touche de son sceptre les plus fougueux citoyens et les change en courtisans. Ce n'est point assez : cette métamorphose doit frapper aussi les républiques qu'il a faites, et elles se changent toutes en royaumes. Ce n'est point assez : il brise aussi son mariage avec une citoyenne, et la fille des Césars est dans son lit. Le voici l'héritier des coutumes royales; le voici souverain absolu. Mais le despotisme dont il est revêtu lui donne une brillante inspiration; il veut que la France puisse se passer du monde entier, et la France civile achève plus rapidement la conquête de toutes les industries, que la France militaire n'achève celle des États ligués contre lui. C'est alors qu'il conçoit le vaste projet de reconstruire la vieille royauté de l'Europe, que son avénement a sauvée de la décomposition républicaine. Il le prouve de deux manières : en détrônant les rois anciens, en faisant des rois nouveaux. Il met sur la tête du faible Joseph la couronne des Espagnes et des Indes, et les portes de Madrid tombent devant lui. C'est là

que le destin et l'Angleterre ont marqué sa perte. C'est de là aussi qu'il s'élance au cœur de la Russie, pour aller livrer une autre bataille de Wagram à cette inévitable Angleterre; et à huit cents lieues de sa capitale, dans la métropole incendiée d'un empire de l'Asie, il ose attendre que les clefs du pôle lui soient apportées! Les hommes n'ont pu s'opposer à sa marche triomphante; il ne reste plus que la nature pour défendre l'indépendance du Nord. Napoléon est vaincu par elle. Il cède à une loi inexorable; il cède, et il ne fuit pas. Dans cette retraite devant les Scythes, c'est lui qui se retire comme un Scythe, en blessant toujours ses ennemis. Polotzk, Malo-Jaroslawetz, Wiasma, Krasnoë, ont connu les braves de Moskou, et la Bérésina est immortalisée! Enfin il a revu Paris; il dit : « Me voilà seul, que la France se lève encore! » Et la France, comme si elle entendait le vainqueur de Friedland, donne sa dernière armée. Chaque soldat porte un crêpe et un laurier : le crêpe est pour Moskou; le laurier pour les trois victoires de la Saxe. Après la première, Napoléon propose la paix; après la troisième, il la propose encore, et il s'égare dans un armistice qui donne le temps à l'Angleterre de rassembler toute l'Eu-

rope contre lui. Le congrès de Prague, qu'il a aussi demandé, s'assemble; mais les alliés n'en font qu'un tribunal militaire, où Napoléon est condamné à périr les armes à la main. Une victoire seule ne peut le sauver; mais une seule défaite doit le perdre. Il l'éprouve à Leipzig, où il est trahi. Tout ce qui habite au delà du Rhin le poursuit dans le cœur de la terre française. Avec cinquante mille hommes, il soumet encore aux discussions d'un congrès le million d'hommes qui l'assiége. Mais le mot d'ordre de Prague est celui de Châtillon, et Napoléon est encore trahi!... Il tombe, il est banni! Il va régner sur l'île d'Elbe. Un an après il reparaît avec huit cents soldats qui ont vu Marengo, Austerlitz, Iéna, Wagram, Friedland et Moskou. De Cannes à Lyon, il marche au nom de la liberté; de Lyon à Paris, au nom de l'empire. Si jamais il y eut une circonstance où le salut public pouvait décerner la dictature, ce fut sans doute celle de mars 1815. Mais, dès sa première séance, la Chambre des représentans voulait refuser le serment à Napoléon! Toutefois les élémens du gouvernement impérial se réveillent, après une année de sommeil ou d'oubli, et il règne. Le premier acte de son pouvoir est l'acte addition-

net aux constitutions de l'empire, au lieu d'une nouvelle Charte que la France lui demande. Le second est le Champ-de-Mai, représentation gothique de la fédération de 1790; mais elle n'est pas plus heureuse pour le nouvel empire, que ne l'avait été la cour plénière pour l'ancienne monarchie. Enfin, Napoléon part et va combattre encore l'Europe; il trouve sa journée fatale à Waterloo, le Moskou de la restauration. Il revient : les ports lui sont ouverts pour *vivre et mourir libre*. C'était son premier serment. Mais il veut croire à l'hospitalité anglaise, et il en devient le captif. Enfin, après cinq années d'agonie, il meurt sur un rocher qui garde sa cendre. Les vents ont porté à tous les trônes les derniers soupirs de Napoléon, et alors seulement peut-être les trônes se sont crus délivrés.

« Sans doute une telle vie est plutôt merveilleuse qu'instructive pour la société; car, dans l'espace de plusieurs siècles, l'histoire ne présente pas un homme à qui Napoléon puisse être comparé. Et ce n'est qu'en remontant les siècles, que l'on pourrait reconnaître ses ancêtres historiques dans Sésostris, Cyrus, Alexandre, César et Charlemagne. Charles-Quint, Henri le Grand, Frédé-

ric le Grand, Catherine la Grande, furent, si on peut le dire, des souverains, des grands hommes plus modernes que Napoléon. Dans cent ans, on ne comprendra ni l'apparition ni la destruction de cet homme à part dans l'histoire comme dans la nature, qui, d'une île de la Méditerranée, s'élevant tout à coup sur l'Europe, la domina pendant vingt ans, disparut de la terre, et laissa ses débris au milieu des flots.

« La vie de Napoléon renferme, depuis la campagne de 1812, des choses que la superstition eût autrefois appelées du nom de fatalités. Au nombre de ces événemens qui, aux yeux de l'historien, auraient paru sortir de la marche ordinaire, on verrait figurer, en Russie, l'incendie des villes sur le passage de l'armée française; celui de la capitale de l'empire, au moment de notre entrée dans ses murs; à Moskou, le rêve de la paix pendant quarante jours; dans notre retraite, la gelée prématurée; la rentrée de l'armée en Prusse entre deux défections; en Saxe, la veille de la victoire de Lutzen, la mort du maréchal Bessières; le lendemain de la victoire de Wurschen, la mort des généraux Bruyères, Kirgener et surtout de Duroc, le seul confident de la pensée de son maî-

tre; à Pirna, le mal subit de Napoléon, avant le désastre de Vandamme; en France, la veille de la première grande bataille, bataille perdue, celle de Brienne, Napoléon à peine sauvé par Gourgaud de la lance d'un cosaque; à Troyes, la première désertion française devant l'ennemi; la marche d'Augereau sur Genève au lieu de Lons-le-Saulnier; la coupable reddition de Soissons à Blücher, qui n'avait plus d'asile ni de retraite; la surprise du duc de Raguse sous les murs de Laon; enfin, la contre-marche de Doulevent sur Saint-Dizier et Vitry, qui retarde de quarante-huit heures l'arrivée de Napoléon sous les murs de Paris!

« Telles sont les fatalités, ou plutôt tels sont les événemens qui ont pu imprimer quelque chose de prophétique à la chute de Napoléon; mais l'histoire a cela de moral et de salutaire, qu'elle prouve la fausseté du merveilleux, l'absurdité des inductions superstitieuses, et que, par l'explication des causes qui produisent les événemens, elle les attribue justement aux intérêts, aux passions des hommes. C'est ainsi que mes récits montreront sans cesse que la prospérité de Napoléon, comme sa chute, appartiennent à lui seul, et non à la fortune, divinité fausse, idole dangereuse qu'il

est temps de détrôner à jamais, par respect pour la raison et pour le bonheur de l'humanité.

« Quand Napoléon monta au pouvoir, toutes les imaginations, toutes les espérances le portaient à la magistrature suprême. Cependant la gloire militaire, alors toute-puissante sur les Français, et qui avait jeté sous lui, en Italie et en Égypte, un autre éclat que sous les autres généraux, contribua moins à son élévation que l'habileté dont il avait fait preuve, en gouvernant les vaincus avec sagesse, après sa double conquête, en dominant les peuples par l'ascendant d'un caractère nouveau dans le siècle, et d'un génie jusqu'alors inconnu. Fatiguée des rigueurs et des convulsions républicaines, avilie par le gouvernement directorial, qui avait laissé perdre en moins d'une année toutes les conquêtes de Bonaparte, la France le salua du nom de libérateur, quand il débarqua à Fréjus. La commotion de la présence du héros fut électrique, et souleva en sa faveur les camps, les villages et les cités. Jamais homme ne fut plus national que lui à l'époque du retour d'Égypte. Ni les dragons de Sébastiani, ni la garnison de Paris, ni la garde directoriale ne firent le 18 brumaire; il faut attribuer le succès de la journée à

l'opinion civile seule, et sans laquelle, même alors, ce coup d'État eût été impossible. Un parti avait excité Bonaparte à le tenter au sortir du congrès de Radstadt; mais il avait prudemment jugé que la France et sa propre fortune manquaient de la maturité nécessaire pour sanctionner un aussi grand changement, et il partit pour l'Égypte, laissant cet avenir en dépôt dans les opinions.

« Napoléon s'est fait empereur, parce qu'il était premier consul à vie, parce qu'il venait de régner en Égypte, parce qu'il avait déjà été roi à Milan après la conquête du Piémont, parce qu'il avait exercé la souveraineté sur les destinées de la France, en conquérant la paix de Campo-Formio, encore plus sur le Directoire qui la refusait, que sur l'Autriche qui la demanda. Napoléon s'est fait empereur, parce que les constitutionnels de 89, qui représentaient la révolution, et Fouché, qui représentait la Convention, et les capitalistes qui voulaient assurer leurs nouvelles fortunes, le pressèrent de prendre la couronne.

« Napoléon a péri, parce que les vieilles monarchies, de tout temps jalouses de la France, entraînant les nouvelles dans leurs tourbillons, trouvèrent, en rompant tout à coup les traités et les

alliances qu'elles avaient sollicités du vainqueur, l'occasion de détruire à la fois Napoléon, la révolution française qui l'avait produit, et la France telle qu'il l'avait constituée, c'est-à-dire la première puissance du monde par ses lois civiles, par son administration, par son régime financier, par sa prospérité industrielle, par son territoire, par sa grande civilisation, et par la gloire de ses armes.

« Ainsi ces deux extrêmes de la vie de Napoléon, son élévation et sa chute peuvent s'expliquer par cette observation : les traités de paix de l'Europe avec Napoléon ne furent pour elle que des armistices, parce que l'Angleterre la soldait sans cesse pour renouveler la guerre contre Napoléon, dans la crainte que la France, en paix sous un si grand souverain, ne devînt la métropole de l'univers. Alors Napoléon put se croire obligé de régner sur les rois de l'Europe, que l'Angleterre armait contre lui, ou de disparaître du monde.

« Mais en contemplant la prodigieuse destinée de Napoléon, l'historien ne peut échapper à une considération d'une haute importance; par exemple : si, au lieu de faire du 18 brumaire une révolution politique, Napoléon n'en eût fait qu'une révolution militaire; si, au lieu de s'attacher à recréer

la prospérité de la France comme législateur et comme souverain, il n'eût fait de la France qu'une place d'armes; si, profitant de ce que les mœurs de la République avaient pu laisser de sauvage et d'indompté dans le caractère des armées, il les eût entraînées à la suite d'un conquérant populaire, comme il l'était alors, et au nom d'une liberté fanatique qui n'eût amnistié que les peuples, ceux-ci, déjà passionnés pour les principes républicains, seraient venus peut-être d'eux-mêmes déposer à ses pieds les sceptres et les couronnes, et alors Napoléon eût été invulnérable, tandis qu'il cessa de l'être le jour où il courba aussi son front sous le bandeau royal. Mais lors même que cette audacieuse hypothèse semblerait une vérité à l'historien, ce ne serait pas une raison pour qu'il osât avancer que Napoléon se soit trompé vis-à-vis de lui-même dans ce qu'il a entrepris et exécuté. Car si sa nature le portait à planer sur le monde, comme l'aigle qu'il avait pris pour drapeau, il était né aussi l'homme de la monarchie, et même de la monarchie catholique, et non l'homme de la liberté républicaine. Tout en lui le condamnait à agir, comme il l'a fait, soit pour s'élever, soit pour tomber. Dans ses jeunes années, sous les dra-

peaux victorieux de Lodi et d'Arcole, le cri de *vive la République!* n'était pour lui qu'un cri de gloire, comme le fut depuis pour l'armée le cri de *vive l'Empereur!* Il ne lui appartenait pas de se modifier, ni de transiger avec son caractère; car il revint de l'île d'Elbe le même homme qu'à son départ de Fontainebleau. Aussi, en 1814 et en 1815, accepta-t-il son adversité comme une conséquence de sa haute fortune, et ne vit-il que de l'ingratitude dans les trahisons.

« Napoléon ne se trompait pas non plus, quand il se croyait tellement nécessaire qu'on n'oserait pas le renverser. On lui a reproché à tort cette haute opinion de lui-même, comme une grande erreur de la vanité; on ne devait y voir que l'expression de l'état où sa puissance avait placé l'Europe. Il sentait qu'il était la clef de la voûte continentale, et il pouvait croire que si l'étranger parvenait à le faire tomber du trône, la révolution renaissante, tout en applaudissant à sa chute, en demanderait raison à l'Europe. Et en effet, l'armée russe, après le retour de Napoléon et de son armée dans la limite du Rhin, s'arrêta sur les bords du fleuve, et ce fut sur le signal donné de Paris même, qu'elle s'enhardit à les franchir. Ce fut en-

core de Paris que cette même armée, stationnée à Troyes, reçut la pressante invitation d'arriver à toute course sous les murs de la capitale, pendant que Napoléon, trompé par des rapports infidèles, manœuvrait de Doulevent sur Vitry, contre une division. Ce ne fut pas l'Autriche qui rompit le congrès de Châtillon!... et même en 1815, la Russie et l'Autriche étaient à plusieurs journées du champ de bataille!...

« Peut-être jugera-t-on que ces idées mériteraient de plus grands développemens; mais ce n'est pas ici le lieu de les produire. Qu'y a-t-il donc de plus merveilleux que l'élévation et la chute de Napoléon? Napoléon lui-même.

« Une histoire de la vie de Napoléon, bien que remplie des faits de toute nature qui ont établi sa renommée, a encore besoin des conjectures et des commentaires de l'histoire sur l'origine et sur les conséquences de ces faits eux-mêmes, quand ils ne sont pas expliqués par Napoléon, ou révélés par d'autres autorités imposantes. »

Je ne puis terminer cette préface sans combattre cette assertion de Sir Walter Scott, que Napoléon avait à choisir entre Cromwell et Washington, et qu'il préféra être Cromwell. Toutes les personnes

qui ont connu Napoléon savent que la nature n'avait pas plus créé en lui un Cromwell qu'un Washington ou un Monck. Il lui appartenait uniquement d'être ce qu'il a été, de faire ce qu'il a fait; il lui appartenait de se servir des élémens de la liberté comme de ceux de la monarchie, pour rendre populaire la domination qu'il exerça sur la France. Cette domination, son génie militaire l'étendit sur l'Europe qui ne cessa de le provoquer à la guerre, dans l'espoir d'user les forces du géant qui se consumerait à force de victoires. Le calcul était juste: victorieux pendant vingt ans, Napoléon a succombé enfin sous les coups de ses alliés, qui ne cessèrent jamais d'être ses ennemis. La dernière coalition ne fut qu'une révolte de captifs qui ont fini par terrasser leur maître avec les fers qu'il leur avait donnés. Si Napoléon eût pris le rôle de Washington, il eût été plus tôt abattu. Mais l'assimilation de Napoléon à Cromwell est une horrible injure pour celui qui, en 1815, a pu prononcer sur l'existence d'une partie de la famille royale!!!

Napoléon avait entendu dire aussi qu'il devait être le Washington de l'Europe; et voici comme il traite cette question, page 467 du premier volume du *Mémorial de Sainte-Hélène :*

« Arrivé au pouvoir, on eût voulu que j'eusse « été un Washington : les mots ne coûtent rien; « et sûrement ceux qui l'ont dit avec tant de fa- « cilité le faisaient sans connaissance des temps, « des lieux, des hommes et des choses. Si j'eusse « été en Amérique, volontiers j'eusse été aussi un « Washington, et j'y eusse eu peu de mérite; car « je ne vois pas comment il eût été raisonnable- « ment possible de faire autrement. Mais si lui « s'était trouvé en France, sous la dissolution du « dedans et sous l'invasion du dehors, je l'eusse « défié d'être lui-même; ou s'il eût voulu l'être, « il n'eût été qu'un niais, et n'eût fait que conti- « nuer de grands malheurs. Pour moi, je ne pou- « vais être qu'un *Washington couronné :* ce n'é- « tait que dans un congrès de rois, au milieu de « rois vaincus ou maîtrisés, que je pouvais le deve- « nir. Alors, et là seulement, je pouvais montrer « avec fruit sa modération, son désintéressement, « sa sagesse. Je n'y pouvais raisonnablement par- « venir qu'au travers *de la dictature universelle.* « Je l'ai prétendue; m'en ferait-on un crime? Pen- « serait-on qu'il fût au-dessus des forces humaines « de s'en démettre? Sylla, gorgé de crimes, a « bien osé abdiquer, poursuivi par l'exécration

« publique! Quel motif eût pu m'arrêter, moi qui « n'aurais eu que des bénédictions à recueillir?... Il « me fallait vaincre à Moskou!... Combien, avec le « temps, regretteront mes désastres et ma chute!... « Mais demander de moi, avant le temps, ce qui « n'était pas de saison, eût été une bêtise vul- « gaire; moi l'annoncer, le prononcer, eût été « pris pour du verbiage, du charlatanisme; ce « n'était point mon genre... Je le répète, il me « fallait vaincre à Moskou!... »

Voilà comment Napoléon explique Napoléon; je me suis étendu particulièrement sur son caractère, parce que j'ai cru ce préliminaire indispensable pour préparer le lecteur à l'histoire d'un homme dont la vie nous présente un être à part, sans aucun terme de comparaison dans les fastes du monde. Quant à moi, je déclare que je n'aurais pas entrepris d'écrire cette grande histoire, si je ne m'étais senti également possédé du besoin de rendre hommage à la vérité, et du désir d'honorer la France.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA CORSE ANCIENNE ET MODERNE. — ÉTAT POLITIQUE DE LA CORSE AVANT LA CONQUÊTE DES FRANÇAIS. — LES GÉNOIS S'ADRESSENT A LA FRANCE POUR LES AIDER A CONQUÉRIR LA CORSE. — LA FRANCE Y ENVOIE DES TROUPES ET S'EN EMPARE. — LA CORSE PASSE SOUS LA DOMINATION DE LA FRANCE AU MOIS DE JUIN 1769.

La noblesse historique de l'île de Corse remonte aux temps fabuleux, c'est-à-dire aux premiers âges de la civilisation. Cadmus, fils d'Agénor, dit Hérodote, cherchant Europe par

Goths, les Sarrasins, les Lombards, les Génois, et enfin les Français.

L'état politique de la Corse avant la perte de son indépendance mérite quelque attention; il était déterminé par la nature elle-même. L'île n'est qu'une vaste agrégation de montagnes sillonnées par des vallées plus ou moins profondes qui possèdent seules la terre végétale, source de toute population, et divisent la contrée par cantons nommés pièves. Chaque canton renfermait des familles influentes, toujours rivales, souvent en guerre, et donnait assez exactement l'idée des clans de l'Écosse. A la menace d'un danger public, elles suspendaient leurs querelles, et se réunissaient pour la défense commune. C'était sur la valeur des propriétés que se mesurait l'importance des familles et de leur clientelle. Un pareil ordre de choses divisait la Corse en aristocraties patrimoniales, toutefois combinées avec l'indépendance des habitans; car dans la guerre étrangère ou dans la guerre civile, chacun d'eux s'armait à ses frais, et venait de lui-même combattre sous la bannière de l'une des familles les plus considérables de sa piève. La confédération des pièves formait la patrie corse.

Les villes maritimes devaient à leur position, comme à la nature de leur population, une destinée particulière et toute différente. En effet, con-

stamment occupées depuis plusieurs siècles par des garnisons génoises, et habitées par des familles italiennes déportées par leurs propres gouvernemens ou chassées par des factions victorieuses, elles se trouvaient en quelque sorte hors de l'association nationale. Leurs habitans ne pouvaient y entrer et exercer de l'influence dans l'intérieur du pays que par des établissemens et des acquisitions dans les pièves.

En 1757, l'illustre Pascal Paoli avait levé l'étendard de l'indépendance contre les Génois; ceux-ci, qui, désespérant depuis le XIIe siècle d'assujettir les Corses à leur république, n'en avaient pas moins poursuivi cette vaine entreprise, implorèrent l'appui de la France contre leurs ennemis. Le duc de Choiseul saisit avec empressement l'occasion de donner une possession aussi importante au royaume, et envoya dans la Méditerranée des troupes commandées par le marquis de Chauvelin et le comte de Marbeuf, qui remportèrent différens avantages sur les troupes de Paoli. Enfin, le 9 avril 1769, arriva le comte de Vaux, chargé d'achever la soumission de l'île avec quarante-deux bataillons, deux légions de troupes légères et une bonne artillerie. Le 5 mai, il s'empara du camp de Saint-Nicolas, et, le 7, des hauteurs de Centa, où il repoussa le lendemain l'attaque des

Corses. Le 21, M. de Vaux entra dans la ville de Corté; le 5 juin suivant, il força le passage du Vecchio. Deux jours après, il était maître de Bocognano. Le 15, Paoli s'embarqua sur un bâtiment anglais pour Livourne, et nous laissa maîtres de la Corse. Elle fut immédiatement organisée en pays d'États comme la province du Languedoc; mais au lieu d'un parlement, elle eut un conseil supérieur. M. de Monteynard fut le premier gouverneur français de l'île; M. de Marbeuf y resta en qualité de commandant militaire; et, ce qui arrive toujours quand les petits États appellent les grands à leur secours, les Génois, repoussés de tout temps par le pays, furent la dupe de leur imprudente confiance: M. de Choiseul ne daigna pas même les admettre à un traité de cession. La France garda la Corse, parce qu'elle l'avait conquise. Le droit naturel jugea la question politique; et la prise de possession de ce pays par le gouvernement français sembla doublement juste, parce que les Génois et les Corses se trouvaient hors d'état de conserver, les uns leur souveraineté, les autres leur indépendance. Mais ce ne fut cependant que le 30 novembre 1789, qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée constituante, la Corse devint une partie intégrante du royaume.

CHAPITRE II.

(De 1769 à 1792.)

ANCIENNETÉ DE LA FAMILLE DE BONAPARTE. — GUERRE DES FRANÇAIS EN CORSE. — NAISSANCE DE NAPOLÉON, LE 15 AOÛT 1769. — SON ENFANCE EN CORSE. — IL EST ADMIS A L'ÉCOLE MILITAIRE DE BRIENNE. — SON CARACTÈRE. — JUGEMENT DE SES CHEFS A SON ÉGARD. — BONAPARTE A L'ÉCOLE MILITAIRE DE PARIS. — IL EST NOMMÉ LIEUTENANT EN SECOND AU RÉGIMENT DE LA FÈRE, ARTILLERIE, LE 1ER SEPTEMBRE 1785. — L'ABBÉ RAYNAL L'ACCUEILLE AVEC BIENVEILLANCE. — BONAPARTE REMPORTE, SOUS LE VOILE DE L'ANONYME, LE PRIX DE L'ACADÉMIE DE LYON. — SA LETTRE A M. BUTTAFUOCO, DÉPUTÉ DE LA NOBLESSE DE CORSE, EST IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA SOCIÉTÉ PATRIOTIQUE D'AJACCIO.

Les ancêtres de Buonaparte, ou Bonaparte, inscrits sur le livre d'or à Bologne, comptés à Florence parmi les Patrices, avaient joué un rôle important, surtout à Trévise. Pendant les guerres civiles d'Italie, ils étaient attachés au parti des Gibelins; chassés de Florence par les Guelfes, ils vinrent se réfugier en Corse au commencement du XVe siècle, et fixer leur résidence à Ajaccio. Avec le temps ils s'allièrent aux Colonna, aux Bozi, aux Durazzo, de Gènes, comme aux pre-

mières familles de l'île de Corse; ils y acquirent des propriétés, et obtinrent la plus grande influence dans la piève de Talavo, surtout dans le bourg de Bocognano.

Charles Bonaparte, père de Napoléon, avait étudié à Rome et à Pise; c'était un homme d'une figure agréable, d'une éloquence vive et naturelle, et d'une intelligence remarquable. Plein de patriotisme et de dévouement, on l'avait vu, à la tête de sa piève, combattre avec courage dans la guerre qu'il avait contribué à allumer contre les Génois, oppresseurs de son pays : aussi occupait-il un rang distingué dans l'estime de ses compatriotes et dans l'amitié de Paoli. Pendant le cours de cette guerre, Letizia Ramolini, son épouse, l'une des plus belles femmes du temps, et douée d'une grande force d'ame, le suivit souvent à cheval, et partagea les périls de ses expéditions. Elle était enceinte à l'époque de la bataille de Ponte-Novo, gagnée par les Français en juin 1769. Alors elle se trouvait à Corté, siége du gouvernement de Paoli, chez les Arrighi, parens de Charles Bonaparte. A la suite de cette affaire, qui décida du sort du peuple corse, elle dut aller chercher un asile dans les montagnes de la Ronda, d'où elle revint à Ajaccio. Ainsi, dès les entrailles de sa mère, celui qui devait devenir le premier capitaine du siècle fut

jeté au milieu des agitations de la guerre, comme si la nature l'eût destiné au métier des armes. Cependant Letizia Ramolini touchait au dernier terme de sa grossesse; malgré cette circonstance, et n'écoutant que son courage, elle voulut assister à la fête de l'Assomption; mais elle n'eut que le temps de revenir chez elle pour déposer sur un tapis à fleurs un fils qu'on appela Napoléon : c'était le nom que portait toujours l'un des membres de la famille, en mémoire d'un Napoléon des Ursins, célèbre en Italie. Napoléon naquit le 15 août 1769, deux mois après la bataille de Ponte-Novo.

Le premier âge de Napoléon ne marqua point par ces prodiges dont on se plaît à entourer le berceau des grands hommes. Lui-même a dit : « Je « n'étais qu'un enfant obstiné et curieux. » Il faut ajouter à ces deux traits caractéristiques beaucoup de vivacité dans l'esprit, une sensibilité précoce; mais en même temps l'impatience du joug, une activité sans mesure, et cette humeur querelleuse qui affligeait tant la mère de Bertrand Duguesclin, quand il était jeune encore. Alors, comme depuis, soit que Napoléon fût assailli par les autres, soit qu'il les attaquât lui-même, il s'élançait sur ses ennemis sans jamais compter leur nombre; aucun obstacle ne pouvait l'arrêter. Personne ne lui imposait, excepté sa mère, femme d'un esprit

viril, qui savait se faire aimer, craindre et respecter. Napoléon, tout indomptable qu'il paraissait être, apprit d'elle la vertu de l'obéissance, l'une des causes de ses succès dans les écoles; il dut aussi probablement aux exemples maternels cet amour de l'ordre, cette économie qui l'a tant aidé à soutenir ses vastes entreprises. Sous ces deux rapports, son oncle, l'archidiacre Lucien, qui avait du savoir et des lumières, lui donna plus tard de précieuses leçons, en administrant avec sagesse les biens de la famille, dont il devint le second père. Le bon archidiacre avait observé avec autant de curiosité que de satisfaction la rare intelligence, les habitudes de réflexion, la constance de volonté, l'indépendance de caractère, qui chaque jour se développaient dans son neveu : il parut même avoir deviné l'avenir de Napoléon, par ses dernières paroles aux jeunes Bonaparte qui entouraient son lit de mort : « Il est inutile de songer « à la fortune de Napoléon, il la fera lui-même. « Joseph, tu es l'aîné de la famille, mais Napoléon « en est le chef; aie soin de t'en souvenir. » L'événement a justifié la prédiction, et l'ordre du mourant a été fidèlement exécuté.

En 1779, Charles Bonaparte, envoyé à Versailles comme député de la noblesse des États de Corse, emmena avec lui son fils Napoléon, âgé de

dix ans, et sa fille Élisa. La politique de la France appelait aux écoles royales les enfans des familles nobles de la nouvelle conquête; aussi Élisa fut placée à Saint-Cyr, et Napoléon à Brienne.

Bonaparte entre avec joie à l'École Militaire. Dévoré du désir d'apprendre, et déjà pressé du besoin de parvenir, il se fait remarquer de ses maîtres par une application forte et soutenue. Il est, pour ainsi dire, le solitaire de l'école; ou, quand il se rapproche des autres élèves, leurs rapports avec lui sont d'une nature singulière. Ses égaux doivent se ployer à son caractère, dont la supériorité, quelquefois chagrine, exerce sur eux un empire absolu. Lui-même, soit qu'il les domine, soit qu'il leur reste étranger, il semblerait être sous l'influence d'une exception morale qui lui aurait refusé le don de l'amitié, si quelques préférences auxquelles il demeura fidèle dans sa plus haute fortune, n'avaient honoré sa première jeunesse.

Dans la discipline commune de l'école, il a l'air d'obéir à part et avec un penchant réfléchi à respecter la règle et à remplir ses devoirs. Abstrait, rêveur, silencieux, fuyant presque toujours les amusemens et les distractions, on croirait qu'il s'attache à dompter un caractère fougueux et une susceptibilité d'ame égale à la pénétration de son

esprit; sa vie sévère pourrait même donner l'idée d'un néophyte ardent qui se forme aux austérités d'une religion; mais des rixes fréquentes et souvent provoquées par lui font éclater la violence de son humeur, tandis que d'autres faits trahissent des inclinations militaires. Veut-il bien s'associer aux exercices de ses compagnons? les jeux qu'il leur propose, empruntés de l'antiquité, sont des actions dans lesquelles on se bat avec fureur sous ses ordres. Passionné pour l'étude des sciences, il ne rêve qu'aux moyens d'appliquer les théories de l'art de la fortification. Pendant un hiver, on ne voit dans la cour de l'école que des retranchemens, des forts, des bastions, des redoutes de neige. Tous les élèves concourent avec ardeur à ces ouvrages, et Bonaparte conduit les travaux. Sont-ils achevés? l'ingénieur devient général, prescrit l'ordre de l'attaque et de la défense, règle les mouvemens des deux partis; et, se plaçant tantôt à la tête des assiégeans, tantôt à la tête des assiégés, il excite l'admiration de toute l'école et des spectateurs étrangers, par la fécondité de ses ressources et par son aptitude au commandement aussi bien qu'à l'exécution.

Dans ces momens d'éclat, Bonaparte était le héros de l'école pour les élèves et pour leurs chefs. Cependant on raconte qu'un léger manque de

subordination le fit condamner, par un maître de quartier sans discernement, à revêtir un habit de bure, et à dîner à genoux sur le seuil du réfectoire; mais au moment de subir cette peine, il fut saisi d'une attaque de nerfs si violente, que le supérieur lui-même vint lui épargner une humiliation si peu d'accord avec le caractère de l'élève et la nature de la faute. A cette époque, Pichegru était le répétiteur de Bonaparte, sous le père Patrau, qui défendait, dans cet élève de prédilection, le premier de ses mathématiciens. Ainsi le froc d'un moine cachait le conquérant de la Hollande, et l'habit d'un élève le dominateur de la France et de l'Europe. La révolution qui devait les produire l'un et l'autre se préparait à leur insu; et la république, dont la cause allait bientôt enflammer leur jeunesse, devait être trahie par le maître et détruite par le disciple, après avoir dû ses plus beaux triomphes à leurs armes. Toutefois il y aurait trop d'honneur pour Pichegru dans la comparaison avec un tel homme et une pareille renommée.

Cependant la lecture, qu'il a toujours aimée, devient pour Bonaparte une passion qui ressemble à la fureur; mais les beaux-arts n'ont point d'attrait pour cet esprit sévère; et de la littérature il ne cultive que l'histoire; il la dévore, et range avec

ordre dans sa mémoire sûre et fidèle tous les événemens remarquables de l'existence des nations, et de la vie des grands hommes qui les ont conquises et gouvernées. Plutarque, qu'il ne peut plus quitter, Plutarque, dont les vieilles admirations n'ont pas été peut-être sans danger pour une ame de cette trempe, développe chaque jour les germes d'enthousiasme, d'héroïsme, d'amour de la gloire et d'ambition que la nature avait déposés en lui. Quand sa fortune fut faite, il se délassa de l'histoire par la fable, et quitta Plutarque pour Ossian; mais ce ne fut qu'une simple distraction de son esprit. Alexandre aussi se délassait de la puissance et de la gloire par les rêveries poétiques du divin Platon.

Bonaparte resta à Brienne jusqu'à l'âge de quatorze ans. En 1783, le chevalier de Kéralio, inspecteur des douze écoles militaires, qui avait conçu une affection toute particulière pour cet élève, lui accorda une dispense d'âge et même une faveur d'examen pour être admis à l'École de Paris; car Napoléon n'avait fait de progrès que dans l'étude de l'histoire et des mathématiques, et les moines de Brienne voulaient le garder encore une année pour le perfectionner dans la langue latine. « *Non*, dit M. de Kéralio, *j'aperçois dans ce jeune homme une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver.* » Un

recueil manuscrit qui a appartenu à M. le maréchal de Ségur, alors ministre de la guerre, renferme la note suivante : *École des élèves de Brienne. État des élèves du roi, susceptibles par leur âge d'entrer au service ou de passer à l'Ecole de Paris ;* savoir : *M. de Bonaparte* (Napoléon), *né le* 15 *août* 1769, *taille de quatre pieds dix pouces dix lignes; a fait sa quatrième ; de bonne constitution, santé excellente ; caractère soumis, honnête et reconnaissant; conduite très régulière; s'est toujours distingué par son application aux mathématiques; il sait très passablement son histoire et sa géographie; il est assez faible dans les exercices d'agrément et pour le latin, où il n'a fait que sa quatrième; ce sera un excellent marin; mérite de passer à l'École de Paris.* Cette note de M. de Kéralio fut adoptée par M. de Regnault, son successeur, et décida l'admission de Bonaparte à l'École Militaire de Paris.

Bonaparte y obtint bientôt la même supériorité originale qui l'avait fait distinguer à Brienne, et fut aussi le premier mathématicien parmi les élèves. Son professeur d'histoire, M. de l'Eguille, dans le compte qu'il rendit de ses élèves, avait ainsi noté le jeune Napoléon : *Corse de nation et de caractère, il ira loin, si les circonstances le favorisent.* Ce professeur avait vu plus loin que les autres, mais il

s'était trompé pour le caractère; car jamais homme ne fut moins vindicatif que Bonaparte, et n'eut plus sujet de l'être. Domairon, qui lui enseignait les belles-lettres, appelait énergiquement ses amplifications *du granit chauffé au volcan.* Bonaparte perdit par degrés l'éloquence verbeuse et emphatique de l'école, pour adopter l'éloquence concise et pleine d'images, qui est celle des conquérans et des grands hommes; cependant il y eut toujours quelque chose d'oriental dans sa manière d'écrire. Devenu premier consul, il recevait souvent M. de l'Éguille à la Malmaison, et il lui dit un jour : « De toutes vos leçons, celle qui m'a « laissé le plus d'impressions, c'est la révolte du « connétable de Bourbon; mais vous aviez tort de « me dire que son plus grand crime avait été de « faire la guerre à son roi. Son véritable crime « fut d'être venu attaquer la France avec les étran- « gers. »

La carrière militaire de Bonaparte commença à seize ans, âge où le succès de son examen à l'École Militaire de Paris lui valut, le 1er septembre 1785, une lieutenance en second au régiment de la Fère, qu'il quitta bientôt pour entrer lieutenant en premier dans un autre régiment en garnison à Valence. Là, ses premiers amis furent Lariboissière et Sorbier, qu'il nomma depuis inspecteurs géné-

raux de leur arme. Une femme qui gouvernait la ville par l'ascendant de son mérite, madame du Colombier, frappée tout à coup de ce qu'il y avait d'extraordinaire en Bonaparte, le présenta dans les meilleures sociétés, et contribua beaucoup à l'heureux changement qui parut dans son caractère. Devenu aimable et enjoué, l'officier d'artillerie parvint sans peine à plaire, et se vit encore recherché à cause des brillantes facultés que révélait sa conversation. Madame du Colombier avait deviné le génie de Bonaparte; elle lui prédisait souvent un grand avenir.

Dans un voyage qu'il fit à Paris deux années après, il fut accueilli avec une bienveillance particulière par le fameux abbé Raynal, auquel il avait adressé le commencement d'une histoire qu'il se proposait d'écrire sur la Corse. Le philosophe encouragea le jeune auteur à continuer ce travail, premier essai de sa plume, et qui, resté imparfait sans doute, n'a jamais été retrouvé. En 1786, sur la demande de ce même abbé Raynal, l'Académie de Lyon avait proposé la question suivante à l'émulation des écrivains : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible?* Napoléon concourut sous le voile de l'anonyme et remporta le prix. Son discours, découvert dans les archives

de l'Académie par les recherches de M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures sous le consulat, fut remis par lui à Napoléon, qui le jeta au feu. Il est probable qu'au moment de se faire empereur, Napoléon ne conservait pas sur les institutions propres à fonder le bonheur des hommes les idées qu'il avait pu concevoir à dix-huit ans, lorsqu'il n'était encore que lieutenant d'artillerie. Mais son frère Louis avait eu le temps de prendre une copie de ce mémoire, récemment publié par le général Gourgaud. Le style en est original, quelquefois brillant. L'auteur passe avec une facilité singulière de la discussion austère du moraliste à l'entraînement de l'ame la plus tendre pour ses semblables. Ce petit ouvrage est un monument précieux de sa jeunesse, et pouvait peut-être annoncer une tout autre carrière que celle des armes. Cependant, presqu'à la même époque où Napoléon traitait ainsi une question qui intéressait l'humanité entière, il répondit à une dame qui blâmait Turenne d'avoir incendié le Palatinat : « Eh! qu'importe, Madame, si cet incen-« die était nécessaire à ses desseins?... » Aussi, vingt-sept ans après, ce ne fut pas lui qui incendia Moskou!

Napoléon avait vingt ans, et résidait à Valence, lorsque le cri de liberté se fit entendre en 1789.

Le Dauphiné donna un grand exemple à cette cause si nouvelle : le premier arbre de la liberté fut planté à Vizille. Bientôt le fatal projet de quitter leur poste et leur pays s'empara d'un grand nombre d'officiers français; cette fureur se répandit dans la garnison de Grenoble. Bonaparte, présent, jugea l'émigration, et lui préféra la révolution. Les armes savantes et méditatives, le génie et l'artillerie, imitèrent moins que les autres armes cette défection, qui fut aussi une fièvre révolutionnaire. Elles accueillirent généralement les nouveaux principes, et contribuèrent puissamment, par la réunion de leurs forces morales et physiques, à conquérir et à consolider la liberté et la gloire de la patrie. Bonaparte ne resta point étranger à la nouvelle religion politique, qui, au contraire, poussa en dehors son ame ardente, jusqu'alors renfermée en elle-même. A cette époque de fermentation, de grands secrets furent révélés aux esprits, et des talens inconnus sortirent de toutes les classes de la population française.

En 1790, Bonaparte tenait garnison à Auxonne. Entraîné par le mouvement général, il donna alors un gage public de ses sentimens, en faisant paraître une lettre adressée à M. de Buttafuoco, maréchal de camp, député de la noblesse corse à l'Assemblée constituante. Cette lettre, où règne,

avec le sentiment et l'expression de l'ironie la plus amère, la déclamation la plus énergique contre les trahisons que Bonaparte reproche à ce député, fait merveilleusement connaître quelle impression la révolution avait produite sur ses idées, et retrace avec une rapidité et une éloquence remarquables les événemens qui amenèrent la soumission de sa patrie à la France. Elle fut tirée à cent exemplaires que Bonaparte envoya en Corse. Peu de temps après, le président de la société patriotique d'Ajaccio écrivit à l'auteur que la société en avait voté l'impression, et avait arrêté que le nom d'*infame* serait donné à M. Buttafuoco.

Telles sont les opinions de Bonaparte à vingt et un ans : il va les mettre en action dans sa propre patrie. La puberté républicaine fermente dans son sein; il va prendre la robe virile.

FIN DU LIVRE PREMIER.

LIVRE SECOND.

Convention Nationale.

CHAPITRE PREMIER.

(1792-1793-1794.)

BONAPARTE COMMANDE UN BATAILLON EN CORSE. — SON SÉJOUR A PARIS. — RÉVOLTE DE PAOLI. — BONAPARTE EST BANNI DE LA CORSE AVEC SA FAMILLE. — SON ARRIVÉE A TOULON. — IL EST PROMU AU GRADE DE CAPITAINE DANS LE 4ᵉ RÉGIMENT D'ARTILLERIE A PIED.

PASCAL PAOLI était venu de Londres à Paris en 1790 : solennellement présenté à l'Assemblée constituante par M. de La Fayette, il avait reçu dans la capitale tous les honneurs qu'à cette belle époque l'amour de la vraie liberté faisait décerner aux défenseurs de l'indépendance

des nations. Paoli trompa l'Assemblée. L'année suivante, de retour dans ses foyers, il y reçut le brevet de lieutenant général au service de France, et le commandement de la Corse, qui formait alors la vingt-sixième division militaire. Vers cette époque, Bonaparte, présent par congé dans cette division, y trouva deux partis, dont l'un tenait pour l'union avec les Français, et l'autre pour l'indépendance de la Corse. Son choix ne fut pas douteux : il devait fidélité à la France. Ajaccio, sa ville natale, était le chef-lieu du parti opposé au nôtre; Bonaparte, capitaine d'artillerie depuis le 6 février 1792, et nommé ensuite au commandement temporaire de l'un des bataillons soldés qu'on avait levés en Corse pour le maintien de l'ordre public, dut marcher contre la garde nationale d'Ajaccio : voilà son premier pas dans la carrière des armes. Un chef des mécontens, Peraldi, ancien ennemi de la famille de Bonaparte, osa accuser Napoléon d'avoir provoqué le désordre qu'il venait de réprimer. Appelé dans la capitale pour rendre compte de sa conduite, il se justifia facilement de cette calomnieuse imputation.

Pendant le séjour de Bonaparte à Paris eut lieu la journée du 20 juin, où Louis XVI, outragé dans son palais par les ouvriers des faubourgs Saint-

Antoine et Saint-Marceau, se vit contraint de se coiffer du bonnet rouge. Au bruit de ces violences, le général La Fayette, commandant une armée de trente mille hommes en Flandre, vient seul à Paris, demande, le 28, à la barre de l'Assemblée législative, justice des attentats du 20, propose au roi et à la reine de les conduire et de les défendre à Compiègne : mais, rejeté également par l'Assemblée et par la cour, il n'a que le temps de s'échapper sous le poids d'une double proscription dont une partie dure encore. Le duc de la Rochefoucault-Liancourt avait eu la même inspiration. D'accord avec Louis XVI, dont il était l'ami, il se fait céder par le titulaire le gouvernement de Rouen, pour y offrir un asile au prince; il n'est pas plus heureux que le marquis de La Fayette. L'infortuné monarque, entraîné à sa perte par une pente rapide, n'ose ou ne peut profiter d'aucun des efforts tentés en sa faveur. Dans son palais, qui est déjà sa prison, il relit sans cesse l'histoire de Charles Ier, et il espère vainement désarmer ses ennemis par la résignation et par la douceur, persuadé que le roi d'Angleterre n'a péri que pour avoir irrité les siens par la violence et l'opiniâtreté. Pendant le cours de ces douloureuses réflexions, le 10 août éclate ; le roi, forcé dans les Tuileries par une multitude furieuse et armée, n'a d'autre

refuge qu'une tribune de l'Assemblée, dont il se constitue ainsi le prisonnier. Des scènes si terribles jettent dans l'esprit de Napoléon une étrange lumière; car, après cette journée, il écrit à son oncle Paravicini : *Ne soyez pas inquiet de vos neveux, ils sauront se faire place.* Mais si la chute du trône, en ouvrant à ses yeux un horizon vaste et indéfini, produisit, comme catastrophe politique, une impression profonde sur son esprit, elle donna aussi une nouvelle énergie à sa première affection pour la liberté.

Bonaparte revint visiter son pays natal au mois de septembre. Les souvenirs des services de son père dans la guerre de l'indépendance; les événemens de cette guerre racontés par Paoli, avec lequel, dès ses jeunes années, il avait entretenu une correspondance en Angleterre; la présence de l'illustre banni qui augmentait l'admiration qu'il avait inspirée à son jeune partisan; tout entraînait et devait entraîner Bonaparte vers celui qui était alors le grand homme de la Corse, et que la France avait proclamé grand citoyen. Paoli le reçut et le traita avec une affection particulière. Il observait Napoléon; il le jugea, quand il dit : *Ce jeune homme est taillé à l'antique : c'est un homme de Plutarque.* Bientôt Napoléon fut obligé, à son tour, d'observer et de juger Paoli. Il découvrit

que ce général dirigeait le parti qui s'était constamment opposé à la réunion de la Corse à la France, et contre lequel il venait de se battre à Ajaccio. Quelle affliction pour lui de reconnaître dans son protecteur, dans son héros, dans l'ami de sa famille, le chef du parti anti-français! Les relations que son admiration et son respect avaient provoquées entre lui et Paoli, prirent bientôt le caractère de réserve que la découverte de cette trahison devait établir. La méfiance divisa dès lors le chef qui, investi du pouvoir par la France, s'en servait contre elle-même, et le simple officier qui jurait de remplir tout son serment envers sa nouvelle patrie.

Une escadre, sous les ordres du vice-amiral Truguet, chargé d'une expédition contre la Sardaigne, arrive à Ajaccio en janvier 1793. Les forces stationnées en Corse sont mises en mouvement, et Bonaparte est spécialement chargé, avec son bataillon, d'opérer une diversion contre les petites îles de la Madelaine, situées entre la Corse et la Sardaigne; l'expédition n'obtient pas de succès; Bonaparte revient à Ajaccio. Alors Paoli, dénoncé à la Convention, se trouvait placé sur une liste de vingt généraux proscrits, et menacé lui-même d'être arrêté et jugé comme traître : sa tête avait été mise à prix. Pour échapper à ce danger,

il leva l'étendard de la révolte au mois de mai, rallia à lui tous les mécontens, se fit nommer généralissime et président d'une *consulta* qui s'assembla à Corté, et dont Pozzo-di-Borgo, aujourd'hui ambassadeur de Russie en France, fut nommé le secrétaire. La guerre s'alluma entre les partisans de la France et ceux de l'Angleterre. Cette division fut violente et signalée par de grands excès. On croit même que Paoli protégeait les entreprises diverses qui furent tentées par les siens pour enlever son jeune adversaire. Bonaparte a le bonheur de se soustraire aux poursuites dirigées contre lui, et de rejoindre à Calvi les représentans du peuple Salicetti et Lacombe-Saint-Michel, qui ont débarqué avec des forces. Ces troupes marchent contre Ajaccio; mais l'entreprise échoue encore. Bonaparte, qui en faisait partie, trouve le moyen de dérober tous les siens à la vengeance de Paoli, et de les envoyer en France. Ruiné par le pillage et l'incendie des propriétés de sa famille, frappé avec elle d'un décret de bannissement, il a lutté vainement, au nom de la république, contre l'ascendant de l'Angleterre, et il menace celle-ci du serment d'Annibal en quittant sa patrie. Aussi descend-il du vaisseau qui le portait à Marseille, comme un soldat de la liberté proscrit par un traître. Les rois vont avoir à combattre ce terrible adver-

saire, dont ils seront un jour les cliens, et qui, à son tour, deviendra leur victime.

Après avoir établi sa famille dans les environs de Toulon, Napoléon se rend à Paris, laissant en garnison à Nice le quatrième régiment d'artillerie à pied, dans lequel il servait comme capitaine, avant l'expédition de Sardaigne, d'où il revenait avec le grade supérieur. C'est la fatale période de 93 et de 94, pendant laquelle la Montagne s'élève, sur les ruines de la royauté détruite, à un despotisme inouï. Une lutte gigantesque entre la terreur et l'Europe entraîne tout à coup la révolution hors de ses limites, et soulève quatorze armées contre les ennemis de la patrie; la France répète malgré elle au dedans les triomphes qui l'immortalisent au dehors. La Convention renverse par la force et défie par l'audace tout ce qui se déclare contre elle. La guerre civile, la trahison, le parti de l'étranger, appellent toutes ses vengeances; la Vendée; Marseille, Lyon, Toulon, ont armé son bras exterminateur. Comme tous les pouvoirs extraordinaires, elle sent que le moyen de contenir et de subjuguer les hommes n'est pas seulement de les vaincre, mais encore de les étonner. Une justice infernale appelle à sa défense le crime au nom de la vertu, au nom de la loi la tyrannie. C'est en proclamant les droits de l'homme que la convention

invente la terreur, qui pèse à la fois sur les citoyens, sur les fonctionnaires, sur les généraux, sur les armées, sur ses propres membres, et aussi sur l'Europe : c'est ainsi qu'elle conduit violemment ving-cinq millions d'hommes à la gloire et à la liberté! Ils y arrivent pauvres, mutilés, et fiers de montrer au monde de nouveaux Spartiates, dont les noms à jamais glorieux sont tracés sur les fastes de la patrie avec le sang des champs de bataille et le sang des échafauds!

CHAPITRE II.

(1793-1794.)

INSURRECTION DE TOULON. — SIÉGE DE CETTE VILLE. — BONAPARTE CHEF DE BATAILLON D'ARTILLERIE. — LE PLAN D'ATTAQUE QU'IL A PROPOSÉ EST ADOPTÉ. — NOMMÉ CHEF DE BRIGADE, IL S'EMPARE DU FORT MULGRAVE. — ÉVACUATION DE TOULON. — BONAPARTE COMMANDE L'ARTILLERIE DE L'ARMÉE D'ITALIE.

Tout cédait à l'influence de la Convention, excepté la Vendée, toujours en feu, et quelques départemens du Midi, qui avaient arboré le drapeau blanc. Lyon, assiégé par une partie de l'armée des Alpes, avait vu mille gardes nationaux de Nîmes, de Marseille, de Toulon, marcher à son secours. Ils étaient déjà dans les murs d'Orange, d'où ils furent chassés par une colonne de quatre mille hommes sous les ordres du peintre Cartaux, chef de brigade, détaché de l'armée des Alpes par les représentans Ricord et Robespierre le jeune. Cartaux poursuivit l'armée insurgée, s'empara du

pont Saint-Esprit, d'Aix, d'Avignon, et entra enfin dans Marseille. Bonaparte dit lui-même qu'il faisait partie de l'expédition de Cartaux, au moins jusqu'à la prise d'Avignon. C'est un peu après cette époque qu'il eut dans un souper, à Beaucaire, avec quelques citoyens, un entretien dont il a transmis les détails dans une brochure imprimée à Avignon, chez Sabin Tournal; elle renferme des passages du plus haut intérêt comme de la plus grande énergie, sur la cause de la république, sur la supériorité des troupes réglées, sur l'art militaire, et sur l'impuissance des soulèvemens aristocratiques qui agitaient le Midi. Quant aux opinions que Bonaparte avait alors, on ne peut les méconnaître à la manière dont il s'exprime sur certains hommes de l'époque : « Dubois-Crancé et « Albitte, dit-il, constans amis du peuple, n'ont « jamais dévié de la ligne droite; ils sont scélérats « aux yeux des mauvais. Mais Condorcet, Bris- « sot, Barbaroux aussi étaient scélérats, lorsqu'ils « étaient purs; vous appelez Cartaux un assas- « sin! Eh bien, etc. » Ici Bonaparte justifie Cartaux par des faits qui font le plus grand honneur à la probité et à l'équité de ce général. La religion républicaine dominait entièrement l'esprit de Bonaparte. Son écrit, publié en 1793, sur le théâtre de la guerre civile, ne pouvait être et n'était, comme

on va le voir, que l'apologie du système terrible qui régnait alors. Dans un dialogue très curieux, un Marseillais dit au militaire qui accusait les fédéralistes, c'est-à-dire à Bonaparte : « Mais Brissot, Barbaroux, Condorcet, Buzot, Vergniaud, « sont-ils aussi aristocrates? Qui a fondé la république? qui a renversé les tyrans? qui a enfin « soutenu la patrie à l'époque périlleuse de la dernière campagne? » Bonaparte répond : « Je ne « cherche pas si vraiment ces hommes, qui avaient « bien mérité du peuple dans tant d'occasions, « ont conspiré contre lui. Ce qu'il me suffit de sa- « voir, c'est que la Montagne, par esprit public « ou par esprit de parti, s'était portée contre eux « aux dernières extrémités, les ayant décrétés, emprisonnés, je veux même vous le passer, les ayant calomniés; les Brissotins étaient perdus, os une civile qui les mit dans le cas de e la urs ennemis; c'était donc pour la seul guerre était utile : s'ils avaient rité l tation première, ils auraient jeté urs ar aspect de la constitution; ils auient leur intérêt au bien public; mais est de citer Décius que de l'imiter. ourd'hui rendus coupables du plus mes; ils ont par leur conduite jusret; le sang qu'ils ont fait répandre

« a effacé les vrais services qu'ils avaient rendus. » Telle était l'opinion de la majorité républicaine; cependant quelle mort plus héroïque que celle des Girondins! et, bien qu'ils eussent condamné le roi sous la présidence de Vergniaud, leur chef, ce fut aussi comme royalistes que ces apôtres de la république furent condamnés. Il n'y a sûrement pas, dans l'histoire d'aucun État populaire, d'exemple plus terrible de la fureur des divisions entre les partis. Non moins redoutable à ses membres qu'aux autres citoyens, l'ostracisme était la loi de la guerre civile de la Convention, et l'ostracisme donnait la mort.

Cependant, Cartaux victorieux, comme Bonaparte l'avait annoncé à ses convives de Beaucaire, avait vu les fédéralistes de Marseille s'enfuir devant lui et se réfugier dans les murs de Toulon, dont les sections étaient en pleine insurrection contre la Convention. On avait arrêté et enfermé au fort La Malgue les représentans du peuple Beauvais et Bayle, ce même Bayle qui avait écrit au Comité de salut public : « *Cela va bien : le pain va manquer!* » Barras et Fréron, également en mission à Toulon, étaient parvenus à s'échapper avec le général Lapoype, et à gagner Nice, quartier général de l'armée d'Italie. Toutes les autorités, le commandant de la flotte, et la plus grande partie

de la population de Toulon, se trouvant compromis par cet acte d'anarchie contre-révolutionnaire qui avait enfanté l'insurrection du Midi, redoutant également la terrible colère du Comité de salut public et celle de l'armée, incapables à la fois de la soumission et de la résistance, ne virent plus d'asile que dans le plus grand de tous les crimes politiques : ils livrèrent aux amiraux anglais et espagnols la ville, le port, l'arsenal, les forts et l'escadre de Toulon. L'Espagne avait déclaré la guerre à la république au mois de mars. Le port contenait trente-deux bâtimens de haut-bord, parmi lesquels une escadre forte de dix-huit vaisseaux et quelques frégates. Cependant, au moment de la trahison du vice-amiral Trogoff, qu'une attaque de goutte retenait dans la ville, l'escadre, sous les ordres du contre-amiral Saint-Julien, s'était embossée de manière à fermer aux ennemis l'entrée de la rade, et à foudroyer en même temps la ville insurgée et ses batteries. La rebellion sectionnaire avait séduit la garnison de la marine, et entraîné Hyères, Olioulles et cinq autres communes. Des députés de la révolte avaient osé se rendre à bord du contre-amiral Saint-Julien, qui avait voulu les faire pendre aux vergues de son vaisseau; mais d'autres émissaires parvinrent à s'introduire par les divers bâtimens de l'escadre; et enfin le vice-

amiral Trogoff s'étant fait porter à bord de la frégate *la Perle*, qui n'avait pas voulu obéir au mouvement de *la flotte*, avait arboré le pavillon du commandement, et fait le signal de ralliement. Seize vaisseaux y avaient obéi, deux seulement avaient persisté dans leur généreuse résolution, et leurs équipages n'avaient eu d'autre ressource que de débarquer et d'aller à la rencontre des troupes républicaines. Saint-Julien, placé tout à coup entre la vengeance de la Convention et la fureur de la ville, avait été réduit à se rendre à bord de l'amiral Hood, et conduit à Barcelone. Ainsi la flotte tout entière devint la proie de cet amiral, qui, le 28 août, occupa avec son escadre et deux escadres espagnole et napolitaine, portant quatorze mille hommes de troupes, la rade, la ville et les forts de Toulon. Bientôt Louis XVII est solennellement proclamé à Toulon roi de France, au milieu de la spoliation de notre marine, dont s'emparent ceux qui se disent les amis et les alliés de sa famille. La garde nationale se voit désarmer par les bandes étrangères appelées à son secours, tandis que l'amiral Hood, qui redoute encore la présence de cinq mille matelots, les renvoie à Brest, à Bordeaux, à Nantes et à Rochefort. Hood commande en chef; il étend son système de défense depuis les hauteurs qui dominent ses batteries, jus-

qu'au delà des gorges d'Olioulles, et jusqu'aux îles d'Hyères. Cependant, l'amiral anglais, qui a traité seul avec le comité insurrectionnel de Toulon, ne livre pas la politique de son gouvernement à l'enthousiasme des royalistes, ni aux affections de famille des généraux de Naples et de Madrid. Il refuse aux espagnols de choisir parmi eux le commandant de Toulon, et aux habitans d'y laisser arriver MONSIEUR, alors à Véronne. Le drapeau blanc n'est point arboré sur les forts; le drapeau tricolore y flotte encore jusqu'au 1er octobre.

A cette époque les militaires avançaient rapidement. Le comité de la guerre désirait si ardemment des succès dans le Midi, que, dans l'espace de trois mois, Cartaux, pour son occupation de Marseille, avait été successivement nommé général de brigade, général de division, et enfin général en chef. Il se trouvait à la tête de douze mille hommes, quand Toulon fut livré. Il en laissa quatre mille à Marseille, et avec les huit mille autres, il observa les gorges d'Olioulles. Arrivés à Nice, Barras et Fréron, après leur fuite de Toulon, ordonnèrent à Brunet, général en chef de l'armée d'Italie, d'envoyer six mille hommes contre cette ville; on chargea Lapoype de les commander. Ainsi Toulon se trouvait menacé par une force égale à celle qui le défendait, avec cette différence, à l'avantage des

assiégés, que ceux-ci avaient leurs troupes réunies, au lieu que l'occupation des montagnes du Faron par l'ennemi séparait et isolait absolument le corps de Cartaux de celui de Lapoype : cependant les deux corps se soutenaient en attaquant chacun de son côté. Cartaux marcha, le 8 septembre, sur les gorges d'Olioulles, et s'en empara; de son côté, Lapoype parvenait à réarmer les batteries de la rade d'Hyères.

Alors le chef de bataillon Bonaparte fut envoyé à l'armée de Toulon par le Comité de salut public, pour diriger l'artillerie du siége, en qualité de commandant en second. Le général Dammartin, qui commandait l'artillerie en chef à cette armée, était malade. Bonaparte arriva le 12 septembre au Bausset, où résidait le quartier général de Cartaux. Il trouva l'armée absolument dépourvue de matériel et de personnel d'artillerie pour un siége aussi important. En moins de six semaines, sa prodigieuse activité créa toutes les ressources qui manquaient, et cent pièces de gros calibre furent réunies. Il fit placer le chef de bataillon Gassendi à la tête de l'arsenal de Marseille; le chef de brigade Marescot commandait l'arme du génie. Bonaparte appela encore auprès de lui de bons officiers, parmi lesquels étaient Victor et Muiron. Mais il eut bientôt à combattre l'incapa-

cité du général en chef, qui voulait faire exécuter à la lettre l'ordre arrivé de Paris, de brûler la flotte ennemie et de prendre Toulon en trois jours. En effet, Cartaux ordonne au commandant d'artillerie de commencer le feu. Bonaparte lui répond que les batteries sont à deux ou trois portées de la rade et des ouvrages ; mais Cartaux insiste : le coup d'épreuve est tiré, et le boulet tombe à cent cinquante toises de la place. Les représentans du peuple aux armées du midi étaient : Barras et Fréron à celle d'Italie; Ricord et Robespierre jeune à celle des Alpes; Salicetti, Albitte et Gasparin à celle de Toulon; celui-ci avait été capitaine de dragons: il entendait la guerre; il avait deviné la supériorité du commandant d'artillerie. Cette disposition favorable de Gasparin fut la véritable cause de la prise de Toulon, par l'accord qui régna constamment entre lui et Bonaparte qui se louait moins d'Albitte et de Salicetti. Il avait établi deux batteries sur le bord de la mer; l'une appelée *batterie de la Montagne*, l'autre *batterie des Sans-Culottes :* c'était la couleur du temps. Le 14 octobre, deux colonnes ennemies débouchèrent pour s'en saisir. Bonaparte accourut, accompagné d'Almeyras, aide de camp de Cartaux, enleva les troupes, et sauva les batteries. Le lendemain, Lapoype s'empara du cap Brun.

Le même jour, 15 octobre, un plan d'attaque rédigé par le général Darçon, homme d'une réputation européenne, arriva de Paris, et fut l'objet d'un conseil de guerre extraordinaire. Ce plan supposait l'investissement de Toulon par soixante mille hommes, tandis qu'avec les renforts venus de l'armée de Lyon, l'armée de Toulon ne se montait tout au plus qu'à trente mille. Le Comité prescrivait, en conséquence de cette supposition de forces, des opérations inexécutables d'attaque sur tous les points occupés par l'ennemi du côté de la terre. Bonaparte ouvrit au conseil un avis tout opposé : il prouva que si l'on pouvait bloquer Toulon par mer comme par terre, la place tomberait. Pour effectuer ce blocus, il proposa d'établir sur les promontoires de Balaguier et de l'Eguillette deux batteries destinées à foudroyer la grande et la petite rade. Les Anglais, qui, de même que Bonaparte, regardaient cette position comme très importante, avaient fait des travaux prodigieux au fort Mulgrave, qui lui était opposé. Trois mille hommes de leurs meilleures troupes et quarante-quatre pièces de gros calibre défendaient le fort, auquel ils avaient aussi donné le nom de *petit Gibraltar;* ils le jugeaient tellement imprenable, que le commandant avait dit : *Si les Français emportent cette batterie, je me fais jacobin.*

Ils avaient travaillé pendant un mois à fortifier cette grande redoute, située sur le promontoire du Cairo; et c'était cette même position que, le surlendemain de son arrivée à l'armée, Bonaparte avait proposé au général en chef Cartaux de faire occuper par une force suffisante, lui assurant que huit jours après il serait maître de Toulon. Cartaux, qui ne comprit pas cette belle opération, se contenta de quatre cents hommes pour son exécution. Les Anglais avaient envoyé, peu de jours après, quatre mille hommes qui avaient chassé les quatre cents Francais, et ils avaient élevé *le petit Gibraltar*. Bonaparte dit avec raison que Toulon était là, et que le fort Mulgrave était le point d'attaque. Il ajouta que soixante et douze heures après la prise de ce fort, l'armée de siége aurait recouvré Toulon. Tout le conseil se rangea de son opinion.

Malgré l'autorité du conseil et le succès des nouvelles batteries, Bonaparte eut encore à lutter contre l'impéritie du général en chef et de son état-major. Fatigué de ces contrariétés, il pria Cartaux de lui transmettre par écrit ses vues et son plan, afin que l'artillerie pût se préparer à concourir à la réussite de l'entreprise.

Cartaux, dont l'ignorance égalait la présomption, eut la simplicité de répondre que son plan definitif était de faire chauffer Toulon pendant

trois jours, et de l'attaquer ensuite en trois colonnes. Bonaparte joignit ses observations à cette lettre singulière, et les remit au représentant Gasparin, qui les envoya à Paris par un courrier extraordinaire. Par le retour du courrier envoyé à l'armée des Alpes, Cartaux perdit son commandement, et fut remplacé à celle de Toulon par le médecin Doppet, qui commandait les troupes qu'on avait employées à la prise de Lyon. Dans l'intervalle, le général Lapoype eut le commandement en chef, et porta le quartier général à Olioulles. Au même moment, l'armée d'Italie perdit son général en chef d'une manière plus tragique. Dénoncé par Barras et Fréron pour avoir eu des intelligences avec Toulon, Brunet périt sur l'échafaud le 6 novembre. Doppet arriva le 10 à l'armée de siége, et fit presque regretter Cartaux.

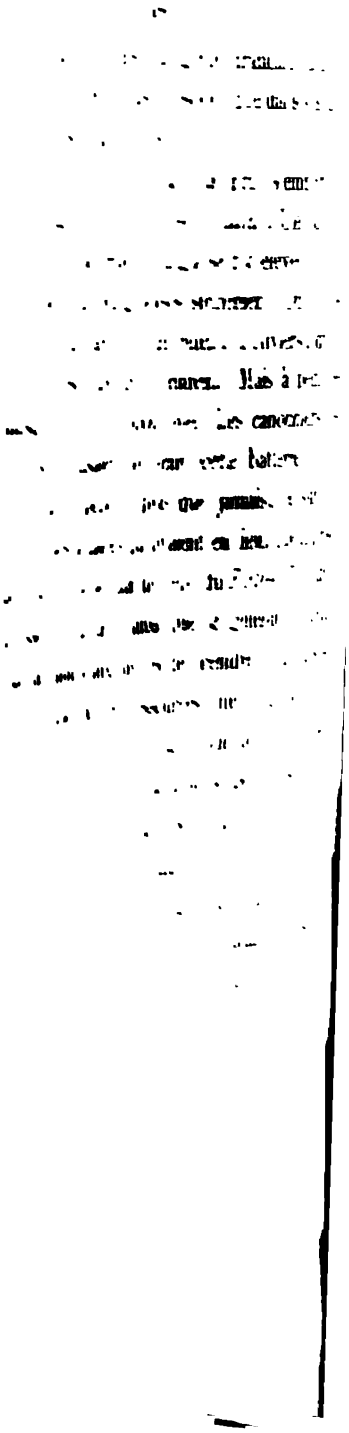
Cependant, peu de jours après, il aurait pu s'emparer du fort Mulgrave. Les Espagnols maltraitèrent tellement les volontaires français qu'ils emmenaient prisonniers, que le bataillon de la Côte-d'Or, qui était de tranchée, courut aux armes, ainsi que toute la division. Cette affaire, improvisée par l'indignation du soldat, devint tellement chaude, que Bonaparte alla dire au général en chef qu'il en coûterait moins pour l'attaque que pour la retraite. Il fut alors autorisé à se por-

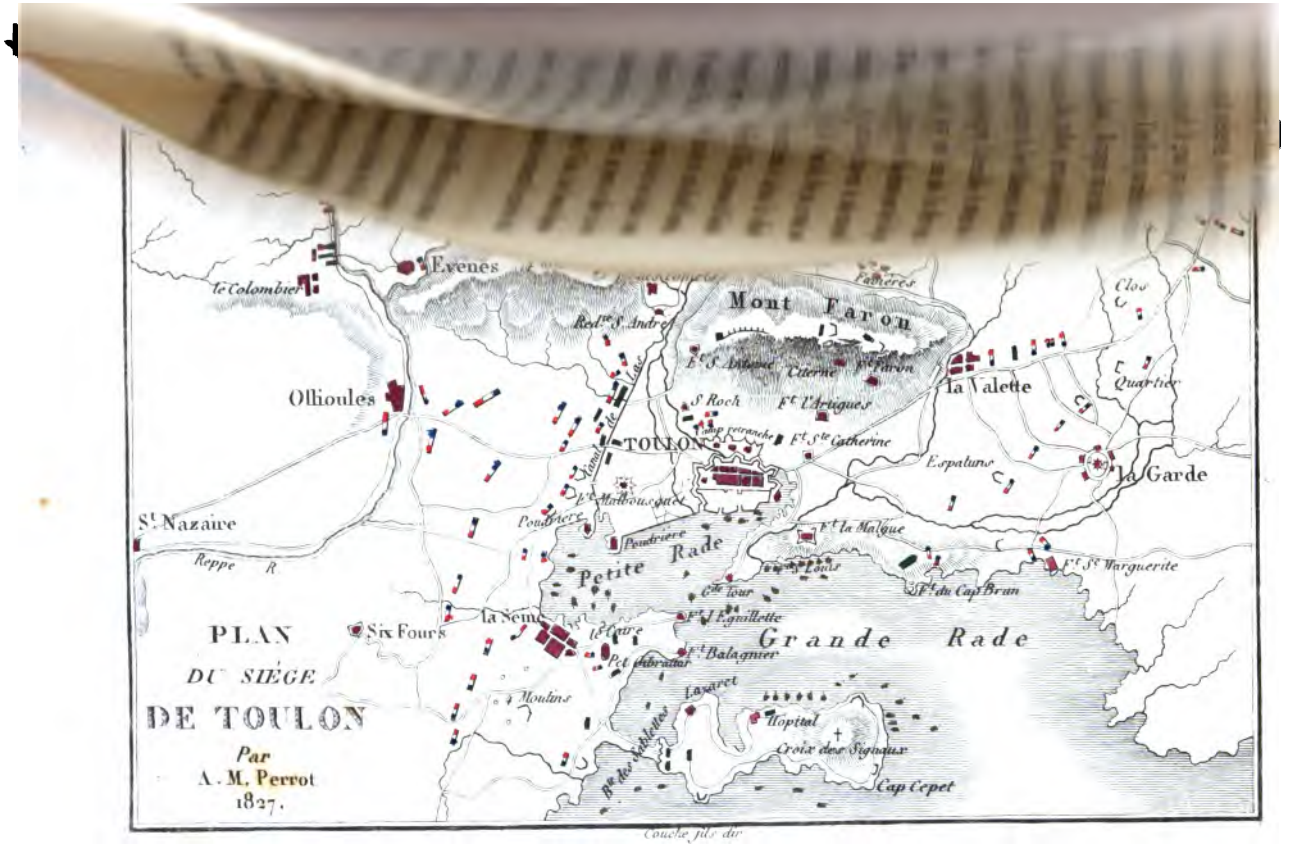
ter à la tête des troupes et à diriger l'opération. Déjà le promontoire du Cairo était couvert de nos voltigeurs, et nos grenadiers, en colonnes, allaient pénétrer par la gorge du fort, lorsque le général Doppet, quoique loin du feu, voyant tomber près de lui un de ses aides de camp, eut la lâcheté de faire sonner la retraite. Bonaparte, blessé à la tête, revint et lui dit militairement : *Le j... f..... qui fait sonner la retraite nous a fait manquer Toulon.* Chacun avait alors son franc-parler sur le champ de bataille : les soldats demandaient hautement quand on se lasserait de leur envoyer des peintres et des médecins pour les commander. Doppet reçut bientôt ordre de se rendre aux Pyrénées. Enfin, le brave Dugommier, l'un des vétérans de la gloire française, fut nommé au commandement général.

Dugommier jugea promptement, ainsi que Gasparin, toute la portée du génie militaire du jeune commandant de l'artillerie, et dès ce moment commencèrent les véritables travaux du siége. Ce fut à la construction d'une nouvelle batterie, qu'ayant besoin de dicter un ordre, Bonaparte demanda un homme qui sût écrire. Un sergent d'un bataillon de la Côte-d'Or se présenta, et comme il écrivait sur l'épaulement de la batterie, un boulet le couvrit de terre, lui et son papier. *Bon*, dit le

trois jou
lonnes.
lettre sin
parin, q
traordin
l'armée
dement,
médecin
avait em
valle, le
en chef,
Au mèn
général
noncé p
intelliger
faud le
mée de s

Cepen
s'empar
traitèren
emmen
Côte-d'
mes,
provis
ment
en
que




PLAN
DU SIÉGE
DE TOULON
Par
A. M. Perrot
1827.
Evenes
le Colombier
Ollioules
St Nazaire
Reppe R.
Six Fours
la Seine
Moulins
Mont Faron
Fanières
Red.te S. André
Ft S. Antoine
Citerne
Ft Faron
S. Roch
Ft l'Artigues
Camp retranché
Ft Ste Catherine
TOULON
Canal de Las
Ft Malbousquet
Poudrière
Petite Rade
Ft la Malgue
Ft S. Louis
Ft du Cap Brun
Ft Ste Marguerite
Gde Tour
Ft J. Eguillette
Ft Balagnier
Pet Gibraltar
Grande Rade
Lazaret
Hopital
Croix des Signaux
Cap Cepet
Bte des Sablettes
la Valette
Espaluns
la Garde
Quartier
Clos
Couche fils dir

sergent, *je n'aurai pas besoin de sable*. Ce sergent, c'était Junot. Bonaparte avait aussi découvert dans le train d'artillerie un jeune officier qui fut son ami pendant dix-sept ans : c'était Duroc. Telle fut l'origine de la fortune de ces deux militaires, qui parvinrent par leurs services aux premières dignités de l'État. Bonaparte ne se doutait pas qu'à la batterie *de la Montagne*, à celle *des Sans-Culottes*, à celle *de la Convention*, il faisait des ducs et des grands dignitaires de ses ordres futurs.

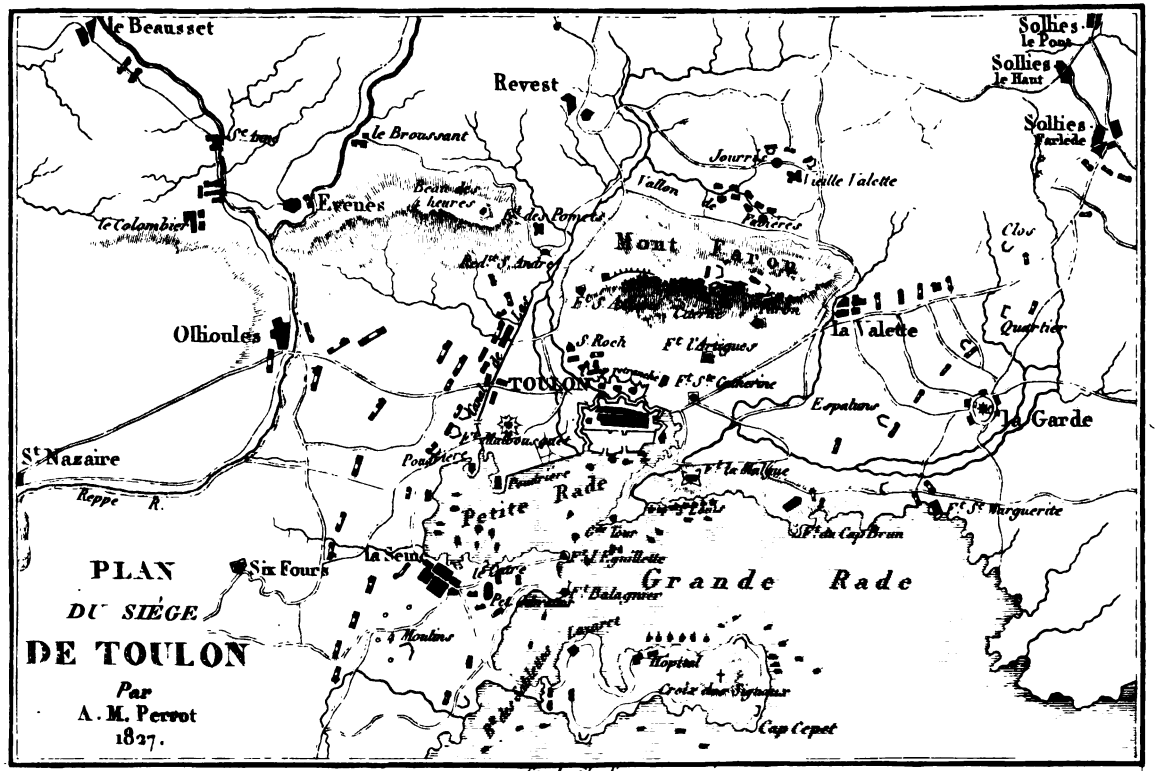
Une batterie avait été élevée sur la hauteur des Arènes, contre le fort Malbousquet que tenait l'ennemi. Les représentans allèrent voir cette batterie, et, en l'absence du commandant, ils ordonnèrent aux artilleurs de tirer. Le général anglais ignorait cette construction, qui était encore masquée, et Bonaparte s'en était promis le plus grand avantage pour le lendemain du jour où le fort du *Petit-Gibraltar* aurait été pris. La fanfaronnade des représentans éventa la combinaison de Bonaparte et la fit avorter : cette imprudence pensa être bien fatale. Le lendemain, 30 novembre, à la pointe du jour, le général O'Hara sortit à la tête de sept mille hommes, culbuta les postes français, s'empara de la nouvelle batterie et l'encloua. La générale battit à Olioulles. Du-

gommier ordonna le mouvement de ses troupes et de ses réserves, et on se porta sur l'ennemi, qui menaçait le grand parc. Après avoir habilement disposé l'artillerie pour arrêter le mouvement des Anglais, Bonaparte prit un bataillon, se glissa dans le vallon, arriva au pied de l'épaulement de la batterie du fort Malbousquet, devant laquelle était rangée l'armée alliée, et ordonna une décharge sur ses deux ailes. Un officier anglais monta alors sur l'épaulement pour voir d'où partait cette attaque imprévue. Au même moment il tomba blessé d'une balle. Il fut pris, et remit son épée au commandant de l'artillerie. Cet officier était le général O'Hara, gouverneur de Toulon. Dugommier, de son côté, avait débordé l'ennemi, et reçu deux coups de feu. Les Anglais, ayant perdu leur général, ne purent se rallier; on les poursuivit jusqu'à Toulon. Les bonnes dispositions de Bonaparte lui valurent le grade de chef de brigade.

La prise du général O'Hara, qui, malgré sa qualité de gouverneur, était allé commander cette sortie, fit croire aux habitans de Toulon, déjà peu confians dans les promesses britanniques, que l'amiral Hood avait employé ce moyen pour traiter avec l'armée républicaine. Dès ce moment il interdit toute délibération aux citoyens, et tout

service aux officiers du génie français. Les Toulonnais n'eurent plus d'espoir que dans les Espagnols et les Napolitains.

Cependant il fallait à tout prix s'emparer du fort Mulgrave, du *Petit-Gibraltar*. Une batterie parallèle à la redoute anglaise fut élevée à la distance de cent vingt toises seulement. On la construisit à la faveur d'un rideau d'oliviers, qui en déroba les travaux à l'ennemi. Mais à peine démasquée, elle fut foudroyée. Les canonniers, effrayés, refusaient de tenir cette batterie : alors Bonaparte, pénétré plus que jamais, et surtout d'après les affaires qui avaient eu lieu, que la prise de Toulon dépendait de celle du *Petit-Gibraltar;* pressé, d'ailleurs, ainsi que le général en chef, par de nouveaux ordres de prendre Toulon, s'avisa d'une de ces ressources que le génie et la connaissance profonde qu'il avait déjà du caractère de ses soldats pouvaient seuls lui inspirer. Voilà son premier essai dans cet art que l'on peut appeler la tactique morale, et que depuis il a poussé si loin. Le brave sergent du bataillon de la Côte-d'Or, Junot, était resté d'ordonnance auprès de son chef; Bonaparte lui ordonne d'écrire en gros caractères sur un écriteau qu'il fait placer en avant de la batterie : BATTERIE DES HOMMES SANS PEUR. Il avait bien jugé nos soldats : dès ce mo-



Couche fils dir

ment tous les canonniers de l'armée voulurent y servir. Lui-même, debout sur le parapet, donna l'exemple aux *hommes sans peur*, et commanda le feu, qui, commencé le 14 décembre, dura jusque dans la nuit du 17, et fut terrible. Dugommier n'avait résolu l'attaque que pour le lendemain; mais Bonaparte estime que le moment est favorable pour répandre plus de désordre parmi les assiégés, et en outre les représentans insistent avec opiniâtreté sur l'attaque. Dans la nuit du 16 au 17, l'armée, réunie dans le village de la Seine, marche sur quatre colonnes, dont deux sont destinées à observer les forts de Malbousquet, de Balaguier et de l'Éguillette; une autre reste en réserve; et la quatrième, composée d'hommes d'élite commandés par Laborde, et à la tête desquels s'avance généreusement le brave Dugommier, va droit sur le *Petit-Gibraltar*. Pendant ce temps, le commandant d'artillerie fait jeter sept à huit mille bombes dans le fort; mais cette colonne est repoussée, et le général en chef allait chercher sa réserve, quand il la voit venir à lui avec Bonaparte. Un bataillon, sous les ordres du capitaine d'artillerie Muiron, qui connaissait les localités, marchait en avant-garde. A trois heures du matin, Muiron pénètre dans le fort par une embrasure, avec le général en chef et Bona-

parte, à qui il sauva la vie dans la mêlée. Le colonel Laborde entre par un autre côté; l'ennemi se rallie à sa réserve, se reforme, et se présente trois fois pour reprendre le *Petit-Gibraltar*. A cinq heures, le combat allait recommencer par l'arrivée de quelques pièces de campagne que l'ennemi avait fait venir; mais nos canonniers parvinrent à se servir de six pièces du fort, et les Anglais se mirent en retraite. La prise du fort Mulgrave coûta mille hommes aux Français et deux mille cinq cents aux ennemis. Il restait à prendre un fort très important, celui de Malbousquet. Bonaparte se présente à la batterie de la Convention, et dit aux généraux : *Demain ou après demain, au plus tard, vous souperez dans Toulon;* mais on lui épargna la peine de cette nouvelle attaque. Il avait tourné contre la rade les batteries du *Petit-Gibraltar :* cette disposition décida les alliés à évacuer Toulon et à se rembarquer. Les Anglais se trouvant seuls n'étaient plus en état d'attendre les renforts qu'ils avaient demandés, et Toulon, qui ignorait la prise du *Petit-Gibraltar*, fut plongé dans la consternation, quand il vit ordonner l'évacuation de tous les forts extérieurs. Ceux de Saint-Antoine, d'Artigues, de Faron, de Malbousquet furent occupés, dès le 18, par les Français; il n'y avait que le fort La Malgue, nécessaire pour

protéger l'évacuation, qui restât encore au pouvoir des Anglais. Ils annoncèrent leur retraite par la destruction du magasin général et de celui de la grande mâture. L'incendie de l'arsenal et celui de neuf vaisseaux de haut-bord et de quatre frégates firent reconnaître au loin sur la terre et sur la mer les vengeances britanniques. Sydney Smith fut chargé de cette terrible exécution. L'amiral Hood n'avait pas reçu d'autres instructions de son gouvernement; il n'eut pas le temps de faire sauter les bassins de construction, ni le fort la Malgue, qu'il dut évacuer précipitamment. Les Espagnols refusèrent de brûler les vaisseaux qui leur avaient été désignés. Le régiment de la marine de Toulon fut obligé de les défendre contre Sydney Smith, qui accourut pour réparer le tort que la loyauté espagnole venait de faire à la haine de l'Angleterre. Le même jour, à dix heures du soir, le colonel Cervoni brisa une porte de Toulon et y entra avec deux cents hommes. La ville avait été bombardée par Dugommier depuis midi. Vingt mille Toulonnais environ trouvèrent asile sur les escadres combinées.

Au milieu du désordre affreux qui régnait sur le port et sur la rade, les galériens, au nombre de neuf cents, au lieu de reprendre leur liberté et de se livrer au pillage et aux excès qui appartien-

nent à cette classe d'hommes dégradés, donnaient un exemple singulier d'héroïsme : ils parvinrent à éteindre le feu de quatre frégates, de l'arsenal de la marine, à sauver la corderie, les magasins à blé, à poudre, à sauver leur prison, leur bagne, et ils reprirent leurs fers. Ils étaient glorieux de s'être aussi vengés des Anglais, en conservant à la république ces grands établissemens; une action si belle et si neuve dans l'histoire, caractérise cette époque extraordinaire, qui enivrait aussi de la gloire de la liberté les criminels que la justice avait retranchés du nombre des citoyens! C'est sans doute à l'affreuse conduite des Anglais à Toulon, que l'on doit attribuer la juste haine que Bonaparte ne cessa de leur porter pendant tout le temps de son règne, et qu'il oublia malheureusement, le jour où il devait le plus s'en souvenir.

L'Angleterre avait satisfait à sa haine en détruisant le port et la flotte de Toulon. L'armée française avait satisfait à la gloire en rendant Toulon à la république; mais les représentans en mission surpassèrent les fureurs de la Grande-Bretagne et souillèrent l'honneur de nos armes. Il leur fallait des victimes, bien que tous les rebelles se fussent embarqués sur les escadres ennemies. Les premières furent les deux cents soldats, officiers et ouvriers de la marine, qui avaient défendu les

vaisseaux restans contre Sydney Smith. « Tous les « jours depuis notre entrée, écrivait Fréron, nous « faisons tomber deux cents têtes. » En effet, huit cents Toulonnais furent fusillés. « Nous n'avons « qu'une manière de célébrer la victoire (la prise « de Toulon), écrivait Fouché à Lyon, nous en- « voyons ce soir deux cent treize rebelles sous le « feu de la foudre. » Barras écrivait encore, douze jours après la prise de Toulon, à la Convention nationale : « ..... Les fusillades sont ici à l'ordre « du jour..... Fusillades, jusqu'à ce qu'il n'y ait « plus de traîtres. »

Le général Dugommier, appelé au commandement en chef de l'armée des Pyrénées, où il trouva bientôt une mort glorieuse, voulait emmener avec lui son jeune commandant de l'artillerie; mais le comité de la guerre s'y opposa. Il chargea Bonaparte de réarmer la côte de la Méditerranée et celle de Toulon, et lui donna le commandement de l'artillerie à l'armée d'Italie, dont le général Dumerbion venait d'être nommé général en chef. Dugommier demanda pour Bonaparte le grade de général de brigade; il écrivit au Comité de salut public : « Récompensez et avancez ce jeune hom- « me; car, si on était ingrat envers lui, il s'avan- « cerait tout seul. » Cependant le ministre de la guerre, de qui il devait attendre de prompts té-

moignages de la reconnaissance publique pour de tels services, ne lui donna que six semaines après le grade de général de brigade. L'attachement et l'estime de Dugommier suivirent Bonaparte à l'armée d'Italie, où il exerça bientôt le même empire sur le général en chef Dumerbion. Cette époque, qui vit commencer la gloire militaire de Bonaparte, lui laissa de profonds souvenirs; et à Sainte-Hélène, dans un codicille de son testament, il les consacra par des dispositions en faveur des héritiers de Dugommier et de Gasparin, auxquels il se plaisait à attribuer le brillant début de sa carrière militaire : depuis long-temps ces deux hommes avaient cessé de vivre. Cette manière d'éterniser son attachement pour eux dans la personne de leurs héritiers, qui tous lui étaient inconnus, donne aux dernières intentions de Napoléon un caractère de grandeur bien remarquable. Le captif de Sainte-Hélène veut qu'on sache à jamais que sa gloire date de Gasparin et de Dugommier, au siége de Toulon

CHAPITRE III.

(1794.)

BONAPARTE COMMANDE EN CHEF L'ARTILLERIE DE L'ARMÉE D'ITALIE. — INVASION DU PIÉMONT. — COMBAT DE DEGO. — JOURNÉE DU 9 THERMIDOR. — BONAPARTE EST DÉNONCÉ A LA CONVENTION. — IL REFUSE LE COMMANDEMENT D'UNE BRIGADE D'INFANTERIE, ET RENTRE DANS LA VIE PRIVÉE.

BONAPARTE reçut son brevet de général au milieu de la tournée qu'il fit en janvier et en février 1794, pour déterminer l'armement des côtes de la Méditerranée. Le travail auquel donna lieu cette mission ne laissait rien à désirer sous le rapport de son arme, dont il calcula savamment les moyens, en raison de la position des batteries, et de la nature de défense à laquelle elles seraient destinées. Il reconnut neuf bons mouillages pour les vaisseaux de haut-bord : 1° le port du Rhône, qu'il qualifie de chantier de construction de la Méditerranée, comme il qualifie Toulon et la Spezzia

de ports d'armement; 2° l'Estisset, au fond de la baie de Marseille; 3° Toulon; 4° l'île de Poteros, l'une des îles d'Hyères; 5° Fréjus; 6° le golfe Juan; 7° Villefranche; 8° Gênes; 9° la Spezzia. Au mois de mars, le général Bonaparte arriva à Nice, où il prit le commandement en chef de l'artillerie de l'armée d'Italie; le colonel Gassendi était directeur du parc; le général Vial commandait le génie; les divisions avaient pour chefs les généraux Masséna, Macquart, d'Allemagne et Vial. Le général Bonaparte avait pour aides de camp Muiron et Duroc.

Parmi les événemens contemporains, il en est peu sans doute d'aussi importans que l'insurrection des Polonais sous Kozciusko; elle commença le 24 mars à Cracovie, où fut signé l'acte d'union contre la Prusse et la Russie; et peu de jours après, c'est-à-dire le 4 avril, Kozciusko, à la tête de quatre mille hommes et de son artillerie, triomphait de douze mille Russes à Wracbawice. Dès ce moment, la fortune de la Pologne devint inséparable de celle de Bonaparte : une alliance mystérieuse les unissait aux extrémités de l'Europe, pour défendre la même cause. Elles devaient éprouver les mêmes phases, s'élever, toujours combattre, et tomber ensemble.

Bonaparte employa une partie du mois de mars

à visiter toutes les positions de l'armée : un plan d'opérations, conçu par lui, et renvoyé à un conseil composé des représentans du peuple Ricord et Robespierre jeune, et des généraux Dumerbion, Masséna, Rusca, etc., fut adopté. Le succès du siége de Toulon attachait déjà un crédit populaire à ses conseils. L'exécution de ce plan commença le 6 avril, le lendemain du jour où Danton et sa faction tombaient sous la hache de Robespierre. Le camp de Fougasse fut pris par le général Bizannet. Le 8, Masséna enleva les hauteurs qui dominent la ville d'Oneille, et s'empara de cette place importante, dont le port était occupé par les Anglais : il fallut traverser une partie du territoire de Gênes malgré le refus de cette république, dont il était indispensable alors d'enchaîner plutôt que de respecter la neutralité. Le 17, après le combat de Ponte-di-Nave, donné la veille, Masséna se rendit maître d'Orméa et de Garessio. Le 24, l'armée des Alpes, sous les ordres du général Dumas, rivalisait d'ardeur avec l'armée d'Italie. Le général Bagdelone prenait d'assaut les postes retranchés du Petit-Saint-Bernard, du mont Valaisan et de la Thuile. Il avait franchi les neiges éternelles de cette chaîne des Alpes, et c'était entre des abîmes sans fond et des rochers à pic qu'il avait escaladé, à la baïonnette, les redoutes inex-

pugnables des Piémontais; aussi la Convention récompensa sa valeur par le grade de général de division. Le même jour, l'infatigable Masséna emportait les hauteurs de Muriatto, et en chassait les Autrichiens; et le 29, avec le général Macquart, il prenait Saorgio. Le 8 mai, ces deux généraux forçaient le Col de Tende; et le lendemain l'armée d'Italie, dont la gauche appuyait à la vallée de la Stura, se trouva en communication avec l'armée des Alpes, qui arborait, sur les redoutes du Mont-Cénis, le drapeau républicain. La prise de Col-di-Monte, le 12, par l'adjudant-général Almeyras, couronnait la rivalité et complétait la combinaison des deux armées françaises sur les Alpes. Ainsi, dans peu de jours, l'armée d'Italie, d'après le plan du général Bonaparte, se trouva maîtresse de toute la chaîne supérieure des Alpes maritimes, et communiquait avec le Col d'Argentière, premier poste de l'armée des Alpes. Quatre mille prisonniers, soixante-dix pièces de canon, deux places fortes, Oneille et Saorgio, et l'occupation de la chaîne des Alpes jusqu'aux Apennins, furent les résultats inespérés de cette belle opération. Le général en chef Dumerbion écrivit au comité de la guerre : « *C'est au talent du général Bonaparte que je dois les savantes combinaisons qui ont assuré notre victoire.* » Mais la communi-

cation par mer, entre Gênes et la Provence, si utile au commerce de la France, ne pouvait être entièrement assurée que par l'occupation de Vado, où s'était retirée la flotte anglaise après la prise d'Oneille; et il était important de forcer Gênes à persister dans sa neutralité, en l'isolant de toutes communications avec les armées autrichienne et piémontaise : car la coalition se fortifiait par de nouveaux liens. Le 14 avril, un traité avait uni la Sardaigne, l'Autriche et la Prusse à l'Angleterre, qui avait accordé à cette dernière puissance un subside de soixante millions, pour mettre en campagne une armée de soixante mille hommes au mois de mars suivant. Le 19, le même traité était répété à La Haye, entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse, avec la clause que les conquêtes faites par les armées prussiennes seraient faites au nom de la Hollande et de l'Angleterre. L'Europe regardait alors la France comme une proie légitime dont le partage lui était promis. C'était à la paix, disait ce dernier traité, que l'Angleterre et la Hollande feraient de ces conquêtes l'usage qui leur paraîtrait convenable. En attendant l'exécution de ces dispositions et le succès des nouveaux coalisés, la Convention appesantissait son bras de fer sur la France qu'elle couvrait d'échafauds, et sur les armées à qui elle ordonnait de vaincre. Le

jour où elle envoyait à la mort tous les fermiers généraux, le 5 mai, à la voix de Robespierre, elle reconnaissait un être suprême et l'immortalité de l'ame : cette alliance monstrueuse de la barbarie et de la morale, proclamée et exécutée le même jour par la première magistrature d'une nation, aux cris de *vive la république*, devait effrayer l'Europe, autant par l'imperturbable volonté qui dirigeait, au milieu de tant d'orages, les dominateurs de la France, que par l'inexplicable dévouement de ses habitans sur les champs de bataille et sur les échafauds.

Cependant la neutralité de la république de Gênes était une considération de la plus haute politique, tant pour la campagne actuelle que pour celle qui devait la suivre : aussi inspira-t-elle au général Bonaparte un second plan d'opérations qui, adopté comme le premier, eut bientôt le même succès. On était instruit d'un projet de jonction combiné par une division autrichienne qui vint occuper Dego sur la Bormida, et une division anglaise qui devait débarquer à Vado. L'on craignait avec raison que ces forces, une fois réunies, ne devinssent maîtresses de Savone, et que Gênes, interceptée par terre et par mer, ne fût forcée de faire cause commune avec les ennemis. Bonaparte proposa en conséquence de s'emparer des posi-

tions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado, et d'appuyer ainsi la droite de l'armée aux portes de Gênes. Le général en chef, à la tête de dix-huit mille hommes et vingt pièces de montagne, pénétra, sous la conduite du commandant de l'artillerie, dans le Mont-Ferrat, longea la Bormida, et, descendu dans la plaine, espérait atteindre les derrières de l'armée autrichienne; mais cette armée, effrayée de ces mouvemens, se mit en retraite sur Cairo et sur Dego. Poursuivie par le général Cervoni, elle se replia sur Acqui, abandonnant les magasins de Dego, ainsi que ses prisonniers, et après avoir perdu un millier d'hommes. On était aux portes de l'Italie; le général Dumerbion, satisfait de cette brillante reconnaissance, se replia de Montenotte sur Savone, dont il fit garder la vallée, et prit position sur les hauteurs de Vado, qui furent liées par de forts ouvrages et des postes de communication avec les hauteurs du Tanaro. Alors fut établie la communication de Gênes et de Marseille, par les batteries qui régnaient sur toute la côte. L'armée française, maîtresse de la rivière du Ponant, interceptait toute relation entre les Autrichiens et les Anglais; elle maintenait Gênes dans sa neutralité, en défendait l'approche à l'ennemi, et y entretenait les bonnes dispositions des nombreux partisans de la répu-

blique française. Tels furent les avantages que la France retira du second plan d'opérations que le général Bonaparte avait conçu. Il voulait qu'on profitât de ces succès pour enlever le camp retranché de Ceva, centre de résistance des Piémontais. Il demandait qu'on se précipitât sur le Piémont, et il forma en conséquence un plan d'invasion sur l'Italie, qui fut envoyé au comité de la guerre. Mais la fortune réservait l'exécution de ce plan à celui-là seul qui l'avait conçu et proposé.

Cependant, tandis que le général Bonaparte cherchait à illustrer l'armée d'Italie, et préparait son établissement sur les sommités des Alpes et sur les rivages de la Méditerranée, les Anglais, qu'il avait chassés de Toulon, et à qui ses hautes combinaisons avaient fermé toute communication avec les armées austro-sardes, avaient été appelés en Corse, dans le mois de mai (1794), par le général Paoli, et s'étaient rendus maîtres de l'île, où les Français, sous les ordres de Lacombe-Saint-Michel, ne conservaient plus que les villes de Calvi et de Bastia. Trois députés de la *consulta,* que Paoli présidait, étaient allés à Londres offrir la couronne de Corse au roi d'Angleterre, qui l'avait acceptée; mais Paoli, trompé dans ses espérances, n'obtint pas la vice-royauté, qui fut donnée à lord

Elliot. Victime d'une intrigue domestique, Paoli ne tarda point à s'embarquer pour Livourne, d'où il se rendit en Angleterre; tandis que Pozzo-di-Borgo, dont il avait fait la fortune, fut nommé orateur du nouveau parlement. Les Corses imputèrent la disgrâce de leur chef à Pozzo, et le brûlèrent en effigie dans toutes leurs villes, entre autres à Alata, où il est né. Paoli reçut à Londres le salaire de sa défection, une pension dont il a joui jusqu'à sa mort. Ce vieillard, naguère couvert de l'estime européenne, termina ainsi, dans une hospitalité étrangère, une vie glorieuse dont il avait souillé les dernières années en trahissant sa première et sa seconde patrie. La ville de Bastia, défendue par Lacombe-Saint-Michel, soutint héroïquement pendant deux mois, contre l'insurrection de la Corse et les forces de terre et de mer de l'Angleterre, le siége le plus désastreux; la famine y joignit tous ses fléaux : enfin, le 20 juillet, cette ville, à moitié détruite, capitula.

Mais, un mois après l'occupation de la Corse par les Anglais, un événement de la plus haute importance venait de surprendre la France et l'Europe : le 9 thermidor (27 juillet 1794) avait détrôné le triumvirat de Robespierre, Couthon et Saint-Just. Cette révolution ne fut d'abord

qu'une victoire de proscrits : car c'est parce que Couthon avait dit à la tribune : *il faut retrancher du corps de l'État les membres gangrénés*, que Vadier, Tallien, Fréron, Billaud-Varennes, etc., dénoncèrent leurs proscripteurs, et sacrifièrent à leur sûreté vingt-deux de leurs collègues. Mais la victoire, utile seulement à ses auteurs, ne tourna nullement au profit de ceux qui, détenus sous les noms alors si communs de conspirateurs, de suspects, avaient eu le bonheur d'échapper aux triumvirs. Le char de la mort se promena encore pendant quelques jours dans les rues de la capitale. La république resta aux mains de Billaud-Varennes, de Vadier, de Voulland, d'Amar, de Fréron, de Fouché, de Tallien, etc. Ils avaient abattu Robespierre, mais ils se déclarèrent ses héritiers, et se montrèrent même quelquefois ses vengeurs. La hache thermidorienne fut un moment suspendue sur la tête du général Bonaparte.

Pendant l'hiver de 1794 à 1795, il avait été inspecter l'armement des batteries établies sur le littoral de la Méditerranée. Dans ses courses, on l'avait vu plusieurs fois à Toulon, à Marseille, où la fureur de la réaction était échauffée par les passions méridionales. A Marseille, le représentant du peuple craignit que la société populaire ne s'emparât du magasin d'armes et à poudre, des

forts Saint-Jean et Saint-Nicolas, détruits à l'époque de la révolution. Le général Bonaparte lui remit alors un projet pour élever une muraille crénelée qui fermât ces forts du côté de la ville. Ce plan, envoyé à Paris, fut qualifié de liberticide par la Convention, et le général d'artillerie de l'armée d'Italie mandé à la barre. Il était retourné au quartier général à Nice, où les représentans en mission près de l'armée d'Italie le firent garder chez lui par deux gendarmes. La situation de Bonaparte devenait d'autant plus dangereuse à cette époque qui n'oubliait et ne pardonnait rien, que les vainqueurs de thermidor n'avaient point ignoré les relations d'amitié qui avaient existé à l'armée entre lui et Robespierre jeune, lequel avait péri avec son frère dans cette journée. Bonaparte, envoyé à Paris, succombait infailliblement. Les nouvelles que l'on recevait n'avaient pas un caractère propre à tranquilliser ses amis. Gasparin, dont l'attachement lui était assuré depuis le siége de Toulon, ne pouvait rien sans l'avis de ses deux collègues. Dans cette extrémité, le capitaine Sébastiani et Junot, devenu officier, avaient formé le projet, si l'on renouvelait l'ordre de son départ pour Paris, de débarrasser leur général de ses deux gendarmes, de l'enlever de vive force et de le conduire à Gênes. Heureu-

sement les menaces du dehors vinrent au secours de Bonaparte; le crédit qu'il avait dans l'armée, et la confiance du général en chef et des soldats, se réveillèrent hautement à la nouvelle des mouvemens de l'ennemi. Pressés par le danger dont la responsabilité pesait sur leurs têtes, les représentans écrivirent au Comité de salut public qu'on ne pouvait se passer du général Bonaparte à l'armée, et le décret de citation à la barre fut rapporté. Sous Dugommier à Toulon, et sous Dumerbion à l'armée d'Italie, Bonaparte était pour les soldats le véritable général en chef.

Une accusation non moins dangereuse que la première pesait encore sur Bonaparte : dans une course qu'il avait faite à Toulon peu auparavant, il avait été assez heureux pour sauver de la fureur du peuple plusieurs émigrés de la famille de Chabrillant, pris sur un bâtiment espagnol par un corsaire français. Les partisans de la Montagne faisaient dans cette ville une guerre à mort aux partisans de la réaction thermidorienne. Tout ce qui appartenait à l'armée de terre et de mer, les ouvriers de l'arsenal, les équipages de vaisseaux, et la populace de la ville, prenaient le parti de la Montagne contre les représentans en mission, et dans une émeute ils demandèrent hautement la mort de ceux-ci et celle des émigrés. Heureusement le

général Bonaparte reconnut à la tête de ce tumulte des canonniers du siége de Toulon. Il monta sur un chantier, leur parla, reprit sur eux tout son crédit, et parvint à sauver les représentans du peuple qu'on voulait mettre à la lanterne; il promit aussi à la multitude qui assiégeait la maison où l'on venait de conduire les émigrés, que le lendemain ils seraient jugés. La nuit il les fit cacher dans des caissons du parc : voilà comment ils purent sortir de la ville et aller s'embarquer à Hyères, où un bateau les attendait. Ainsi Bonaparte, conduit à la barre de la Convention, devait, suivant que tel ou tel parti dominât dans l'assemblée, craindre de s'entendre condamner pour avoir eu des liaisons avec Robespierre jeune, pour avoir voulu sauver les magasins de Marseille de la fureur populaire, et enfin pour avoir arraché dans Toulon, aux partisans de la Montagne, des émigrés et des représentans du peuple. A cette terrible époque, tout pouvait mener à la mort, comme avant le 9 thermidor. Il y avait un devoir indéfini qu'il fallait deviner, et une justice connue qui était implacable. Cette justice était l'expression terrible de l'égalité; car elle atteignait toutes les supériorités et toutes les obscurités, et rendait toute pitié impossible. La clémence eût passé pour une prévarication contre la terreur générale qui avait seu-

lement changé de victimes; on l'eût appelée un crime de lèse-nation, parce qu'elle eût été une exception. On regardait alors comme une vérité positive la maxime que le peuple qui se gouverne n'a pas le droit de pardonner et ne le saurait faire sans se trahir.

La révolution du 9 thermidor avait déplacé les membres des comités. Aubry, représentant du peuple, ancien capitaine d'artillerie, avait obtenu la direction du comité de la guerre. Par une basse jalousie, il profita de son pouvoir pour arrêter la carrière de son camarade Bonaparte, à peine alors âgé de vingt-cinq ans. Il lui ôta le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie pour lui donner une brigade d'infanterie dans la Vendée. Sans doute Bonaparte ne manquerait point à sa gloire, en acceptant un poste où il pourrait contribuer à l'extinction de la guerre civile, qu'il regardait comme le plus grand fléau. Mais, sur les hauteurs de Cairo, il a deviné la conquête de l'Italie; il a conduit lui-même les premiers succès de l'armée, dont il possède la confiance, et pressé de remplir la destinée glorieuse à laquelle il se sent appelé, il se rend à Paris pour obtenir d'Aubry la conservation de son commandement. Ce dernier se montra inflexible, et lui dit qu'il était trop jeune pour commander plus long-temps en chef dans son arme. « *On vieillit*

« *vite sur le champ de bataille*, répondit Bona-« parte, *et j'en arrive.* » Tout fut inutile. Bonaparte refusa alors la brigade de l'Ouest, et rentra à Paris dans la vie privée.

Ses amis Sébastiani et Junot l'avaient accompagné. Ils prirent ensemble un petit logement rue de la Michodière. La détresse se fit bientôt sentir: Bonaparte fut obligé, pour vivre, de vendre une précieuse collection d'ouvrages militaires qu'il avait rapportés de Marseille. Alors il eut un moment, dit-on, l'idée d'aller servir le sultan; mais il fut bientôt détourné de ce projet par les circonstances qui amenèrent la journée du 1er prairial, par celles qui suivirent l'expédition de Quiberon, par l'attente de la nouvelle constitution que préparait la Convention, enfin par les agitations qui fermentaient dans la capitale. Le parti royaliste avait relevé la tête après le 9 thermidor, et les sections de la garde nationale semblaient annoncer des dispositions hostiles en faveur de ce parti, qui était en majorité dans leurs rangs. Bonaparte prévit alors que, dans peu de temps, il pourrait se faire une place au milieu des mouvemens qui devaient éclater.

Cependant il aurait été tout-à-fait oublié à Paris, si Doulcet de Pontécoulant n'eût remplacé Aubry pour les affaires de la guerre. Le

premier de ces deux représentans, à qui les talens et les services de Bonaparte étaient bien connus, fut particulièrement frappé du rapport que le général Bonaparte avait envoyé au comité de la guerre, après l'affaire de Cairo, pour la campagne d'Italie, dont le comité s'occupait exclusivement. Il apprit que le général Bonaparte était à Paris ; il le fit appeler et l'attacha au comité topographique, où se décidait le plan de campagne et se préparaient les mouvemens des armées. Ce service, peu connu peut-être, fut toujours présent au souvenir de Bonaparte. Quelques années après, sa reconnaissance fut rendue publique, quand, devenu premier consul, il appela au Sénat Conservateur M. de Pontécoulant, le jour même où son âge lui permettait d'y être admis. Letourneur de la Manche, qui remplaça M. de Pontécoulant à la direction de la guerre, fut peu favorable à Bonaparte, qui depuis oublia son injustice.

Si, pendant le temps de son inactivité, Bonaparte, sans fortune et sans traitement, eut beaucoup à souffrir, sa détresse tourna peut-être au profit de son génie, absorbé dans de profondes méditations sur l'art de la guerre ; c'est alors qu'il enfanta dans l'ombre l'admirable plan de campagne qu'il développa bientôt au comité, et qui éleva si haut la gloire de son auteur. Kel-

lermann ne comprit pas ce plan; Schérer, son successeur, voulut créer à son tour; et il fallut une crise politique pour que Bonaparte, appelé par la Convention et mis en lumière par le succès, pût réaliser les grandes choses qu'il avait conçues.

CHAPITRE IV.

(1795.)

ÉVÉNEMENS QUI AMÈNENT LA JOURNÉE DU 13 VENDÉMIAIRE. — POSITION DE LA CONVENTION ET DE LA RÉPUBLIQUE, DEPUIS LE 9 THERMIDOR. — LA MAJORITÉ DES SECTIONS PREND LES ARMES CONTRE LA CONVENTION. — JOURNÉE DU 13 VENDÉMIAIRE (5 OCTOBRE).

L'ANNÉE 1795 mériterait d'occuper toute la pensée d'un écrivain. La diversité et l'importance des événemens la rendent une des années les plus pleines de l'histoire. La Hollande est conquise par Pichegru. La paix de la Toscane, la première paix avec la république française, nous fait entrer dans le système européen. La Vendée elle-même traite avec la Convention. La capitale, délivrée de cette municipalité du 31 mai, qui, sous le nom de Commune, a commencé la révolution, et qui, tour à tour alliée et ennemie du Comité de salut public, a gouverné la terreur elle-même, est administrée

par les douze arrondissemens municipaux qui la divisent aujourd'hui. La célèbre École Polytechnique, dont la création honorerait l'époque la plus prospère d'un grand État, est fondée. La journée du 12 germinal voit expirer devant la Convention un mouvement révolutionnaire. Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Vadier, qu'on accusait d'avoir produit ce tumulte pour se soustraire à la déportation, subissent un jugement, dont ils ne comprennent pas toute la clémence. La Prusse despotique et guerrière imite la faible Toscane, et fait un traité avec la république. On ordonne le désarmement des terroristes. Les biens des condamnés, sauf pour cause d'émigration, sont rendus aux familles. *On n'excepte que la famille de Louis XVI et celle de Robespierre!!!* Fouquier-Tainville et quinze juges des tribunaux révolutionnaires subissent leur châtiment. La république française et la république batave s'unissent par un traité de paix et d'alliance. La journée du 1er prairial revoit la Convention en péril, et son enceinte forcée par une armée d'insurgés. Le représentant Féraud est foulé aux pieds en voulant s'opposer à l'entrée du peuple dans la salle; sa tête est coupée et présentée au bout d'une pique au président Boissy-d'Anglas, dont l'attitude imposante présente un genre d'héroïsme admirable, et rappelle

Harlay devant les Seize. Les sections cette fois sauvent la Convention, pour sauver la France d'une nouvelle terreur. Treize condamnés pour l'attentat du 1er prairial luttent de célébrité comme de courage, et se frappent tous du même couteau ; peu d'entre eux sont portés vivans sur l'échafaud. Lanjuinais élève la voix en faveur de la religion, et fait rendre aux cultes les édifices qui leur appartiennent. On abolit le tribunal révolutionnaire. Après une maladie de langueur, dont le poison peut être la cause, Louis XVII meurt, le 17 juin, dans la tour du Temple, à l'âge de dix ans, précédé de peu de jours dans la tombe par ses deux médecins ; sa mort coïncide avec les préparatifs que l'on fait en Angleterre et aussi en France pour les côtes de Bretagne, où la guerre s'est rallumée. Le Comité de salut public a le secret de l'expédition britannique. Les Anglais débarquent les émigrés à Quiberon ; ils en voient froidement fusiller douze cents, parmi lesquels trois cents officiers de la marine, qui ont fait sans doute les campagnes de Suffrein dans l'Inde ! « *Le sang anglais n'a pas coulé,* » dit au parlement le ministre Pitt ; « *non,* répondit Shéridan, *mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores.* » Le lendemain de cette catastrophe, le 22 juillet, Charles IV de Bourbon, roi d'Espagne, signait la paix avec la

république. Un décret de la Convention ferme les sociétés populaires. D'autres décrets déclarent le Rhin barrière intégrante du territoire français, et rapportent la loi des suspects. La constitution de l'an III, par laquelle la Convention se décime elle-même et divise en deux conseils l'unité de la représentation nationale, est proposée. Cependant des rassemblemens tumultueux ont lieu dans la capitale.

Louis XVIII, depuis la mort de son neveu, a pris le titre de roi de France, et il apprend à Vérone, où il réside, la paix de l'Espagne avec la Convention. Il publie un manifeste à ce sujet, en écrivant au général vendéen Charette : « Le descendant de « Louis XIV et de Philippe V a fait sa paix; il « ne nous reste donc que les Anglais. » Aussi MONSIEUR a débarqué à l'Ile-Dieu, à la tête de sept mille émigrés et de quatre mille Anglais. Le royalisme, caché sous les couleurs républicaines, s'apprête à profiter de ces troubles; déjà Moreau à l'armée du Nord conspire avec Pichegru, général de l'armée de Rhin-et-Moselle. Celui-ci est d'intelligence avec le prince de Condé pour ouvrir aux émigrés les barrières de l'Alsace, et livrera aux Autrichiens une partie de son armée; mais alors, plus français que Pichegru, le prince de Condé refuse la coopération étrangère. Le détes-

table attentat de Manheim, où neuf mille Français doivent se rendre au général Wurmser après un long bombardement, aura pour résultat de faire repasser le Rhin à l'armée trahie par son chef, et à celle de Sambre-et-Meuse, qui, sous Jourdan, déjà maîtresse de Dusseldorf, marchait pour investir Mayence! Le loyal Jourdan est placé entre Moreau et Pichegru. Tels sont les présages et les avant-coureurs du 13 vendémiaire et de la fortune de Bonaparte. Ce jour va paraître. Le 5 octobre 1795 s'annonce comme un terrible anniversaire du 5 octobre 1789. Pour la troisième fois, l'année 1795 aura vu en danger la Convention, la république, et jusqu'à la liberté.

Le 9 thermidor avait été, en résultat, le triomphe de la révolution sur la terreur, mais il n'avait été entrepris que par des ennemis qui avaient gagné de vitesse leurs adversaires. Ce parti, qui avait osé abattre l'hydre sanguinaire née de la fermentation conventionnelle, avait pris pour lui tout le fardeau du gouvernement; il avait dû faire l'inventaire de l'héritage des triumvirs et des proconsuls, et il avait été effrayé, tout d'abord après sa victoire, de sa victoire elle-même. La mort du divan révolutionnaire avait laissé sur les bancs de la Convention des lacunes sinistres, de grands intervalles, remplis naguère par la volonté, l'audace

et le succès. Ces places vides, que personne n'osait occuper, sillonnaient d'une manière tragique les rangs de l'assemblée. Elles classaient aussi, elles isolaient les fractions d'un grand corps devenu tout à coup maître d'un pouvoir qu'il ne pouvait plus exercer, parce que ce pouvoir était le crime des vaincus. Ainsi ce corps se brisait en oligarchies purement factieuses, qui, tour à tour et à jeu découvert, saisissaient et perdaient les faisceaux. La Convention, après avoir été obligée de se mutiler pour son propre salut, se vit forcée de travailler à se détruire pour le salut de la république. Jamais plus forte nécessité n'avait pesé sur le gouvernement d'un grand peuple. Tel était le spectacle et telle était la destinée que la Convention présentait chaque jour à ses libérateurs et à ses ennemis.

Hors de la Convention, le tableau paraissait encore plus sinistre. La France ressemblait à un empire en décret, saisi par d'avides et implacables créanciers, et pillé par des débiteurs au désespoir. Ces débiteurs, c'étaient les habitans; ces créanciers, les réacteurs du 9 thermidor. Ceux-ci persécutaient au nom de la liberté triomphante, comme leurs ennemis avaient immolé au nom de la liberté conquise, et leurs œuvres portaient l'empreinte de la vengeance et de l'usurpation. Aussi les sources

premières de la fortune républicaine furent-elles bientôt taries. Un discrédit mortel frappa les assignats et jusqu'aux domaines nationaux. Le Comité de salut public avait créé le maximum et les réquisitions. Les moyens iniques, mais puissans, qui alimentaient les magasins militaires, étaient tombés avec lui, et la fatalité de cette période faisait que le retour d'une sorte de justice envers les individus devenait funeste à la nation. Le pain du soldat n'était plus assuré ; la solde manqua, et le recrutement lui-même dut cesser; il n'y avait de fidèle et de stable que la gloire. Mais quatorze armées, toujours victorieuses, n'avaient point été invulnérables, et, faute de pouvoir réparer leurs pertes, elles ne présentaient plus que des débris mécontens.

Paris souffrait beaucoup aussi de la disette, du discrédit du papier-monnaie, et de tous les inconvéniens d'une mauvaise administration, et cependant il présentait un autre spectacle bien propre à étonner ceux qui pouvaient l'observer avec calme. Aussitôt que le joug de la terreur avait été brisé, les mœurs de plusieurs classes de la société se précipitèrent dans l'anarchie morale la plus complète. Une sorte de joie effrénée, de débauche publique, caractérisa les saturnales de la délivrance commune; on institua le bal des victimes; il était donné

par leurs héritiers. Les trésors cachés revirent la lumière, les nouvelles fortunes osèrent se montrer et lutter avec les anciennes. Toutes les larmes se séchèrent comme par enchantement, et l'honorable pauvreté commença à rougir d'elle-même. Le caractère national subissait à Paris sa seconde révolution; ainsi que le malheur, la prudence fut aussi oubliée. Le parti royaliste, qui avait inondé les échafauds de son sang, se releva tout à coup, et passa de la stupeur à l'audace, et de la crainte à la vengeance. Ce parti semblait irrité de son salut, et s'occupait à en rechercher les auteurs, comme d'anciens coupables dont il refusait d'amnistier les services, et qui, en immolant leurs complices, n'auraient fait que retarder leur propre châtiment; fidèle à sa haine, et comptant sur l'appui que lui prêtaient ses aveugles adversaires, il reparaissait hautement dans les salons avec l'intrigue étrangère, et se propagea avec une rapidité effrayante dans certaines classes. Il n'est pas donné aux hommes, après une horrible infortune, de désirer à demi. On se sentait naturellement porté à vouloir un état de choses totalement contraire à celui sous lequel on avait gémi si long-temps.

La conspiration trouva bientôt un aliment puissant dans l'adoption d'une nouvelle constitution qui donnait le pouvoir exécutif à un Directoire de

cinq membres, et la législature à deux conseils. Soumise à l'acceptation du peuple convoqué en assemblées primaires, cette constitution renfermait en son sein le germe de la guerre contre-révolutionnaire qui allait éclater. On avait justement attribué la chute de la constitution de 1791 au décret de la Constituante qui excluait tous ses membres de la législature suivante. En effet, cette imprudente générosité donna subitement la loi à garder à ses ennemis, et enfanta la redoutable assemblée qui détruisit la loi et les législateurs. Au moment du même danger, la Convention se souvint des fautes de ses prédécesseurs, et joignit deux lois additionnelles au nouveau pacte social. Par l'une, la Convention formait les deux tiers de la législature; par l'autre, un tiers seulement des deux Conseils, pour cette fois, était à la nomination des assemblées électorales. Une troisième loi soumettait ces deux dispositions, comme inséparables du nouvel acte constitutionnel, à l'acceptation du peuple. Là résidait le danger pour la Convention, danger d'autant plus inévitable, que l'affronter semblait le seul moyen d'éviter de courir une chance plus redoutable encore. Mais aussi, pour sortir victorieusement d'une telle épreuve, il fallait quelque chose de plus que sa prudence, qui pouvait ressembler à la peur, et que son autorité,

alors soumise à la discussion publique. On était devenu délicat, difficile en fait de liberté, depuis la chute de la Montagne. On avait souffert plus que patiemment les barbaries du triumvirat, et l'on s'indignait hautement contre ce que l'on appelait les usurpations de la Convention.

Le parti royaliste et celui de l'étranger avaient compté sur une législature entièrement neuve, pour opérer la contre-révolution. Ils jouèrent le jeu des républicains, se répandirent en déclamations populaires, et donnèrent le change à l'opinion, en protestant hautement au nom des libertés électorales. Sur les quarante-huit sections qui composaient la garde nationale, cinq seulement voulaient la république, ce qui n'était pas rigoureusement vouloir la Convention. Quarante-trois sections se soulevèrent et se réunirent en assemblées armées délibérantes. Chacune avait sa tribune. Elles rejetèrent les lois additionnelles. La Convention, plutôt par souvenir que par conviction, voulut se montrer forte, et prendre en pitié ces agitations. Elle crut les terminer en proclamant, le 23 septembre, l'acceptation de la constitution par la majorité des assemblées primaires de la république; mais, le 24, une assemblée centrale d'électeurs se réunit hostilement à l'Odéon. Le 2 octobre (10 vendémiaire), cette assemblée

illégale, c'est-à-dire insurrectionnelle, fut dissoute par la force.

La guerre allait commencer. La section Lepelletier, qui se rassemblait au couvent des Filles-Saint-Thomas, en donnait le signal. La Convention ordonna la clôture du couvent et le désarmement de la section. Si Paris s'était souvenu des Barricades, la Convention succombait, et Bonaparte perdait l'occasion qui allait le produire sur la scène du monde. La rue Vivienne fut tout à coup occupée par le général Menou, à la tête d'une force imposante en infanterie, cavalerie et artillerie; mais il y trouva les gardes nationaux de la section rangés en bataille, et les maisons occupées par les sectionnaires. Les représentans échouèrent également auprès du comité de la section, lequel s'était aussi déclaré représentant du peuple, et refusa d'obéir. Une sorte de capitulation termina cette ridicule usurpation du pouvoir souverain; et, maîtresse du champ de bataille, sans avoir combattu, la section Lepelletier n'avait que plus raison de chanter victoire.

Au milieu de ces grandes agitations, Bonaparte continuait les habitudes de sa vie privée : il assistait au spectacle Feydeau, voisin du théâtre de la guerre; il apprit ce qui se passait dans la rue Vivienne, s'y rendit, fut témoin de la retraite des

troupes de la Convention, et courut aux tribunes de l'Assemblée. Menou était dénoncé par les représentans eux-mêmes qui l'avaient accompagné, et qui, loin de déployer la moindre énergie, avaient contrarié les dispositions qu'il avait voulu prendre. Ce général pouvait aussi bien leur reprocher d'avoir échoué dans leur négociation avec le comité de la section Lepelletier, qui leur avait fièrement répondu qu'il ne reconnaissait point la Convention. Menou fut mis en arrestation. L'agitation redoubla encore dans l'Assemblée aux nouvelles des propositions sinistres qui se succédèrent pendant cette nuit. Divers orateurs montèrent à la tribune, et dénoncèrent hautement le péril public. Mais les opinions, partagées d'abord sur le choix d'un chef militaire à qui l'on pouvait confier le salut de la patrie, furent à la fin entraînées, soit par les représentans du peuple qui avaient pu juger des talens de Bonaparte pendant leur mission aux armées du midi, soit par les membres du comité de gouvernement, et elles se réunirent sur le jeune général. Caché dans la foule, et guettant la fortune, il assistait lui-même à cette délibération. Sans doute alors il se souvint d'Aubry, de l'inaction à laquelle ce représentant l'avait condamné, de l'obscurité qui enveloppa tout à coup le vainqueur de Toulon et le commandant d'artil-

lerie de l'armée d'Italie. Cette fois, c'est la destinée elle-même qui vient le prendre par la main et veut lui donner une grande place au milieu du peuple français. Malgré l'horreur que lui inspira toujours la guerre civile, doit-il laisser périr la république, qui, même au temps des proscriptions, n'a jamais appelé en vain jusqu'à présent ses défenseurs? Quel moment dans la vie d'un homme passionné pour la liberté autant que pour sa propre gloire! Laissera-t-il échapper cette faveur périlleuse du sort? Bonaparte se rend au Comité de salut public. On l'y attendait.

Il avait vu, dans la rue Vivienne, la conduite de Menou et celle des commissaires. Il en rendit compte, et déclara qu'il n'accepterait pas le commandement, s'il devait marcher sous les ordres des commissaires. Le péril pressait : pour trancher cette difficulté, on donna le commandement en chef au représentant Barras, et le commandement en second à Bonaparte. Barras n'entendait rien à la guerre; mais chargé, au 9 thermidor, de dissiper la Commune insurgée pour Robespierre, il était devenu célèbre, non pas en raison de la difficulté, mais de l'importance de cette opération. Barras réunit donc dans sa personne le pouvoir des trois commissaires et ceux du général en chef. Il avait connu à Toulon le général Bonaparte, et

il s'empressa de lui déléguer toute son autorité militaire.

Aussitôt que Bonaparte fut investi du commandement, il envoya le chef d'escadron Murat, avec un fort détachement, s'emparer des quarante pièces d'artillerie parquées à la plaine des Sablons. Minuit sonnait : un moment plus tard, elles auraient été enlevées par une colonne de la section Lepelletier, qui n'osa attaquer les trois cents chevaux de Murat. Le 13, à neuf heures du matin, l'artillerie était placée à la tête du pont de Louis XVI, du pont Royal, de la rue de Rohan, du cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au pont Tournant, enfin à toutes les avenues des Tuileries. L'armée, d'abord de cinq mille hommes contre quarante mille, fut portée à huit mille cinq cents. Trois bataillons, composés d'anciens satellites, ou employés de la Convention, furent armés, organisés et placés sous le commandement du général Berruyer. C'étaient des patriotes éprouvés, disgraciés depuis le 9 thermidor. On les appelait encore les patriotes de 1789. Dans la Convention il y avait peu d'opinions généreuses. On parlait de traiter avec les sections, de se retirer sur les hauteurs de Saint-Cloud, de poser les armes. Enfin un parlementaire des sections, envoyé par Danican, leur général, traversa les portes, les yeux

bandés, et osa venir sommer la Convention de retirer ses troupes. Le général Bonaparte fit porter huit cents fusils dans la Convention, pour armer les députés et former ainsi une réserve. Les insurgés occupaient en force les postes Saint-Roch et du Théâtre-Français, et les hauteurs de la Butte des Moulins; mais plusieurs de leurs colonnes avaient pris position sur le Pont-Neuf, où Cartaux, l'ancien général de l'armée de Toulon, commandait quatre cents hommes avec quatre pièces d'artillerie. Les sections occupaient aussi le jardin de l'Infante, au Louvre; et une forte colonne, battant la charge, essaya de déboucher par le pont Royal. Enfin, à quatre heures après midi le feu commença, et à six heures, après une faible résistance, les sections furent mises en déroute. Il y eut quatre cents hommes de tués de part et d'autre. Le général Bonaparte et son artillerie sauvèrent le gouvernement. La Convention confirma sa nomination au grade de général en second de l'armée de l'intérieur. Il fit acquitter Menou, que le Comité voulait condamner à mort, et qui méritait une punition sévère. L'autorité militaire prévalut sur la puissance civile qui lui devait son salut.

Dès cette époque, le nom de Bonaparte devint populaire. En sa qualité de général en second de l'armée de l'intérieur, il était obligé de pourvoir

de cette singulière fidélité : sans doute il faut en chercher la raison dans sa propre nature, dans son institution, dont l'objet est fixe, spécial, exclusif, et dont l'essence est une aveugle dépendance. Cette force d'opiniâtreté et la facilité avec lesquelles les soldats s'attachent et se dévouent à un homme de guerre, ne sont toutefois bien remarquables que dans les républiques, où ces élémens produisent nécessairement des factions, des guerres civiles, et des usurpations. En effet, depuis l'époque qui va naître par le commandement de l'armée d'Italie donné au général Bonaparte, jusqu'à son avénement à l'empire, il y aura l'armée de Moreau et l'armée de Bonaparte. La condamnation de Moreau ne terminera pas cette dangereuse rivalité, qui peut-être survit à tous deux. L'ascendant que Bonaparte prit sur l'armée parisienne, le 13 et le 14 vendémiaire, ne pouvait sans doute échapper à sa pénétration ; et si, dès cette époque, il eut la pensée de jouer un jour un grand rôle dans les destinées de la France, il dut compter pour beaucoup dans ses moyens de succès les deux organisations dont l'une lui donnait les citoyens de la capitale, l'autre la garde du gouvernement.

La Convention va expirer, mais jusqu'à son dernier moment elle est encore une puissance for-

midable, malgré les proscriptions qu'elle a exercées sur elle-même; et si, à cette époque, l'existence de Bonaparte dictateur pour la Convention, pouvait se supposer, la pensée humaine pourrait-elle concevoir le résultat d'une telle combinaison? La liberté fût devenue conquérante; la république entière aurait eu de l'ambition; l'Europe alors, nécessairement subjuguée, se couvrait de républiques. Quelle puissance capable d'empêcher ce grand changement? La Russie était encore inconnue à elle-même; l'Autriche, plus que vulnérable, comme le prouve la campagne d'Italie, la Prusse, qui avait posé les armes, n'eussent osé les reprendre; toutes les universités d'Allemagne avaient des principes révolutionnaires qui se seraient propagés avec la rapidité de l'éclair dans tous les pays occupés tour à tour par des vainqueurs accueillis comme des libérateurs. Qu'aurait fait l'Angleterre avec ses flottes contre une telle conjuration? L'esprit s'effraie de l'alliance du génie de la Convention et de celui de Bonaparte, conspirant ensemble pour la liberté des peuples; mais ce n'était pas ainsi que la face du monde devait changer deux fois en vingt années.

FIN DU LIVRE SECOND.

LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(1795.)

BONAPARTE EST NOMMÉ GÉNÉRAL DE DIVISION. — CONSTITUTION DE L'AN III. — BONAPARTE GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ITALIE. — SON MARIAGE. — SON DÉPART POUR NICE. — FORCE DES ARMÉES BELLIGÉRANTES EN PIÉMONT.

A DATER du 13 vendémiaire jusqu'à la chute de l'empire, la capitale ne sera plus le théâtre d'aucune insurrection, ni populaire ni royaliste; car la conspiration Mallet ne causa aucun tumulte, et ne fit que traverser Paris pour aller mourir à la plaine de Grenelle. Quant

à la journée du 18 brumaire, qui substitua le gouvernement consulaire à celui du Directoire de la France, la capitale tout entière était du complot, et l'opposition fut vaincue hors de ses murs par une manœuvre militaire.

Le 16 octobre, le général Bonaparte fut nommé général de division. Le 25, la veille de sa dissolution, la Convention réunit solennellement la Belgique à la France; animée du même esprit qui avait créé dans cette année l'Ecole Polythecnique, elle porta le décret de formation de l'Institut des Sciences et des Arts. La patrie reçut avec reconnaissance cette dernière création de la grandeur conventionnelle. Le dernier jour de sa puissance fut signalé par de hautes résolutions. Il semblait que la Convention eût été dépouillée tout à coup de sa nature terrible, pour revêtir toute la générosité du caractère national. Le 26, elle s'amnistiait elle-même en décrétant l'amnistie pour tous les délits révolutionnaires; et, chose remarquable, l'assemblée qui avait tant abusé de la mort prononça l'abolition de cette peine à la paix générale. Ainsi, une loi sans laquelle l'Europe n'aura jamais complété sa civilisation; une loi qui est la parole du christianisme; cette loi existe parmi nous, et elle est due à la Convention! Hélas! à la paix de Paris, on oublia sans doute de

proclamer cette belle loi, que par pudeur on n'a jamais osé rapporter. Le même jour, après ce noble adieu, après cette réparation à la France, après ce grand hommage à la morale et à la religion, la Convention termine son existence politique en se formant en corps électoral pour compléter par un nouveau tiers la députation nationale. Les trois tiers réunis se constituent en Corps législatif pour opérer leur division en deux conseils. On donne le château des Tuileries aux Anciens, la salle du Manége aux Cinq-Cents. La quatrième législature proclamée nomme, sous le nom de Directoire, un conseil exécutif composé de cinq membres. Le choix tombe sur les conventionnels La Révellière-Lépaux, Letourneur de la Manche, Rewbell, Barras et Carnot. Le Directoire s'établit au palais du Luxembourg. Bonaparte, qui vient de conquérir la constitution de l'an III sur la faction aristocratique de Paris, reçoit le commandement en chef de l'armée de l'intérieur, que la nomination de Barras au Directoire a laissé vacant. Peu de jours après, marié avec madame de Beauharnais, il est nommé général en chef de l'armée d'Italie. Cette armée a deux fois changé de chef depuis le départ de Bonaparte. Dumerbion avait été remplacé par Kellermann, et Kellermann par Schérer. Mais celui-

mens : mais cet armistice, demandé par le traître Pichegru, n'eut d'autre objet que de préparer le terrain sur lequel l'armée de Condé, dont il a su établir l'intelligence avec l'armée de Clairfayt et de Wurmser, doit opérer de concert avec lui pour le succès de sa criminelle félonie.

Quant à l'Italie, comme il n'y a point de trahisons à ourdir, il n'y a point d'armistice. Mais le Directoire, avant de donner le signal de la guerre italique, intime, le 1er mars, à la république de Venise, l'ordre de faire partir Louis XVIII de son territoire. Il ne craint point le voisinage de ce prince pour l'armée que Bonaparte doit commander, il veut seulement l'éloigner du comité royal qui agite la France. Louis XVIII, indigné de la servilité vénitienne, qui lui ôte son asile, charge le ministre de Catherine de rayer son nom du livre d'or, et de réclamer l'armure de Henri IV. Ce prince part pour l'armée de Condé, dont la cour de Vienne osera aussi lui interdire l'hospitalité ! Cependant la conquête du Piémont est ordonnée à Bonaparte, comme une entreprise préliminaire dont le but est de forcer les Autrichiens à évacuer ce pays, et à se défendre dans leurs possessions. Ainsi, l'occupation du Piémont, par la destruction de son armée et la prise de ses forteresses, doit seule ouvrir au général Bona-

dont le résultat aurait dû être provoqué par l'empereur, au moins après la mort de la Reine. On attribua la demande de l'échange à l'intention que l'Autriche pouvait avoir de marier MADAME royale à un archiduc, et de faire revivre par cette union les droits qu'elle croit peut-être avoir encore sur l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne et la Franche-Comté. Mais, quelque projet qu'eût cette puissance, MADAME, aujourd'hui Dauphine, fut échangée, le 26 décembre, à Richen près Bâle, contre les conventionnels Camus, Lamarque, Quinette, Bancal, et l'ex-ministre de la guerre Beurnonville, livrés aux Autrichiens par Dumourier. On comprit aussi dans l'échange les plénipotentiaires Maret, Sémonville, arrêtés en Italie par les Autrichiens, au mépris du droit des gens, en 1793, quand peut-être ils étaient chargés par le Comité de salut public de traiter avec la reine Caroline de Naples de la délivrance de sa sœur Marie-Antoinette! Enfin, l'ex-conventionnel Drouet, maître de poste de Sainte-Menehould, qui avait causé l'arrestation de Louis XVI à Varennes, compléta cet échange, où les différens partis de la révolution se trouvaient représentés. Un armistice sur le Rhin, conclu le 31 du même mois, parut être la conséquence de cette négociation, dont la justice honora si tardivement les deux gouverne-

avoir dissipé comme guerrier les ennemis de sa patrie.

Cependant il lui faut d'abord tenter une conquête difficile : c'est celle des hommes de guerre déja connus de l'armée avant lui par de grands succès, et qui vont se trouver sous ses ordres. Il n'a que vingt-sept ans, et il sait qu'il n'y a point d'intérêts plus jaloux que ceux de la carrière militaire. Il remplace Schérer, connu d'abord par la prise de Valenciennes, Schérer qui a commandé en chef l'armée des Pyrénées Orientales, et qui vient de livrer le beau combat de Vado. Il compte, à Nice, parmi les généraux sous ses ordres, Masséna encore tout couvert des lauriers de Loano, Masséna qu'il a vu toujours vaincre et qu'il a jugé invincible; Augereau, qui a pris la forte ville de Figuières; Victor, qui commanda si brillamment une division d'infanterie au siége de Toulon; Laharpe, Serrurier, Joubert, Cervoni, illustres dans les armées de la république : il aura pour juge le vieux Kellermann, qui, en 1792, a gagné la grande victoire de Valmy, et qui, naguère général en chef de l'armée d'Italie, commande maintenant à celle des Alpes. Le génie seul pouvait faire pardonner à Bonaparte les faveurs de la fortune.

En arrivant à Nice, le général en chef trouva encore d'autres obstacles qui, à eux seuls, pou-

vaient détruire ses espérances. Le ministre de la guerre lui avait donné un état de plus de cent mille hommes, et nous n'avions réellement sous les armes que trente mille soldats avec trente pièces de canon, pour combattre quatre-vingt mille Austro-Sardes et une artillerie de deux cents pièces. L'armée, à la vérité, était jeune, enthousiaste, intrépide; victorieuse naguère avec Bonaparte, elle venait de l'être encore avec Masséna; elle avait de l'affection pour son nouveau chef; mais sans argent, sans vivres, sans habits, presque sans armes, dépourvue de munitions, prompte au pillage, à l'indiscipline, au découragement, aux excès que devait produire l'abandon de toute administration dans un pays ruiné par une guerre de quatre années, que pouvait-elle faire? qu'attendre de ses efforts en face d'un ennemi nombreux, bien approvisionné, ayant toutes les ressources et toutes les jouissances d'une terre amie et féconde, d'une organisation régulière, opposant, en un mot, tous les avantages de la patrie, de l'abondance et du nombre à une invasion étrangère et peu redoutable? Si le mécontentement du soldat, sa misère, celle de l'officier, l'anarchie dans le commandement, rendaient cette armée faible, d'un autre côté, oubliée depuis quatre années dans les rochers de la Ligurie, ses divisions adossées à la mer, son centre et sa droite aven-

turés, sa position fausse, purement défensive, de forte et de menaçante que Bonaparte l'avait laissée en octobre 1795, la mettaient dans un grand péril; et cependant, pour conquérir le terrain seul de la campagne préliminaire, qu'elle devait enlever avant d'entamer la guerre véritable à laquelle on les destinait, nos soldats étaient forcés d'emporter d'assaut des glaciers inexpugnables défendus par deux grandes armées. En outre, le gouvernement n'ayant pu verser dans le trésor de l'armée que deux mille louis en or et un million en traites qui furent presque toutes protestées, on ne pouvait améliorer son sort; il fallait donc étonner cette armée, l'enlever, la surprendre, pour obtenir des victoires. Bonaparte sait juger les soldats de Toulon, du Cairo, de Saorgio, de Loano; il commence par briser la vieille habitude du quartier général de Nice, qu'il porte à Alberga, et avant de partir, il leur dit :

« SOLDATS!

« Vous êtes nus, mal nourris; le gouvernement « vous doit beaucoup, il ne peut rien vous don- « ner. Votre patience, le courage que vous mon- « trez au milieu de ces rochers, sont admirables; « mais ils ne vous procurent aucune gloire, aucun

Dessiné et gravé par Couché fils. Terminé par Bonnet.

ARRIVÉE DE BONAPARTE A L'ARMÉE D'ITALIE.

Publié par Amb.ᵉ Dupont et C.ᵉ Rue Vivienne. N.° 16.

« éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous con-
« duire dans les plus fertiles plaines du monde :
« de riches provinces, de grandes villes seront en
« votre pouvoir; vous y trouverez honneur, gloire
« et richesses. Soldats d'Italie! manqueriez-vous
« de courage ou de constance? »

Ces paroles, prononcées d'une voix ferme par le jeune général, sont électriques pour la jeune armée, à laquelle on n'avait pas su parler encore : elle lui répondit par une acclamation unanime. Dès ce moment, s'établit entre Bonaparte et ses soldats une sorte de fraternité d'armes, d'union de famille, de confiance mutuelle, véritables sources de ces hauts faits, de ces grandes actions triomphales qui étonnent encore le monde. Mais la tactique qui sortira des combinaisons de Bonaparte sera propre uniquement à la guerre d'Italie, dont la conformation physique entre dans ses moyens de conquête, ainsi que les mœurs de ses habitans, la nature des armées qu'il a combattues, et le caractère propre de celle qu'il commande. Cette tactique forme un chapitre entièrement neuf dans l'histoire de la guerre, et elle n'est applicable qu'à Bonaparte, aux circonstances et aux élémens de sa campagne. C'est une école spéciale qui finit à son fondateur. Lui seul aussi pourra la rouvrir, quand,

vingt ans plus tard, au sein de la France envahie par l'Europe, il saura se défendre contre elle pendant trois mois, à la tête de quarante mille Français!

Telles sont les forces en présence. L'armée austro-sarde obéit au général en chef Beaulieu; quarante-cinq mille Autrichiens sont commandés par les généraux Argenteau, Mélas, Wukassowich, Liptay et Sebottendorf; et vingt-cinq mille Sardes par les généraux Provera et Latour, sous les ordres du général autrichien Colli: le premier corps a cent quarante pièces de canon, et le second soixante. Dix mille Napolitains doivent porter ces forces à quatre-vingt mille hommes. L'armée française compte trente mille soldats, en cinq divisions d'infanterie commandées par Masséna, Augereau, Laharpe, Maquart et Serrurier; deux mille cinq cents hommes de cavalerie, par les généraux Stengel et Kilmaine; deux mille cinq cents hommes d'artillerie et du génie, avec trente pièces de canon, par le général Dujard. Parmi les généraux de brigade, on distingue Rusca, Cervoni, Miollis, etc.; les aides de camp du général en chef sont: Murat, Junot, Duroc, Muiron, Marmont, etc. Le général de division Berthier est chef d'état-major; le général Vignolles, sous-chef.

CHAPITRE II.

(1796.)

BATAILLES DE MONTENOTTE, DE MILLESIMO, DE DEGO. — LE CHEF DE BATAILLON LANNES EST FAIT CHEF DE BRIGADE. — PRISE DU CAMP RETRANCHÉ DE CEVA PAR SERRURIER. — COMBAT DE MONDOVI. — PROCLAMATION DE BONAPARTE A CHERASCO. — LA COUR DE TURIN DEMANDE ET OBTIENT UN ARMISTICE. — PAIX AVEC LA SARDAIGNE. — BONAPARTE VA PORTER LA GUERRE EN ITALIE.

L'IDÉE mère de cette campagne était de tourner les Alpes, et de pénétrer en Italie au point où elles finissent et où commencent les Apennins; son nœud stratégique était la séparation des Autrichiens et des Piémontais. L'infériorité numérique de notre armée, à peine égale en nombre à la moitié de celle des alliés, imposait ce plan à Bonaparte, à qui sa position prescrivait encore d'attaquer toujours avec des forces à peu près égales, ou même supérieures, et d'éviter tout engagement général avec la grande armée austro-sarde. La première opération fut donc de passer le Mont-

Saint-Jacques, le plus abaissé des Alpes et des Apennins, de poster Serrurier sur Garessio, pour observer les Piémontais retranchés dans le fameux camp de Ceva, et de faire menacer Gênes à Voltri, par Laharpe, tandis que Masséna et Augereau se porteraient sur Loano, Finale et Savone. Cette opération obtint la moitié du résultat que Bonaparte avait espéré. Beaulieu, alarmé pour Gênes, se porta à Novi, et divisa son armée en trois corps : Colli à Ceva, Argenteau à Sassello, se dirigeant sur Montenotte, et lui, de sa personne, par la Bocchetta sur Voltri. Il s'agissait donc de battre ces trois corps séparément, et d'effectuer, par une ou deux grandes affaires, la division totale de Beaulieu et de Colli.

Le 10 avril, Beaulieu, à la tête de l'aile gauche des Austro-Sardes, s'avança sur les positions que gardait Cervoni. Attaqué avec vigueur par les généraux Sebottendorf et Pittony, canonné par la croisière anglaise, investi par de nombreux ennemis, Cervoni se replia sur le général Laharpe.

Argenteau, de son côté, ayant fait le même jour un mouvement sur Montenotte-Inférieur, s'était dirigé, le 11, à travers Montenotte-Supérieur, sur la Madone de Savone, pour écraser Laharpe. Tout avait réussi au gré du général piémontais ;

deux redoutes étaient tombées en son pouvoir. Une troisième, située à Monte-Legino, et qui fermait la route de Montenotte, restait à emporter pour mettre entièrement à découvert l'aile droite des Français. Trois fois l'infanterie ennemie attaque notre dernier rempart, trois fois elle est repoussée par les feux croisés de l'artillerie et de la mousqueterie. Cependant Argenteau, réuni avec Roccavina, ranime l'ardeur des Autrichiens : ils s'avancent en masse et non sans effroi. Enfin ils sont au pied des retranchemens presque sans avoir éprouvé de résistance. La redoute va tomber, les républicains n'ont plus de munitions ! Le colonel Rampon, qui les commande, s'élance au milieu d'eux, leur fait jurer de mourir plutôt que d'abandonner leur poste, et la redoute est défendue par des prodiges de valeur qui durent toute la nuit. Le lendemain, Argenteau, connaissant l'affreux dénuement de Rampon, veut tenter l'escalade; mais Laharpe, envoyé par Bonaparte sur les derrières de Monte-Legino, est survenu avec des munitions et des renforts ; et quand l'ennemi s'approche, du haut de la redoute la mitraille le pulvérise de front, tandis qu'une double embuscade, jetée sur ses flancs de droite et de gauche, lui oppose tout à coup une longue et vive fusillade. A cette résistance inattendue, les Autrichiens

s'arrêtent glacés de terreur : bientôt le désordre se met dans leurs rangs, et ils prennent la fuite de tous côtés, sans pouvoir comprendre la cause de leur malheur. Pendant ce temps, la division d'Augereau se dirigeait sur Cairo, à travers les vallées de la Bormida; Masséna atteignait les hauteurs d'Altare, tandis que Bonaparte lui-même, suivi de son chef d'état-major Berthier, dépassait Masséna et courait sur Carcare pour dérober la droite d'Argenteau, afin d'anéantir par un seul coup le centre de l'armée coalisée, avant que Beaulieu pût venir à son aide.

Après sa défaite devant Monte-Legino, Argenteau avait rétabli le combat. Mais Masséna, soutenu par le général en chef, atteint le sommet des Apennins, s'empare du poste essentiel de Bric de Menau, et se porte, par Montenotte-Inférieur, sur les derrières de l'ennemi. Nous reprenons toutes les positions que nous avions perdues; la ligne autrichienne est découverte. Augereau, par l'ordre de Bonaparte, interrompt alors sa marche sur Cairo, dans la crainte de trop isoler sa division, et se rabat sur Monte-Freddo par Carcare.

Assaillis de tous les côtés, les impériaux se défendirent avec acharnement jusqu'au moment où Masséna, entrant tout-à-fait en ligne, vint les écraser par la supériorité de ses forces, et jeter

dans leurs rangs la terreur et la confusion. Argenteau et Roccavina, blessés tous deux en voulant rétablir l'ordre parmi leurs soldats, et entraînés par eux dans la déroute, furent poursuivis jusqu'auprès de Sassello, au milieu des débris confondus de leur armée. La cavalerie manqua aux républicains pour rendre cette victoire encore plus décisive : cependant quinze cents morts, deux mille prisonniers, des drapeaux, des canons, témoignaient de la perte des coalisés. Telle fut la bataille de Montenotte, et la première victoire par laquelle Beaulieu apprit, à Voltri, l'entrée des Français en Piémont.

Les Autrichiens battus se retirèrent sur Dego, et les Piémontais sur Millesimo. Les uns défendaient la route du Milanais, celle d'Acqui, ceux-ci la route du Piémont. Le général français porta son quartier général à Cossenza. Le 12 et le 14, son armée marcha en trois corps : la gauche, sous Augereau, se porta sur Millesimo ; le centre, sous Masséna, sur Dego; et Laharpe, avec la droite, sur les hauteurs du Cairo. Cette dernière position était déjà historique pour le général en chef; les deux autres vont le devenir également. Augereau força les défilés de Millesimo; Masséna et Laharpe enlevèrent Dego. Provera, réfugié dans le château de Cossaria, dut poser les armes. La

journée de Montenotte et celles de Millesimo et Dego coûtèrent à l'ennemi huit mille prisonniers, trente-cinq pièces de canon, vingt drapeaux, un grand nombre d'hommes sur le champ de bataille, et beaucoup d'officiers. Elles donnèrent encore aux armes françaises un plus grand avantage dans la séparation des Autrichiens et des Sardes. Beaulieu alla couvrir le Milanais à Acqui, et Colli couvrir Turin à Ceva.

Le 19 avril, à trois heures du matin, les grenadiers de Wukassowich, qui revenaient de Voltri, se présentent devant Dego, et en débusquent les bataillons français. Bonaparte s'y porte, livre un combat opiniâtre, reprend Dego, et détruit le corps ennemi. Le succès de cette brillante affaire appartient à l'adjudant-général Lanusse, mort depuis général de division à la bataille d'Alexandrie, en Égypte. Une autre particularité s'attache encore au combat de Dego : Bonaparte y remarqua un chef de bataillon, qu'il fit chef de brigade sur le champ de bataille : c'était Lannes, qui disputa si long-temps à Ney le titre de *brave des braves*, mais qui eut sur lui l'immense avantage de mourir les armes à la main au champ d'honneur. Bonaparte semait des victoires, et recueillait des héros. La victoire de Dego fut l'arrêt de l'armée piémontaise ; isolée de l'armée autri-

chienne, elle devint le but de nos premières opérations, tandis que Laharpe tenait Beaulieu en échec, au camp de San-Benedetto, sur le Monte-Belbo.

Serrurier, arrivé à Garessio depuis le 10, y apprit les victoires de Montenotte et de Millesimo, et le 17, Colli se vit forcé dans ce fameux camp retranché de Ceva, vrai palladium militaire du Piémont. Colli dut repasser le Tanaro, et abandonner dans la ville de Ceva, occupée par Serrurier, toute l'artillerie de son camp. En arrivant sur les hauteurs de Monte-Zemolo, l'armée française contempla avec étonnement la chaîne gigantesque des Alpes, qu'elle voyait s'élever derrière elle et autour d'elle, sans les avoir franchies. « *Annibal a franchi les Alpes*, dit Bonaparte; *nous, nous les avons tournées.* » C'était le plan et le résultat de cette campagne miraculeuse. Le quartier général s'établit au château de Lesagno, près du confluent du Tanaro et de la Corsaglia.

Mondovi va aussi devenir fameux. Serrurier, attaché à la poursuite de Colli après la prise du camp de Ceva, est d'abord repoussé à Saint-Michel; mais il débouche par le pont Della-Torre, Masséna par celui de Saint-Michel, le général en chef par Lesagno, et ces trois colonnes formidables se portent simultanément sur Mondovi, où

Colli s'appuie sur quelques redoutes ; Serrurier enlève celle de la Bicoque, et décide le succès de la bataille. Les Piémontais perdent trois mille hommes, huit pièces de canon, dix drapeaux, quinze cents prisonniers, dont trois généraux. Ainsi, chaque divisionnaire de l'armée eut son tour de gloire dans ces dix jours de campagne, où chaque rencontre fut une bataille, et chaque bataille une victoire pour l'armée française.

Après l'affaire de Mondovi, le général en chef marche sur Cherasco, Augereau sur Alba, et Serrurier sur Fossano, où Colli s'est retiré ; mais il quitte cette place devant Serrurier, dont la jonction ouvre la communication avec Nice, et permet aux renforts d'artillerie de rejoindre l'armée. Arrivé à Cherasco, Bonaparte met cette place en état de défense ; il y trouve de grands magasins, et désormais l'artillerie compte soixante bouches à feu en campagne. L'armée d'Italie n'est plus un exil : la victoire, l'abondance et la discipline en ont fait une patrie pour les braves, et les dépôts se précipitent avec joie sur la route pour rejoindre les héros de la république. Voici comment leur chef leur parle dans sa proclamation de Cherasco :

« SOLDATS,

« Vous avez remporté, en quinze jours, six « victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante- « cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, « et conquis la partie la plus riche du Piémont. « Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué « ou blessé plus de dix mille hommes. Vous « vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers sté- « riles, illustrés par votre courage, mais inutiles « à la patrie. Vous égalez aujourd'hui, par vos « services, l'armée de Hollande et celle du Rhin. « Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous « avez gagné des batailles sans canons, passé des « rivières sans ponts, fait des marches forcées « sans souliers, bivaqué sans eau-de-vie, et sou- « vent sans pain. Les phalanges républicaines, les « soldats de la liberté étaient seuls capables de « souffrir ce que vous avez souffert. Grâces vous « en soient rendues, soldats ! La patrie reconnais- « sante vous devra sa prospérité; et si, vainqueurs « de Toulon, vous présageâtes l'immortelle cam- « pagne de 93, vos victoires actuelles en pré- « sagent une plus belle encore.

« Les deux armées qui naguère vous attaquaient « avec audace, fuient épouvantées devant vous.

« Les hommes pervers qui riaient de votre misère « et se réjouissaient dans leur pensée des triom- « phes de vos ennemis, sont confondus et trem- « blans. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dis- « simuler; vous n'avez rien fait, puisqu'il vous « reste à faire : ni Turin ni Milan ne sont à vous; « les cendres des vainqueurs de Tarquin sont en- « core foulées par les assassins de Basseville.

« Vous étiez dénués de tout au commencement « de la campagne; vous êtes aujourd'hui abon- « damment pourvus : les magasins pris à vos en- « nemis sont nombreux; l'artillerie de siége et de « campagne est arrivée. Soldats, la patrie a droit « d'attendre de vous de grandes choses; justifie- « rez-vous son attente? Les plus grands obstacles « sont franchis, sans doute; mais vous avez en- « core des combats à livrer, des villes à prendre, « des rivières à passer. En est-il d'entre vous dont « le courage s'amollisse? En est-il qui préfèreraient « de retourner sur les sommets de l'Apennin et des « Alpes, essuyer patiemment les injures de cette « soldatesque esclave? Non, il n'en est pas parmi « les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de « Dego et de Mondovi : tous brûlent de porter « au loin la gloire du peuple français : tous veu- « lent humilier ces rois orgueilleux qui osaient « méditer de vous donner des fers; tous veulent

« dicter une paix glorieuse, et qui indemnise la « patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits; « tous veulent, en rentrant dans leurs villages, « pouvoir dire avec fierté : *J'étais de l'armée con-* « *quérante de l'Italie.*

« Amis, je vous la promets, cette conquête; mais « il est une condition qu'il faut que vous juriez « de remplir : c'est de respecter les peuples que « vous délivrez; c'est de réprimer les pillages hor- « ribles auxquels se portent des scélérats suscités « par vos ennemis : sans cela vous ne seriez pas « les libérateurs des peuples, vous en seriez les « fléaux; vous ne seriez pas l'honneur du peuple « français, il vous désavouerait; vos victoires, « votre courage, vos succès, le sang de vos frères « morts aux combats, tout serait perdu, même « l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux gé- « néraux qui ont votre confiance, nous rougi- « rions de commander à une armée sans disci- « pline, sans frein, qui ne connaîtrait de loi que « la force. Mais, investi de l'autorité nationale, « fort de la justice et par la loi, je saurai faire res- « pecter à ce petit nombre d'hommes sans cou- « rage et sans cœur les lois de l'humanité et de « l'honneur, qu'ils foulent aux pieds. Je ne souf- « frirai pas que des brigands souillent vos lau- « riers. Je ferai exécuter à la rigueur le réglement

« que j'ai fait mettre à l'ordre : les pillards seront « impitoyablement fusillés ; déjà plusieurs l'ont « été : j'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'em- « pressement avec lequel les bons soldats de l'ar- « mée se sont portés pour faire exécuter les « ordres.

« Peuples de l'Italie ! l'armée française vient « pour rompre vos chaînes : le peuple français « est l'ami de tous les peuples. Venez avec con- « fiance au devant de nos drapeaux : vos pro- « priétés, votre religion et vos usages seront re- « ligieusement respectés.

« Nous ferons la guerre en ennemis généreux, « et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous « asservissent. »

Bonaparte respire tout entier dans cette admirable proclamation, où il n'a rien oublié de ce qui devait assurer la véritable gloire de la patrie. On reconnaît déjà l'homme d'Etat qui porte l'épée du grand capitaine.

Cherasco ne donne pas son nom à une victoire, mais à un traité. Entraînée par son archevêque, le cardinal Costa, contre l'avis de ses ministres et de ses généraux, la cour de Turin envoya solliciter un armistice : elle ne pouvait plus réellement compter sur les troupes autrichiennes, ré-

duites à la nécessité de défendre leur propre territoire. L'armée piémontaise était en partie détruite, en partie découragée : la fièvre révolutionnaire, et ce fut ce qui décida la cour, gagnait le cœur du pays, ou du moins elle le crut. Cette terreur l'aveugla au point de ne point songer aux troupes que commandait le prince de Carignan, ni à défendre l'honneur de la couronne dans les remparts d'une place aussi forte que l'était sa capitale. Sa politique, inspirée par la peur, alla chercher un asile dans le camp français de Cherasco, où des conférences eurent lieu entre le général Latour et le colonel Lacoste. Les conditions de l'armistice donnent l'idée des embarras où se trouva tout à coup plongé ce faible gouvernement, qui, en si peu de jours, avait passé si rapidement de l'offensive à la défensive, et du rôle d'agresseur à celui de suppliant. Le prince s'engageait « à rompre avec « la coalition : il enverrait un plénipotentiaire à « Paris pour traiter de la paix définitive. Jusque là « il y aurait armistice. Les citadelles de Ceva, « Coni, Tortone, ou à son défaut, celle d'A- « lexandrie, seraient remises sur-le-champ à l'ar- « mée française avec leur artillerie et leurs maga- « sins ; l'armée victorieuse continuerait d'occuper « tout le terrain qu'elle avait conquis. Les routes « militaires, dans toutes leurs directions seraient

« ouvertes à toutes communications entre la France « et l'armée ; la place de Valenza serait évacuée « par les Napolitains, et remise aux Français jus- « qu'à leur passage du Pô ; enfin les milices se- « raient licenciées, et les troupes régulières dis- « séminées dans les garnisons, loin des troupes « françaises. » Ces conditions furent acceptées par le roi. Le colonel Murat, premier aide de camp de Bonaparte, partit pour Paris avec vingt et un drapeaux et le traité d'armistice. La capitale, à la réception de ces trophées, triompha comme l'armée d'Italie. Bonaparte écrivit au directoire :

« ..... Je marche demain sur Beaulieu ; je « l'oblige à repasser le Pô. Je le passe immédia- « tement après : je m'empare de toute la Lombar- « die ; et, avant un mois, j'espère être sur les « montagnes du Tyrol, trouver l'armée du Rhin, « et porter de concert la guerre dans la Bavière. « Ce projet est digne de vous, de l'armée et des « destinées de la France. Si vous n'accordez pas « la paix au roi de Sardaigne, vous m'en préven- « drez d'avance, afin que, si je suis en Lombardie, « je puisse me replier et prendre des mesures. « Quant aux conditions de la paix avec la Sar- « daigne, vous pouvez dicter ce qui vous con- « vient, puisque j'ai en mon pouvoir les princi- « pales places. Ordonnez que quinze mille hommes

« de l'armée des Alpes viennent me joindre : cela « me fera alors une armée de quarante-cinq mille « hommes, dont il sera possible que j'envoie une « partie à Rome. Si vous me continuez votre con- « fiance, et que vous approuviez ces projets, je « suis sûr de la réussite : l'Italie est à vous. Vous « ne devez pas compter sur une révolution en « Piémont : cela viendra; mais il s'en faut que « l'esprit de ces peuples soit mûr à cet effet..... »

Bonaparte était entré, le 27 mars, à Nice, d'où il avait annoncé au Directoire son arrivée à cette armée si misérable, si indisciplinée; et le 28 avril suivant, il traçait, autant en politique qu'en général consommé, un plan de campagne qui menaçait en Allemagne la maison d'Autriche, qu'il n'avait pas encore attaquée dans ses possessions d'Italie. L'armée grandissait aussi comme son chef; cinq fois, dans la dernière semaine d'avril, la législature lui transmit l'honorable expression de la reconnaissance nationale. Cependant le roi de Sardaigne envoie à Paris le comte de Revel pour traiter de la paix. Elle est signée le 15 mai, tant ce prince a voulu qu'on se hâtât de la conclure. Par le traité, l'armée d'Italie occupe les fortes places de Coni et d'Alexandrie; celles de Suze, de la Brunetta, d'Exiles, sont démolies. Il n'y a plus d'Alpes, et le roi de Sardaigne ne peut

plus régner que sous le bon plaisir de la république. Les Autrichiens perdent dans cet allié une force de soixante à quatre-vingt mille hommes, et y gagnent peut-être un ennemi de plus à combattre. L'armée des Alpes, commandée par Kellermann, se trouve presque en ligne avec l'armée d'Italie, et les regards de Bonaparte, embrassant toute l'étendue de la Péninsule, n'ont que le choix de la conquête, depuis les portes de Milan jusqu'à celles de Rome, et de Rome jusqu'aux Alpes du Frioul.

Dès ce moment l'Europe contemple avec admiration le jeune conquérant qui, en quinze jours de campagne active, s'est emparé d'un royaume défendu par les Alpes, par des forteresses aussi inexpugnables qu'elles, et par deux armées que commandaient de vieux et habiles généraux. Les officiers de ces armées peuvent apprécier l'avantage du système concentrique sur le système d'excentricité ou d'éparpillement alors en usage, et devenu si fatal au général Beaulieu. Mais ce grand exemple doit encore être perdu pour l'Autriche, même sur un théâtre où la nécessité lui ordonne plus impérieusement que sur tout autre de sacrifier les vieilles routines de sa tactique. Elle s'obstinera à refuser la nouvelle école, créée avec tant de supériorité par un ennemi qui, plus faible

de moitié que ses adversaires, est parvenu, dans la campagne du Piémont, à les battre toujours avec des forces égales. Elle doit payer encore son apprentissage par la destruction de cinq belles armées en Italie; et, dans l'espace de quinze ans, elle verra deux fois dans sa capitale le vainqueur de Beaulieu.

CHAPITRE III.

(1796.)

CAMPAGNE D'ITALIE. — COMBAT DE LODI. — REDDITION DE MILAN. — PREMIER SIÉGE DE MANTOUE. — GUERRE DU PAPE. — OCCUPATION DE LIVOURNE. — CAPITULATION DE LA CITADELLE DE MANTOUE.

La possession de toute l'Italie est dans les murs de Mantoue; l'Autriche n'a donc qu'un intérêt, qu'une volonté, la défense de cette ville : de son côté, Bonaparte, qui n'a conquis le Piémont que pour attaquer le Milanais, ne songe, dans sa seconde campagne, à conquérir le Milanais que pour prendre Mantoue. Le jour où tomberont les remparts de Mantoue, la maison d'Autriche devra se défendre dans ceux de Vienne.

Trente-cinq mille Français ont suffi pour enlever le Piémont à quatre-vingt mille coalisés. L'armée de Beaulieu, réduite à elle seule, ne compte

plus que vingt-six mille combattans, au lieu de trente-huit. Le général Bonaparte marche avec des forces à peu près les mêmes que celles de l'ennemi. Les citadelles de Tortone, Coni, Ceva, sont occupées par les Français. Les Autrichiens ont évacué Alexandrie pour se porter sur Valenza; dix-sept mille hommes de l'armée des Alpes s'ébranlent pour venir renforcer l'armée de Bonaparte. Le 6 mai, Beaulieu a passé le Pô à Valenza, où il croit que les Français tenteront le passage du fleuve, parce que la remise du pont de Valenza est stipulée dans le traité fait avec le Piémont. Il détruit le pont et enlève les bateaux. Masséna trouve d'immenses magasins à Alexandrie. Le quartier général français est à Tortone; Beaulieu défend le passage du Pô à Valenza. Les mouvemens que Bonaparte ordonne et que Masséna exécute d'Alexandrie, servent à entretenir l'erreur de Beaulieu. La marche d'un fort détachement, qui fit mine de vouloir passer le Pô à Cambio, masqua l'opération de l'armée française sur un autre point. En effet, le général en chef part de Tortone avec dix bataillons de grenadiers, formant en tout trois mille six cents hommes, sa cavalerie et vingt-quatre pièces de canon; et, le 7 mai, il se dirige sur Plaisance à marches forcées, pour surprendre le passage du Pô. Lannes passe

le fleuve le premier avec l'avant-garde sur des bateaux, et Laharpe s'est établi avec les grenadiers à Emetri, entre le Pô et la rive de Fombio. Le 9, toute l'armée, qui est arrivée la veille, franchit le fleuve, dont la largeur à Plaisance est de deux cent cinquante toises.

Le même jour Bonaparte écrit de son quartier général de Plaisance au directeur Carnot : « Nous « avons passé le Pô ; la seconde campagne est « commencée : Beaulieu est déconcerté ; il donne « constamment dans les piéges qu'on lui tend : « peut-être voudra-t-il donner une bataille. Cet « homme a l'audace de la fureur et non celle du « génie. — Encore une victoire, et nous sommes « maîtres de l'Italie. — Je vous fais passer vingt « tableaux des premiers maîtres, de Corrége et « de Michel-Ange. — J'espère que les choses vont « bien, pouvant vous envoyer une douzaine de « millions à Paris. *Cela ne vous fera pas de mal « pour l'armée du Rhin.* » Le général ne perd pas de vue les opérations de cette armée, dont il a parlé avec tant de chaleur dans sa dépêche de Cherasco. Une suspension d'armes est signée le même jour à Plaisance avec le duc de Parme, qui achète ce traité avec les tableaux et les millions que le général fait passer à Paris. Dès ce moment, l'armée d'Italie aura à distribuer trois sortes de

trophées : les trésors des vaincus pour la solde des autres armées, les objets d'art pour l'embellissement de la capitale, et pour elle les approvisionnemens et tout le matériel de guerre de ses ennemis. C'est ainsi que l'armistice conclu avec le duc de Parme nous donna seize cents chevaux, des magasins de blé et de fourrages, et défraya le service des hôpitaux. Quatre cents chevaux d'artillerie furent levés aussi dans la ville de Plaisance. Le duc de Modène s'empressait également d'envoyer un plénipotentiaire au général Bonaparte. Le commandeur d'Est, frère naturel du duc, se rendit au quartier général pour demander la suspension d'armes; elle eut lieu moyennant dix millions, dont deux millions cinq cent mille livres en denrées et munitions de guerre, et vingt tableaux de grands maîtres.

Aussitôt que Beaulieu avait appris le départ de Tortone, il s'était mis en marche avec son armée, pour couvrir Plaisance et camper derrière Fombio, petite place déjà occupée le 8 par huit mille Autrichiens partis de Pavie, sous les ordres du général Liptay. Bonaparte ne veut pas laisser le temps à cette division de s'y établir, ni de servir de point d'appui au général Beaulieu. Il fait enlever brusquement Fombio par les généraux Lannes, Dallemagne et Lanusse. Les Autri-

chiens perdent deux mille cinq cents prisonniers, leur artillerie, leurs drapeaux, et se jettent dans Pizzighettone, dont ils ont le temps de lever les ponts. Le général Laharpe s'était avancé en avant de Codogno, sur les routes de Pavie et de Lodi. Un régiment de la cavalerie de Beaulieu, venant de la première route, tomba la nuit dans les avant-postes de Laharpe, et vivement repoussé, disparut par la route de Lodi, au premier mouvement de défense que firent les troupes. Le général Laharpe, accouru au bruit de la mousqueterie de ses avant-postes, retournait dans son camp par un autre chemin, quand il tomba blessé à mort par le feu de file d'un de ses pelotons, qui crut tirer sur l'ennemi. Toute l'armée pleura comme un Français ce brave et habile général, que la tyrannie de Berne et l'amour de la liberté avaient amené dans nos rangs.

Le 10, nous marchons sur Lodi à la recherche de Beaulieu. A une lieue de Casal, une forte arrière-garde de grenadiers autrichiens défend la chaussée de Lodi. Elle est culbutée, malgré une résistance opiniâtre, et poursuivie jusque dans la ville, où les Français entrent pêle-mêle avec l'ennemi. Ici a lieu la fameuse attaque du pont de l'Adda. Beaulieu a sa ligne de bataille sur la rive gauche; les fuyards s'y rallient; les Français les

poursuivent. Beaulieu démasque vingt-cinq pièces de canon pour la défense du pont; le général Bonaparte en oppose autant. Cependant il a conçu l'audacieux projet de forcer le pont, dans l'espoir de couper le corps de dix mille hommes qui, sous les ordres de Colli et de Wukassowich, se portent sur Cassano pour y passer l'Adda. Il fait franchir la rivière par la cavalerie, à une demi-lieue au-dessus du pont, et, avec une batterie d'artillerie légère, il engage la canonnade sur le flanc droit des Autrichiens. Dans le même instant il place toute son artillerie sur la rive droite, au débouché du pont, contre les batteries opposées, forme les grenadiers en colonne serrée, les dirige derrière le rempart qui borde la rivière; puis, aussitôt que la cavalerie a commencé son attaque, les grenadiers se précipitent sur le pont, le franchissent au pas de course, et s'emparent du canon de l'ennemi. La ligne autrichienne, enfoncée par cette charge impétueuse, se réfugie à Crema, après avoir laissé sur le champ de bataille près de trois mille prisonniers, des drapeaux et son artillerie. Ce beau fait d'armes jette une profonde consternation dans le camp ennemi. Mais le corps de Colli a pu passer l'Adda à Cassano : Bonaparte le sait, et soudain il conçoit et exécute le projet de la prise de Pizzighettone, qu'il est si important

de ne pas laisser fortifier. Beaulieu n'a pu empêcher le passage du Pô, de la Trebia, de l'Adda; il abandonne la capitale du Milanais sans défense, à plusieurs journées sur les derrières de l'armée conquérante. Aussi Bonaparte reçoit à Lodi la reddition de Milan; elle est apportée par une députation des Etats et de la municipalité, que conduisait M. de Melzi. Quelques années plus tard, afin de rappeler son triomphe et la soumission des Lombards, le vainqueur, devenu roi d'Italie, accordera au chef de la députation de Milan le nom de duc de Lodi, titre qui consacrera à lui seul deux grands faits historiques.

La victoire de Lodi donnait toute la Lombardie à la république. Du théâtre même de la bataille, Bonaparte, toujours dominé de l'importante idée d'une invasion en Allemagne par le Tyrol, combinée avec l'action des deux armées du Rhin, écrivit, le 11, au directeur Carnot : « Bientôt il est « possible que j'attaque Mantoue. Si j'enlève cette « place, rien ne m'arrête plus pour pénétrer dans « la Bavière; dans deux décades, je puis être dans « le cœur de l'Allemagne. Ne pourriez-vous pas « combiner mes mouvemens avec l'opération de « vos deux armées? Je m'imagine qu'à l'heure « qu'il est on se bat sur le Rhin. Si l'armistice « continuait, l'armée d'Italie serait écrasée. Si les

« deux armées du Rhin entrent en campagne, je « vous prie de me faire part de leur position et « de ce que vous espérez qu'elles puissent faire, « afin que cela puisse me servir de règle pour « entrer dans le Tyrol, ou me borner à l'Adige. « Il serait digne de la république d'aller signer « le traité de paix, les trois armées réunies, dans « le cœur de la Bavière ou de l'Autriche étonnée. « Quant à moi, s'il entre dans vos projets que les « deux armées du Rhin fassent des mouvemens « en avant, je franchirai le Tyrol avant que l'em- « pereur ne s'en soit sérieusement douté. »

Toutefois, dans une dépêche du 7, que Bonaparte reçut à Lodi, le Directoire paraissait peut-être tout aussi surpris du langage de son général que de ses victoires. Aussi, après avoir loué la conquête du Piémont, et avoir approuvé le brillant et utile armistice qui en fut la suite, il témoignait, avec une affectation très prononcée, sa satisfaction de ce que le général avait pris conseil du commissaire civil Salicetti avant la conclusion de cet armistice. « Ces sortes de transactions, di- « sait la dépêche, dans des cas urgens où le Di- « rectoire ne peut être consulté lui-même, sont « particulièrement du ressort du commissaire du « gouvernement près les armées. » Quant au projet de l'invasion du Tyrol, il était combattu

comme périlleux dans l'hypothèse d'une défaite, et le Directoire avertissait le vainqueur de songer à faire rentrer la Corse sous le pouvoir de la république. C'était répondre d'une manière peu héroïque aux vues du grand capitaine. Dans le même moment, le Directoire portait à son général une atteinte plus dangereusement hostile que les mouvemens des Autrichiens; car il annonçait la volonté de partager l'armée d'Italie en deux : Kellermann devait commander celle qui garderait le Milanais, et Bonaparte celle qui serait destinée à agir sur les côtes de la Méditerranée, à Livourne, à Rome et à Naples. Le Directoire ajoutait que son intention était de laisser subsister, dans ce nouvel ordre de choses, l'arrêté du 9 floréal, qui conférait aux commissaires Garrau et Salicetti *le droit de requérir des mouvemens de troupes;* il prescrivait la prompte occupation de Livourne, et ajournait après cette expédition les débats que la république avait avec l'État de Gênes. « Si Rome « fait des avances, disait le Directoire, la première « chose à exiger est que le pape *ordonne immé-* « *diatement des prières publiques pour la pros-* « *périté et les succès de la république française.* » Il était déjà assez absurde de demander des prières au pape pour une république qui, loin de le reconnaître comme son chef spirituel, ne l'appelait

que le prince de Rome; mais il était d'une véritable dérision d'ajouter :

« Quelques uns de ses beaux monumens, ses « statues, ses tableaux, ses médailles, ses biblio- « thèques, ses bronzes, ses madones d'argent, et « même ses cloches, nous dédommageront des « frais que nous coûtera *la visite que vous lui « aurez faite.* »

Bonaparte a bien jugé ceux qui lui donnent de tels ordres, et, se plaçant vis-à-vis d'eux dans la sphère de supériorité qui lui appartient, il leur répond de Lodi, le 14 mai suivant : « Je « crois très impolitique de diviser en deux l'armée « d'Italie; il est également contraire aux intérêts « de la république d'y mettre deux généraux « différens. L'expédition de Livourne, Rome et « Naples, est très peu de chose; elle doit être faite « par des divisions en échelons, de sorte que « l'on puisse, par une marche rétrograde, se « trouver en force contre les Autrichiens, et me- « nacer de les envelopper au moindre mouvement « qu'ils feraient. Il faudra pour cela non seule- « ment un seul général, mais encore que rien ne « le gêne dans sa marche et dans ses opérations. « J'ai fait la campagne sans consulter personne; « je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me con- « cilier avec la manière de voir d'un autre. J'ai

« remporté quelques avantages sur des forces su-
« périeures et dans un dénuement absolu de tout,
« parce que, persuadé que votre confiance se re-
« posait sur moi, ma marche a été aussi prompte
« que ma parole. Si vous m'imposez des entraves
« de toute espèce, *s'il faut que je réfère de tous*
« *mes pas aux commissaires du gouvernement*,
« s'ils ont le droit de changer mes mouvemens, de
« m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez
« plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens
« en partageant vos forces, *si vous rompez en*
« *Italie l'unité de la pensée militaire*, je vous le
« dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle
« occasion d'imposer des lois à l'Italie. »

Bonaparte, dans la suite de cette lettre, insistait sur la nécessité de laisser un seul général à la tête de l'armée; et le même jour, par le même courrier, il écrivait au directeur Carnot, en lui parlant de sa réponse au Directoire :

« Kellermann commandera l'armée aussi bien
« que moi; car personne n'est plus convaincu que
« je ne le suis, que les victoires sont dues au cou-
« rage et à l'audace de l'armée : mais je crois que
« réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vou-
« loir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers
« avec un homme qui se croit le premier général
« de l'Europe; et, d'ailleurs, je crois qu'il faut

« plutôt un mauvais général que deux bons. La « guerre est comme le gouvernement, c'est une « affaire de tact. »

Une telle correspondance n'a pas besoin de commentaire. Bonaparte y traite presque d'égal à égal, c'est-à-dire de puissance à puissance avec le Directoire : il sent que toute sa destinée est dans sa volonté. Depuis la veille (13 mai), le château de Milan était investi; Augereau occupait Pavie; Serrurier, Lodi et Crémone; la division Laharpe, Como, Lesagno, Lucco et Pizzighettone.

Le jour où le Directoire signait, à Paris, le traité qui, enlevant au Piémont la Savoie, le comté de Nice et le territoire de Tende, livrait toutes ses places fortes à l'armée française, ce même jour, 15 mai, le général Bonaparte faisait à Milan son entrée solennelle; et, jaloux d'entretenir cette puissance morale qu'il a si habilement mariée avec sa puissance militaire, il adresse à ses compagnons d'armes cette proclamation :

« Soldats !

« Vous vous êtes précipités comme un torrent « du haut de l'Apennin. Vous avez culbuté, dis- « persé tout ce qui s'opposait à votre marche. Le « Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne,

« s'est livré à ses sentimens naturels de paix et « d'amitié pour la France. Milan est à vous, et le « Pavillon républicain flotte dans toute la Lom- « bardie. Les ducs de Parme et de Modène ne « doivent leur existence politique qu'à votre géné- « rosité. L'armée qui vous menaçait avec orgueil « ne trouve plus de barrière qui la rassure contre « votre courage : le Pô, le Tésin, l'Adda, n'ont « pu vous arrêter un seul jour : ces boulevarts « vantés de l'Italie ont été insuffisans; vous les « avez franchis aussi rapidement que l'Apennin. « Tant de succès ont porté la joie dans le sein de « la patrie. Vos représentans ont ordonné une fête « dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les « communes de la république. Là vos pères, vos « mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes, « se réjouissent de vos succès, et se vantent avec « orgueil de vous appartenir. Oui, Soldats, vous « avez beaucoup fait! Mais ne vous reste-t-il donc « plus rien à faire? Dira-t-on de nous que nous « avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su « profiter de la victoire? La postérité nous repro- « chera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lom- « bardie? Mais je vous vois déjà crier aux armes! « Un lâche repos vous fatigue; les journées per- « dues pour la gloire le sont pour votre bonheur. « Eh bien! partons; nous avons encore des marches

« forcées à faire, des ennemis à soumettre, des « lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux « qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile « en France, qui ont lâchement assassiné nos mi- « nistres, incendié nos vaisseaux à Toulon, trem- « blent ! l'heure de la vengeance a sonné. Mais que « les peuples soient sans inquiétudes : nous som- « mes amis de tous les peuples, et plus particuliè- « rement des descendans des Brutus, des Scipion « et des grands hommes que nous avons pris pour « modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec « honneur les statues des héros qui le rendirent « célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par « plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de « nos victoires : elles feront époque dans la posté- « rité. Vous aurez la gloire immortelle de changer « la face de la plus belle partie de l'Europe. Le « peuple français, libre, respecté du monde en- « tier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui « l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il « a faits depuis six ans. Vous resterez alors dans « vos foyers, et vos concitoyens diront, en vous « montrant, *il était de l'armée d'Italie.* »

Les proclamations de Bonaparte étaient écoutées avec enthousiasme, et relues avec avidité par les soldats, et par les officiers, qui étaient tous ou

presque tous des soldats. Jamais armée ne reçut une instruction plus conforme aux destinées qu'elle devait accomplir, que l'armée d'Italie. En même temps général et législateur de cette armée, son chef parvint à en faire une famille que nul autre que lui ne pouvait plus commander avec succès.

Depuis notre entrée en campagne, la guerre alimentait la guerre. Ainsi l'artillerie nécessaire au siége du château de Milan, où Beaulieu avait laissé deux mille cinq cents Autrichiens, fut tirée, comme les munitions, des places de Tortone, Alexandrie, Coni, Ceva et Cherasco, qui servaient de dépôt aux approvisionnemens de toute espèce que le pays nous fournissait. Les contributions en argent secondaient aussi nos opérations. Outre les sommes stipulées dans les traités avec les ducs de Parme et de Modène, la Lombardie eut à nous payer vingt millions. Le 22 mai, Bonaparte écrivit au Directoire : « Vous pouvez à cette « heure compter sur six à huit millions argent ou « or, lingots ou bijoux, qui sont à votre disposi- « tion à Gênes. Vous pouvez disposer de cette « somme, étant superflue aux besoins de l'armée. « Si vous le désirez, je ferai passer un million *à* « *Bâle, pour l'armée du Rhin*... Les troupes sont « satisfaites ; elles touchent la moitié de leurs ap-

« pointemens en argent. Le pillage est réprimé, et « la discipline avec l'abondance renaissent dans « cette glorieuse armée. »

Si le Directoire n'avait pas vu d'avance qu'en partageant entre Kellermann et Bonaparte l'armée d'Italie, il perdait infailliblement sa conquête, il comprit au moins par la réponse de ce dernier qu'il serait peut-être imprudent de persister dans ce projet. Toutefois on devait juger au premier coup d'œil que vingt mille hommes disséminés sous les ordres de Kellermann, depuis les Alpes maritimes et celles de la Savoie jusqu'aux extrémités de la Lombardie et aux frontières du Tyrol, et sous la trompeuse sécurité que donnait le maintien de la paix de la part du roi de Sardaigne, pourraient d'un moment à l'autre, soit par l'irruption des forces autrichiennes venues de l'Allemagne, soit par le soulèvement simultané des pays conquis, être contraints de repasser les Alpes; tandis que Bonaparte, enfoncé aussi, avec une vingtaine de mille hommes, dans le sud de la péninsule italienne, entre Rome et Naples, aurait à dos toute l'insurrection de la haute Italie, sur ses flancs les rivages de la Méditerranée occupée par les flottes anglaises, et autour de lui une population fanatique, dont les souvenirs d'extermination contre la race française seraient puissamment réveillés

par les nobles et surtout par les prêtres. Le complot de la révolte de Pavie, ourdi et exécuté sous les yeux de l'armée victorieuse, ne tarda pas à faire sentir au Directoire le danger qui aurait pu résulter de la division de l'armée d'Italie en deux corps indépendans et séparés par les États ennemis. Mais la jalousie des lauriers de Bonaparte avait aveuglé le Directoire, et il poussait cette jalousie jusqu'à l'ingratitude, quand il lui disait, le 18 mai : « L'Autriche, consternée de vos succès, « a probablement déjà donné des ordres pour « extraire de ses armées sur le Rhin des renforts « pour s'opposer à vos progrès, et de là naît la « nécessité *de donner au général Kellermann le « plus de forces possible*, afin qu'il se trouve « toujours dans la situation de l'offensive du côté « du Tyrol. » Il résultait de cette dépêche, que Kellermann devait commander la plus grande armée, et que la campagne du Tyrol lui était destinée. Le Directoire annonçait au général Bonaparte que l'armistice durait encore avec l'Autriche, et qu'il chercherait à le rompre *quand l'ennemi aurait distrait des forces de son armée du Rhin, pour les opposer à l'armée d'Italie!* En même temps il l'engageait à envoyer au général Moreau des chevaux et de l'argent. Mais enfin, dans la dépêche du 21 mai, le Directoire, félicitant Bona-

parte de l'occupation de toute la Lombardie, ainsi que de la prise de Pizzighettone et de la possession de Crémone, lui écrivit : « *Vous paraissez désireux*, citoyen général, de continuer à conduire « toute la suite des opérations militaires de la campagne actuelle en Italie. Le Directoire *a mûrement réfléchi* sur cette proposition, et la confiance qu'il a dans vos talens et votre zèle « républicain a décidé cette question en faveur « de l'affirmative. Le général Kellermann restera « à Chambéry, etc. »

Que serait-il arrivé si le Directoire avait persisté dans ce projet de séparation en deux armées, auquel il tenait tant, et dont parlent toutes ses lettres comme d'un plan définitivement arrêté? Bonaparte eût offert sa démission. Mais déjà il ne pouvait plus rentrer obscur et tranquille dans les rangs des simples citoyens, et le Directoire fût parvenu peut-être à en faire un coupable, ou à le devenir lui-même.

De cette époque date la suprématie de Bonaparte, qui va se rendre le maître des opérations de la guerre et l'arbitre des intérêts politiques de la France. C'est du palais de Milan qu'il correspond avec le palais du Luxembourg, et sa correspondance ressemble à celle qui s'établirait entre un souverain et ses ministres. Ses idées, ses desseins

s'agrandissent de tout ce qui entoure sa position. Au milieu des fêtes, des triomphes, les beaux-arts, qui en font le plus bel ornement, ne sont pas oubliés du vainqueur : il regarde comme ses plus brillans trophées les chefs-d'œuvre de la peinture italienne, précieux monumens du retour de la civilisation en Europe, et ceux de la sculpture grecque, antiques témoignages de la victoire romaine. Les besoins de la patrie, ceux des armées du Rhin, la coopération de ces armées pour son invasion en Allemagne; la répartition qu'il désigne pour les contributions qu'il envoie, la disposition de ses forces, l'emploi de tous ses moyens, sont présentés par lui au Directoire comme des nécessités dont il le rend responsable. Aussi, d'après l'attitude que prend Bonaparte, le gouvernement semble transiger plutôt qu'ordonner; et pendant toute cette mémorable campagne d'Italie, excepté la paix qui la termina presque subitement et malgré ses ordres, le Directoire consacra par une approbation continuelle toutes les opérations politiques et militaires de son général en chef. L'histoire présente peu de rapports pareils entre un gouvernement et un chef d'armée. Peu d'hommes, il est vrai, ont saisi, aussi jeune et aussi promptement que Napoléon Bonaparte, l'ascendant d'une supériorité personnelle sur toutes les supériorités

sociales. Il ne commande l'armée d'Italie que depuis deux mois, et il règne à Milan. Dès le jour de son entrée dans cette capitale, qui occupe un si haut rang dans l'histoire, il semble que le général Bonaparte se regarde comme le descendant ou l'héritier des rois lombards. Ce jour vit commencer parmi ses troupes, dans son état-major, dans les habitudes de son quartier général, et jusque dans les relations de ses amitiés militaires, ce respect, véritable attribut de la royauté et du génie, qui s'attacha à sa personne jusqu'aux derniers momens de son existence!

La citadelle de Milan doit tomber. Mantoue seule, l'imprenable Mantoue, restait à l'Autriche, en Italie. Après la conquête du Piémont, l'idée audacieuse d'aller surprendre Mantoue domina un instant la pensée du général Bonaparte. Le caractère confiant et peu prévoyant des Autrichiens lui donnait l'intime conviction que cette place n'avait ni garnison ni moyens de résistance; il ne s'était point trompé. Les Autrichiens, qui, réunis aux Piémontais, formaient une masse de soixante-dix mille combattans protégés par les Alpes, avaient été loin de deviner que Bonaparte, à la tête de notre misérable armée de Nice, pourrait soumettre le Piémont en quinze jours, et porter, des remparts de Tortone et d'Alexandrie, la guerre au

cœur de la Lombardie. Le chef d'état-major Berthier et le commissaire civil Salicetti s'opposèrent à l'entreprise sur Mantoue. On apprit bientôt après que cette ville n'avait alors pour défenseurs que quelques invalides. Les Autrichiens ne songèrent à l'occuper et à lui rendre sa force qu'à l'époque de la capitulation du Piémont. Dès lors le général Bonaparte, qui disait avec raison *que la guerre était une affaire de tact,* déclara que désormais il n'obéirait qu'à l'impulsion de sa seule volonté.

Les huit jours de repos que Bonaparte donne à l'armée, à Milan et dans la Lombardie, sont pour lui des jours de travail et pleins d'avenir. Il poursuit l'exécution du traité avec le Piémont, prépare ceux qu'il doit imposer au pape et au roi de Naples, termine l'arrangement avec le duc de Parme, conclut l'armistice de Modène, organise dans la Lombardie et dans sa capitale les gardes nationales, et introduit les principes républicains par l'ouverture des sociétés populaires.

Bonaparte sait qu'en Italie deux ennemis domestiques bien redoutables sont à craindre pour lui : les nobles et les prêtres : il obtient bientôt la preuve de cette vérité. Arrivé, le 24, à L[illegible]our reprendre contre Beaulieu ses opérations i[illegible] il est subitement, le même jour, rappelé à [illegible] la nouvelle d'une conspiration tramée à [illegible]

que soutenait la garnison de la citadelle de Milan. Il part avec trois cents chevaux, un bataillon de grenadiers et six pièces de canon; mais à son arrivée le calme était rétabli. La sortie tentée par la garnison de la citadelle pour appuyer le soulèvement, avait été repoussée avec vigueur. Toutefois l'insurrection avait été habilement organisée : on avait répandu le bruit de la reprise de Nice par les Anglais; on disait que Beaulieu, à la tête de soixante mille hommes, marchait sur Milan. Les ramifications de ce complot, dont les agitateurs autrichiens étaient les auteurs, s'étendaient à Milan, à Lodi, à Vorèse et à Pavie. Le général Bonaparte se porta rapidement sur cette dernière ville, véritable foyer de la conspiration. Le tocsin sonnait dans les campagnes. Les prêtres et les nobles excitaient au massacre des Français : un grand nombre avaient trouvé la mort chez leurs hôtes et sur les grandes routes. Le petit corps de trois cents hommes, formé du dépôt de la division Augereau, qui occupait le château de Pavie, avait été livré par son commandant, assez faible ou assez incapable pour obéir aux ordres du général divisionnaire Haquin, que les insurgés avaient forcé, le pistolet sur la gorge, de prescrire à des soldats français de mettre bas les armes. Afin de combiner l'insurrection de Pavie

avec la sortie de la garnison de la citadelle de Milan, les révoltés avaient porté une avant-garde de huit cents hommes au village de Binasco. Le chef de brigade Lannes, à la tête de ses trois cents chevaux, les attaqua, les détruisit, et mit le feu au village, qui fut entièrement consumé. Bonaparte espérait que cette exécution militaire imposerait à la ville de Pavie, qui, du haut de ses remparts, pouvait voir l'incendie de Binasco. Mais dix mille paysans s'étaient rendus maîtres de cette ville, qui comptait trente mille habitans. Le parti de Bonaparte fut bientôt pris : il résolut de brusquer l'attaque avec ses quinze cents hommes et ses six pièces de canon, quoique Pavie eût des murailles et une enceinte bastionnée. Dans la nuit, il envoie placarder aux portes de la ville la proclamation publiée dans Milan : « Une multitude « égarée, sans moyens réels de résistance, se porte « aux derniers excès dans plusieurs communes, « méconnaît la république et brave l'armée triom- « phante des rois. Ce délire inconcevable est digne « de pitié. L'on égare ce pauvre peuple pour le « conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle « aux principes qu'a adoptés sa nation de ne pas « faire la guerre aux peuples, veut bien laisser « une porte ouverte au repentir. Mais ceux qui, « sous vingt-quatre heures, n'auront pas posé les

« armes, seront traités comme rebelles; leurs vil-
« lages seront brûlés. Que l'exemple terrible de
« Binasco leur fasse ouvrir les yeux. Son sort sera
« celui de toutes les communes qui s'obstineront
« à la révolte. »

Le 26, le général Bonaparte sort de Binasco avec sa petite colonne, et arrive, à quatre heures du soir, devant Pavie, dont il trouve les portes fermées. Il compte sur la coopération de la garnison de la citadelle, mais il apprend qu'elle s'est rendue, et que les insurgés sont décidés à défendre Pavie. Le moment est critique : s'il rétrograde, la rebellion triomphe. Les Autrichiens ont pour auxiliaire la population. Il ne balance point : avec ses six pièces d'artillerie il fait battre les portes, mais inutilement : les remparts seuls sont balayés par la mitraille et les obus, et, à la faveur de ce feu soutenu, les grenadiers parviennent à briser les portes à coups de hache. Ils entrent dans la ville, se logent dans les premières maisons. Lannes, avec sa cavalerie, se précipite sur le pont du Tésin, et culbute les insurgés, qu'il poursuit hors des murs. Pavie est soumise : les magistrats, le clergé, demandent grâce. Mais il y a une justice à faire, et c'est sur les Français qu'elle tombe. Les trois cents soldats prisonniers dans la citadelle ont profité du tumulte pour se réunir aux vain-

queurs : « Lâches ! leur dit le général en chef, je « vous avais confié un poste essentiel au salut de « l'armée ; vous l'avez abandonné à de misérables « paysans, sans opposer la moindre résistance ! » Il voulait les faire décimer ; mais le capitaine qui, sur l'ordre du général Haquin, avait rendu la citadelle, devint seul responsable de la conduite de ses soldats. Il fut traduit au conseil de guerre, condamné à mort et fusillé. La ville fut livrée pendant quelques heures à l'exécution militaire ; mais le général en chef révoqua l'ordre d'incendier Pavie, qui résultait de sa proclamation. On désarma les campagnes. Des otages, choisis dans toute la Lombardie parmi les principales familles, partirent pour la France. Ainsi finit la révolte de Pavie.

Pendant ce temps s'était opéré le mouvement général de l'armée, sous la conduite de Berthier ; le quartier général occupait Soncino, où l'on attendait Bonaparte. Masséna était sur la route qui mène de Brescia à Soncino, et Augereau sur celle qui mène à Bergame ; Serrurier sur la droite de Masséna, et Kilmaine à Brescia, une des plus grandes villes de l'État vénitien. Ses habitans, au nombre de cinquante mille, souffraient impatiemment la domination de l'oligarchie et de la noblesse ; mais la république française était en

paix avec celle de Venise, et Bonaparte fit afficher dans Brescia cette proclamation :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de « l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison « d'Autriche, que l'armée française a bravé les « obstacles les plus difficiles à surmonter. La vic- « toire, d'accord avec la justice, a couronné ses « efforts. Les débris de l'armée ennemie se sont « retirés au delà du Mincio. L'armée française « passe, pour les poursuivre, sur le territoire de « la république de Venise; mais elle n'oubliera « pas qu'une longue amitié unit les deux républi- « ques. La religion, le gouvernement, les propriété- « tés, les usages, seront respectés. Que les peuples « soient sans inquiétude : la plus sévère discipline « sera maintenue. Tout ce qui sera fourni à l'ar- « mée sera exactement payé en argent. Le général « en chef engage les officiers de la république « de Venise, les magistrats et les prêtres, à faire « connaître ses sentimens aux peuples, afin que « la confiance cimente l'amitié qui depuis si long- « temps unit les deux nations. Fidèle dans le che- « min de l'honneur comme dans celui de la vic- « toire, le soldat français n'est terrible que pour « les ennemis de sa liberté et de son gouverne- « ment. »

Le sénat envoya au général en chef une dépu-

tation qui protesta de sa neutralité. Malheureusement pour la république de Venise, cette neutralité fut violée par les Autrichiens, qui s'établirent à Peschiera. Dans sa dépêche du 7 juin au Directoire, Bonaparte disait, en parlant des Vénitiens : « La vérité de l'affaire de Peschiera est que « Beaulieu les a lâchement trompés. Il leur a demandé le passage pour cinquante hommes, et « il s'est emparé de la ville. » Mais l'occupation d'une place forte comme Peschiera en pays neutre exigeait militairement une compensation, quoique le gouvernement de Venise ne dût pas répondre de la perfidie du général autrichien. La guerre est une science exacte, dont aucune considération morale ne peut, en pareille circonstance, déranger les combinaisons. Par cette loi inexorable de la guerre, le général Bonaparte était obligé de faire aux Vénitiens la même injure qu'ils avaient reçue ou tolérée des Autrichiens.

Beaulieu avait obtenu des renforts, et transféré son quartier général derrière le Mincio, qu'il était résolu à défendre pour empêcher l'investissement de Mantoue. Cette place recevait chaque jour de nouveaux approvisionnemens, et de nouvelles fortifications la mettaient sur un pied de défense respectable. Beaulieu appuya sa droite sur Peschiera, son centre à Velaggio et Borghetto, sa gauche à

Pozzuolo et Goito. Mantoue donnait une garnison au Seraglio, et une réserve de quinze mille hommes avait pris position à Villa-Franca. C'était donc le Mincio que devait traverser l'armée française. Sa gauche était, le 29 mai, à Dezenzano, son centre à Monte-Chiaro, et sa droite à Castiglione; les quatre divisions qui la composaient formaient environ trente mille hommes.

Le général Bonaparte manœuvra, le 30, dans l'intention de tromper l'ennemi sur le Mincio, comme il l'avait fait sur le Pô et sur l'Adda; et au lieu de tenter le passage du premier de ces fleuves à Peschiera, déjà gardé par la réserve des Autrichiens, il déboucha brusquement sur Borghetto, où quatre mille hommes étaient retranchés et couverts par trois mille hommes de cavalerie établis dans la plaine. Le général Murat attaqua la cavalerie, prit neuf pièces de canon, deux étendards et deux mille hommes. Aussitôt le colonel Gardane, avec les grenadiers, entre au pas de charge dans Borghetto, dont l'ennemi brûle le pont. Les batteries des hauteurs de Velaggio empêchaient d'en construire un autre : Gardane se jette dans la rivière avec cinquante grenadiers, arrive audacieusement sur Velaggio, et l'emporte. Deux heures après, le pont est reconstruit, et l'armée franchit le Mincio. Augereau

marche sur Peschiera, Serrurier sur Villa-Franca. Le général en chef établit son quartier général à Velaggio, d'où la brillante intrépidité de Gardane a chassé l'ennemi. La division Masséna, destinée à protéger cette place, n'avait pas encore passé le pont. Cependant le général autrichien Sebottendorf, avec une partie de la gauche de Beaulieu, accourait de Pozzuolo au bruit du canon, par la rive gauche, et, ne rencontrant personne, pénétra dans Velaggio. Le général en chef était enlevé, si son escorte n'avait pas fermé tout à coup la porte de sa maison : il n'eut que le temps de sauter sur un cheval, et de se sauver par les jardins. La division Masséna, avertie, traversa le pont et culbuta les hussards de Sebottendorf. Ainsi la destinée de Bonaparte, qui se reposait sur sa victoire, était arrêtée par des coureurs autrichiens si la sentinelle de son quartier général avait été endormie : une patrouille de hussards eût ravi à la république l'Italie à moitié conquise, brisé le traité du Piémont, et le triomphateur de Milan serait resté long-temps le prisonnier de la cour de Vienne !

Cet incident militaire fit instituer ce fameux corps des guides de Bonaparte, qui, composé de cavaliers d'élite de dix années de service, devait accompagner partout le général en chef. Ce corps

reçut dès lors l'uniforme adopté depuis pour les chasseurs de la garde impériale, uniforme qui fut aussi le dernier habit que Napoléon porta à Sainte-Hélène, au moment de sa mort. Le chef d'escadron Bessières, chargé d'organiser les guides, eut la garde du quartier général, et répondit à l'armée de la sûreté de son héros.

La victoire de Borghetto donnait à Bonaparte le grand avantage de couvrir le siége de Mantoue, et de nous placer sur la ligne de l'Adige; mais il fallait s'emparer de Vérone, ville forte vénitienne qui a trois ponts sur ce fleuve. La politique de la guerre fit de l'occupation de cette place importante, dont le provéditeur Foscarini ouvrit les portes à Masséna le 1er juin, la représaille de la possession momentanée de Peschiera et de Crema par les Autrichiens. Porto-Legnago, Vérone et le Bas-Adige furent occupés. L'armée était maîtresse des défilés du Tyrol; et le siége de Mantoue, au secours de laquelle accourait une nouvelle armée autrichienne que la plus urgente nécessité nous ordonnait de prévenir, paraissait le terme prochain des opérations et des succès de la campagne. Tant que Mantoue reste en la puissance des Autrichiens, l'Italie n'est pas conquise; elle le sera seulement le jour où Mantoue nous appartiendra. Ce grand boulevart de l'Italie, protégé par trois lacs

qu'abreuve le Mincio, communique par quatre digues à la terre ferme. Les noms de La Favorite, de Roverbella, de Saint-Georges, de Piétola, de Cérèse, de Pradella, qui défendent ces chaussées, vont recevoir une grande illustration. De hauts faits d'armes surpasseront ceux qui ont abaissé les Alpes sous le drapeau français, et qui en trois mois l'ont porté du col de Tende aux rives de l'Adige.

Le 4 juin, les dehors de Mantoue furent enlevés. Le général en chef s'empara de Saint-Georges; Augereau, de la porte de Cérèse; Piétola fut évacuée par l'ennemi, et Serrurier, maître de Roverbella et de Pradella, ordonna l'investissement. Ainsi les têtes de quatre chaussées étaient au pouvoir de l'armée française. Serrurier, avec huit mille hommes, gardait toutes ces positions, observait la forte citadelle de La Favorite, et arrêtait dans Mantoue quatorze mille Autrichiens; Augereau observait le Bas-Adige; Masséna tenait les défilés du Tyrol.

Cependant Bonaparte se trouvait réduit à un blocus d'observation devant Mantoue, faute d'artillerie de siége. La citadelle de Milan n'était pas encore rendue, et occupait toute la grosse artillerie conquise du Piémont. Il fallait donc que le château de Milan tombât avant de pouvoir assié-

ger Mantoue, et dans l'intervalle Wurmser précipitait sa marche. Ce général était parti d'Allemagne pour venir défendre cette ville et remplacer Beaulieu tombé dans la disgrâce. En attendant son arrivée, Mélas avait le commandement. De tous côtés, la politique autrichienne, soutenue par les oligarchies génoise, vénitienne et de la cour de Rome, soulevait les esprits, et déjà la rivière de Gênes devenait le théâtre des plus graves hostilités. Les fiefs impériaux étaient en pleine insurrection, et les routes couvertes de partisans armés qui guerroyaient avec les détachemens français. L'armée piémontaise murmurait contre la paix de Turin. Le pape attendait de la Corse six mille Anglais qui pouvaient faire une diversion inquiétante s'ils avaient le temps d'arriver à Livourne; il fallait donc les retenir en Corse. L'attitude de Naples, qui comptait trente mille hommes sous les drapeaux, n'était rien moins que rassurante, malgré sa négociation. Enfin, la nouvelle armée de Wurmser, forte de vingt mille hommes d'élite, devait arriver au mois de juillet, et portait à soixante-dix mille hommes les forces de la maison d'Autriche en Italie, y compris la garnison de Mantoue. Le général Bonaparte dut pourvoir à tous ces embarras avec quarante mille hommes : il y pourvut.

Au milieu des préparatifs de Bonaparte, occupé à la fois d'entrer à Livourne, pour s'emparer dans ce port des bâtimens et des propriétés britanniques et ennemies de la France, de créer en Corse une insurrection contre les Anglais, d'anéantir par de rigoureuses exécutions militaires la révolte des fiefs impériaux, et enfin d'emporter la citadelle de Milan, qui était la clef du siége de Mantoue, le roi de Naples, que l'envahissement de l'Italie supérieure rendait inquiet pour ses États, pressé par le cabinet de Madrid, entraîné peut-être aussi par l'exemple du roi de Sardaigne, et par la défaite que ses troupes venaient de partager sous Beaulieu avec l'armée autrichienne, avait envoyé le prince Belmonte-Pignatelli au général Bonaparte, pour demander un armistice. Ce fut un grand coup de fortune pour l'armée française; mais le Directoire, étranger à toute politique raisonnable, ne cédait qu'à un penchant aveugle, celui de révolutionner en même temps la Toscane, l'État romain et le royaume de Naples; il ne caculait ni la disposition des habitans, ni l'état physique de leur pays, ni les besoins ni la position de sa propre armée. Il comprenait encore moins la dignité morale que tout gouvernement doit revêtir pour prendre une place honorable et par conséquent utile dans l'opinion de ses amis et de ses ennemis. Aventurier dans

ses principes de guerre, il envisageait la conquête comme une proie, sans s'embarrasser des suites d'une déprédation ordonnée contre les peuples : politique d'autant plus étrange qu'il voulait les attacher à la liberté et à la république française. Aussi le général en chef redressait les idées du Directoire dans sa dépêche du 7 juin, datée de Milan; après avoir établi l'avantage de l'armistice qu'il venait de conclure avec le roi de Naples, il disait : « Ceci me porte à traiter la question mili-
« taire : *pouvons-nous et devons-nous aller à Na-*
« *ples?* Le siége du château de Milan, la garde du
« Milanais et les garnisons des places conquises
« demandent quinze mille hommes; la garde de
« l'Adige et les positions du Tyrol, vingt mille
« hommes. Il ne reste, compris les secours qui ar-
« rivent de l'armée des Alpes, que six mille hom-
« mes. Mais eussions-nous vingt mille hommes, il
« ne nous conviendrait pas de faire vingt-cinq jours
« de marche.... Pendant ce temps-là Beaulieu re-
« pose, recrute, renforce son armée dans le Tyrol,
« et nous reprendra, l'automne, ce que nous lui
« avons pris dans le printemps; moyennant cet ar-
« mistice avec Naples, nous sommes à même de
« dicter à Rome toutes les conditions qu'il nous
« plaira; déjà, dans ce moment-ci, la cour de Rome
« est occupée à faire une bulle contre ceux qui

« prêchent en France la guerre civile, sous pré-
« texte de religion. » Le lendemain, il écrivait au directeur Carnot : « Si les bataillons annoncés nous
« joignent à temps, il nous sera facile d'aller jus-
« qu'à Rome. Cependant, comme les opérations
« de l'Allemagne peuvent changer notre position
« d'un moment à l'autre, je crois qu'il serait bon
« qu'on me laissât la faculté de conclure l'armi-
« stice avec Rome, ou d'y aller : dans le premier
« cas, me prescrire les conditions de l'armistice ;
« dans le second, me dire ce que je dois y faire ;
« car nos troupes ne pourraient pas s'y maintenir
« long-temps : l'espace est immense, le fanatisme
« très grand, et la grande disproportion de forces
« rend les hommes hardis... Nous sommes bientôt
« en juillet, où toutes les marches nous coûteront
« deux cents hommes. »

La trève convenue avec Naples enlevait aux Anglais cinq vaisseaux de guerre et des frégates, et dérobait, soit à la balance belligérante de l'Autriche, soit à la politique hostile du Saint-Siége, cette réserve de cinquante mille hommes que le royaume de Naples pouvait mettre sous les armes, et lancer inopinément sur la rive droite du Pô. Le siége de la citadelle de Milan était poussé avec une grande vigueur, et la tranchée ouverte. Pendant ces travaux, auxquels il jugeait sa présence peu néces-

saire, Bonaparte transféra brusquement son quartier général à Tortone, et envoya le colonel Lannes avec douze cents hommes châtier les fiefs impériaux. La première exécution tomba sur la ville d'Arquata, dans laquelle un détachement de cent cinquante Français avait été assassiné. Murat, premier aide de camp du général en chef, alla à Gênes demander en plein sénat le renvoi du marquis de Girola, résident autrichien, la destitution du gouverneur de Novi, et l'établissement de postes génois aux étapes, pour l'escorte des convois et la sûreté des routes. La neutralité de Gênes s'expliquait depuis long-temps pour Bonaparte comme celle de Venise; mais le moment n'était pas venu d'entamer ce procès : il était ajourné à des temps plus heureux, c'est-à-dire à la prise de Mantoue. En attendant, inquiété par des soulèvemens que l'oligarchie génoise fomentait en secret et désavouait d'office, le vainqueur réprimait par la force ces attentats si contraires aux conventions, et remplissait envers son armée et son gouvernement une de ses plus grandes obligations comme général en chef, celle de maintenir ses communications avec la patrie et les dépôts de toute nature qu'il avait formés à Nice et à Antibes.

Aussitôt le calme rétabli dans l'Etat de Gênes et dans le Piémont, Bonaparte quitta Tortone, et

arriva le 19 juin à Modène, où il trouva le général Vaubois avec sa brigade. C'était la guerre contre le pape qui alors occupait l'armée. Il n'y avait pas d'autre moyen de faire payer au Saint-Père la suspension des hostilités qu'il allait être forcé de demander. En conséquence, dès le 14, Augereau avait passé le Pô à Borgo-Forte, et s'était emparé des légations de Bologne et de Ferrare. Le colonel Vignolles, sous-chef d'état-major, avait fait capituler le fort d'Urbin. La citadelle de Ferrare fournit au grand parc de Borgo-Forte quarante bouches à feu sur cent quatorze qu'on y trouva. Les villes de Reggio, Modène et Bologne se distinguèrent bientôt par leur attitude patriotique. Bologne surtout secoua hautement le joug pontifical, et aux premières propositions d'armistice faites dans cette ville au général en chef par le chevalier Azzara, ministre du Saint-Père, elle demanda d'être garantie de tout retour sous la puissance de Rome. Elle arma des gardes nationales, et se constitua en ville libre sous le protectorat de la France. La trève fut conclue le 24 juin à Bologne, où Bonaparte était entré le 19. Cette place et Ferrare restaient au pouvoir de l'armée française, qui prenait possession de la citadelle d'Ancône. Le pape payait vingt et un millions en argent et en denrées, et abandonnait cent chefs-

d'œuvre des arts et cinq cents manuscrits au choix des commissaires français. Cet armistice, qui est la base du traité signé à Tolentino en février 1797 et qui donne cent chefs-d'œuvre au musée de Paris, il ne faut pas perdre de vue que Pie VI l'a sollicité, et qu'après l'avoir enfreint à main armée, il ira encore au devant de la convention de Tolentino qui en fut la suite. Alors on s'étonnera d'autant plus de voir, dix-sept ans après, ces cent chefs-d'œuvre retourner à Rome, sur la réclamation de Pie VII, dont les Etats, incorporés depuis cinq années à l'empire français, lui sont rendus par les luthériens de l'Angleterre, les calvinistes de la Prusse, et les schismatiques de Moskou. Ces trophées voyageurs sont aussi les monumens d'une autre religion et les témoignages d'un autre triomphe. Mais il est de la destinée de Rome, soit païenne, soit chrétienne, d'hériter de toutes les gloires du monde, et de vivre des dépouilles de ses amis et de ses ennemis. Il est aussi de la destinée de Bonaparte d'être deux fois maître de Rome, comme conquérant et comme souverain, et de n'y entrer jamais !

Le moment d'occuper Livourne, d'en chasser les Anglais et de reprendre sur eux leur royaume de Corse, était enfin venu. Dans l'espoir de surprendre les bâtimens anglais à Livourne, Bona-

parte avait enveloppé d'un grand secret cette expédition. La marche de ses troupes était masquée par le mouvement qu'il avait ordonné sur Rome par Florence. En conséquence, de Reggio il avait envoyé la division Vaubois à travers l'Apennin sur Pistoia. Le but ostensible de ce mouvement était de contraindre le pape à ratifier l'armistice de Bologne par un traité. Le grand-duc de Toscane, inquiet de ce passage par sa capitale, avait adressé au quartier général de Pistoia, où Bonaparte avait rejoint Vaubois le 26, une lettre pour le prier de diriger ses troupes sur Pise au lieu de Florence, ce qui fut accordé. Le général en chef fit plus; il écrivit au grand-duc, le jour même : « Le pavillon de la république est constamment « insulté dans le port de Livourne ; les propriétés « des négocians français y sont violées ; chaque « jour y est marqué par un attentat contre la « France, aussi contraire aux intérêts de la répu- « blique qu'au droit des gens. Le Directoire exé- « cutif a porté plusieurs fois ses plaintes au minis- « tre de V. A. R. à Paris, qui a été obligé d'avouer « l'impossibilité où se trouvait V. A. R. de réprimer « les Anglais et de maintenir la neutralité dans le « port de Livourne. Le Directoire exécutif a senti « dès lors qu'il était de son devoir de repousser la « force par la force, de faire respecter son com-

« merce, et il m'a ordonné de faire marcher une « division de l'armée que je commande, pour « prendre possession de Livourne. J'ai l'honneur « de prévenir V. A. R. que, le 10 de ce mois (mes- « sidor, 18 juin), une division de l'armée entrera « à Livourne, etc. »

La division Vaubois se mit en route; Murat commandait l'avant-garde et quitta brusquement la route de Pise à Fiorenzuola pour se porter sur Livourne, où il entra huit heures après; le général en chef se rendit aussi dans cette ville. Mais les Anglais avaient été prévenus, et leurs bâtimens étaient allés se mettre à l'abri dans les ports de l'île de Corse. Toutefois l'occupation de Livourne, la destruction de la factoterie anglaise, et la saisie de toutes les marchandises britanniques, se firent vivement sentir en Angleterre; et la Corse fut aussitôt menacée par les Français. Une vingtaine de patriotes réfugiés qui avaient fui le gouvernement de Paoli, ou qui s'étaient soustraits à celui du vice-roi Elliot, se réunirent à Livourne, et de là descendirent en Corse, où ils réveillèrent l'insurrection dans les montagnes. Du port de cette ville, assignée pour point de rassemblement à tous les Corses, Bonaparte, sur la fin de juillet, fit passer à ses compatriotes quatre mille fusils, mille paires de pistolets et six milliers de poudre. A l'arrivée

des premiers Corses, parmi lesquels était le comte Bonelli, les montagnards prirent les armes. Ces attaques préludèrent à l'expédition qui, sous les ordres du général divisionnaire Gentili et des généraux Cervoni et Casalta, devait, trois mois plus tard, affranchir la Corse de la domination anglaise. De Livourne, le général en chef se rendit à Florence, où il entra sans escorte. Peu de jours après, étant à table chez le grand-duc, il apprit que, le 29, la citadelle de Milan avait capitulé. On y trouva de grands approvisionnemens, une garnison de deux mille cinq cents hommes, qui fut dirigée sur Lodi, cinq mille fusils et cent cinquante pièces de canon. Ainsi l'artillerie de siége, composée de l'artillerie piémontaise qui avait fait ouvrir les portes de la citadelle de Milan, était complétée par l'artillerie autrichienne pour l'attaque de Mantoue.

La nouvelle de la reddition du château de Milan rappela le général en chef aux opérations du siége de Mantoue. Il quitta Florence, et transporta successivement son quartier général à Bologne, à Roverbella, à Castiglione. Il avait laissé la négociation inachevée avec Gênes. Les demandes que son aide de camp Murat avait adressées au sénat étaient loin d'avoir obtenu du succès. Le résident d'Autriche, qui avait fourni des armes aux rebelles

d'Arquata, remplissait toujours ses fonctions à Gênes, malgré les réclamations réitérées de Faypoult, résident de la république. Les griefs s'accumulaient contre ce gouvernement qui, dans son infidèle neutralité, avait constamment servi les intérêts de l'Autriche et de l'Angleterre au détriment de l'armée française. D'un autre côté, la république de Venise suivait le même plan de perfidie, et, sous le voile de la neutralité, à l'approche des renforts autrichiens conduits par Wurmser, elle faisait en secret des armemens considérables. L'Italie, sauf les villes de Bologne, de Ferrare, de Faenza, de Reggio, qui avaient d'enthousiasme arboré les couleurs de la liberté, était un volcan prêt à dévorer l'armée française. La faction aristocratique et sacerdotale traitait d'une main et menaçait de l'autre. Elle faisait circuler dans toute la Péninsule des écrits incendiaires; elle provoquait au meurtre des Français; elle quadruplait l'armée de Wurmser, et annonçait ce général comme un vengeur prochain qui allait délivrer Mantoue et toute la Lombardie. Pendant le séjour même de Bonaparte à Bologne, une petite ville, Lugo, située dans la légation de Ferrare, fut tout à coup envahie par quelques milliers de paysans armés. Le général Beyrand dut y marcher avec sa brigade et enlever de vive force cette place,

qui fut châtiée par une exécution militaire. La régence de Modène entrait aussi dans la conspiration aristocratique, malgré son traité avec la république; mais elle se trouvait contenue par les patriotes de Modène et de Reggio, tous en armes pour la cause française.

Dans cet état de haine générale, mais cachée, qui animait tous les gouvernemens de l'Italie contre la république et ses troupes, la saine politique prescrivait de ménager les habitans, et de ne pas encourager l'opposition des ennemis de la France par le despotisme et les dilapidations des agens du Directoire. Le général en chef avait signalé ainsi leurs excès et le péril dans sa dépêche du 20 juillet, de Castiglione : «... On se conduit d'une manière « dure envers les négocians livournois. On les « traite avec plus de rigueur que vous n'avez in- « tention qu'on se conduise envers les négocians « anglais mêmes : cela alarme tout le commerce de « l'Italie, et nous fait passer à ses yeux pour des « Vandales, et cela a entièrement indisposé les « négocians de la ville de Gênes; et la masse du « peuple de cette ville, qui nous a toujours été « favorable, est actuellement très prononcée contre « nous. Si notre conduite administrative à Livourne « est détestable, notre conduite politique avec la « Toscane n'est pas meilleure... La mesure de

« chasser les émigrés de Livourne et de vingt « lieues à la ronde par une proclamation, est aussi « inutile qu'impolitique... Cette proclamation, où « l'on s'attribue une juridiction sur vingt lieues de « pays, est d'un très mauvais effet; à moins que « (ce qui est très contraire à vos institutions) nous « ne voulions prendre le ton et la politique de « l'ancienne Rome... Dans la position actuelle de « l'Italie, il faut ne nous faire aucun nouvel enne- « mi, et attendre la décision de la campagne, pour « prendre un parti contraire aux vrais intérêts de la « république. *Vous sentirez sans doute alors qu'il « ne nous convient pas de laisser le duché de Tos- « cane au frère de l'empereur.* Je désirerais que « jusqu'alors on ne se permît aucune menace, ni « aucun propos à Livourne contre la cour de Tos- « cane. Les moindres de mes paroles et de celles « de vos commissaires sont épiées et rapprochées « avec une grande importance : mais l'on croit tou- « jours être ici dans les couloirs de la Convention. »

Le même jour, 20 juillet, il avait écrit au citoyen Garrau, commissaire du Directoire en mission à Livourne :

« La réquisition que vous avez faite au général « Vaubois est contraire à l'instruction que m'a « donnée le gouvernement. Je vous prie de vous « restreindre désormais dans les bornes des fonc-

« tions qui vous sont prescrites par le gouverne-
« ment du Directoire exécutif : sans quoi je me
« trouverais obligé de défendre, à l'ordre de l'ar-
« mée, d'obtempérer à vos réquisitions. Nous ne
« sommes tous que par la loi : celui qui veut com-
« mander et usurper les fonctions qu'elle ne lui
« accorde pas, n'est pas républicain.

« Quand vous étiez représentant du peuple, vous
« aviez des pouvoirs illimités; tout le monde se
« faisait un devoir de vous obéir : aujourd'hui vous
« êtes commissaire du gouvernement, investi d'un
« très grand caractère; une instruction positive a
« réglé vos fonctions, tenez-vous-y. Je sais bien
« que vous répéterez ce propos *que je ferai comme*
« *Dumouriez :* il est clair qu'un général qui a la
« présomption de commander l'armée que le gou-
« vernement lui a confiée, et de donner des ordres
« sans un arrêté des commissaires, ne peut être
« qu'un conspirateur. »

C'était ainsi que le général Bonaparte écrivait au Directoire et à son commissaire à l'armée d'Italie. Il était difficile de déclarer plus franchement l'indépendance de sa position et la supériorité de sa politique. Cet homme, qui prescrivait la modération et la sagesse à son gouvernement, était né sous un ciel brûlant; il était victorieux, il avait imposé la paix aux souverains du Piémont, de

Parme, de Modène, de Naples et de Rome; et il n'avait pas vingt-huit ans! Quelques jours avant, il confiait en quatre mots au Directoire la destinée de la campagne qu'il méditait, avec ses quarante mille hommes, contre les soixante mille de Wurmser : « *Malheur,* disait-il, *à qui calculera mal!* »

Cent quarante pièces de canon sont devant Mantoue depuis le 18 juillet : la tranchée est ouverte à cinquante toises du chemin couvert. Le 22, le général en chef se rend à Milan, où il obtient l'entière exécution du traité avec le roi de Sardaigne, et termine l'organisation intérieure de la Lombardie. Toute l'Italie est alliée ou soumise; elle est occupée par les troupes, ou enchaînée par les pactes de la république, depuis les Alpes de la Savoie jusqu'au détroit de Scylla. Mantoue seule et Wurmser tiennent encore en suspens la victoire française.

CHAPITRE IV.

(De la fin de Juillet à la fin de Septembre 1796.)

BATAILLES DE LONATO, DE CASTIGLIONE. — PRISE DE VÉRONE. — SECOND BLOCUS DE MANTOUE. — HOSTILITÉS PONTIFICALES. — TRAITÉ OFFENSIF ET DÉFENSIF SIGNÉ A SAINT-ILDEPHONSE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE. — BATAILLES DE ROVEREDO, DE BASSANO, DE SAINT-GEORGES. — TROISIÈME BLOCUS DE MANTOUE.

L'ARMÉE française était de quarante mille hommes, dont trente-trois mille, présens sous les armes, allaient faire la guerre active contre un nombre presque double de combattans réunis sous les drapeaux du feld-maréchal Wurmser. De faibles garnisons gardaient Ferrare, Livourne, Coni, Tortone, Alexandrie, Milan, Pizzighettone; et sept à huit mille hommes campaient devant Mantoue avec le général Serrurier. Le quartier général français était à Castel-Novo; l'armée tenait le haut et bas Adige, la Chièse, et s'étendait à Salo, depuis les défilés du Tyrol jusqu'à Porto-Legnago, occupant

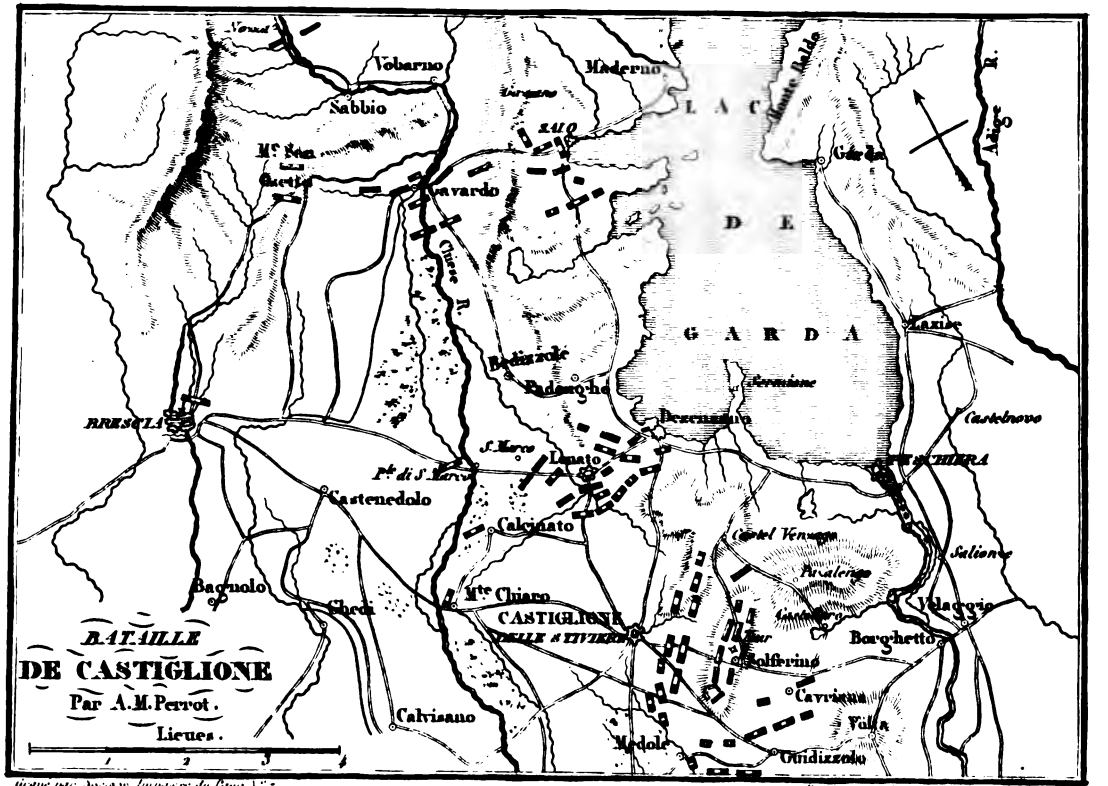
MASSÉNA.

Publié par Amb.se Dupont et c.ie Rue Vivienne, N.o 16

la Corona, Monte-Baldo, Rivoli et Vérone. La division Masséna, placée dans les deux dernières villes, formait le centre, et se composait de quinze mille hommes; celle d'Augereau, de huit mille hommes, formait la droite; celle de Sauret, de quatre mille, la gauche; entre la droite et le centre était la réserve, forte de six mille hommes. Wurmser avait son quartier général à Trente : ses forces se trouvaient divisées en trois corps, deux de vingt mille hommes, commandés par les généraux Davidowich et Quasdanowich, et l'autre de trente mille hommes, sous ses ordres. Le feld-maréchal conduisait le centre, Davidowich la gauche, Quasdanowich la droite. Le 29 juillet, les Autrichiens commencèrent leur mouvement général, et débouchèrent du Tyrol italien sur plusieurs positions de l'armée française. Joubert défendit la Corona toute la journée, et se replia enfin sur le plateau de Rivoli, que Masséna avait dû évacuer. L'ennemi s'était également emparé de Brescia; il tenait aussi Salo, évacué par le général Sauret, après une brillante résistance. Les colonnes autrichiennes couvraient les hauteurs de Vérone, la rive gauche de l'Adige, stationnaient à Gavardo, menaçaient Ponte-San-Marco et Lonato, et, par la direction des différens corps, étaient à la fois sur Milan, sur Crémone et sur Mantoue. Ces deux jours de progrès de la grande

armée de Wurmser, une fois plus forte que l'armée française, découvrirent au général Bonaparte le plan des ennemis. L'infériorité numérique de ses troupes ne lui permettait pas de livrer bataille à l'armée autrichienne réunie : il ne devait chercher qu'à la battre en détail, comme il l'avait fait depuis l'ouverture de la campagne. Il devait, avant tout, empêcher Wurmser de se réunir à Quasdanowitch sur le Mincio. Son génie lui inspira alors subitement la résolution d'abandonner devant Mantoue la tranchée, les ouvrages, les cent quarante pièces de canon de siége; en un mot, de lever le blocus, et d'aller conquérir encore par de nouveaux triomphes le pouvoir de le reprendre. Le général Serrurier brûla ses affûts, noya ses poudres, encloua les canons, enterra les projectiles, et, dans la nuit du 31 juillet, rejoignit l'armée active. Après un conseil de guerre, où Augereau vota pour l'attaque, le général en chef mit l'armée en mouvement contre Quasdanowitch sur Brescia.

Ici commence cette suite de victoires que nos soldats nommèrent la campagne des cinq jours. Bonaparte s'attacha à la division Quasdanowitch, plus engagée que les autres. Les combats de Lonato, de Salo, la reprise de Brescia, d'où l'ennemi n'eut pas le temps d'emmener ses prison-


BATAILLE
DE CASTIGLIONE
Par A.M.Perrot.
Lieues.
1
2
3
4
Vobarno
Sabbio
Maderno
Monte Baldo
L A C
D E
G A R D A
Garda
Adige R.
Gavardo
Chiese R.
Bedizzole
Padenghe
Dezenzano
Sermione
Castelnovo
BRESCIA
S. Marco
Lonato
Castenedolo
Calcinato
Castel Venzago
Salionze
Bagnolo
Ghedi
Mte Chiaro
CASTIGLIONE
Borghetto
Solferino
Cavriana
Calvisano
Medole
Guidizzolo

niers, forcèrent Quasdanowich à la retraite, et l'isolèrent entièrement de Wurmser, qui était en marche sur Mantoue, où il entra avec deux divisions. Le 3 août, les quinze mille hommes de Masséna furent assaillis à Lonato par les vingt-cinq mille Autrichiens de Quasdanowitch. Masséna se vit forcé dans ses positions; Lonato fut pris; mais le général en chef se mit à la tête des troupes, enfonça le centre de l'ennemi, et l'on reprit Lonato au pas de charge. Augereau attaqua l'avant-garde de Wurmser, qui couvrait Castiglione, et s'en empara.

La bataille de Lonato annonçait les journées de Castiglione. Wurmser n'avait plus trouvé Serrurier devant Mantoue, et revenait trop tard sur Castiglione, où Bonaparte s'était fortifié. Quasdanowitch errait avec les débris de sa division pour se réunir à Wurmser. Après avoir reconnu l'armée ennemie devant Castiglione, et décidé la position de la bataille pour le lendemain 5, le général français se rendit à Lonato, afin de presser le mouvement de toutes ses troupes sur Castiglione. L'ennemi, battu dans les journées du 1er et du 3 août, était poursuivi avec acharnement, et perdait des bataillons entiers qui déposaient les armes. Une de ses colonnes, avertie qu'il n'y avait à Lonato qu'un millier de Français, s'y porta tan-

dis que le général Bonaparte y entrait. Le parlementaire qui venait sommer la petite garnison française fut amené au général en chef. Bonaparte lui fit débander les yeux, le reçut au milieu de son nombreux état-major, et lui dit : « Allez « dire à votre général que je lui donne huit mi- « nutes pour poser les armes; il se trouve au « milieu de l'armée française; passé ce temps, il « n'aurait rien à espérer. » Cette ruse audacieuse réussit. Le général autrichien, effrayé, se rend avec deux mille hommes et quatre pièces de canon. Pendant que la présence d'esprit du général Bonaparte lui livrait une colonne autrichienne une fois plus forte que la sienne, ses troupes surprenaient aussi le camp de Quasdanowitch à Gavardo, et mettaient en fuite quinze mille Autrichiens. L'armée française se rallia; et, la nuit, elle fut concentrée sur Castiglione. C'était préluder à d'illustres succès par des auspices bien heureux.

Le 5, au point du jour, notre armée, forte de vingt-cinq mille hommes, égale à celle de Wurmser, était sur les hauteurs qui dominent cette place. Bonaparte avait donné ordre au général Serrurier de marcher la nuit, et de tomber au jour sur les derrières de Wurmser. Ce mouvement fut exécuté par Fiorella, qui remplaçait Serrurier, malade.

Son canon surprit les Autrichiens, qui croyaient n'avoir rien laissé derrière eux; ils furent étonnés par cette agression imprévue. Bonaparte avait bien calculé cet effet moral; il se précipita sur l'ennemi : Masséna attaqua la droite, Augereau le centre, Fiorella la gauche. Wurmser fut repoussé en désordre sur la rive gauche du Mincio, d'où il communiquait avec Mantoue. Mais Augereau se porta sur Borghetto, et Masséna sur Peschiera, qui était bloquée. Le général Guillaume se trouvait dans cette place avec quatre cents hommes, et en avait fait murer les portes. A la la tête de la 18e demi-brigade de ligne, le colonel Suchet mit les Autrichiens en déroute, leur prit dix-huit canons, et délivra Peschiera. Bonaparte poursuivit ses succès sur Vérone, où était Wurmser. Les portes furent brisées à coups de canon; les Français envahirent la ville, et ils firent un grand nombre de prisonniers. Wurmser avait perdu la ligne du Mincio; il se concentra sur Monte-Baldo. Masséna força cette belle position et reprit la Corona. Rejeté sur le Tyrol italien, Wurmser se retira à Roveredo et à Trente avec la moitié de son armée. Du 29 juillet au 12 août, il avait perdu soixante-dix pièces de canon et quarante mille hommes, dont quinze mille prisonniers. Il est vrai qu'il avait ravitaillé Mantoue,

où il avait laissé une bonne garnison de quinze mille hommes, et que l'armée française ne pouvait réparer la perte de l'immense artillerie de siége laissée devant cette ville : aussi le général Bonaparte dut-il se contenter d'ordonner un étroit blocus, dont il chargea encore la division Serrurier, commandée par le général Sahuguet. Le 24 août, l'ennemi, chassé de toutes ses positions extérieures, était refoulé dans la place. Ce fut le second blocus de Mantoue.

Dans les trois premiers jours de la marche de Wurmser, où la division de Masséna, forcée par le nombre, avait dû abandonner à la fin plusieurs de ses positions, le général Bonaparte connut l'esprit de l'Italie; ces jours furent des jours d'épreuve pour la fidélité des princes avec lesquels il avait traité. Le pape donna le premier l'exemple de la perfidie; il crut au triomphe des Autrichiens, et cessa de croire au traité de Tolentino. Son infaillibilité se trouva en défaut, et l'honneur de la tiare fut compromis. Aussitôt après la levée du siége de Mantoue, le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, avait prêché l'insurrection, et il était entré à main armée dans la citadelle de cette ville. Six jours après, la victoire de Castiglione couronna nos armes. Le cardinal, mandé à Brescia par le général en chef, vint, s'humilia

devant le vainqueur, et lui dit ce seul mot : *peccavi*. Bonaparte l'envoya, en punition ecclésiastique, pendant trois mois dans un séminaire. La régence de Modène avait partagé la confiance du Saint-Siége; les oligarchies de Gênes et de Venise avaient également rêvé la ruine des Français. Une armée napolitaine, malgré la récente négociation du prince Pignatelli, se préparait à marcher aussi sur l'État romain, pour donner, d'un côté, la main aux Autrichiens, et de l'autre, aux Anglais qui assiégeaient Livourne. On ne voyait plus dans les armistices que des saufs-conduits du moment pour les ennemis vaincus. C'était la conspiration des traités contre les Français; mais il leur restait de fidèles alliés dans les populations de Bologne, de Ferrare, de Reggio, de Modène, de Parme, qui avaient toutes embrassé avec ardeur et qui conservèrent avec courage les principes républicains. Cette guerre des nations contre les rois était légitimée à leurs yeux, moins par les souvenirs du despotisme qui les avait si long-temps opprimées, que par les violations des traités qui venaient de placer ces peuples dans une condition meilleure. Cependant, mieux avisée que la couronne de la péninsule italique, l'Espagne, frappée de la prépondérance exclusive que l'Angleterre allait s'arroger sur les mers si la France restait sans alliés

maritimes, l'Espagne avait signé à Saint-Ildephonse, le 19 août, un traité offensif et défensif avec la république. Cette haute démarche, conseillée par une saine politique, fut d'un grand poids en Europe pour la fortune française, et imposa silence aux inimitiés piémontaise et napolitaine.

Vingt jours termineront la guerre active de Wurmser. Renforcé par vingt mille hommes dans le Tyrol, où Davidowich reste avec vingt mille, le vieux feld-maréchal se porte, de sa personne, avec vingt-six mille, de la ville de Trente sur Mantoue, pour en faire lever le blocus. Sa marche s'opère sur les gorges de la Brenta, Bassano, le bas Adige. Le général Bonaparte n'a reçu que six mille hommes de l'armée des Alpes, mais il a pénétré le projet de Wurmser; et, fidèle à son plan de consommer la destruction de l'ennemi en continuant de l'attaquer en détail, il veut lui ôter tout moyen de retraite en s'emparant du Trentin, où il va surprendre Davidowich. Cependant Kilmaine, avec trois mille hommes, doit couvrir sur l'Adige le blocus de Mantoue. Vérone, mise en état de défense, est gardée, ainsi que Legnago, par le même général; alors Bonaparte met en mouvement l'armée française.

Le 1er septembre, Vaubois se dirige sur Trente

par la chaussée de la rive droite de la Chièse, Masséna par celle de la rive gauche; Augereau suit également cette rive par la route de la montagne. L'avant-garde de Vaubois emporte le pont de la Sarco; celle de Masséna, la position de Seravalle; et, le 4 septembre, s'engage la bataille de Roveredo, où les Autrichiens, enfoncés de toutes parts, entrent pêle-mêle avec les Français, et sont poursuivis jusqu'aux défilés réputés inexpugnables de Caliano. Cette position est occupée par la réserve de Davidowich, et protégée par de fortes batteries. Une colonne serrée de neuf bataillons s'élance dans le défilé et culbute l'ennemi. L'armée continue d'avancer toute la nuit, et le 5, à la pointe du jour, elle arrive à Trente : Davidowich est déposté de toutes ses positions. La victoire de Roveredo donne à la république sept mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux; elle remplit aussi le but du général Bonaparte : Wurmser est coupé du Trentin et du Tyrol !

Dans la nuit suivante, Bonaparte fut instruit par le général Kilmaine que Wurmser, en mouvement sur l'Adige, menaçait Vérone. Le quartier général autrichien était à Bassano le 7, et l'arrière-garde de Wurmser à Primolano, pour fermer les gorges de la Brenta. Bonaparte prend sur-

le-champ la résolution d'aller, à marches forcées, arrêter Wurmser. Mais avant de se précipiter des montagnes du Tyrol à la poursuite de son ennemi, il dispose, par cette proclamation, les habitans à adopter l'administration qu'il établit :

« TYROLIENS !

« Vous sollicitez la protection de l'armée fran-
« çaise, il faut vous en rendre dignes. Puisque la
« majorité d'entre vous est bien intentionnée, con-
« traignez ce petit nombre d'hommes opiniâtres à
« se soumettre. Leur diète insensée tend à attirer
« sur leur patrie les fureurs de la guerre. La supé-
« riorité de nos armes est aujourd'hui constatée.
« Les ministres de l'empereur, achetés par l'or de
« l'Angleterre, se trahissent ; ce malheureux prince
« ne fait pas un pas qui ne soit une faute. Vous
« voulez la paix ! les Français combattent pour
« elle. Nous ne passons sur votre territoire que
« pour obliger la cour de Vienne de se rendre au
« vœu de l'Europe désolée, et d'entendre le cri de
« ses peuples. Nous ne venons pas ici pour nous
« agrandir : *la nature a tracé nos limites au Rhin*
« *et aux Alpes*, dans le même temps qu'elle a
« posé au Tyrol les limites de la maison d'Au-
« triche. Tyroliens ! quelle qu'ait été votre con-

« duite passée, rentrez dans vos foyers; quittez « des drapeaux tant de fois battus et impuissans « pour vous défendre. Ce n'est pas quelques enne- « mis de plus que peuvent redouter les vainqueurs « des Alpes et de l'Italie; mais c'est quelques vic- « times de moins que la générosité de la nation « m'ordonne de chercher à épargner. Nous nous « sommes rendus redoutables dans les combats; « mais nous sommes les amis de ceux qui nous « reçoivent avec hospitalité, etc. »

Bonaparte partit le 6, au jour. Il y a vingt lieues de Trente à Bassano, où il voulait battre Wurmser: le lendemain matin, les deux avant-gardes se trouvèrent en présence à Primolano, qui fut emporté, ainsi que le fort de Cavolo. Rien ne résiste à l'impétuosité française. Cette journée coûte à l'ennemi quatre mille prisonniers, douze pièces de canon et une grande quantité de caissons. Dans le même moment, Kilmaine était chargé à Vérone par une division du corps de Wurmser; elle fut repoussée, et demanda du renfort à son général en chef, qui, de son côté, se voyant pressé sur Bassano, l'appela à lui, mais inutilement. Le 8, le général Mezaros, qui commandait cette division, n'était encore qu'à Montebello, et Wurmser perdait la bataille de Bassano. L'armée ennemie, forte de vingt mille hommes en ligne, sur laquelle se

réfugièrent les débris des troupes en position dans les gorges de la Brenta, attaquée à sa gauche par Augereau, à sa droite par Masséna, fut brisée sur tous les points, et rejetée dans la ville de Bassano. Comme à Lodi, on franchit le pont en colonne serrée. A trois heures, Bassano était à nous. Six mille prisonniers, trente pièces de canon, un parc immense de bagages et de voitures attelées, deux équipages de pont, restèrent au pouvoir des Français. Wurmser n'avait plus qu'un reste d'armée, et toute communication lui était fermée avec les Etats héréditaires. Quasdanowitch, en marche sur Bassano, dut se replier vers le Frioul avec trois mille hommes. Mezaros avait rallié son général en chef à Vicence. Wurmser, privé de ses équipages de pont depuis sa défaite à Bassano, ne pouvait plus repasser l'Adige, et il était infailliblement pris avec sa petite armée, sans la coupable négligence du commandant de Legnago, qui, ayant manqué de cœur pour se maintenir dans ce poste, manqua de tête en l'abandonnant tout à coup, et ouvrit une route à l'ennemi désespéré. Wurmser, instruit de cette évacuation, entra à Legnago sans coup férir, fit passer l'Adige à son armée, et se porta sur Mantoue.

Dans sa retraite, Wurmser força les Français à Céréa, où le général en chef, accouru au secours

de l'avant-garde culbutée, faillit être fait prisonnier; il s'empara aussi de Villa-Impenta, dont Sahuguet avait négligé de couper le pont, et de Due-Castelli, défendu par un bataillon. Wurmser dut ces trois avantages consécutifs à sa nombreuse cavalerie, à la faiblesse des détachemens qui occupaient les positions avancées du blocus, et à la non-exécution des ordres du général Bonaparte, qui avait prescrit la destruction des ponts de la Molinella pour arrêter la retraite de l'ennemi sur Mantoue. Ces succès le déterminèrent à continuer de tenir la campagne; et, à la tête de la garnison de Mantoue, où ne restèrent que cinq mille hommes, il campa entre le faubourg Saint-Georges et la citadelle. Son armée ainsi recrutée présentait un effectif de vingt-cinq mille hommes; l'armée française comptait vingt-quatre mille combattans. Le choc eut lieu le 19; il prit le nom de bataille de Saint-Georges. Les deux ailes furent bientôt engagées. Sur la gauche, la division Bon fléchit un moment, mais Masséna déboucha sur le centre en colonne; cette habile manœuvre porta le désordre dans les rangs autrichiens, et décida la victoire. Le combat fut sanglant et acharné; enfin, l'ennemi laissa trois mille prisonniers, trois drapeaux, onze pièces de canon, et courut se renfermer dans Mantoue. Deux jours après, Wurmser,

maître du Seraglio, jeta un pont sur le Pô et ravitailla la place. Le 25, il tenta de se porter encore sur l'Adige en attaquant le poste de Governolo; mais il échoua, et sacrifia un millier d'hommes et six pièces de canon. Le général Kilmaine, à la tête de la division Serrurier, mit fin, le 1er octobre, à la guerre de Wurmser : il entra dans le Seraglio, reprit les positions de Pradella et de Cerèse, et Mantoue fut étroitement bloquée.

Le troisième blocus de Mantoue était formé; la troisième armée autrichienne était détruite : il n'existait des soixante-dix mille hommes dont elle était composée au 1er juin, que seize mille hommes arrêtés dans Mantoue avec le général en chef, et dix mille hommes fugitifs dans le Tyrol avec Davidowich et Quasdanowitch. Cette armée avait perdu soixante-quinze pièces de canon, trente généraux, vingt-deux drapeaux. L'aide de camp Marmont, que Bonaparte avait trouvé à Toulon lieutenant d'artillerie, porta au Directoire les drapeaux enlevés aux batailles de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges. On peut dire, de cette époque, que les soldats de l'armée d'Italie, en montrant par des prodiges tout ce que les Français peuvent devenir sous un grand capitaine, étaient les premiers soldats de la république et du monde. Mais quels généraux marchaient à leur

tête, dans cette mémorable campagne! et quelle part de gloire revient à leur valeur dans la gloire du général en chef qui eut le bonheur de trouver de tels instrumens de ses desseins et de son génie! Quels hommes, que l'intrépide Augereau, qui se jouait de tous les périls; que l'habile Joubert, qu'aucun événement ne pouvait étonner; et surtout que l'illustre Masséna, déjà digne de conduire une armée! Auprès d'eux se distinguent, comme des rivaux d'audace et de talent, les Vaubois, les Sahuguet, les Kilmaine, les Bon, les Serrurier; tandis qu'on voit briller au second rang Saint-Hilaire, Leclerc, Suchet, Murat, qui ne fait que commencer une carrière qui doit être si pleine d'exploits chevaleresques, et Lannes, qu'on pourrait déjà appeler le brave des braves. Je ne puis citer les autres officiers, parmi lesquels existent déjà tant de futurs généraux dont les noms attendent leur célébrité; mais qu'ils reçoivent le tribut d'éloges qui leur est dû dans la personne du colonel Rampon, le généreux commandant des héros de la redoute de Monte-Legino.

N'ayant plus d'ennemis à combattre, l'armée d'Italie prit du repos, mais du repos sous les armes. Vaubois se retrancha, avec dix mille hommes, sur les bords du Lavis, et occupa la ville de Trente. Masséna, avec le même nombre, s'éta-

blit à Bassano ; il observait le passage de la Piave. Augereau gardait l'Adige à Vérone avec dix mille hommes. Kilmaine, avec huit mille hommes, dirigeait le blocus de la ville imprenable. La réserve de cavalerie portait l'armée victorieuse à environ quarante mille combattans. Satisfait de ces dispositions, qui assuraient le succès de la dernière campagne, et peut-être de celle qui allait la suivre, Bonaparte était revenu à Milan, où le rappelaient les intérêts politiques dus à ses nouveaux triomphes.

CHAPITRE V.

(Du 2 au 24 octobre 1796.)

LA CORSE EST DÉLIVRÉE DES ANGLAIS. — SIGNATURE DE LA PAIX DE NAPLES. — ARRIVÉE A PARIS DE LORD MALMESBURY, PLÉNIPOTENTIAIRE POUR LA PAIX. — TRAITÉ OFFENSIF ET DÉFENSIF ENTRE LA FRANCE ET LE PIÉMONT. — RUPTURE DE L'ARMISTICE DE MODÈNE. — LE PAPE REFUSE DE RATIFIER LE TRAITÉ.

PENDANT que l'armée se repose dans ses cantonnemens, Bonaparte veille sur les ennemis de la France, sur les besoins de la prochaine campagne, sur la prospérité de la patrie. Il a déjà contracté, dans les intervalles de la guerre, l'habitude de ce prodigieux travail de cabinet, qui seul paraît pouvoir lui faire oublier les fatigues militaires. Sa correspondance avec le Directoire, avec les ministres de la république accrédités aux différentes cours d'Italie, avec les souverains et avec les généraux, le place au rang des hommes les plus remarquables de l'histoire. Déjà il était obligé de ne cher-

cher qu'en lui seul les moyens de résister aux nouveaux orages que la maison d'Autriche, soutenue par les dispositions hostiles des gouvernemens de Gênes, de Venise, de Modène, de Naples, de Toscane, et par l'action perpétuelle de l'Angleterre sur tous ces Etats, pouvait encore rassembler contre sa petite armée. Il annonçait au Directoire qu'il s'attendait à être attaqué bientôt par cinquante mille Autrichiens que des échecs successifs de l'armée de Sambre-et-Meuse sous Jourdan, et l'hivernage des armées impériales sur le Rhin, allaient rendre disponibles; il demandait quinze mille hommes avec instance. Le Directoire lui en promettait une partie, et le pressait toujours de prendre Mantoue. Parmi les moyens qu'on lui indiquait pour parvenir à cette conquête importante, il en était un auquel le général Bonaparte n'avait pas songé, et qui donne la mesure de la politique révolutionnaire des chefs de ce gouvernement. Le 1er octobre, La Révellière-Lépaux lui écrivait : « Vous trouverez ci-joint un arrêté rela-
« tif à Wurmser; ce général ennemi que vous avez
« battu si souvent, et qui touche à sa dernière dé-
« faite dans la place que vous assiégez, se trouve
« *dans le cas des lois de la république relatives*
« *aux émigrés*. Nous vous laissons à juger s'il
« convient de lui donner connaissance de cet ar-

« rêté *pour le déterminer à rendre Mantoue, en « lui faisant craindre d'être traduit à Paris et « d'y être jugé comme émigré.* » Certainement, à la réception d'une pareille lettre, le général Bonaparte était bien fondé à n'espérer qu'en lui seul pour le triomphe de ses desseins.

Le moment était venu de chasser les Anglais de la Corse. Le commissaire du gouvernement, Salicetti, écrivait de Livourne au général en chef, et lui rendait compte de l'exécution de ses ordres pour l'entreprise relative à l'affranchissement de leur commune patrie. Tout se préparait dans le pays à un soulèvement universel. Le général Gentili devait mettre à la voile avec trois cents réfugiés; le général Casalta était parti; on rassemblait à Livourne une division corse. La prise de l'île devait tenir en respect l'Angleterre, et inspirer la crainte aux cours de Rome, de Naples et de Toscane. Bonaparte a commencé l'alliance de la politique avec la guerre. Cette science est inconnue à son gouvernement; il la suivra malgré tous les obstacles, et il sera justifié par le succès. L'ambassadeur Cacault lui mandait de Rome : « Je crois « qu'on ne signera le traité proposé, ni à Rome, « ni à Naples, sans la présence des armées... Cette « ligue entre l'empereur, Rome et Naples, serait « bientôt fortifiée par l'adhésion de Venise, de

« Turin, de la Toscane, si on pouvait se flatter « de nous chasser de l'Italie. » De son côté, Bonaparte écrivait au Directoire qu'il fallait rompre l'armistice de Modène, où se fomentait la conspiration contre les Français. « Mais, disait-il, comme « il ne faudrait pas que notre rupture avec Modène « arrivât dans un instant *où je ne pourrais disposer de quinze cents hommes pendant quelques jours*, vous pourriez déclarer à l'envoyé de Modène que vous me chargez de la conclusion de « la paix avec son prince. Il viendrait alors au « quartier général, ayant soin de lui signifier qu'il « y soit rendu avant douze jours. Je lui déclarerais « alors que toutes négociations sont rompues..... « Vous aurez alors Modène, Reggio, Bologne et « Ferrare..... Les Etats de Modène arrivent jusqu'au Mantouan. Vous sentez combien il nous « est intéressant d'y avoir, au lieu d'un gouvernement ennemi, un gouvernement comme celui de « Bologne, qui nous est entièrement dévoué. Nous « pourrions, à la paix générale, donner le Mantouan au duc de Parme, ce qui serait politique « sous tous les rapports. Il serait utile que vous « fissiez connaître cela à l'ambassadeur d'Espagne, « pour que cela revienne au duc de Parme, ce qui « l'engagerait à nous rendre beaucoup de services..... Il ne serait point indifférent que le duc

« de Parme réunît à notre armée un de ses régi-
« mens..... Les habitans regarderaient notre cause
« comme la leur, ce qui est toujours beaucoup, etc. »
Dans la même dépêche, Bonaparte dévoile au Directoire la conduite et le caractère du général Willot, qui commande à Marseille.

« Quand on n'a égard à aucune autorité consti-
« tuée; que l'on déclare en masse tous les habitans
« de plusieurs départemens indignes du nom de
« citoyens, on veut ou se former une armée consi-
« dérable, ou faire naître la guerre civile. »

Bonaparte avait deviné ce général, qui se mit, l'année suivante, à la tête de la conspiration de fructidor. Il ajoutait : « *Je me croirais déshonoré de souffrir qu'un général sous mes ordres ne soit qu'un instrument de faction.* »

Dans une autre dépêche, il donne au Directoire le tableau de sa position vis-à-vis des gouvernemens de l'Italie, et de leur alliance secrète contre la république, avec laquelle ils sont en paix.

« La république de Venise a peur : elle trame
« avec le roi de Naples et le pape. De tous les peu-
« ples d'Italie, le vénitien est celui qui nous hait le
« plus. — Le roi de Naples a soixante mille hom-
« mes sur pied; il ne peut être détrôné que par
« dix-huit mille hommes d'infanterie, et trois mille
« de cavalerie. Il serait possible que, de concert

« avec l'Autriche et Rome, il portât un corps sur « Rome, sur Bologne et Livourne. — Le grand- « duc de Toscane est nul sous tous les rapports, « ainsi que le duc de Parme. — Rome est forte « par son fanatisme. — Le roi de Sardaigne fo- « mente la rebellion des Barbets. Si Rome et Na- « ples agissent contre nous, il faudra trois mille « hommes de plus dans les places du Piémont. — « Si vous persistez à faire la guerre à Rome et à « Naples, il faut vingt-cinq mille hommes de ren- « fort, qui, joints à vingt mille, nécessaires pour « tenir tête à l'empereur, font des forces de qua- « rante-cinq mille hommes qu'il faudrait. — Je « crois que vous ne pouvez faire à la fois la « guerre à Naples et à l'empereur. La paix avec « Naples est de toute nécessité. Restez à Rome en « état de négociation ou d'armistice, jusqu'au mo- « ment de marcher sur cette ville superbe. — Si « nous sommes battus sur le Rhin, il nous con- « vient de faire la paix avec Rome et avec Naples. « Il est une autre négociation qui devient indis- « pensable : c'est un traité d'alliance avec le Pié- « mont et Gênes. Je voudrais donner Massa et « Carrara et les chefs impériaux à Gênes, et la « faire déclarer contre la coalition. Je n'avais ja- « mais compté qu'après avoir détruit en une cam- « pagne deux armées à l'empereur, il en aurait eu

« une plus puissante, *et que les deux armées de*
« *la république hiverneraient bien loin du Da-*
« *nube :* le projet de Trieste et de Naples était
« fondé sur des suppositions. On a montré au pape
« tout le traité à la fois : il fallait au contraire
« préalablement l'obliger à se prononcer sur le
« premier article; mais, surtout, on ne devait pas
« choisir l'instant où l'armée était dans le Tyrol,
« et l'on devait avoir à l'appui un corps de troupes
« à Bologne, qui se serait accru par la renommée.
« Cela nous coûte dix millions, cinq en denrées,
« et tous les chefs-d'œuvre d'Italie, qu'un retard
« de quelques jours nous aurait donnés. Tous ces
« pays sont si peuplés, la situation de nos forces
« est si connue, tout cela est tellement travaillé
« par l'empereur et l'Angleterre, que le succès
« change tous les quinze jours. » La dépêche
du 8 aborde la vérité et la nécessité avec encore
plus de franchise : « Mantoue ne pourra pas être
« prise avant le mois de février. — Vous verrez
« par là que notre position en Italie est incertaine
« *et notre système politique très mauvais.* —
« Trieste est aussi près de Vienne que Lyon l'est
« de Paris : en quinze jours les troupes y arrivent.
« L'empereur a déjà de ce côté-là une armée. —
« On gâte tout en Italie. Le prestige de nos forces
« se dissipe. L'on nous compte. — Diminuez vos

« ennemis. *L'influence de Rome est incalculable.* « — On a très mal fait de rompre avec cette puis- « sance : tout cela sera à son avantage. *Si j'eusse* « *été consulté sur tout cela, j'aurais retardé la* « *négociation de Rome comme celle de Gênes et* « *de Venise. Toutes les fois que votre général,* « *en Italie, ne sera pas le centre de tout, vous* « *courrez de grands risques. On n'attribuera pas* « *ce langage à l'ambition : je n'ai que trop d'hon-* « *neurs; et ma santé est tellement délabrée, que je* « *me crois obligé de vous demander un successeur.* »

La conversion de l'Italie au système républicain était le projet dominant de ce grand capitaine, qui, au milieu des camps, cultive les sciences, et donne à son gouvernement les leçons de la plus haute politique. Il l'a instruit du dessein qu'il a formé de composer un faisceau auxiliaire de la république des villes qui s'en sont déclarées les amies; il écrit en conséquence au commissaire du gouvernement Garrau, le 9 octobre : « Il faudrait réunir un con- « grès à Modène et à Bologne, et le composer des « députés des Etats de Ferrare, Bologne, Modène « et Reggio. — Il faudrait avoir soin qu'il y eût « parmi ces députés des nobles, des prêtres, des « cardinaux, des négocians et de tous les états, « généralement estimés patriotes. On y arrêterait : « 1° l'organisation de la légion italienne; 2° on

« ferait une espèce de fédération par la défense des « communes; 3° *ils pourraient envoyer des dépu-* « *tés à Paris pour demander leur liberté et leur* « *indépendance.* — Cela produirait un très grand « effet, et serait une base de méfiance et d'alar- « mes pour les potentats de l'Europe. Il est indis- « pensable que nous ne négligions aucun moyen « pour répondre au fanatisme de Rome, pour « nous faire des amis, et pour assurer nos der- « rières et nos flancs. » Cette application neuve et savante de la politique à la guerre n'abandonna jamais la pensée de Bonaparte dans tout le cours de sa vie. La campagne d'Italie n'est pas seulement pour lui l'école pratique de cette stratégie supérieure qu'il a inventée; elle l'est encore de cette suprématie d'Etat qui a mis, pendant quinze ans, l'Europe à ses pieds et la France au faîte des prospérités humaines. Il faut remarquer que le général Bonaparte parle toujours de l'indépendance nationale aux descendans du peuple romain, au lieu que le Directoire ne cherchait qu'à en faire les serfs de la liberté française. Aussi, par ce congrès lombard, Bonaparte prépare la Haute-Italie aux gouvernemens libres et républicains qui vont être les monumens de ses victoires. L'Italie autrichienne sera émancipée aussitôt que la chute de Mantoue en aura décidé l'affranchissement.

Mais Bonaparte est loin de trouver dans le Directoire des hommes qui le comprennent. Ce gouvernement lui écrivait, le 11 octobre : « La politique et nos intérêts bien entendus, bien envisagés « sainement, nous prescrivent *de mettre des bornes à l'enthousiasme des peuples du Milanais*, « qu'il convient de maintenir toujours dans des « sentimens qui nous soient favorables, sans nous « exposer à voir prolonger la guerre actuelle par « une protection ouverte, et en les encourageant « trop fortement à manifester leur indépendance. » Ainsi, le Directoire voulait seulement prêter la liberté à ces nations, en raison de son intérêt du moment, et il se proposait de les abandonner, en raison de ce qu'il appelait *ses insuccès en Allemagne*, et de faire de leur pays *le gage d'une paix durable*. Ses vues à cet égard étaient si bien arrêtées, que, redoutant qu'il ne restât quelque exception à cette singulière doctrine, il ajoutait : « Ce « que nous avons dit sur l'indépendance du Mila« nais s'applique à Bologne, Ferrare, Reggio, « Modène, et à tous les autres petits Etats d'Ita« lie. » La suite de cette dépêche est consacrée tout entière à la crainte de ne pas faire la paix assez tôt. Le Directoire avait poussé aussi loin que possible cette grande vertu républicaine, le désintéressement de sa propre gloire. Il s'arran-

geait pour vivre tranquille et pour régner bourgeoisement sur la liberté. Il croyait encore que les peuples de l'Italie ne devaient songer à leur affranchissement que sous son bon plaisir. Mais le général en chef savait qu'il devait compte de sa conduite à la patrie, à l'armée, à l'histoire; et il prenait aussi sur lui, dans ses lettres aux ministres de la république à Rome, à Gênes et à Venise, la responsabilité de la politique future et des traités actuels.

La correspondance du général Bonaparte avec le Directoire se termine à Milan, au 12 octobre. Avant de quitter cette capitale de ses conquêtes, il désigne au Directoire les officiers et les employés civils dont il veut débarrasser l'armée; il signale avec la plus grande vigueur la dilapidation, et imprime aux noms des coupables une tache qui n'est point encore effacée. « En leur faisant une guerre « ouverte, dit-il, il est clair que j'intéresse contre « moi mille voix qui vont chercher à pervertir « l'opinion. Je comprends que s'il y a deux mois « je voulais être duc de Milan, aujourd'hui je vou- « drais être roi d'Italie. — Les charrois sont pleins « d'émigrés; ils s'appellent *royal-charrois*, et por- « tent le collet vert sous mes yeux. » Il donne le détail des frais de sa campagne : depuis six mois il n'a dépensé que onze millions; il en a envoyé

vingt au Directoire. Aucune partie du service civil, de l'administration de l'armée, n'échappe à son investigation, et il met toujours le remède à côté du mal. Il demande la création d'un ordonnateur des contributions, qui corresponde avec le ministre des finances. Cette proposition est faite directement contre les commissaires du Directoire aux armées. Il aborde franchement la question : « Peut-« être pensez-vous, dit-il, qu'il ne convient pas « de donner une comptabilité de détail à des « hommes qui ont une responsabilité morale et « politique. Si, selon l'esprit de vos instructions, « vos commissaires ne doivent que surveiller, il « faut que jamais ils n'agissent ; il y a en général « une présomption défavorable contre ceux qui « manient de l'argent. » C'était ainsi, et par la connaissance profonde qu'il prenait lui-même de toutes les parties de son administration militaire, qu'il se formait cet esprit d'ordre et d'économie, qui a constamment étonné, pendant son règne, l'intendant général de ses armées, le grand maréchal de son palais et ses ministres. Au milieu de toutes ces occupations différentes, il veille également sur la sûreté des pays qu'il occupe : « Je fais « fortifier Pizzighettone, Reggio, et tous les bords « de l'Adda. J'ai fait fortifier également les bords « de l'Adige ; enfin, dans l'incertitude du genre

« de guerre que je ferai, et des ennemis qui pour-
« ront m'attaquer, je n'oublie aucune hypothèse,
« et je fais aujourd'hui tout ce qui peut me favo-
« riser; je fais mettre en même temps les châteaux
« de Ferrare et d'Urbin, près Bologne, en état de
« défense. Mantoue est hermétiquement bloquée,
« et cela avec sept mille hommes d'infanterie et
« quinze cents de cavalerie. »

Wurmser a trente mille bouches à nourrir; la maladie fait des ravages considérables dans sa garnison : il compte quinze mille malades aux hôpitaux; on vit à Mantoue de chair de cheval. Les Autrichiens ont, au 17 octobre, quatorze mille hommes dans le Tyrol et quinze mille sur la Piave. Ils attendent trente mille hommes sous les ordres du feld-maréchal Alvinzi. « L'armée d'Italie, con-
« tinue Bonaparte, a produit, dans la campagne
« d'été, vingt millions à la république, indépen-
« damment de sa solde et de sa nourriture; elle
« peut en produire le double pendant la campagne
« d'hiver. Si vous nous envoyez une trentaine de
« mille hommes, Rome et toutes ses provinces,
« Trieste et le Frioul, même une partie du royaume
« de Naples, deviendront notre proie; mais pour
« se soutenir il faut des hommes. » Une autre dépêche, écrite également de Modène, annonçait au Directoire, qui avait voulu si impolitiquement

ajourner l'expédition de la Corse, que la Méditerranée allait être libre, et que le commissaire Salicetti partait de Livourne pour cette île. Le même jour, Bonaparte donnait ordre au général divisionnaire Gentili de se rendre en Corse, pour y commander une division. Il lui désignait et les officiers du pays auxquels il confierait la garde des places, et l'espèce des levées qu'il devait faire. « Vous accorderez, lui disait-il, un pardon général à tous « ceux qui n'ont été qu'égarés. Vous ferez arrêter « et juger, par une commission militaire, les quatre « députés qui ont porté la couronne au roi d'An« gleterre, les membres du gouvernement, et les « meneurs de cette infame trahison, entre autres « les citoyens Pozzo-di-Borgo, Bertolani, Peraldi, « Stefanopoli, Tarteroli, Filipi et l'un des chefs de « bataillon qui seront convaincus d'avoir porté les « armes contre la république. » Dans le même moment, le général en chef rendait compte au Directoire de la séance du congrès qui avait eu lieu à Modène, où une centaine de députés s'étaient assemblés; il avait pris sur lui de rompre l'armistice avec le duc. « Je suis fâché, écrit-il au « Directoire le 24 octobre, que votre lettre soit « arrivée trop tard; je vous prie de vous reporter « aux circonstances où je me trouve : Rome impri« mant des manifestes fanatiques; Naples faisant

« marcher des forces; la régence de Modène ma-
« nifestant ses mauvaises intentions *et rompant*
« *l'armistice*, en faisant passer des convois à Man-
« toue. La république française se trouvait avilie,
« menacée. Ce coup de vigueur, de rompre l'ar-
« mistice de Modène, a rétabli l'opinion et a réuni
« Bologne, Ferrare, Modène, Reggio, dans un
« même bonnet. Le fanatisme s'est trouvé déjoué;
« et les peuples, accoutumés à trembler, ont senti
« que nous étions encore là. La république avait
« le droit de casser un armistice qui n'était pas
« exécuté. La régence même ne désavoue pas d'a-
« voir envoyé des secours dans Mantoue. » C'est ainsi que Bonaparte préludait aux préliminaires de Léoben. Il ajoutait : « Modène, Reggio, Bologne
« et Ferrare, réunis en congrès, ont arrêté une
« levée de deux mille cinq cents hommes, sous le
« titre de *première légion italienne*. — Voilà un
« commencement de force militaire qui, réunie
« aux trois mille cinq cents hommes que fournit la
« Lombardie, fait à peu près six mille hommes.
« Il est bien évident que si ces troupes, compo-
« sées de jeunes gens qui ont le désir de la liberté,
« commencent à se distinguer, cela aura, pour
« l'empereur et pour l'Italie, des suites très im-
« portantes. — Dès l'instant que je saurai bien
« positivement que les Anglais ont passé le détroit,

« et que je saurai quelles sont vos intentions sur « Naples, et où en sont vos négociations, je pren- « drai avec Rome le ton qu'il convient. »

Le mois d'octobre fut aussi heureux pour les négociations préparées ou favorisées par le conquérant de l'Italie, qu'il l'avait été pour ses armes. Le 9, une convention fut conclue à Paris, entre le Directoire et le gouvernement de Gênes, qui avait payé quatre millions à la France. L'Espagne, non contente d'avoir contracté une alliance offensive et défensive avec la république, publia, le 8 octobre, son manifeste contre l'Angleterre. Le 10, le Directoire, ayant enfin cédé au vœu si souvent et si fortement exprimé par son général, avait signé la paix de Naples. Le 22, la Corse, après avoir envoyé sa soumission à Bonaparte, et avoir expulsé les Anglais et leurs partisans, était rentrée sous la domination française. Enfin, le même jour, lord Malmesbury arrivait à Paris pour négocier la paix de l'Angleterre.

L'épée du général Bonaparte pesait dans la balance de l'Europe. On lui devait la paix de Turin, conséquence inévitable de l'armistice par lequel il avait enchaîné le Piémont : mais, oubliant l'influence et les conseils du vainqueur de Beaulieu et de Wurmser, le directoire ne savait pas se résoudre à des concessions momentanées pour acquérir

l'alliance et la coopération du nouveau roi Charles-Emmanuel. Cependant, d'un côté, ce prince, perdant tout espoir d'obtenir de nous des indemnités de ses pertes, pouvait saisir la première occasion favorable de se rattacher à la coalition, et nous faire un mal immense; tandis qu'au contraire le renfort que nous lui demandions nous aurait rendu des services inappréciables. Convaincu de ces vérités, et ne pouvant vaincre la résistance du gouvernement, Bonaparte prit sur lui de signer à Bologne, le 16 février 1797, un traité offensif et défensif avec le comte de Balbo; mais le Directoire, jaloux de ses prérogatives, ne l'approuva point, et renvoya l'affaire au général Clarke, qui se trouvait à Turin. L'arrangement ne fut terminé qu'après la signature des préliminaires de Léoben, et le contingent qu'Emmanuel s'était empressé de fournir nous manqua pendant toute la campagne. Au reste, cet arrangement lui-même n'obtint pas la sanction du Directoire.

Il en arriva de même pour le traité avec le duc de Parme, dans lequel le général Bonaparte engageait le Directoire à demander à l'Espagne, en vertu de l'alliance défensive et offensive, d'envoyer dix mille hommes à l'Infant. L'Espagne aurait eu d'autant moins de répugnance à donner cet appui, motivé sur la sûreté de l'Infant, que

son traité avec la république avait délivré la Méditerranée des Anglais, décidé leur évacuation de la Corse, et qu'elle-même, le 8 octobre suivant, elle avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne.

Ce fut précisément le même jour, que le général en chef, autorisé par toutes les lois de la guerre, rompit l'armistice de Modène, dont la régence avait, au mépris des conventions, procuré des secours à Mantoue.

Il proclama l'indépendance des Etats de Modène; et il en résulta une fédération armée, en faveur de la république, entre ce pays et les deux légations de Bologne et de Ferrare. Des légions italiennes marchaient sous le drapeau français, et les gardes nationales de Reggio avaient essayé avec succès les premières armes de leur liberté contre un détachement de la garnison de Mantoue.

L'armistice de Bologne avait eu lieu le 23 juin. Le Directoire gâta le traité à faire avec le pape : il discuta philosophiquement les affaires spirituelles, et le pape, qui vit la religion en danger, ne voulut point le ratifier. La république perdit seize millions à cette ineptie du Directoire, qui ne devait s'occuper que du temporel. Dans l'intervalle, le Saint-Père s'adressa à la cour de Vienne, et trahit à Ferrare son armistice. La possibilité de punir la cour pontificale dépendait de la chute de Mantoue,

et le traité de Tolentino répara, l'année suivante, les injures que la république avait reçues du Saint-Siége; mais pendant plusieurs mois, grâce aux fautes du Directoire, la tranquillité du midi de l'Italie et la sûreté de l'armée française furent compromises par les intrigues de Rome, de Vienne et de Naples; et les démonstrations armées de cette dernière cour ne justifièrent que trop bien la prévoyance de Bonaparte, attestée par ses lettres au Directoire.

L'affaire de la Toscane avait été conduite exclusivement par le général en chef; et la négociation devint utile aux deux gouvernemens. On ne fit en Toscane la guerre qu'aux Anglais, et dans la seule ville de Livourne, à qui on ôta même sa garnison française quand ils eurent abandonné la Méditerranée. Aussi, à la cessation des hostilités, le grand-duc conserva ses Etats.

La foi de Naples parut aussi douteuse après le traité qu'avant; mais un traité était plus fort qu'un armistice. Celui-ci, qui fut signé le 5 juin, amena la paix du 10 octobre, et dès lors les griefs que le général Bonaparte put avoir contre la cour de Naples, en raison des mouvemens extraordinaires qu'exécutaient ses armées, faisaient aussi peser sur elle une responsabilité que l'on devait rappeler un jour. La série des infidélités étrangères commence aux guerres de la révolution.

Le Directoire se jetait à la tête de l'Autriche, à la moindre occasion, pour obtenir la paix, tant il avait besoin de sa tranquillité au Luxembourg. Cette faiblesse, déguisée sous l'apparence de la force et de la colère, n'éclatait que trop dans l'ordre qu'il avait donné au général d'écrire à l'empereur d'Autriche, de le menacer de la destruction de son port de Trieste, s'il n'envoyait pas des plénipotentiaires à Paris; mais la lettre de Bonaparte à l'empereur rejetait sur le Directoire la violence de cette proposition : « Sire, l'Europe veut la paix. « Cette guerre désastreuse dure depuis trop long- « temps. J'ai l'honneur de prévenir Votre Majesté « que, si elle n'envoie pas des plénipotentiaires à « Paris pour entamer les négociations de paix, le « Directoire exécutif m'ordonne de combler le « port de Trieste et de ruiner tous les établisse- « mens de Votre Majesté sur l'Adriatique. *Jus-* « *qu'ici j'ai été retenu dans l'exécution de ce* « *plan, par l'espérance de ne pas accroître le* « *nombre des victimes innocentes de cette guerre.* « Je désire que Votre Majesté soit sensible « malheurs qui menacent ses sujets, « repos et la tranquillité au monde

CHAPITRE VI.

(Depuis le 1er jusqu'au 17 Novembre.)

BATAILLES DE LA BRENTA, DE CALDIERO. — VICTOIRE D'ARCOLE.

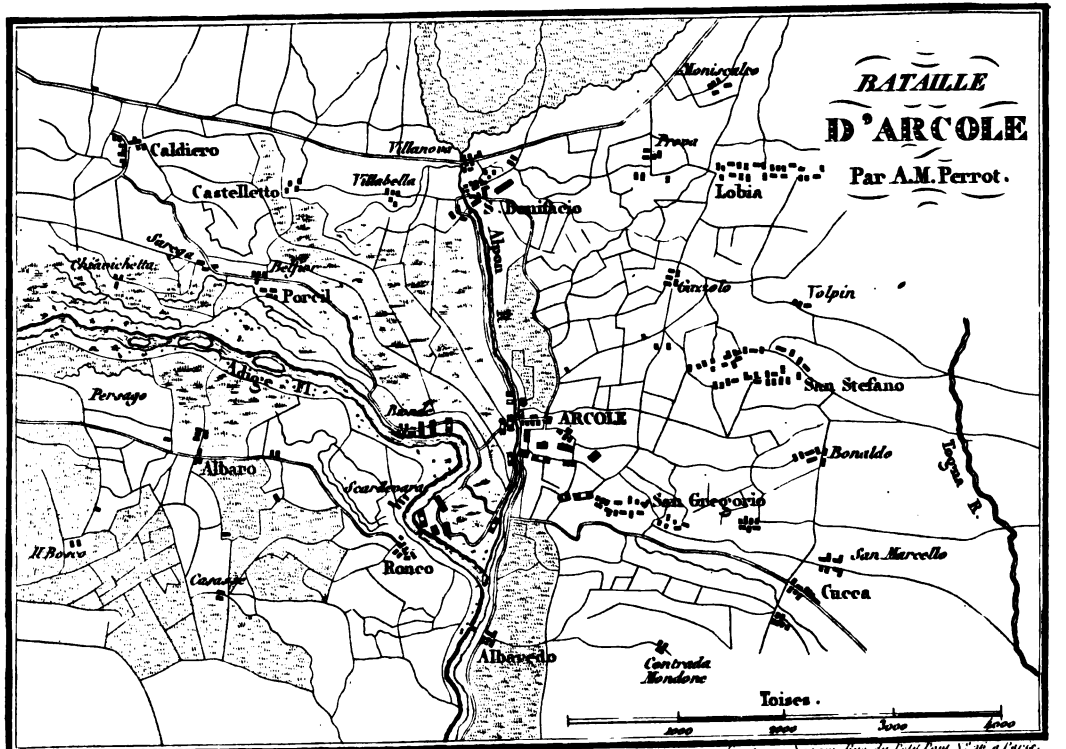
Deux retraites sur le Rhin, l'une par l'armée de Sambre-et-Meuse sous Jourdan, et signalée par la perte de la bataille de Wurtzbourg, l'autre par l'armée du Rhin sous Moreau, et illustrée par la retraite de Biberach, venaient d'affranchir l'Allemagne. L'Autriche n'avait plus qu'un ennemi: c'était l'armée d'Italie. Cette puissance abandonna ses projets de conquête sur les provinces de la rive gauche du Rhin, et résolut de reprendre le Milanais, de débloquer Mantoue et de faire rentrer dans son ancienne alliance tous les princes d'Italie qui venaient de subir le joug de la paix avec la république. Trois mois auparavant, Wurmser était parti de Manheim avec vingt mille hommes, et ap-

pelait sous ses drapeaux les débris de Beaulieu, épars dans la Carniole et la Carinthie. Alvinzi était détaché également de l'armée victorieuse de l'archiduc Charles avec quarante mille hommes, et ralliait aussi les débris de Davidowich. Ces débris, recrutés par l'Autriche, formèrent une armée de dix-huit mille hommes dans le Tyrol. Le Frioul était occupé par Alvinzi, qui pendant tout le mois d'octobre tint la ligne de l'Isonzo, et de là se porta à Conegliano, derrière la Piave. Le feld-maréchal avait devant lui, à Bassano, Masséna. Le général Vaubois, en position avec dix mille hommes sur le Lavisio, protégeait la ville de Trente. Bonaparte était à Vérone avec la cavalerie de réserve et la division Augereau. Alvinzi voulait opérer à Vérone sa jonction avec Davidowich, se porter sur Mantoue, délivrer Wurmser, et, à la tête de quatre-vingt-dix mille combattans, chasser les Français d'Italie. Il marcha en trois colonnes sur la Brenta, après avoir jeté deux ponts sur la Piave. Masséna, pour connaître sa force, fit une démonstration d'attaque, et compta les quarante mille hommes du feld-maréchal. Alors il se retira de Bassano sur Vicence, où il fut rejoint par Bonaparte avec les troupes qu'il amenait de Vérone. Le 6, à la pointe du jour, commença la bataille de la Brenta, engagée par Masséna. L'avant-garde ennemie et

trois divisions furent rejetées sur la rive gauche de cette rivière, et le corps de Quasdanowitch sur Bassano, avec une perte considérable. Moins heureux sur le Lavisio, Vaubois, forcé dans sa position, abandonna la ville de Trente, et, pressé par un ennemi trop supérieur en nombre, compromit en se retirant la sûreté de Vérone. Joubert arriva bien à propos de Mantoue avec une demi-brigade, et couvrit cette ville. Vaubois passa l'Adige, et occupa les positions si connues de la Corona et de Rivoli.

Mais le 7, le général en chef traversa Vicence avec l'armée, et par ce mouvement rétrograde attira sur lui les forces d'Alvinzi. Parvenu au plateau de Rivoli, il dit à la division Vaubois : « Soldats, je ne suis pas content de vous : vous « n'avez montré ni discipline, ni constance, ni bra- « voure; aucune position n'a pu vous rallier; vous « vous êtes abandonnés à une terreur panique; « vous vous êtes laissé chasser de positions où « une poignée de braves devait arrêter une armée. « Soldats de la 39e et de la 85e, vous n'êtes pas « des soldats français. Général chef d'état-major, « faites écrire sur les drapeaux : *ils ne sont plus* « *de l'armée d'Italie.* » Peu de jours après, ces deux régimens illustrèrent l'armée : c'était ainsi que Bonaparte faisait des héros.

Ainsi, malgré la perte de la bataille, Alvinzi avait réussi dans ses opérations : au lieu d'avoir été refoulé au delà de la Piave et des bords de la Brenta et d'être coupé du corps de Davidowich, il se trouvait maître du Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Cependant, sa réunion avec Dovidowich dépendait de la prise de Vérone. De son côté, le général Bonaparte assura la défense de Monte-Baldo, et résolut de s'emparer de la forte position de Caldiero. Après de légers succès d'avant-garde, il campa, la nuit du 11, au pied du Caldiero. L'attaque éclata le lendemain; mais, à la fin de la journée, les deux armées bivaquèrent dans leurs positions. L'avantage resta aux Autrichiens, qui portèrent leurs avant-postes à Saint-Michel. L'armée française se trouva dans l'impossibilité de reprendre l'offensive; l'ennemi tenait Caldiero et les gorges du Tyrol, et la garnison de Mantoue secondait Alvinzi par de fréquentes sorties. Cette garnison valait une armée, et Serrurier n'avait que huit mille hommes au blocus. Il y eut un moment d'abattement dans l'armée française. Elle se plaignait tout haut, mais son général lui répondait. Cet entretien de l'armée et de son chef est une singularité remarquable de l'époque, en même temps qu'elle caractérise parfaitement Bonaparte et l'armée d'Italie. Cet homme si ha-



Gravé par Dorland, Impasse du Paon N° 7.

Ferit par Neuvin, Rue du Petit Pont N° 26 à Paris.

bile, qui ne comptait ni ses ennemis ni ses soldats, attachait justement toute sa supériorité au moral des troupes. Il leur avait parlé depuis son arrivée, et ne cessa de leur parler jusqu'aux adieux si touchans et si nobles de Fontainebleau. L'armée reprit courage, et l'impulsion électrique qu'elle reçut de son général alla réveiller dans les hôpitaux de Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, les malades et les blessés, qui vinrent rejoindre leurs drapeaux. Lannes était un de ces blessés; il accourut. Ce dévouement des soldats était individuel et ne peut appartenir qu'aux mœurs républicaines.

Le génie de Bonaparte veille sur l'armée malheureuse. Kilmaine est appelé du blocus de Mantoue avec deux mille hommes, et chargé de la garde de Vérone. Le 14 novembre au soir, les vingt mille hommes qui forment le camp de Vérone, passent silencieusement l'Adige sur trois colonnes, et se forment sur la rive droite. Point d'ordre du jour cette fois; c'est une retraite qui s'opère devant les vainqueurs de Caldiero. Ainsi le siége de Mantoue est levé! l'Italie est perdue! Les habitans, entraînés par leur attachement aux destinées françaises, suivent, désespérés, le mouvement de l'armée de Vérone; la nuit ajoute encore à cette scène de tristesse, dont le dénouement est

imprévu. Mais tout à coup, au lieu de se diriger sur Peschiera, Bonaparte tourne brusquement à gauche, et, avant le jour, l'armée est à Ronco, où le colonel Andréossy jette un pont. A l'aurore, elle se trouve sur l'autre rive de l'Adige. Là, elle se reconnaît, se rappelle la poursuite de Wurmser, et comprend que son général veut tourner Caldiero. Il n'y a que treize mille hommes au drapeau français : ils n'ont pu lutter en plaine contre les quarante mille que commande Alvinzi; mais le terrain où Bonaparte place sa petite armée augmente sa force en diminuant celle de son ennemi, et rétablit ainsi l'égalité : ce sont trois chaussées, trois digues sur des marais; dès lors la victoire nous appartient, puisqu'elle ne dépend plus que du courage. Le soldat a pénétré la pensée de son général. Trois colonnes sont en marche : la première sur Vérone, par Porcil; la seconde sur Villa-Nova, par Arcole; la troisième sur Albaredo, en descendant l'Adige. Alvinzi, qui ne s'attend point à être attaqué de ce côté par ceux qu'il a repoussés de front, n'a pas gardé le pays entre Arcole et l'Adige; il ne peut croire qu'une armée s'aventure dans des marais impraticables dont il défend toutes les avenues. Cependant, cette armée avançait sur les derrières d'Alvinzi, et allait lui livrer la bataille d'Arcole. Masséna est sur la digue de gauche,

Augereau sur celle d'Arcole. Vivement assaillis, ils laissent l'ennemi s'engager, fondent sur lui au pas de charge et lui enlèvent du canon et des prisonniers. Le général Bonaparte se tient à la division Augereau; il veut emporter Arcole; mais ce village résiste à tous les assauts. Il ordonne alors un dernier effort; sa colonne de grenadiers est encore prise en flanc, elle s'arrête indécise sous la mitraille : Bonaparte voit ce moment terrible; il descend de cheval, saisit un drapeau, et s'élançant sur le pont : « *Soldats*, s'écrie-t-il, *n'êtes-vous plus les braves de Lodi? Suivez-moi!* » A sa voix un certain nombre de soldats montent sur la chaussée et marchent en avant. Mais le trouble règne à la queue de la colonne, dont la tête seule suit le mouvement communiqué. Bonaparte, le drapeau à la main, s'avance à travers une grêle de balles et de mitraille; il est entouré de ce fameux état-major qui doit donner à l'armée ses plus illustres généraux. Lannes, blessé à Governolo, couvre de son corps le général en chef, et reçoit encore trois blessures. Muiron, qui l'a déjà sauvé au siége de Toulon, est tué devant lui. Cependant la colonne est près de franchir le pont, lorsqu'une dernière décharge la rejette en arrière. Les grenadiers restés auprès du général s'emparent de lui et l'emportent au milieu du feu et de la

fumée. A l'extrémité du pont, Bonaparte, toujours inébranlable, veut ramener les siens au combat; une nouvelle décharge à mitraille écrase tous ceux qui l'environnent, et, parmi ses troupes en désordre, il est entraîné dans un marais où il enfonce jusqu'à moitié du corps. Mais Belliard et Vignolles ont vu le danger de Bonaparte; ils en avertissent les soldats. Un cri se fait entendre : *Sauvons notre général!* Conduits par ces deux officiers généraux, ils se précipitent au pas de course sur l'ennemi, le repoussent au delà du pont malgré un feu épouvantable. Pendant ce temps, Bonaparte s'arrache du marais et revient se placer à la tête de la colonne éprouvée par de si grands périls. Six heures après, le général Guyeux, ayant passé l'Adige à Albaredo, prit au revers le village d'Arcole; mais Alvinzi avait échappé à l'armée, qui, des hauteurs de Ronco, put voir s'éloigner la proie que la défense opiniâtre d'Arcole lui avait fait perdre. Le succès de cette terrible journée ne fut pas complet. Cependant, dans la situation où l'armée s'était trouvée après le combat du 12, elle eut bien le droit d'appeler une victoire la défaite des deux divisions autrichiennes, l'abandon de la position inexpugnable de Caldiero, et la délivrance de Vérone.

Ce jour même, par une de ces résolutions qui

n'appartiennent qu'aux grands capitaines, Bonaparte se décide à évacuer Arcole, et à se reporter sur Ronco. Il dérobe son mouvement à Alvinzi en faisant allumer des feux sur la digue, et, pendant la nuit, il opère sa retraite. Le lendemain, il est prêt à marcher contre chacun des trois corps ennemis. Il choisit le plus fort; c'est celui que commande Alvinzi. La bataille d'Arcole dura trois jours; la seconde journée est celle de Ronco. Alvinzi a réoccupé le village après le départ de Bonaparte, et attaque son adversaire avec deux divisions. Les Français repassent le pont de Ronco, fondent sur l'ennemi, l'enfoncent au pas de charge, et le refoulent dans les marais, après lui avoir enlevé du canon, des drapeaux et un grand nombre de prisonniers. Le lendemain, la bataille recommença à moitié des digues. Elle fut d'abord indécise; cependant une colonne de trois mille Croates périt dans les marais. Bonaparte compte alors les pertes de son ennemi, qu'il évalue à vingt-cinq mille hommes, et malgré une infériorité du tiers dans le nombre de nos soldats, il se résout sur-le-champ à aller l'affronter en plaine. L'armée française est animée du courage qui donne la victoire. A deux heures après midi, elle se trouvait en bataille, la gauche sur Arcole, la droite sur Porto-Legnago. L'ennemi était à cheval sur la route de Vicence. A

trois heures, le combat s'engagea sur toute la ligne. Toujours fertile en expédiens, le général en chef, afin de jeter le désordre dans les rangs d'Alvinzi, chargea un officier noir, nommé Hercule, de se porter avec vingt-cinq guides et quatre trompettes sur la gauche des Autrichiens, aussitôt que la garnison de Legnago aurait commencé de les canonner par derrière. Cette ruse obtint un plein succès. L'ennemi se crut tourné par la gauche, rompit sa ligne et battit en retraite. Il fut pressé vivement toute la soirée, et perdit beaucoup de monde.

Après ces trois jours de bataille, au lieu de se reposer à Vérone, Bonaparte, désormais inévitable pour l'armée autrichienne, s'acharna à sa poursuite sur la route de Vicence, et passa la nuit à Villa-Nova. La cavalerie seule eut ordre de suivre l'ennemi dans sa fuite. Alvinzi éprouva une déroute complète. Il était déjà au delà de Montebello : alors Bonaparte se porta sur Vérone, afin d'aller attaquer dans le Tyrol le général Davidowich. Ce général ignorait depuis trois jours ce qu'était devenu Alvinzi. Les trois journées d'Arcole, qui fut le pivot de tant d'actions sanglantes, coûtèrent à l'armée autrichienne douze mille morts, six mille prisonniers, dix-huit pièces de canon et quatre drapeaux.

Bonaparte ramena l'armée triomphante à Vé-

rone par la porte de Venise. Elle reçut en passant les hommages de l'admiration des habitans, qui, trois jours auparavant l'avaient vue partir malheureuse et découragée. Augereau attaqua Dolce sur la rive gauche de l'Adige, enleva deux mille cinq cents prisonniers, deux équipages de pont, de l'artillerie et des bagages. Quant à Masséna, il fit sa jonction avec Vaubois, à Castel-Novo, où ce général venait d'être repoussé par Davidowich le troisième jour du combat d'Arcole. Il y aura dans la vie de Bonaparte plus d'une bataille de trois jours. L'armée va se délasser de tant de victoires, pour marcher, deux mois après, à d'incroyables succès qui doivent les surpasser encore. Le général en chef est allé reprendre le sceptre de la politique dans sa capitale de Milan.

CHAPITRE VII.

(Depuis le 20 novembre jusqu'au 2 février 1797.)

MORT DE L'IMPÉRATRICE CATHERINE II. — RENVOI DE LORD MALMESBURY. — FAUSSES NÉGOCIATIONS AVEC L'AUTRICHE. — INTELLIGENCE DES COURS DE ROME ET DE VIENNE. — BATAILLES DE RIVOLI, DE SAINT-GEORGES, DE LA FAVORITE. — CAPITULATION DE MANTOUE.

Le jour où Bonaparte cueillait le laurier d'Arcole, le plus grand pouvoir de l'Europe s'éteignit dans le Nord : Catherine II mourut. Cette mort, inattendue peut-être, parce qu'elle fut naturelle, était pour la France et devint pour son général une grande faveur de la fortune. Catherine, jusqu'alors, n'avait ménagé ni ses promesses aux coalitions, ni ses menaces aux républicains français. Mais sa politique avait voulu attendre l'affaiblissement de ses amis et de ses alliés, pour paraître tout à coup sur le théâtre des événemens avec une force prépondérante. Elle allait signer un traité d'alliance et de subsides avec l'Angleterre, quand

elle fut emportée, à Pétersbourg, le 17 novembre, par une attaque d'apoplexie. Paul Ier, père de l'empereur régnant, soit pour se venger de la dépendance et de l'éloignement des affaires où l'avait tenu sa mère, soit par une ambitieuse sagacité qui le porta à découvrir de nouveaux intérêts dans une conduite opposée, Paul brisa tous les engagemens de Catherine, et, par ce grand scandale politique qu'on ne devait pas lui pardonner, il étonna les Français et effraya les rois coalisés.

Deux faits importans se passèrent également dans les derniers jours de décembre. Le 20, après deux mois d'inutiles conférences auxquelles l'abandon de la Belgique par l'Autriche pouvait seul donner quelque valeur, le Directoire renvoya lord Malmesbury; et quatre jours plus tard une flotte appareilla de Brest pour transporter en Irlande une armée de vingt-cinq mille hommes sous les ordres de Hoche, général déjà illustre, qu'une mort violente et prématurée enleva peu de temps après aux destinées de la république. La tempête dissipa cette expédition, au moins prématurée, dont les forces auraient dû être portées en Italie; car, avec cette armée de vingt-cinq mille hommes, le général Bonaparte écrasait l'Autriche et blessait profondément l'Angleterre dans la personne de son allié. C'était après avoir frappé ce grand coup militaire que le

Directoire devait songer à séparer l'Angleterre de l'Irlande et à en faire une place d'armes politique et maritime contre cette puissance. Les troubles de l'Irlande n'étaient pas près de finir, et le gouvernement de la république avait tous les moyens de les entretenir jusqu'au moment où il aurait donné l'indépendance aux Italiens; alors, et alors seulement, il eût été digne de sa politique d'ordonner à l'illustre général Hoche d'être à son tour le libérateur d'un peuple.

Cependant le séjour de Milan fit connaître à Bonaparte toute la partialité de la neutralité de Venise en faveur de l'armée d'Alvinzi. Déjà peu satisfait de la conduite de cette ville pendant la campagne, il avait dit à son retour, aux autorités de Milan : « Si vous ne m'aviez pas laissé manquer « d'argent, et que mes soldats ne se fussent pas « trouvés sans souliers, j'aurais détruit l'armée « autrichienne, pris Mantoue, et fait quatorze mille « prisonniers. C'est de la chute de cette place que « dépend la possession de Vérone, de Brescia, de « Bergame et de Crema. *Comme j'avais abattu « les ailes de l'aigle, j'aurais fait perdre terre « au lion.* » En effet, le lion de Saint-Marc couvrit tout à coup la terre ferme de la république de levées extraordinaires. Armés par le provéditeur Ottolini, les montagnards de Bergame étaient des-

cendus dans la plaine. De nouveaux régimens esclavons et dalmates débarquaient journellement sur les lagunes. Cette grande fermentation était à peine contenue par la présence de l'armée victorieuse, qui commençait à goûter avec inquiétude l'hospitalité de la neutralité vénitienne.

Bonaparte faisait la guerre d'Autriche sur les volcans de l'Italie. Le général en chef et Venise étaient dans un état d'observation réciproque; une prudence nécessaire voilait leurs desseins : Venise s'abstenait des provocations ouvertes, parce que l'armée était là; Bonaparte, de son côté, s'abstenait de la vengeance, parce que Mantoue n'était pas prise. Il avait des troupes dans les châteaux de Vérone et de Brescia, et enfin il mit également garnison, le 25 décembre, dans celui de Bergame. Ce n'était encore qu'une lutte de politique armée, dont une trahison exécrable devait bientôt changer la forme. Dans l'espoir d'attirer les Français au fond de l'Italie, la cour de Rome, soutenue par les préparatifs de la cour d'Autriche et les assurances de son ambassadeur, avait jeté le masque et rompu le traité de Bologne. Cette étrange manière de faire la guerre n'était pas sans inconvénient pour les Français, qu'elle obligeait à se répandre jusque sur les bords du Tibre. Le 6 janvier, quatre mille Italiens et trois mille

Français occupèrent Bologne : les deux Etats de Venise et de Rome appuyaient, l'un sa conspiration, l'autre sa rupture, sur les forces considérables d'Alvinzi et de Wurmser. Alvinzi avait soixante-seize mille hommes au drapeau, et Wurmser vingt-cinq mille à Mantoue. Le pape armait dans la Romagne, pour donner la main à Wurmser quand il serait débloqué. L'idée de ce projet se trouva indiquée dans une lettre saisie sur un agent de la cour de Vienne, au moment où il franchissait le dernier poste de l'armée de blocus. Cette lettre, que l'empereur avait écrite au feld-maréchal Alvinzi, était adressée ainsi, de la ville de Trente, par ce dernier, au feld-maréchal Wurmser, le 13 décembre 1796 :

« Je m'empresse d'avoir l'honneur de trans-
« mettre à V. Exc., littéralement et dans la même
« langue que je les ai reçus, les ordres de S. M.,
« en date du 5 de ce mois (décembre) :

« Vous aurez soin d'avertir sans retard le maré-
« chal de Wurmser... pour ne pas discontinuer ses
« opérations. Vous lui ferez savoir que j'attends de
« sa volonté et de son zèle qu'il défendra Mantoue
« jusqu'à toute extrémité; que je le connais trop,
« ainsi que les braves officiers généraux qui sont
« avec lui, pour craindre qu'il ne se rende prison-

« nier, surtout, s'il s'agissait de transporter la gar-
« nison en France, au lieu de la renvoyer dans mes
« Etats. Je désire que, dans le cas où il fût réduit à
« toute extrémité et qu'il se trouvât sans ressource
« pour la subsistance, il trouve les moyens, en dé-
« truisant autant que possible ce qui dans Mantoue
« serait de préférence utile à l'ennemi, et en em-
« menant la partie des troupes qui sont en état de
« le suivre, de gagner et de passer le Pô, de se
« porter à Ferrare et à Bologne, et de se rendre,
« en cas de besoin, vers Rome ou en Toscane. Il
« trouvera de ce côté *très peu d'ennemis*, *de la*
« *bonne volonté pour l'approvisionnement de ses*
« *troupes*, pour lequel, au besoin, il fera usage de
« la force ainsi que pour surmonter tout autre
« obstacle.

« FRANÇOIS. »

« Un homme sûr, cadet du regiment de.....,
« remettra cette dépêche importante à V. Exc.
« J'ajouterai que la situation actuelle et le besoin
« de l'armée ne permettent pas de tenter de nou-
« velles opérations avant trois semaines ou un
« mois, sans s'exposer derechef au danger de ne
« pas réussir. Je ne puis trop insister près de
« V. Exc., afin qu'elle tienne le plus long-temps

« que possible dans Mantoue..... l'ordre de S. M.
« lui servant d'ailleurs de direction générale.....

« ALVINZI. »

Dans ces circonstances, le Directoire, impatient de rétablir la paix entre la république et la maison d'Autriche, et jaloux aussi d'enlever à Bonaparte la faculté de traiter avec l'ennemi, envoya des pouvoirs au général Clarke, pour négocier avec Alvinzi un armistice. « Si l'on n'eût considéré que « la situation de cette armée, écrit le général en « chef au Directoire, il eût été à désirer que l'on « eût attendu la prise de Mantoue; car je crains « qu'un armistice sans Mantoue ne soit pas un « acheminement à la paix, et soit tout à l'avantage « de Vienne et de Rome. » Mais la cour de Vienne, trop fière pour entrer déjà en accommodement avec le Directoire, éluda cette négociation, qui donna lieu à une correspondance insignifiante. Bonaparte avait compris l'unique manière de négocier avec l'Autriche : c'était de battre Alvinzi. Il devait par ce moyen seul triompher des scrupules de la maison impériale, et se passer même du caractère diplomatique dont le général Clarke était revêtu pour toutes conférences d'arrangement. Il y eut pour la forme, à Vicence, dans les

premiers jours de janvier 1797, une entrevue entre M. de Vincent et le général Clarke. Ce n'était là qu'une ruse de guerre de la part de l'Autriche. Le Directoire, suivant l'opinion du général en chef, ajourna l'envoi du général Clarke à Vienne après la prise de Mantoue. Les lettres de Bonaparte au Directoire devinrent les règles de sa politique vis-à-vis de la cour de Rome comme vis-à-vis de celle de Vienne. « Si l'empereur, disait le général « en chef, veut comprendre le pape dans le traité, « l'armistice nous fera perdre Mantoue, l'argent « de Rome, *et donnera le temps* au pape d'orga- « niser une force militaire avec des officiers autri- « chiens. Cela mettrait toutes les chances contre « nous, la campagne prochaine. » (*Lettre du* 28 *décembre.*) Bonaparte prédit ce qui arriva.

L'armée française comptait quarante-cinq mille hommes, dont trente et un mille hommes à l'armée d'observation, et quatorze mille dans les places ou au blocus de Mantoue. Le général en chef avait demandé vingt mille hommes au Directoire; il lui en arriva six mille des côtes de l'Océan, sous les ordres du général Rey. Alors notre armée formait cinq divisions; sa force était de plus de deux tiers inférieure à celle des Autrichiens; mais elle avait pour chef un homme de génie, et des officiers tels que Masséna, Augereau, Joubert, Rey et Kil-

maine. Indépendamment de la position retranchée de la Corona, nous occupions Vérone, Legnago, Peschiera, Pizzighettone, Brescia, Bergame, Fuentes, Ferrare et Urbin. Le Directoire avait de plus annoncé l'envoi de puissans renforts de l'armée du Rhin. Il était réservé aux belles divisions Bernadotte et Delmas de contribuer au dernier triomphe de l'armée invincible. Mais on était au cœur d'un hiver rigoureux; et, en attendant l'arrivée de ces secours décisifs, l'investissement et la prise de Mantoue de la part des Français, la marche sur cette ville et sa délivrance de la part des Autrichiens, allaient continuer le thème de toute la campagne; et les expéditions militaires, sans cesse ramenées vers le point central d'action, devaient finir encore par se grouper autour de Mantoue jusqu'à sa reddition.

Le plan actuel des Autrichiens est d'opérer sur Mantoue avec deux armées indépendantes, afin de dégager la troisième, qui se trouve prisonnière dans la place. L'armée active de l'ennemi monte à soixante-cinq mille hommes; Alvinzi en prend quarante-cinq mille et se porte de Bassano sur Roveredo; Provera, le même général qui a été pris à Cossaria, commande le reste des forces autrichiennes, et s'établit à Padoue pour agir sur le bas Adige. Bonaparte, avec trente-cinq mille

hommes sous son drapeau et huit ou dix mille qui bloquent Mantoue, doit lutter contre quatre armées : celle d'Alvinzi; celle de Provera; celle de vingt-quatre mille hommes enfermée dans Mantoue, et qui doit causer la ruine des Français, si Alvinzi et Provera délivrent Mantoue; enfin le pape présente contre nous cinq ou six mille hommes, sans compter cette immense population qui, sous les armes spirituelles, n'attend que le triomphe des Autrichiens pour courir à des vêpres sanglantes : il ne faut pas oublier non plus cette conjuration secrète des princes, des prêtres et des nobles, qui, alliés, amis et ennemis de la république, sont tout prêts, au moindre échec, à briser les traités et à venir au secours du vainqueur. Bonaparte manœuvre à la face du ciel sur la terre de la conspiration; il est obligé de triompher partout; ses trente-cinq mille baïonnettes doivent transporter la victoire depuis la chaîne du Tyrol jusqu'au Capitole. La nécessité lui ordonne de s'emparer de Mantoue, autour de laquelle un quatrième blocus est impossible. Le temps aussi lui est mesuré : il a trois semaines pour vaincre ou pour mourir.

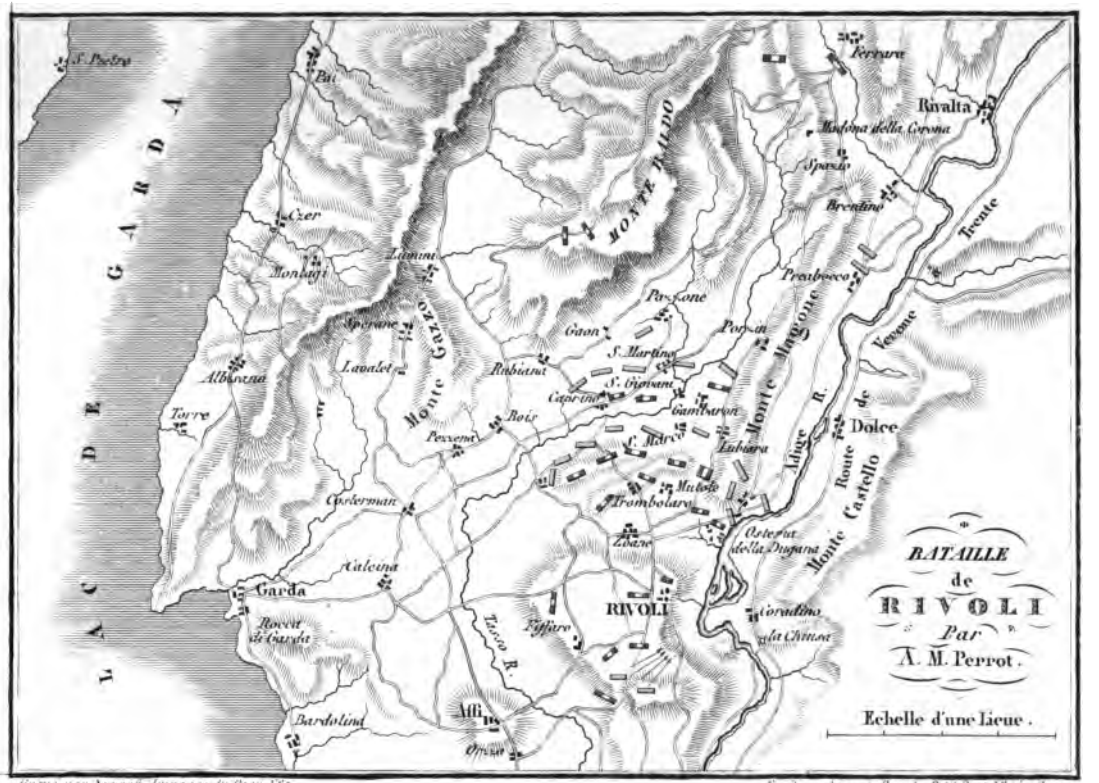
Masséna commence la lutte. Attaqué le 12 janvier à Saint-Michel par une division de Provera, il le repousse, le poursuit jusqu'à Caldiero, et lui

prend neuf cents hommes. Bonaparte est à Vérone. Il a appris, pendant son séjour à Bologne, le mouvement de Provera sur Padoue. Par une habile politique, il oppose les Italiens des nouvelles républiques aux Italiens de l'armée pontificale, et leur abandonne la défense de leurs frontières. De cette manière il peut disposer des trois mille Français qui sont à Bologne : il les porte à Ferrare, se rend à Roverbella, et revient à Vérone pour recevoir les prisonniers de Masséna. Il entre en ligne d'opération, et fait replier derrière cette ville les braves de Masséna. Dégagé ainsi du défilé, il peut faire manœuvrer librement toutes ses troupes, et n'a plus besoin que de connaître le point d'action des Autrichiens pour y porter ses forces, c'est-à-dire ses vingt-deux mille hommes. Augereau lui a annoncé de Legnago que l'ennemi est en mouvement sur le bas Adige. Le 15, Joubert lui écrit : « J'ai parfaitement suivi vos dispositions « pour l'attaque de la Corona. Le succès a été au « delà des espérances : trois pièces de canon, « quatre à cinq mille prisonniers, Alvinzi lui-même « précipité dans les rochers et se sauvant comme « un éclaireur sur l'Adige et sans soldats. » C'était là une lettre de champ de bataille; car, malgré ses avantages, débordé sur sa gauche par une division qui menace de le couper du côté de Pes-

chiera, et sur sa droite par une autre division qui avait passé l'Adige à Dolce, Joubert avait dû marcher la nuit pour occuper, avec une brigade, le plateau de Rivoli, à une lieue de Dolce. Bonaparte a choisi le champ de sa victoire; il avait ordonné à Joubert de tenir le plateau à tout prix, et d'y arrêter Alvinzi, qui compte enlever avec sa nombreuse armée la petite division qu'on lui oppose; mais le vieux général ne savait pas que son jeune adversaire l'attendait derrière la position de Joubert, et que Masséna opérait sur sa gauche : l'immense supériorité de ses forces donne à l'Autrichien la confiance qui doit le perdre. Le général Bonaparte connaît tout le projet des ennemis; il sait qu'on marche contre nous avec deux corps : le principal sur Monte-Baldo, c'est celui que commande Alvinzi; et l'autre, plus faible, conduit par Provera, sur le bas Adige. Augereau est chargé, à Legnago, de fermer à ce dernier le passage de la rivière. Il écrit, le 15, au général en chef : « La « journée s'est passée à faire des dispositions pour « couper la retraite à la colonne de Provera. J'es- « père apprendre demain qu'il est battu complète- « ment. Je le défie de percer sur l'Adige... »

Alvinzi s'avance vers le plateau de Rivoli, dans le dessein de se réunir avec sa cavalerie et son artillerie. Il n'y a pas un moment à perdre pour

l'assaillir avant qu'il n'ait atteint son but. Cette nécessité n'échappe point à la sagacité du général en chef, et donne lieu au mouvement de nuit qui le précipite, à marches forcées, lui et les siens, sur Rivoli. Joubert avait reçu l'ordre de tenir le plateau jusqu'au dernier instant; mais, menacé de tous côtés et pressé de front par douze mille Autrichiens, Joubert était en retraite, quand il reçut un nouvel ordre impératif du général en chef de reprendre le plateau de Rivoli, où fort heureusement l'ennemi n'avait pas encore eu le temps d'arriver. Bonaparte y arrive lui-même, à toute course, après minuit; il précède son armée de quelques heures. Il profite d'un beau clair de lune pour observer les forces de son adversaire, et juge, sur les feux de bivac, qu'il a devant lui plus de quarante mille hommes; c'est deux contre un; mais nous avons soixante bouches à feu et de la cavalerie. Il a compté cinq camps et quatre colonnes d'attaque, dont une, celle de Lusignan, la plus éloignée, paraît destinée à cerner par derrière le plateau de Rivoli. Une autre colonne, qu'il importe surtout d'empêcher de prendre part à l'action, est celle de la cavalerie et de l'artillerie; elle marche sous les ordres de Quasdanowitch, avec quatorze bataillons et tous les bagages de l'armée. Elle attendait le jour, ou plutôt le mouvement d'Alvinzi, pour faire


BATAILLE
de
RIVOLI
Par
A. M. Perrot.
Echelle d'une Lieue.
LAC DE GARDA
MONTE BALDO
Monte Gazzo
Monte Magone
Monte Castello
Route de Verone
Adige R.
Tasso R.
Rivalta
Dolce
RIVOLI
Garda
Affi
Ferrara
Modona della Corona
Spazio
Brentino
Trente
Preabocco
Pazzone
Porzin
Gaon
S. Martino
S. Giovanni
Caprino
Gambaron
Lubiara
S. Marco
Mutole
Trombolaro
Zoane
Osteria della Dugana
Coradino
la Chiusa
Fiffaro
Rubiana
Rois
Pezzena
Costerman
Calcina
Rocca di Garda
Bardolino
Orizzo
Lavalet
Sperane
Albisano
Torre
Monlagi
Czer
Pai
S. Pietro

sa jonction. Sur la rive gauche de l'Adige, Wukassowich commande la troisième colonne. Alvinzi, qui ne voit devant lui que la division Joubert, est loin de croire que ce général doit l'attaquer cette nuit même.

Tel est cependant l'ordre que reçoit Joubert. Il reprend l'offensive, et à quatre heures du matin il occupe la chapelle Saint-Marc, qu'il a dû évacuer la veille. La grande bataille est livrée; Joubert poursuit son succès, et refoule sur les hauteurs la quatrième colonne. La troisième s'ébranle, et paraît sur les sommités de gauche du plateau; elle est repoussée par l'artillerie française; mais une de nos brigades se trouve tout à coup débordée et rompue. Heureusement la division Masséna vient d'arriver au village de Rivoli, où elle se repose de sa marche nocturne. Bonaparte court la chercher, et en une demi-heure la troisième colonne autrichienne a subi le sort de la quatrième. La seconde, disposée par Alvinzi pour l'attaque de la gauche du plateau, s'avance dans l'espoir de rétablir le combat. Quasdanowitch, à la tête de la cavalerie et de l'artillerie, voyant Joubert engagé avec sa division, en avant de la position de Saint-Marc, juge le moment favorable pour s'en emparer; la victoire échappe aux Français s'il parvient à se déployer. Il ordonne à trois bataillons d'esca-

lader les hauteurs où cette chapelle est assise; deux autres les soutiennent pour favoriser le passage de l'artillerie et de la cavalerie. A cet aspect, Joubert détache en toute hâte trois bataillons, qui préviennent l'ennemi, et le rejettent, avec une perte considérable, dans le fond de la vallée. Le plateau est défendu vigoureusement par quinze pièces d'artillerie, et les charges audacieuses et brillantes des colonels Leclerc et Lasalle achèvent la déroute de l'armée d'Alvinzi; elle est culbutée dans les ravins. L'éruption d'un caisson, causée par un de nos obus, accrut encore le désordre de cette armée. Sept mille hommes tombent en notre pouvoir, ainsi que douze pièces de canon qui avaient pu déboucher sur le mouvement de Quasdanowitch. Tout le reste de sa colonne, ainsi que celle de Wukassowich, qui n'ont pas trouvé passage, furent témoins de la déroute d'Alvinzi, sans pouvoir lui porter secours. Cependant, suivant les ordres d'Alvinzi, Lusignan, avec sa colonne intacte, paraît sur les derrières de l'armée victorieuse. On ne peut définir le transport qui poussa soudain cette armée, prise à revers et subitement, à s'écrier : « *Ceux-ci sont encore à nous!* » Et en effet, contre toutes les chances de la position, et celles de la guerre, la colonne de Lusignan, canonnée par une batterie de la réserve, fut abordée vail-

Gauché filz del. et sc.

BATAILLE DE RIVOLI.

Publié par Amb.se Dupont et Cie Rue Vivienne, N.o 16

lamment par la division Masséna, détruite et prise presque tout entière. Rivoli doit s'ennoblir un jour du nom de Masséna. Bonaparte resta constamment au milieu de l'action pendant les douze heures qu'elle dura; il eut plusieurs chevaux blessés, et courut de grands dangers.

Cependant Provera, avec ses vingt mille hommes, croyait arriver à Mantoue, battre les huit mille hommes de Kilmaine, et échapper à Bonaparte, qu'il savait occupé à Rivoli; mais l'œil de l'aigle ne le perdait pas de vue. A deux heures, pendant la bataille, Bonaparte apprend par une dépêche d'Augereau que Provera a jeté un pont à Anghiari; cet avis si important inspire au général en chef une résolution de génie; il charge Masséna, Murat et Joubert, de suivre Alvinzi; pour lui, il prend quatre demi-brigades. On compte treize lieues de Rivoli à Mantoue, et Provera a vingt-quatre heures d'avance. Bonaparte force sa marche, et parvient à Roverbella, pendant que son adversaire paraît devant Saint-Georges, qu'il croit facilement surprendre et enlever. Le fugitif Provera est au moment de faire perdre à Bonaparte le fruit de la victoire de Rivoli par sa jonction avec Wurmser, qui alors aurait quarante mille hommes sous ses ordres : il sait que Saint-Georges, ce faubourg de Mantoue, ne peut avoir

[illegible] garnison, et n'est défendu que par [illegible] Miollis, qui commande dans [illegible] avec quinze cents hommes, est [illegible] une attaque du côté de l'Adige, [illegible] ; il ne se garde que du côté [illegible] Provera se fait éclairer par des hussards qui ont les mêmes manteaux que les hussards de Berchini. Déjà ils touchent à la barrière; mais à [illegible] l'intelligence d'un sergent de [illegible] Miollis et sa garnison. Il examine [illegible] remarque que leurs manteaux [illegible] tandis que ceux de Berchini ont fait la [illegible] Un grand général n'eût pas fait cette importante observation, qui appartient au tact du soldat. Alors ce sergent, dont le nom malheureusement échappe à l'histoire, aidé d'un tambour, donne l'alarme dans la place, et pousse la barrière. A midi, l'armée de Provera entoure Saint-Georges; mais Miollis, avec ses quinze cents hommes, se défend toute la journée, et donne le temps au général en chef, qui compte sur cette noble résistance, d'arriver à son secours. Cependant Provera a pu communiquer par une barque avec Wurmser, et concerter la jonction du lendemain. [illegible], le 16 janvier, à la pointe du jour, W[illegible] de Mantoue, et prend position; il attaque Saint-Antoine et Provera la favorite. Mais

Bonaparte a prévu cette disposition, et dans la nuit il a placé les brigades de Rivoli sous les ordres du général Victor, entre Saint-Georges et la Favorite, pour empêcher la réunion de Wurmser et de Provera. Wurmser est repoussé par Serrurier, et Provera par Victor. *Ce fut à cette bataille que la* 57e *reçut le nom de* LA TERRIBLE. Rien ne lui résiste; elle enfonce la ligne autrichienne. Wurmser est rejeté dans Mantoue, et le corps entier de Provera dépose les armes : lui-même il est prisonnier pour la seconde fois depuis la campagne, et remet son épée au général Miollis, dont la bravoure a préparé la victoire de la Favorite; enfin la division Augereau enlève à la Molinella l'arrière-garde de Provera : il ne reste de son armée que deux mille hommes au delà de l'Adige. Le combat de la Favorite coûte à l'Autriche six mille prisonniers, des canons et des drapeaux.

Le général en chef apprit le même jour les succès remportés la veille par Joubert, et se reposta sur l'Adige. Alvinzi avait laissé cinq mille prisonniers en notre pouvoir. Poursuivi jusqu'à Trente, il éprouva des pertes journalières, et dut abandonner aux généraux français toutes ses positions. Joubert reprit celle du Lavisio; Augereau occupa Trévise, et Masséna, maître de Bassano, plaça ses avant-postes sur la Piave. L'ennemi fut forcé de

qu'une faible garnison, et n'est défendu que par un fossé. Le brave Miollis, qui commande dans Saint-Georges avec quinze cents hommes, est loin de craindre une attaque du côté de l'Adige, où se trouve Augereau; il ne se garde que du côté de Mantoue. Provera se fait éclairer par des hussards qui ont les mêmes manteaux que les hussards de Berchini. Déjà ils touchent à la barrière; mais le coup d'œil, l'intelligence d'un sergent de garde sauvent Miollis et sa garnison. Il examine ces hussards, et remarque que leurs manteaux sont neufs, tandis que ceux de Berchini ont fait la guerre et sont vieux. Un grand général n'eût pas fait cette importante observation, qui appartient au tact du soldat. Alors ce sergent, dont le nom malheureusement échappe à l'histoire, aidé d'un tambour, donne l'alarme dans la place, et pousse la barrière. A midi, l'armée de Provera entoure Saint-Georges; mais Miollis, avec ses quinze cents hommes, se défend toute la journée, et donne le temps au général en chef, qui compte sur cette noble résistance, d'arriver à son secours. Cependant Provera a pu communiquer par une barque avec Wurmser, et concerter la jonction du lendemain. En effet, le 16 janvier, à la pointe du jour, Wurmser sort de Mantoue, et prend position; il attaque Saint-Antoine, et Provera la Favorite. Mais

Bonaparte a prévu cette disposition, et dans la nuit il a placé les brigades de Rivoli sous les ordres du général Victor, entre Saint-Georges et la Favorite, pour empêcher la réunion de Wurmser et de Provera. Wurmser est repoussé par Serrurier, et Provera par Victor. *Ce fut à cette bataille que la* 57e *reçut le nom de* LA TERRIBLE. Rien ne lui résiste; elle enfonce la ligne autrichienne. Wurmser est rejeté dans Mantoue, et le corps entier de Provera dépose les armes : lui-même il est prisonnier pour la seconde fois depuis la campagne, et remet son épée au général Miollis, dont la bravoure a préparé la victoire de la Favorite; enfin la division Augereau enlève à la Molinella l'arrière-garde de Provera : il ne reste de son armée que deux mille hommes au delà de l'Adige. Le combat de la Favorite coûte à l'Autriche six mille prisonniers, des canons et des drapeaux.

Le général en chef apprit le même jour les succès remportés la veille par Joubert, et se reposta sur l'Adige. Alvinzi avait laissé cinq mille prisonniers en notre pouvoir. Poursuivi jusqu'à Trente, il éprouva des pertes journalières, et dut abandonner aux généraux français toutes ses positions. Joubert reprit celle du Lavisio; Augereau occupa Trévise, et Masséna, maître de Bassano, plaça ses avant-postes sur la Piave. L'ennemi fut forcé de

repasser cette rivière. Joubert s'établit à Trente et dans le Tyrol italien. Vingt jours du mois de janvier 1797 ravirent à l'Autriche trente-cinq mille hommes, dont vingt-cinq mille prisonniers, plus soixante pièces de canon, et vingt-quatre drapeaux que le commandant des guides, Bessières, porta à Paris.

La destruction de l'armée d'Alvinzi livrait Mantoue à elle-même. Serrurier avait serré son blocus; depuis quelques mois la place n'avait pu être ravitaillée. Les immenses magasins qu'elle contenait étaient épuisés; la garnison avait mangé tous ses chevaux; les hôpitaux renfermaient dix mille malades; les soldats étaient à la demi-ration. Bonaparte instruisit Wurmser des résultats de ces huit jours de bataille qui avaient rejeté en Allemagne les débris de la grande armée autrichienne. Il somma le vieux maréchal de se rendre. Wurmser répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Mais, peu de jours après, il envoya son premier aide de camp au général Serrurier à Roverbella. Bonaparte, qui aimait déjà à faire ses affaires lui-même, se rendit à la conférence; et, sans se découvrir, ni prendre aucune part à la discussion, il se mit à écrire des réponses en marge des propositions de Wurmser. Après ce travail, il dit à l'aide de camp : « Si Wurmser avait seulement « pour dix-huit ou vingt jours de vivres, et qu'il

AUGEREAU.

Publié par Amb^re Dupont et Cie Rue Vivienne, N° 16.

« parlât de se rendre, il ne mériterait aucune ca-
« pitulation honorable. Mais je respecte l'âge, la
« bravoure et les malheurs du maréchal. Voici les
« conditions que je lui accorde, s'il ouvre ses
« portes demain; s'il tarde quinze jours, un mois,
« deux mois, il aura encore les mêmes conditions :
« il peut attendre jusqu'à son dernier morceau de
« pain. Je pars à l'instant pour passer le Pô, et je
« marche sur Rome. Vous connaissez mes inten-
« tions; allez les dire à votre général. » Frappé de cette générosité, et pénétré de reconnaissance pour les conditions honorables que Bonaparte venait d'accorder, l'aide de camp convint qu'il n'y avait plus de vivres à Mantoue que pour trois jours, et partit. Wurmser, vivement touché des procédés du général français, lui fit offrir de passer le Pô à Mantoue; mais Bonaparte refusa de profiter sitôt de la position malheureuse de son ennemi.

Le 2 février 1797, Wurmser remit au général Serrurier la ville de Mantoue et sa garnison de treize mille hommes; il y avait sept mille malades dans les hôpitaux. Indépendamment de l'artillerie de siége dont l'abandon avait précédé la victoire de Castiglione, on trouva dans la place trois cent cinquante pièces. La magnanimité de Bonaparte fut complète : il voulut épargner au vieux maréchal le

chagrin de remettre son épée aux mains d'un aussi jeune capitaine, et se déroba à ce spectacle. Cette conduite étonna également l'Europe, la France et le Directoire. Un pareil désintéressement de la victoire plaça bien haut dans l'estime générale celui qui savait se contenter de vaincre, et qui n'acceptait de la guerre que ses périls. Bonaparte allait conquérir la terre qui avait produit les Scipions.

CHAPITRE VIII.

(Du 2 au 19 Février 1797.)

GUERRE DU PAPE. — TRAITÉ DE TOLENTINO.

La reddition de Mantoue au général Serrurier ne fut, grâce à la modération de Bonaparte, que la cérémonie sans éclat d'un immortel triomphe, et Wurmser n'eut pas le chagrin de défiler, prisonnier, à la tête de sa garnison, devant son vainqueur. Peu de jours après, il donna à Bonaparte une preuve signalée de sa reconnaissance, en l'avertissant d'un complot d'empoisonnement ourdi contre lui dans la Romagne, où nous portions nos armes. Sans cet avis nécessaire, le destructeur de quatre armées autrichiennes en batailles rangées pouvait périr obscurément de la main d'un fanatique ou d'un assassin. La nouvelle campagne ne fut ni longue ni glorieuse : les rencontres avec les troupes du pape n'offrirent aux soldats fran-

çais que de simples exercices militaires. Aussi le général en chef ne réservait au Saint-Siége, pour prix de ses trahisons, qu'une vengeance purement politique et administrative.

Un traité d'armistice avait été signé le 23 juin 1796, à Bologne, par le marquis Gnudi, plénipotentiaire du pape, le général en chef Bonaparte, les commissaires civils Garrau et Salicetti, et enfin, sous la médiation de l'Espagne, par le chevalier d'Azzara, ministre de cette puissance auprès du Saint-Siége. Il avait été ratifié par Sa Sainteté, à Rome, le 27 du même mois. Dès le 13 novembre, l'ambassadeur français Cacault se plaignit de la non-exécution de ce traité; mais bientôt il trouva l'occasion d'être éclairé sur les véritables intentions de la cour de Rome, dans un manifeste que le ravitaillement de Mantoue par le général Wurmser inspira tout à coup au Saint-Père. Après avoir annoncé que toute négociation de paix était incompatible *avec la religion catholique* et son devoir de souverain, « S. S. enjoint à tous les « évêques, aux curés, aux magistrats, et à toute « autre personne en place, d'encourager les peu- « ples qui dépendent d'eux à prendre les armes, « *et de les exciter même au son du tocsin*, comme « il a été ordonné par la notification du 31 janvier « 1793. » Le général Bonaparte demanda directe-

ment des explications sur cette étrange proclamation lancée au milieu d'un armistice, et il lui fut répondu formellement *que le pape reconnaissait ce manifeste comme son ouvrage, et qu'il en avait jugé la publication nécessaire pour être toujours en état de défense.* Malgré l'audace d'une telle déclaration, Bonaparte eut la générosité d'écrire au cardinal Mattei, légat de Ferrare : « Vous con-
« naissez, M. le cardinal, la force et la puissance
« des troupes que je commande. Pour détruire le
« pouvoir temporel du pape, il ne me manque
« que de le vouloir. Allez à Rome; voyez le Saint-
« Père : éclairez-le sur ses véritables intérêts;
« détachez-le des intrigans qui l'entourent, qui
« veulent sa perte et celle de la cour de Rome.
« Le gouvernement français me permet encore
« d'écouter des propositions de paix. Tout peut
« s'arranger. La guerre, si cruelle pour les peu-
« ples, a des résultats terribles pour les vaincus.
« Évitez de grands malheurs au pape. Vous savez
« combien je désire personnellement de finir par
« la paix une lutte que la guerre terminerait pour
« moi sans gloire, comme sans péril. » Le général Bonaparte ne se contenta pas de cette démarche auprès du souverain pontife; il écrivit au citoyen Cacault, le 28 octobre : « J'attache bien plus
[illegible] importance au [illegible] de conservateur du Saint-

« Siége, qu'à celui de son destructeur. Vous sa-
« vez bien vous-même combien mes sentimens ont
« toujours été conformes à ce sujet; et moyennant
« les facultés illimitées que m'a données le Direc-
« toire, si à Rome on veut faire preuve de juge-
« ment, nous en profiterons pour donner la paix
« à cette belle partie du monde, et pour tranquil-
« liser les consciences timorées de plusieurs peu-
« ples. » Telles étaient les dispositions bienveil-lantes de Bonaparte pour la cour de Rome, malgré la violation de l'armistice par la proclamation du Saint-Père, et malgré le refus de payer les sommes ou de livrer les subsistances qui y avaient été stipulées, lorsque, le 10 janvier 1797, l'on intercepta entre autres lettres celle que le cardinal Busca avait adressée, le 7, au prélat Albani, ambassadeur de Rome à Vienne. Ce prélat négociait dans le même moment avec le baron de Thugut une alliance offensive et défensive entre le Saint-Siége et l'Autriche, et le gouvernement impérial s'engageait à envoyer au pape le général Colli pour conduire les troupes pontificales contre les Français. « Quant à moi, disait le cardinal Busca dans
« cette lettre, tant que je pourrai espérer d'obte-
« nir des secours de l'empereur, *je temporiserai*
« *relativement aux propositions de paix que me*
« *font les Français.* » Il disait en outre que les

ordres étaient donnés pour la réception du général Colli à Ancône; que le pape lui accordait un traitement, et demandait un corps d'Autrichiens pour couvrir la Romagne; enfin, qu'il fallait faire passer ce secours par mer de Trieste à Ancône. Le cardinal ajoutait qu'il serait imprudent d'expédier aux souverains catholiques les brefs que l'on avait demandés pour publier de nouveau la guerre du Saint-Siége contre la France. « Cette démar-« che du pape ne pourrait demeurer cachée aux « Français; nous serions exposés à toute leur in-« dignation, avant d'être assurés de l'alliance de « S. M. I. Sur ce que vous me direz, concernant « le point *de guerre de religion*, le pape se résou-« dra à envoyer les brefs et à faire toute autre « démarche que vous exigerez de lui. » Après cette preuve irrécusable de la trahison du Saint-Siége, Bonaparte ordonna à l'ambassadeur Cacault de quitter Rome et de se rendre à Florence. Avant de partir, Cacault vit le cardinal Busca, qui, désespérant de pouvoir le retenir et le tromper encore, lui dit : « Nous ferons une Vendée de la « Romagne; nous en ferons une des montagnes « de la Ligurie; nous en ferons une de l'Italie « entière. »

Le général Bonaparte, après le rappel de Cacault, eut encore l'indulgence d'écrire de Vérone

au cardinal Mattei, en lui mettant sous les yeux les lettres interceptées : « Voilà donc cette comé-« die ridicule sur le point d'être terminée. Les « lettres que je vous envoie vous montreront plus « clairement encore la perfidie, l'aveuglement et « la sottise de ceux qui dirigent actuellement la « cour de Rome. Mais, quelque chose qui arrive, « je vous prie de dire au pape *qu'il peut demeurer « tranquillement à Rome*. Premier ministre de la « religion, il trouvera, à ce titre, protection pour « lui-même et pour l'Eglise. »

Bonaparte était jeune alors ; il ne connaissait pas encore la cour de Rome, ni l'esprit de cette Eglise à laquelle il garantissait protection. En réponse à tant de généreuses démarches et à la communication franche des pièces de la correspondance, qui prouvait la mauvaise foi du cabinet pontifical, on publia dans Rome une nouvelle proclamation, intitulée : *Harangue adressée aux braves qui combattent sous les étendards de l'Eglise, pour le salut commun*. Voici cette pièce singulière dans son entier :

« Il est enfin venu, le moment si désiré de courir « aux armes, ô peuples vaillans, jadis sujets de « Quirinus, aujourd'hui sujets du prince des apô-« tres, membres fidèles du patrimoine de saint « Pierre, et fils bien-aimés de la sainte Eglise

« romaine ! Les iniquités de tous genres commises « partout où ont pénétré ces soi-disant libérateurs, « ces feints amis, mais véritables oppresseurs et « tyrans des peuples, vous ont ébranlés, vous ont « fait décidément penser à vos intérêts. L'irréligion « et même l'athéisme le plus impudent, qu'ils por- « tent en triomphe, vous ont fait craindre avec « raison de voir votre sainte religion non seule- « ment méprisée, mais encore entièrement abolie ; « cette religion si soigneusement conservée et trans- « mise sans tache jusqu'à vous par vos ancêtres : « aussi, en vrais catholiques, vous avez eu horreur « de vouloir être en amitié avec des impies, avec « des hommes qui, en renonçant à la foi que vous « professez, se sont rendus plus indignes de vivre « en bonne intelligence avec vous, que ne le sont les « païens et les publicains, à qui le divin législateur « ne permettait pas même qu'on donnât le salut. « L'expérience funeste de leur conduite inhumaine « et féroce envers nos co-sujets d'Avignon, de « Carpentras, de Bologne, de Ferrare, et envers « les sujets des autres Etats d'Italie, qu'ils ont « tous dépouillés, ruinés, chassés de chez eux, ou « qu'ils ont traînés à une mort certaine et malheu- « reuse, pour contenter leur barbare caprice ; « l'injuste réquisition de tant de millions d'écus, « de tant de beaux objets, manuscrits, statues,

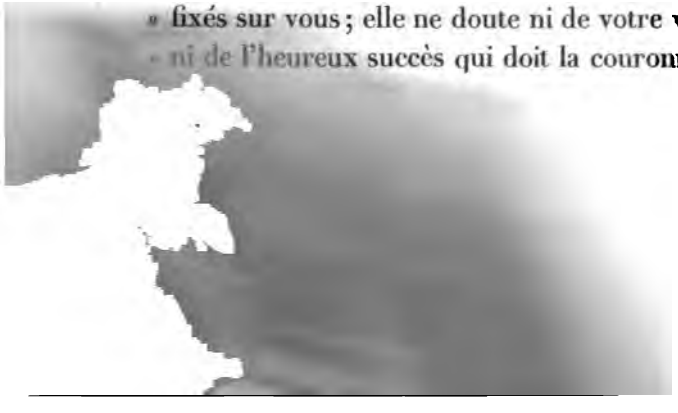
« tableaux, et même tableaux d'église, les meil-
« leurs qu'il y eût à Rome et dans les Etats pon-
« tificaux, et cela à titre d'armistice, non pour
« payer la guerre que vous ne leur aviez point
« faite, mais pour se payer par anticipation du
« pillage qu'ils n'ont pu faire; les conditions plus
« dures encore d'une paix mensongère, portant
« avec elle les résultats les plus abominables et
« les plus ruineux; les menaces insolentes qu'ils
« vous font sans cesse ainsi qu'au vicaire de Jésus-
« Christ, au suprême pontife, à notre souverain
« chéri, dont ils ont enfin lassé l'héroïque pa-
« tience : tout à servi à vous déterminer, quoi
« qu'il en dût coûter, d'abord à implorer l'assi-
« stance divine, à tenter le sort des armes, à re-
« pousser la force par la force, à vous montrer
« de vrais Romains, accoutumés de tout temps à
« dompter les superbes.

« Oui, vous avez désiré ardemment l'occasion
« de faire de nouveau briller votre antique valeur,
« si terrible à tout l'univers. Notre pasteur suprême
« vous seconde par tous les moyens que fournit
« la prudence humaine. Le Ciel lui-même s'est
« manifestement déclaré en votre faveur, tant en
« vous conservant, comme par miracle, sains et
« saufs jusqu'à cette époque et simples spectateurs
« des calamités de vos voisins, qu'en vous faisant

« si visiblement avertir, par les regards de compas-
« sion de la bienheureuse Vierge, de ne pas vous
« laisser séduire par des hommes astucieux et
« trompeurs, et de ne vous fier à eux ni dans la
« paix ni dans la guerre.

« Mais c'était la guerre précisément que vous
« commandaient votre intérêt et votre devoir, la
« conservation de votre sainte religion et Dieu
« même, qui en est l'auteur. Vous avez voulu la
« guerre en hommes sages : maintenant vous de-
« vez la faire en Romains, en Catholiques, et en
« Catholiques les plus favorisés du Ciel, qui vous
« a constitués les gardiens, les dépositaires du siége
« de la vérité, de la chaire infaillible de saint Pierre.

« Aux armes donc, courez tous aux armes !
« Réveillez-vous ! levez-vous comme des géans qui
« n'avez point dégénéré de vos ancêtres ! prévenez
« un ennemi dont vous ne connaissez que trop les
« impostures, mais qui n'a pas encore éprouvé les
« effets de votre courage, et qui, pour cela, vous
« méprise injustement ! Qu'il sente à son dommage
« et à sa honte le poids de vos bras ! Déjà l'his-
« toire a saisi sa plume d'or, pour enregistrer vos
« glorieux faits dans les fastes de l'immortalité.
« L'Europe, d'une extrémité à l'autre, a les yeux
« fixés sur vous ; elle ne doute ni de votre valeur,
« ni de l'heureux succès qui doit la couronner.



« Notre excellent empereur François II, le « magnanime défenseur, l'avocat de l'Église ro- « maine, non content d'envoyer à notre secours « les intrépides volontaires Hongrois, Transil- « vains, Croates et Allemands, a encore fait par- « tir, à la demande de notre saint et affectueux « père Pie VI, un de ses généraux, le meilleur, « le plus expérimenté et le plus estimé, le seul « bien qui nous manquât, et que vous désiriez « obtenir. Il s'est hâté d'arriver, il est parmi nous. « Le seul nom de Colli ne vous émeut-il pas, ne « vous donne-t-il pas du courage ? N'anime-t-il « pas les esprits de tous les peuples, ce Colli qui, « pendant deux années entières, a rendu impéné- « trables les gorges du Saorgio, les Thermopyles « de l'Italie, les montagnes de Tauy et de Brois, « où les cadavres des forcenés Français ont comblé « les vallées, et aplani les rochers les plus escar- « pés? Ce même Colli vient vous guider, non pas « à des combats incertains, mais à une victoire « immanquable. Il est italien comme vous; il vous « aime tendrement. Il a en vous une entière con- « fiance, et a toutes les raisons de l'avoir plus « qu'on ne le voit communément.

« C'est à vous maintenant de ne pas le démentir, « de ne pas compromettre votre honneur et le sien, « mais d'ajouter encore de nouveaux lauriers à

« ceux qui ceignent déjà ses cheveux blanchis au « milieu des combats et des armes. L'honneur qui « vous est commun avec lui exige que vous le re- « gardiez comme un autre *César*, afin que, par « vous, il puisse *venir*, *voir* et *vaincre*. Vous êtes « trop heureux de pouvoir l'espérer avec tant de « certitude.

« Aidés par la main puissante du Dieu des armées, « au nom duquel vous répandrez, s'il le faut, votre « propre sang, pourriez-vous craindre un ennemi « rusé et vil, qui est l'ennemi de Dieu lui-même « aussi bien que des hommes, et qui, jusqu'à ce « jour, a mis sa confiance dans la fraude, les tra- « hisons, les excès, les bravades, plutôt que dans « la véritable valeur militaire? Vous qui combattrez « sous l'image même de cette Vierge qui vous a ex- « cités à cette entreprise, pourrez-vous douter de « son amoureuse et efficace protection? Vous, gé- « néreux chevaliers, qui portez dans vos enseignes « le signe éclatant de la croix, ne voudrez-vous pas « vous prédire et croire assuré par les décrets du « Ciel, que de même que Constantin-le-Grand « vainquit le tyran Maxence par la vertu de ce « signe, qui lui apparut divinement au pont Mil- « vio, et qui, par une telle victoire, établit domi- « nante la religion catholique dans la capitale du « monde et dans le monde entier, vous, ainsi que

« lui, protégés par ce signe salutaire, vous triom-
« pherez d'ennemis plus impies et plus féroces; et
« vous maintiendrez sacrée et inviolable la même
« religion dans Rome, dans l'Italie, et partout où
« il a plu à son auteur, au Verbe incarné, de la pro-
« pager?

« Eh! votre visage ne brille-t-il point de joie?
« Votre cœur ne se dilate-t-il point à cette douce
« pensée que la divine Providence vous a choisis
« pour un si grand œuvre? Que les Romains, les
« enfans bien-aimés de la religion romaine, de la
« sainte religion catholique, en soient le soutien le
« plus puissant et le plus inébranlable!

« Courage donc! ne craignez rien. Aux armes!
« Nous tous qui resterons dans nos maisons, nous
« n'y resterons pas indifférens sur votre sort. Nous
« ne cesserons pas de fournir à vos besoins : rien
« ne vous manquera. Nous offrirons de ferventes
« prières au Très-Haut, afin qu'il dirige vos coups
« vers un but immanquable : et alors vous serez
« pleins de confiance qu'avec de tels secours hu-
« mains et divins, vous remporterez le triomphe
« le plus prompt et le plus signalé : nous serons
« empressés de venir à votre rencontre et de vous
« ramener sains et saufs et triomphans aux lieux
« qui vous ont vus naître, afin de rendre ensemble
« à ce même distributeur de tous biens ces actions

« de grâce que saura nous inspirer l'épanchement « de notre cœur reconnaissant. Dieu est en Israël : « les Josué et les Gédéon ressusciteront parmi « nous. Ne craignez rien. Aux armes ! aux armes ! »

Le général Bonaparte répondit à cette étrange déclamation de la haine et de la mauvaise foi par cette courte proclamation : « L'armée française va « entrer sur le territoire du pape ; elle sera fidèle « aux maximes qu'elle professe : elle protégera la « religion et le peuple. Le soldat français porte « d'une main la baïonnette, sûr garant de la vic- « toire, et de l'autre le rameau d'olivier, symbole « de la paix et gage de sa protection. Malheur à « ceux qui, séduits par des hommes profondé- « ment hypocrites, attireront sur leurs maisons la « vengeance d'une armée qui, en six mois, a fait « cent mille prisonniers des meilleures troupes de « l'empereur, pris quatre cents pièces de canon « de bataille, cent dix drapeaux, et détruit cinq « armées ! »

Le lendemain il rendit compte à son armée, par l'ordre du jour suivant, des motifs qui lui faisaient reprendre les armes :

« 1° Le pape a refusé d'observer les conditions « de l'armistice qu'il avait conclu. 2° La cour de « Rome n'a pas cessé d'armer et d'exciter les peu- « ples à la croisade par ses manifestes. 3° Elle

« a entamé des négociations hostiles contre la « France avec la cour de Vienne. 4° Le pape a « confié le commandement de ses troupes à des « officiers généraux envoyés par la cour de Vienne. « 5° Il a refusé de répondre aux demandes offi- « cielles qui lui ont été faites par le général Ca- « cault, ministre de la république française. 6° Le « traité d'armistice a donc été violé et rompu par « la cour de Rome, etc. »

Le 2 février, Bonaparte partit de Bologne et porta son quartier général à Imola, dans le palais de l'évêque Chiaramonte, depuis le pape Pie VII. Cette hospitalité militaire devint pour l'évêque et pour le général un événement important. On connaît la fameuse homélie républicaine de ce respectable prélat, publiée à Imola la même année. C'est là qu'il dit : « *Oui, mes très chers frères, soyez bons chrétiens et vous serez d'excellens démocrates... Les vertus morales rendent bons démocrates... Les premiers chrétiens étaient animés de l'esprit de démocratie ; Dieu favorisa les travaux de Caton d'Utique et des illustres républicains de Rome...* » La réflexion n'était pas heureuse; car si Dieu avait favorisé les travaux de Caton, Rome n'eût point été asservie par César, et Caton ne se fût pas tué à Utique.

L'armée du pape était en campagne. Le cardinal

Rusca, fidèle à sa parole, avait fait une Vendée de la Romagne, en soulevant, en fanatisant les populations. Toutes les ressources du génie ultramontain, si puissant encore à cette époque sur l'Italie, avaient été mises en œuvre. Le prince de l'Eglise lui-même campait fièrement, à la tête de sept mille hommes et d'une multitude de paysans et de moines, sur les bords du Senio, et défendait le pont de Castel-Bolognèse avec huit pièces de canon. Le général Victor prit position le 2 février. Un parlementaire romain se présenta, et menaça, de la part de S. E., *de faire feu si l'armée s'avançait*. Bonaparte eut la politesse de remettre l'affaire au jour suivant; mais il fit passer, pendant la nuit, la rivière à une lieue au-dessus de sa position, par l'avant-garde aux ordres du général Lannes, en sorte que le lendemain l'armée pontificale se réveilla tout étonnée de se voir entre deux feux, et coupée même de sa retraite sur Faenza. Les Français forcèrent au pas de charge le pont du Senio : une heure après, les troupes romaines fuyaient dans une déroute complète, avec une perte de quelques centaines d'hommes. On ramassa sur le champ de bataille des moines, des crucifix et des poignards. Victor marcha sur Faenza, dont il fut obligé de briser les portes, [illegible] d'inutiles sommations repoussées par les

outrages les plus injurieux. Le général en chef rassembla dans un grand jardin tous les captifs. Comme ils avaient répondu par d'infames invectives aux sommations de Victor, ils se crurent perdus, se jetèrent à genoux, et demandèrent grâce. Bonaparte ne se sentait aucunement porté à user du droit de la victoire contre cette populace de soldats : il leur accorda la vie et la liberté, ne voulant pas même d'eux pour prisonniers. Il sauva également la ville du pillage auquel la condamnaient les lois de la guerre. Ce n'était là qu'un acte de grandeur de caractère; les vaincus, en qui la passion de la vengeance était naturelle, prirent cette conduite pour de la générosité, de la part d'un homme qu'eux et leurs chefs avaient dévoué aux poignards et à la destruction. Peu touché des expressions tumultueuses de leur reconnaissance, Bonaparte appela chez lui tous les officiers, dont une partie appartenaient aux grandes familles de Rome; il leur permit de retourner dans leurs foyers, et, après les avoir pénétrés de sa ferme résolution de protéger l'Italie et le Saint-Père, il les décida à se charger de publier sa proclamation. De prisonniers inquiets, d'ennemis acharnés, ces officiers devinrent tout à coup d'utiles émissaires. La métamorphose fut prompte et complète, parce que dans cette classe, même à

cette époque, il n'y avait pas de fanatiques. A leur retour, qui étonna beaucoup leurs compatriotes, ils tinrent exactement leur parole : ils répandirent la renommee du vainqueur, et disposèrent les esprits, d'ailleurs peu belliqueux, à des sentimens pacifiques. Forli, Césène, Pesaro, Rimini, Sinigaglia, acceptèrent avec empressement la conversion qui leur fut prêchée par ces missionnaires d'une nouvelle espèce ; elles se hâtèrent d'ouvrir leurs portes aux Français comme à des libérateurs. La conquête de la Vendée du cardinal Rusca, de la terrible Romagne, fut une simple promenade militaire.

De Faenza, Victor marcha sur Ancône, où il devait rencontrer le général Colli. Ce général avait éprouvé la valeur française à Cherasco et à Mondovi, et savait bien qu'il ne comptait plus des soldats piémontais sous son drapeau. Cependant il se porta avec trois mille hommes sur les hauteurs qui défendent la ville ; c'était tout ce qu'il avait pu réunir. Mais quand il vit s'avancer les colonnes de Victor, il disparut tout à coup, ainsi que ses officiers. Le général français somma cette troupe de se rendre, et, pendant la sommation, la fit entourer. Les Romains, n'apercevant plus le chef invincible envoyé par l'Autriche, mirent bas les armes sans brûler une amorce. Victor s'empara, le 9 février, de la citadelle, où il trouva cent vingt

bouches à feu, un arsenal bien approvisionné, et cinq mille fusils que l'empereur venait d'adresser au Saint-Père. Le lendemain, Victor occupa Lorette, si fameuse par la Casa-Santa que les anges y apportèrent. Mais le Vatican avait prudemment fait enlever le trésor de cette église, enrichie depuis tant de siècles par les libéralités du monde chrétien; il avait laissé, parce que ce n'était qu'une pauvre statue de bois, la Vierge des miracles, celle à qui appartenaient ces trésors et cette maison sainte.

Bonaparte, à cette occasion, prit plaisir à entrer vis-à-vis du Directoire dans l'esprit de la cour de Rome : il lui expédia à Paris la Vierge de bois. C'était une piquante récrimination, à propos d'une instruction singulière qu'il avait reçue, sous la date du 12 avril 1796, avant les opérations contre le Piémont. Voici cette instruction . « Gênes ne doit « pas être éloignée de Lorette de plus de quarante-« cinq lieues. Ne pourrait-on pas enlever *la Casa-« Santa* et les trésors que la superstition y amasse « depuis quinze siècles? On les évalue à dix mil-« lions sterlings. Dix mille hommes *secrètement* « envoyés, adroitement conduits, viendraient à « bout d'une telle entreprise avec la plus grande « facilité. Il reste une difficulté : la route n'est pas « directe, et il faut passer par l'Apennin. Cepen-« dant avec de l'audace, non dans l'exécution, qui

« en exige peu ou point, mais dans le projet, vous « ferez *une opération financière* la plus admira- « ble, et qui ne fera tort qu'à quelques moines. « Dix mille hommes suffisent pour cette entre- « prise. Leur marche *inconnue* assure le succès; « *au besoin, l'armée les secondera.* » Il n'y a pas un mot dans ce document qui ne soit une absurdité. Le Directoire convoitait avec tant de franchise et d'ardeur les dépouilles sacrées de la Vierge de Lorette, que dans son impatience il n'avait pas même songé combien il était inopportun de proposer au général en chef une expédition au cœur de l'Italie, et le sacrifice du tiers de l'armée, quand il se trouvait encore en dehors des frontières du Piémont. L'avidité fiscale du Directoire ne fut pas mieux satisfaite, dix mois après, malgré la possession de la Péninsule, assurée par la prise de Mantoue; et il fallut se contenter de la statue de bois, à défaut des trésors de la Casa-Santa.

Au milieu de ces petits épisodes de la guerre pontificale, Bonaparte poursuivait toujours avec succès sa conquête morale sur les peuples de l'Italie et sur l'opinion de l'Europe. Sa générosité pleine de prévoyance servit merveilleusement sa politique. Une foule de prêtres français émigrés restèrent tout à coup sans retraite par l'occupation de la Romagne; et déjà, fatigués de l'hospitalité

qu'ils leur accordaient, le clergé et les moines profitèrent de la victoire républicaine pour les congédier. Bonaparte, indigné de cette cruauté, dont il était loin d'offrir l'exemple aux vaincus, invita hautement, par une proclamation, les évêques et les supérieurs ecclésiastiques à donner asile à ces pauvres prêtres, qu'il eut l'heureuse idée de placer sous la protection de ses troupes. Cette circonstance amena une foule de scènes touchantes. Beaucoup de soldats reconnurent les curés de leurs villages. C'était ainsi que Bonaparte, maître de Mantoue, quatre fois vainqueur des Autrichiens[1], et fondateur de plusieurs Etats libres en Italie, répondait aux excommunications et aux complots d'assassinat dont le Vatican menaçait notre armée et son général.

Cependant le retour des prisonniers de Faenza avait jeté la consternation dans la cour du Saint-Père. Le parti de la liberté, comprimé dans Rome depuis les meurtres de Duphot et de Basseville, y reparut subitement. Enfin, la prise d'Ancône et de l'inexpugnable Mantoue avait glacé soudain l'ardeur des conseils pontificaux, et Pie VI lui-même fut si honteux de sa conduite, que, malgré les assurances proclamées par le général français de la sécurité que le pape devait conserver dans la ville éternelle, quels que fussent les événements, il prit

la résolution d'aller se réfugier à Naples. Mais Bonaparte lui ayant fait proposer d'envoyer des plénipotentiaires à son quartier général de Tolentino, le Saint-Père resta au Vatican. Alors le serpent de la politique ultramontaine se replia sur lui-même, et le souverain pontife, conseillé par son propre malheur, écrivit à Bonaparte :

« CHER FILS,
« SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

« Désirant terminer à l'amiable nos différends « actuels avec la république française, par la re- « traite des troupes que vous commandez, nous « envoyons et députons vers vous, comme nos « plénipotentiaires, deux ecclésiastiques, M. le « cardinal Mattei, parfaitement connu de vous, « et monsignor Galeppi, et deux séculiers, le duc « don Louis Braschi, notre neveu, et le marquis « Massimi, lesquels sont revêtus de nos pleins- « pouvoirs pour concerter avec vous, promettre « et souscrire, les conditions justes et raisonnables « que nous espérons d'obtenir. Nous nous enga- « geons [illegible] *notre foi et parole* à les approuver « et ra[illegible]ifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valid[illegible]violables en tout temps. Convaincu [illegible] de bienveillance que vous avez

« manifestés, nous sommes décidé à ne pas sor-
« tir de Rome : vous verrez par là combien est
« grande notre confiance en vous. Nous finissons
« en vous assurant de notre plus grande estime, et
« en vous donnant la paternelle bénédiction apos-
« tolique.

« Donné à Saint-Pierre de Rome, le 12 février
« 1797, l'an 22e de notre pontificat.

« *Signé* PIE VI. »

Le style de cette lettre différait un peu de celui de la harangue publiée les jours précédens. Mais il n'y avait plus d'Autriche pour le Vatican.

Le général Bonaparte répondit, le 19 suivant, jour de la conclusion du traité de Tolentino :

Au quartier général de Tolentino, le 1er ventôse an V.

« Très Saint-Père, je dois remercier V. S. des
« choses obligeantes contenues dans la lettre qu'elle
« s'est donné la peine de m'écrire. La paix entre
« la république française et V. S. vient d'être
« signée. Je me félicite d'avoir pu contribuer à
« son repos particulier. J'engage V. S. à se méfier
« des personnes qui sont, à Rome, vendues aux
« cours ennemies de la France, ou qui se laissent
« guider par les passions haineuses qui entraînent

« la perte des Etats. Toute l'Europe connaît les « inclinations pacifiques et les vertus conciliatrices « de V. S. La république française sera, j'espère, « une des amies les plus vraies de Rome. J'envoie « mon aide de camp, chef de brigade (Murat), « pour exprimer à V. S. l'estime et la vénération « parfaite que j'ai pour sa personne, et je la prie « de croire au désir que j'ai de lui donner, dans « toutes les occasions, les preuves de respect et « de vénération avec lesquels j'ai l'honneur d'être

« Son très obéissant serviteur,

« BONAPARTE. »

Napoléon dit dans ses Mémoires que le Directoire voulait mettre fin au règne temporel du pape. Pour lui, il avait eu, vers cette époque, la même idée, mais en y rattachant une combinaison toute politique. Avant de quitter Bologne, le 1er février, pour se rendre à Imola, il écrivit au Directoire :

« Ne pourrait-on pas, si nous allons jusqu'à « Rome, réunir le Modénais, le Ferrarais et la « Romagne, et en faire une république qui serait « assez puissante? Ne pourrait-on pas *donner Rome « à l'Espagne*, à condition qu'elle garantirait l'in- « dépendance de la nouvelle république? *Alors « nous pourrions constituer à l'empereur le Mila- « nais ; le [illegible], et lui donner le duché de*

« *Parme*, au cas que nous fussions obligés de « passer par là, afin d'accélérer la paix dont nous « avons besoin. L'empereur n'y perdrait rien, l'Es- « pagne y gagnerait beaucoup, et nous y gagne- « rions plus encore : nous aurions un allié naturel « en Italie qui deviendrait puissant, et avec lequel « nous correspondrions par Massa-Carrara et l'A- « driatique. »

Il fallait que la paix avec l'Autriche fût bien nécessaire, malgré les triomphes d'Italie, pour que le général Bonaparte proposât lui-même au Directoire la restitution de sa plus belle conquête, du duché de Milan, du duché de Mantoue, et la cession du duché de Parme. Cette nécessité explique comment il se trouva entraîné à conclure, deux mois plus tard, l'armistice de Léoben et la paix de Campo-Formio, contre la volonté du Directoire, lorsque nous étions sur la route de Vienne, après avoir détruit la cinquième armée autrichienne, commandée par le plus grand personnage et le plus grand capitaine de l'Autriche, l'archiduc Charles.

Le 23 février, Pie VI ratifia le traité de Tolentino. Il était divisé en partie politique et en partie financière : la première stipulait l'abandon des droits du Saint-Père sur Avignon et le comtat Venaissin, la cession des légations de Bologne, de

Ferrare et de la Romagne, de la ville, de la citadelle et du territoire d'Ancône, ainsi que la mise en liberté de tous les détenus pour opinion; la partie financière stipulait le paiement des seize millions qui restaient à solder pour l'armistice de Bologne, et quinze autres millions pour la paix actuelle. L'article du traité d'armistice relatif à la livraison des tableaux, statues, manuscrits, et à divers objets d'art et de science, était rappelé et maintenu pour une rigoureuse et prompte exécution. Un article séparé obligeait le pape à faire désavouer à Paris le meurtre de Basseville par un envoyé extraordinaire, et à payer une somme de 300,000 fr. à la famille de cet infortuné. Bonaparte, au lieu d'aller à Rome, où il eût paru vouloir triompher du pape, se rendit à Mantoue, où il n'avait pas voulu triompher de Wurmser.

Ainsi Bonaparte, infatigable, impétueux dans la guerre, aussitôt qu'il est vainqueur donne sur le champ de bataille la paix à ses conquêtes. Il se proclame le protecteur des peuples. Il accorde la liberté aux prisonniers et l'indépendance aux provinces. Il n'est encore ambitieux ni pour lui ni pour sa patrie. Ce sont des amis et des nations libres qu'il attache à la république. Généreux dans l'âge où la gloire des armes est une passion, il épargne l'humiliation aux cheveux blancs du ma-

réchal Wurmser et du souverain pontife; et, l'émule de César pour le génie de la guerre, il est l'émule de Scipion pour la modération dans la victoire. Heureuse et unique époque peut-être pour la France et pour son héros! La gloire de Bonaparte fondait la grandeur de la république, en même temps que le génie de la liberté contenait cette gloire dans son austère limite, ne lui permettant rien de personnel, rien qui ne fût pour la patrie. Jamais plus noble contrat n'avait lié une armée et sa nation, un grand capitaine et son gouvernement. Toutefois, comme je l'ai dit, il manquera à la vie de Bonaparte d'avoir vu la ville éternelle. Qui sait ce qu'aurait produit sur une ame alors toute républicaine la majesté de la cité de Numa? et quel eût été l'effet de cet imposant souvenir, quand, par une grande révolution de la fortune, Rome devint la seconde capitale du négociateur de Tolentino, monté sur le trône des Français.

CHAPITRE IX.

(Du 1er Mars au 18 Avril 1798.)

ARMISTICE DE LÉOBEN.

En moins de douze mois, Bonaparte a réuni à la France une partie du Piémont, fondé deux républiques en Lombardie, conquis toute l'Italie depuis le Tyrol jusqu'au Tibre, et assuré tant de gloire par des traités avec les souverains de la Sardaigne, de Gênes, de Parme, de la Toscane, de Naples et de Rome. La Corse est rentrée sous notre obéissance. L'illustre guerrier et le grand politique marchent ensemble, et ne doivent plus se séparer. Toute la France regarde Bonaparte, et ne regarde que lui. Le Directoire commence à ne se considérer que comme un intermédiaire entre la nation et son héros, et il obéit à tous deux également, lorsqu'il commande au général en chef de l'armée d'Italie de poursuivre ses succès et de me-

nacer la capitale de l'Autriche. Le Directoire se souvient du projet d'invasion en Allemagne, ainsi que de la coopération de l'armée du Rhin, que le vainqueur de Millesimo et de Mondovi lui avait proposés, du quartier général de Cherasco : il s'en souvient, et se soumet aux dispositions que cette singulière prévision du général victorieux lui a tracées aux portes de l'Italie, avant d'y avoir attaqué la maison d'Autriche sur son territoire.

Aussitôt après la prise de Mantoue, cette puissance se voit inquiétée dans ses Etats héréditaires, au moment où, par la prise de Kehl, elle espérait franchir le Rhin et envahir nos frontières. Sa dernière ressource est une cinquième armée à opposer à Bonaparte. Le prince Charles, illustré par des exploits récens, amène avec lui ses meilleurs soldats du Rhin. Le Tagliamento sert de point de réunion aux nouvelles troupes impériales, mais trop peu nombreuses encore pour soutenir les grands intérêts qui reposent sur elles. L'imprévoyance du cabinet de Vienne sous ce rapport mérite d'être remarquée. Si quatre armées de quatre-vingt mille hommes, successivement envoyées contre les Français, n'avaient pu sauver l'Italie, l'Autriche devait faire marcher la moitié des forces de l'empire pour défendre la route de Vienne et ressaisir les conquêtes de Bonaparte. Cette importante mesure,

prescrite par la nécessité, eût peut-être alors changé les destinées militaires et politiques de la France. La république n'aurait pu reprendre l'offensive sur le Rhin, si l'archiduc Charles, victorieux dans le Brisgaw, n'avait pas dû partir avec ses bataillons d'élite. Le Directoire, plus occupé de sa conservation que de sa gloire, moins habile que jaloux de son général, se fût peut-être facilement consolé de la perte de l'Italie, et n'eût pas épargné une disgrâce éclatante à ce grand capitaine, qui avait conquis son élévation autant sur son propre gouvernement que sur les ennemis de son pays.

Cependant Bonaparte a deviné son illustre adversaire, et, le 10 mars, il met en mouvement ses troupes, auxquelles se sont réunies la division Bernadotte et la division Delmas, venues de la Sambre et du Rhin. En arrivant, Bernadotte avait dit à ses soldats : « *Soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse! l'armée d'Italie nous regarde.* » La rivalité de Bernadotte ne fut pas toujours aussi pure, mais alors toutes les ambitions militaires se montraient désintéressées. La rivalité était, comme la valeur, une noble passion commune à tous les généraux distingués, et leur donnait un caractère de grandeur individuelle qui disparut tout à coup avec la république.

Quarante mille soldats s'avançaient des bords du Rhin pour rejoindre les débris de l'armée d'Alvinzi. Le quartier général de l'archiduc, d'abord à Inspruck, était porté à Goritz. Bonaparte voulait attaquer le prince avant l'arrivée de ces renforts, et profiter de la supériorité numérique de son armée, pour affranchir entièrement l'Italie et ouvrir une campagne d'Autriche. Il avait espéré un secours de vingt mille hommes, dont dix mille de troupes piémontaises, et dix mille de troupes vénitiennes. Mais on a vu déjà que le Directoire, suivant ce système d'envie par lequel il cherchait à miner la gloire du général en chef, n'avait point ratifié le traité conclu à Bologne entre Bonaparte et la cour de Turin. En empêchant par ce refus maladroit la réunion des deux peuples sous le même drapeau, le Directoire tardait encore l'effet de cette politique convertissant aux idées républicaines, qui faisait cependant le continuel objet de ses instructions. Dans le même temps, la seigneurie de Venise refusait son contingent. Bonaparte connaissait les dispositions que ce gouvernement, malgré nos triomphes, conservait envers la maison d'Autriche. Il avait rendu compte au Directoire de la faveur avec laquelle Venise accueillit dans ses provinces de terre-ferme les fugitifs de Rivoli et de la Favorite; et, en poli-

tique habile autant qu'en général prévoyant, au moment de porter la guerre dans les deux Friouls et dans les deux Tyrols, il avait voulu comprimer par un traité d'union les intrigues vénitiennes, et briser, par l'établissement d'une coopération militaire, les liens qui attachaient le lion de Saint-Marc à la cour de Vienne. Mais il échoua dans cette négociation; de manière qu'au lieu d'acquérir un allié, il dut compter sur un ennemi; aussi se vit-il obligé de laisser Victor avec dix mille hommes en réserve sur l'Adige, pour contenir la malveillance de l'oligarchie vénitienne. Cette malveillance lui présente un grand péril, soit qu'il revienne vainqueur ou vaincu : elle est un piége tendu sur sa route par la puissance qui tient au Nord les clefs de l'Italie. Quant à l'oligarchie génoise, depuis long-temps prisonnière de la Victoire, et contenue par l'alliance piémontaise, elle demeure encore sous la garde continuelle de la faction démocratique, qui, dans les murs de Gênes, favorise les Français. Telle est la position de Bonaparte prêt à marcher seul sur l'Autriche, car il sait qu'il ne doit rien attendre des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse : les cent quatre-vingt mille combattans dont elles se composent seront encore sur la rive gauche du Rhin, quand il aura planté son drapeau sur les hauteurs du Simmering, à vingt lieues de Vienne.

Le général en chef a campé ses troupes; il est à la tête de cinquante-cinq mille hommes; il compte autour de lui trente-huit mille combattans, qui forment les divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau : celle-ci est commandée par le général Guyeux. Dix-sept mille hommes sont aux ordres de Joubert, c'est-à-dire, sa division, celle de Delmas et celle de Baraguay-d'Hilliers. Vingt autres mille hommes, et entre autres la division Victor, occupent les places et observent le midi de la péninsule italique, où la foi des traités récens avec la cour de Naples et celle de Rome ne paraît pas suffire pour rassurer la prudence du général Bonaparte. Les troupes de Victor, destinées à garder l'Adige, sont encore sur l'Apennin : elles ne pourront se trouver en position que dans le courant d'avril; ce général doit rallier les bataillons lombards, cispadans, polonais et peut-être l'insurrection démocratique de la terre-ferme vénitienne. Le total des forces françaises en Italie est de soixante-quinze mille hommes, dont cinquante-cinq mille forment l'armée active que Bonaparte va mettre en mouvement. L'archiduc lui oppose, dans les premiers jours de mars, trente-cinq mille hommes qui couvrent le Frioul et qui occupent le Tyrol; dix mille Tyroliens, excellens soldats de montagnes, sont accourus au drapeau autrichien.

Bonaparte doit se hâter de profiter de la supériorité numérique de son armée. C'est la première fois qu'il peut l'admettre dans ses calculs stratégiques. Et en effet il doit se presser d'opérer avant l'arrivée des renforts de l'armée autrichienne du Rhin : car alors il aurait quatre-vingt-dix mille hommes à combattre, et, sur ses derrières, Venise à redouter.

Le 9 mars, Bonaparte a son quartier général à Bassano. L'ordre du jour suivant rappelle à l'armée ses triomphes : « Soldats ! la prise de Man-
« toue vient de finir une campagne qui vous a donné
« des titres éternels à la reconnaissance de la pa-
« trie. Vous avez été victorieux dans quatorze ba-
« tailles rangées et dans soixante-dix combats :
« vous avez fait cent mille prisonniers, pris cinq
« cents pièces de canon de campagne, deux mille
« de gros calibre, quatre équipages de pont. Les
« contributions mises sur le pays que vous avez
« conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée
« pendant toute la campagne. Vous avez en outre
« envoyé trente millions au ministre des finances,
« pour le soulagement du trésor public. Vous
« avez enrichi le Muséum de Paris de trois cents
« chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie,
« et qu'il a fallu trente siècles pour produire.
« Vous avez conquis à la république les plus belles

« contrées de l'Europe. Les républiques transpa-
« dane et cispadane vous doivent leur liberté. Les
« couleurs françaises flottent pour la première fois
« sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-
« quatre heures de l'ancienne Macédoine, *d'où*
« *Alexandre s'élança sur l'Orient.* Une grande
« destinée vous est aussi réservée; vous n'avez
« pas tout achevé. Vous châtierez ces insulaires
« perfides, qui, étrangers aux malheurs de la
« guerre, sourient avec plaisir aux maux du con-
« tinent. Les rois de Sardaigne, de Naples, le
« pape, le duc de Parme, se sont détachés de la
« coalition de vos ennemis, et ont brigué votre
« amitié. Vous avez chassé les Anglais de Livourne,
« de Gênes, de la Corse. C'est en vous que la
« patrie met ses plus chères espérances : vous
« continuerez à en être dignes. De tant d'enne-
« mis qui se coalisèrent pour étouffer la répu-
« blique à sa naissance, l'empereur seul reste
« devant vous : se dégradant lui-même du rang
« d'une grande puissance, ce prince s'est mis à
« la solde des marchands de Londres. Il n'a plus
« de politique, de volonté, que celles de ce ca-
« binet perfide, qui, étranger aux malheurs de
« la guerre, sourit avec plaisir aux maux du con-
« tinent. Le Directoire exécutif n'a rien épargné
« pour donner la paix à l'Europe. La modéra-

« tion de ses propositions ne se ressentait pas de « la force de ses armées : il n'avait pas consulté « votre courage, mais l'humanité et l'envie de vous « faire rentrer dans vos familles. Il n'a pas été « écouté à Vienne; il n'est donc plus d'espérance « pour la paix, qu'en allant la chercher dans le « cœur des États héréditaires de la maison d'Au- « triche. Vous y trouverez un brave peuple, acca- « blé par la guerre qu'il a eue contre les Turcs et « par la guerre actuelle. Les habitans de Vienne et « des États d'Autriche gémissent sur l'aveuglement « et l'arbitraire de leur gouvernement; il n'en est « pas un qui ne soit convaincu que l'or de l'Angle- « terre a corrompu les ministres de l'empereur. « Vous respecterez leurs propriétés. C'est la li- « berté que vous apporterez à la brave nation hon- « groise. La maison d'Autriche, qui, depuis trois « siècles, va perdant à chaque guerre une partie « de sa puissance, qui mécontente ses peuples en « les dépouillant de leurs priviléges, se trouvera « réduite, à la fin de cette sixième campagne (puis- « qu'elle nous contraint à la faire), à accepter la « paix que nous lui accorderons, et à descendre en « réalité au rang des puissances secondaires, où « elle s'est déjà placée en se mettant aux gages et « à la disposition de l'Angleterre. » Cette procla- mation devait produire d'autant plus d'effet, qu'elle

était vraie dans toutes ses parties. Elle renfermait aussi quelque chose de prophétique, que le moderne Alexandre devait réaliser sur les bords du Nil. Peut-être cette grande expédition, qui avait occupé autrefois la politique de Versailles, était-elle aussi déjà dans la pensée du triomphateur de l'Italie. Quoi qu'il en soit, nos armées et leurs chefs ne se battaient alors que pour donner non seulement l'indépendance, mais encore la liberté politique et civile aux nations. Quand nos étendards changèrent de légende, le style des proclamations françaises ne fut plus populaire pour ces nations; mais il continua de l'être pour les soldats de Napoléon.

Les premiers coups de Masséna soumettent au drapeau républicain des villes dont le nom doit anoblir un jour des ministres et des généraux qui n'ont peut-être jamais vu leurs murailles. De *Bassano* il se précipite sur la division Lusignan, et s'empare de *Feltre*, de *Bellune* et de *Cadore*. L'armée a passé la Piave : Serrurier occupe *Conégliano*, où s'établit le quartier général. Le 16 mars, Bonaparte force le passage du Tagliamento, défendu par une forte arrière-garde; bientôt la ligne des Autrichiens est enfoncée, et l'ennemi bat en retraite sur Palma-Nova, où le vainqueur entre à sa suite. Masséna avait, de son côté, forcé tous

les passages, s'était emparé des gorges de Pontéba, fermait la route de la Carinthie à l'archiduc, et marchait sur Tarvis. Ce prince, qui déjà s'était replié sur Goritz, courut à Klagenfurth, d'où il tira une belle division de grenadiers, et prit position en avant de Tarvis pour arrêter Masséna. Le 24, l'affaire s'engagea vigoureusement. L'archiduc paya de sa personne, mais il ne put résister à l'impétuosité de Masséna et de Brune. Il perdit Tarvis, dont la possession nous livra les débouchés par lesquels trois divisions autrichiennes étaient revenues de l'affaire du Tagliamento. La marche de l'armée française sur Tarvis avait été décidée par un avantage important, qui avait suivi le passage du Tagliamento. Le 17, Bernadotte s'était porté sur Gradisca, ville forte qu'il voulut enlever d'assaut. L'arrivée de la division Serrurier, qui prit cette place à revers, avait décidé le gouverneur à capituler et à se rendre prisonnier avec trois mille hommes. Cette division avait passé l'Isonzo, à la suite du colonel Andréossy, qui s'y était jeté pour sonder la rivière. Après la prise de Gradisca, le général Bonaparte avait transporté son quartier général à Goritz et lancé Bernadotte sur Laybach, à la poursuite de l'ennemi. Le jour même où Masséna prenait Tarvis, Dugua entra à Trieste. Les Autrichiens voulurent tenir à la Chiusa,

où ils étaient suivis par le général Guyeux ; mais ils se virent tout à coup attaqués en tête par Masséna qu'ils ne savaient pas dans Tarvis. La 4e de ligne, que le général Bonaparte avait nommée *l'Impétueuse*, soutint sa gloire ; elle enleva la position de la Chiusa. L'ennemi perdit cinq mille prisonniers, trente-deux pièces de canon, quatre cents voitures d'artillerie et de bagages, et quatre généraux. Ces combats de Tarvis et de la Chiusa-Veneta, faibles trophées d'une guerre où la France venait de conquérir les plus beaux triomphes peut-être de l'histoire, devaient avoir d'immenses résultats pour sa politique et pour la grandeur de son général.

Bonaparte passa la Drave à Villach, et établit son quartier général à Klagenfurth, d'où il chassa deux divisions autrichiennes arrivées de l'armée du Rhin. L'archiduc n'avait pas osé l'y attendre, et s'était précipitamment retiré sur Neumarck, quoiqu'il eût rallié une bonne partie de ses renforts. Ce fut à Klagenfurth que le vainqueur adressa aux peuples de la Carinthie, de la Carniole et de l'Istrie, une proclamation à la fois glorieuse et philantropique, dont la garantie reposait déjà sur la discipline du soldat et sur la sagesse de l'administration militaire, et devait être de plus assurée par le régime paternel qu'elle confiait aux habitans.

Cette proclamation renfermait les paroles suivantes : « Malgré l'Angleterre et les ministres de la « cour de Vienne, soyons amis. La république « française a sur vous des droits de conquête ; « qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous « lie réciproquement ! Vous ne vous mêlerez pas « d'une guerre qui n'a pas votre aveu. Vous four- « nirez aux besoins de mon armée. De mon côté, « je protégerai les propriétés. Je ne tirerai de vous « aucune contribution. » Le contrat fut observé fidèlement de part et d'autre. Le général en chef appela les plus riches propriétaires à la composition des quatre gouvernemens qui furent organisés. La justice, la modération, marchaient sous le drapeau de Bonaparte, et après la victoire elles assuraient la conquête.

Cependant les armées du Tyrol étaient encore en présence, et Joubert, opposé aux généraux Kerpen et Laudon, attendait l'ordre d'attaquer. Cet ordre lui parvint du quartier général de Goritz. Le 20 mars, il commença son mouvement sur le camp de Kerpen, assis derrière le Lavisio, à Cambra, couvrant Saint-Michel. Il passa la rivière à Segonzano, et les divisions Delmas et Baraguay-d'Hilliers à Lavis même. Kerpen, culbuté de toutes ses positions, perdit trois mille prisonniers et deux mille hommes tués : c'était la moitié de ses for[illegible]

« clame de toutes parts. L'Europe, qui avait pris
« les armes contre la république française, les a
« posées : votre nation reste seule, et cependant
« le sang va couler plus que jamais. Cette sixième
« campagne s'annonce par des présages sinistres.
« Quelle qu'en soit l'issue, nous aurons perdu de
« part et d'autre quelques milliers d'hommes de
« plus. Il faudra bien finir par s'entendre, puisque
« tout a un terme, même les passions haineuses.
« Le Directoire de la république française avait
« fait connaître à S. M. l'empereur le désir de
« mettre fin à la guerre qui désole les deux peu-
« ples. L'intervention de la cour de Londres s'y
« est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous
« entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les pas-
« sions d'une nation étrangère aux maux de la
« guerre, que nous continuions à nous entr'égor-
« ger? Vous, monsieur le général en chef, qui par
« votre naissance approchez du trône, et qui êtes
« au-dessus des petites passions qui agitent les
« ministres et les gouvernemens, êtes-vous décidé
« à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité
« entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne?
« Ne croyez pas que j'entende par là, monsieur le
« général en chef, qu'il ne vous soit pas possible
« de la sauver par la force des armes. Mais dans
« la supposition que les chances de la guerre

vénitienne, dont Bonaparte a prévu la complicité. Cependant le général de l'armée républicaine n'est plus qu'à soixante lieues de Vienne. L'archiduc a perdu vingt mille prisonniers et cinquante pièces de canon. Vaincu dans toutes les rencontres qui avaient eu lieu depuis le passage du Tagliamento, il laisse les Français maîtres de quatre capitales, Goritz, Klagenfurth, Laybach et Trieste. L'alarme se répand à Vienne, et le Danube transporte au fond de la Hongrie les enfans de la famille impériale ainsi que les trésors de la cour et de la ville. Le besoin de suspendre la lutte doit parler plus haut à l'Autriche que son orgueil et sa politique. Bonaparte veut prévenir cette puissance et l'attaquer aussi sur le terrain de la paix : suivant le système de modération et de générosité qui avait signalé toutes ses victoires, il croit avec raison qu'il est de sa gloire d'aller au devant de la cour de Vienne. En conséquence, il écrit de Klagenfurth, le 31 mars, à l'archiduc Charles :

« MONSIEUR LE GÉNÉRAL EN CHEF,

« Les braves militaires font la guerre, et désirent la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six années? Avons-nous assez tué de monde, fait assez de mal à la triste humanité? Elle ré-

« clame de toutes parts. L'Europe, qui avait pris « les armes contre la république française, les a « posées : votre nation reste seule, et cependant « le sang va couler plus que jamais. Cette sixième « campagne s'annonce par des présages sinistres. « Quelle qu'en soit l'issue, nous aurons perdu de « part et d'autre quelques milliers d'hommes de « plus. Il faudra bien finir par s'entendre, puisque « tout a un terme, même les passions haineuses. « Le Directoire de la république française avait « fait connaître à S. M. l'empereur le désir de « mettre fin à la guerre qui désole les deux peu- « ples. L'intervention de la cour de Londres s'y « est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous « entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les pas- « sions d'une nation étrangère aux maux de la « guerre, que nous continuions à nous entr'égor- « ger? Vous, monsieur le général en chef, qui par « votre naissance approchez du trône, et qui êtes « au-dessus des petites passions qui agitent les « ministres et les gouvernemens, êtes-vous décidé « à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité « entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne? « Ne croyez pas que j'entende par là, monsieur le « général en chef, qu'il ne vous soit pas possible « de la sauver par la force des armes. Mais dans « la supposition que les chances de la guerre vous

« deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera « pas moins ravagée. Quant à moi, monsieur le « général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur « de vous faire peut sauver la vie à un seul « homme, je m'estimerai plus heureux de la cou- « ronne civique que je me trouverais avoir méritée, « que de la triste gloire qui peut revenir des succès « militaires. »

L'archiduc répondit :

« MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

« Assurément, tout en faisant la guerre et en « suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je « désire autant que vous la paix pour le bonheur « des peuples et de l'humanité. Comme néanmoins, « dans le poste qui m'est confié, il ne m'appar- « tient pas de scruter ou de terminer la querelle « des nations belligérantes, et que je ne suis muni « de la part de S. M. l'empereur d'aucuns pleins- « pouvoirs pour traiter, vous trouverez naturel, « monsieur le général, que je n'entre point avec « vous là-dessus dans aucune négociation, et que « j'attende des ordres supérieurs pour cet objet de « si haute importance, et qui n'est pas précisément « de mon ressort. Quelles que soient au reste les

« chances futures de la guerre ou les espérances « de la paix, je vous prie, monsieur le général, « d'être bien persuadé de mon estime et de ma « considération distinguées. »

Ainsi, l'orgueil du cabinet autrichien refusait la paix à Bonaparte aux portes de Vienne : Bonaparte fut encore condamné à vaincre. Cependant le traité d'alliance offensive et défensive venait enfin d'être signé entre la république et le roi de Sardaigne, et une partie des forces piémontaises allait entrer en ligne avec nos bataillons. Le 2 avril, à la pointe du jour, Masséna se porta en avant de Klagenfurth sur Friesach, où il entra avec l'ennemi qu'il poursuivit jusqu'à Neumarck. Là il trouva l'archiduc à la tête des débris de sa première armée et de quatre nouvelles divisions arrivées des bords du Rhin. Digne rival de Bonaparte, l'archiduc voulut encore tenter le sort des armes, et présenter noblement le combat. Bonaparte fit promptement ses dispositions. Masséna commença l'attaque : elle se ressentit de cette énergie qui enlevait toute cette armée depuis qu'elle était en campagne. En peu de momens la ligne autrichienne fut brisée. Les Français s'emparèrent des positions, de trois mille prisonniers, et pénétrèrent pêle-mêle avec les Impériaux dans Neumarck, où l'on prit encore douze

cents hommes et du canon. L'archiduc essaya de retarder la poursuite en proposant une suspension d'armes, afin, disait-il, *de pouvoir prendre en considération la lettre du* 31 *mars*. Mais Bonaparte répondit *qu'on pouvait négocier et se battre*, et qu'il n'y aurait point d'armistice jusqu'à Vienne, à moins que ce ne fût pour la paix définitive. On poussa jusqu'à Scheifling, à quatre lieues du champ de bataille; le quartier général français séjourna deux jours dans cette place. Le mouvement continua sur Knittelfeld, dont la route était défendue par des positions formidables. Une affaire très chaude eut lieu dans les défilés de Hundsmarck; l'ennemi en fut chassé avec une perte considérable. Nos troupes occupèrent Knittelfeld, et le 7 notre avant-garde entra à Léoben.

A Judenbourg, à vingt lieues de Vienne, le général Bonaparte reçut, le 8 avril (19 germinal), la véritable réponse à la lettre du 31 mars. Elle lui fut remise sous la forme d'une note diplomatique par le feld-maréchal Bellegarde, chef d'état-major du prince, et par le comte de Meerweldt, général-major, qui s'annoncèrent comme parlementaires.

« S. M. l'empereur et roi n'ayant rien plus à « cœur que de concourir au repos de l'Europe et « de terminer une guerre qui désole les deux na-

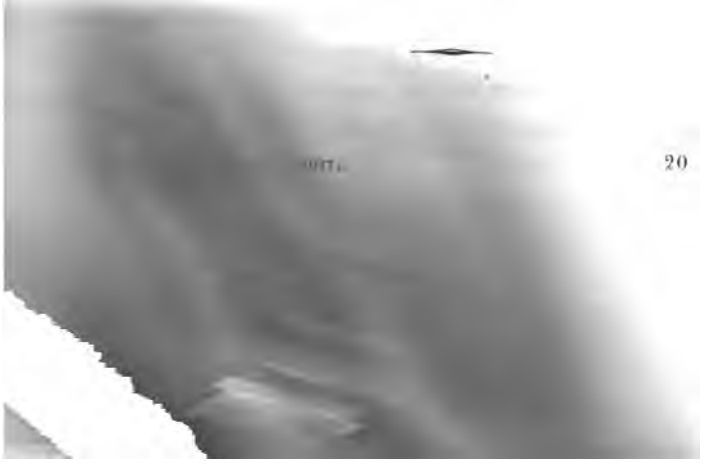
« tions; en conséquence de l'ouverture que vous « avez faite à S. A. R. par votre lettre de Klagen- « furth, S. M. l'empereur nous a envoyés vers « vous, pour s'entendre sur cet objet d'une si « grande importance. Après la conversation que « nous venons d'avoir avec vous, et persuadés de « la bonne volonté comme de l'intention des deux « puissances de finir le plus promptement possible « cette guerre désastreuse, S. A. R. désire une « suspension d'armes de dix jours, afin de pouvoir « avec plus de célérité parvenir à ce but, et afin « que toutes les longueurs et les obstacles que la « continuation des hostilités apporterait aux né- « gociations soient levés, et que tout concoure à « rétablir la paix entre les deux grandes nations.

« *Signés :* BELLEGARDE, MEERVELDT. »

Bonaparte répondit : « Dans la position mili- « taire des deux armées, une suspension d'armes « est toute contraire à l'armée française; mais, si « elle doit être un acheminement à la paix tant « désirée et si utile aux peuples, je consens sans « peine à vos désirs. La république française a « manifesté souvent à S. M. le désir de mettre fin « à cette lutte cruelle : elle persiste dans les mêmes « sentimens. Je ne doute pas, après la conférence « que je viens d'avoir l'honneur d'avoir avec vous,

« que sous peu de jours la paix ne soit enfin réta-
« blie entre la république française et Sa Majesté. »
Le soir, la suspension d'armes fut signée pour cinq jours. Dans cette conférence préliminaire avec les plénipotentiaires autrichiens, Bonaparte leur dit : « Votre gouvernement a envoyé contre
« moi quatre armées sans généraux, et cette fois
« un général sans armée. » Bel éloge de l'archiduc Charles !

Cet armistice, qui s'étendit aux armées du Tyrol, donna une nouvelle ligne à l'armée française. Serrurier occupa la grande et forte ville de Gratz. Bonaparte transféra lui-même son quartier général à Léoben, et son avant-garde jusqu'à Bruck, où s'établit Masséna, dont les avant-postes couronnaient les hauteurs et couvraient les pentes du Simmering. Bonaparte avait annoncé au Directoire qu'avant le 10 avril il aurait atteint les sommets de cette montagne. L'adjudant général Leclerc, depuis beau-frère du premier consul, reçut l'ordre de porter au Directoire la nouvelle de cet armistice. *C'était un officier distingué,* dit Napoléon, *intrépide sur le champ de bataille.*



CHAPITRE X.

INSURRECTION DE VENISE. — PRÉLIMINAIRES DE LÉOBEN.

En recommençant la campagne sur le Tagliamento, Bonaparte avait eu pour but de s'ouvrir la route de Vienne; c'était le seul moyen de parvenir à la paix. Mais songeant en même temps à ne pas laisser derrière son armée, entraînée sur les sommets des Alpes, une puissance ennemie ou douteuse, il avait continué avec l'Etat de Venise les négociations entamées en juin et juillet 1796, soit par le Directoire, soit par les alliés de la France, tels que l'Espagne et la Turquie, soit par lui-même, alors qu'il ne restait plus que Mantoue aux Autrichiens. Toutefois, depuis cette époque, Venise n'avait cessé d'armer sans répondre aux prévenances de la France. Bonaparte, désirant depuis mettre tout en œuvre pour décider Venise en faveur de la république, s'était adressé directe-

ment aux chefs de l'Etat. Il voulut voir à Vérone le provéditeur général Foscarini, à Brescia le provéditeur Mocenigo, qui le reçut magnifiquement. Il avait eu aussi plus d'un entretien avec le provéditeur Battaja, dont les opinions s'accordaient avec ses vues. Rien ne fut négligé de sa part pour soustraire Venise aux périls de sa politique astucieuse. A cette époque, par la plus juste représaille, les Français étaient entrés à Peschiera, qui avait reçu les Autrichiens, et Vérone se trouva pareillement forcée d'ouvrir ses portes au vainqueur de Beaulieu. Les propositions faites alors aux provéditeurs par le général en chef, afin d'amener Venise à des relations franchement amicales avec la république française, avaient été éludées par ce gouvernement, qui comptait encore sur les victoires de l'Autriche. Peu de temps après, les défaites successives de Wurmser et d'Alvinzi changèrent totalement à l'avantage des Français les dispositions de la plus grande partie des villes de la terre-ferme vénitienne. Bergame et Brescia, ses deux principaux municipes, Milan, capitale de la république lombarde, Bologne, capitale de la république transpadane, s'étaient fédérées, et, sous la direction de leurs familles patriciennes, elles faisaient cause commune avec les Français. Cette aristocratie avait enfin trouvé et saisi l'occasion de

venger la longue injure qui l'excluait, à titre de conquête, du partage de la souveraineté avec la noblesse de la capitale. La terre-ferme était pour l'oligarchie vénitienne ce que le pays de Vaud était pour l'oligarchie bernoise.

Depuis la guerre, trois factions partageaient le sénat de Venise : l'une, celle des vieux sénateurs, formait le parti, très honorable sans doute, de l'indépendance, qui repoussait également l'influence allemande et l'influence française; mais ce parti manquait de coup d'œil et de décision, car le temps était venu où il fallait absolument choisir. La seconde faction, tout autrichienne, voulait une neutralité armée contre nous : Pesaro, qui dirigeait alors toute la politique de l'Etat, était le chef de cette faction; il avait pour lui tous les jeunes sénateurs. Le troisième parti nous favorisait : le provéditeur Battaja, l'ame de ce parti, proposait une alliance offensive et défensive avec la république française. Cette opinion obtint peu de crédit dans le sénat. Il n'y avait cependant pas d'autre moyen de salut; mais on préféra, selon l'usage des aristocraties dans les gouvernemens minés par la vieillesse, la routine du privilége et la vanité du patriciat au bien-être de la patrie. Les adulations dont les provéditeurs en mission entourèrent Bonaparte, ses généraux et son armée,

soit à Brescia, soit à Vérone, soit à Peschiera, servirent mal à dissimuler les dispositions du sénat vénitien, qui avait supporté avec une patience remarquable l'entrée de Beaulieu à Peschiera, à Vérone; celle de Wurmser à Vicence, à Padoue, à Bassano, avant aucun général français. La violation du territoire vénitien, devenu le champ de bataille, ne pouvait plus faire le sujet d'un procès soutenable; ce procès était jugé de fait en dernier ressort par le vainqueur, qui avait chassé de la terre-ferme les premiers qui l'avaient occupée.

Mais il existait, comme nous l'avons déjà dit, une question plus difficile à résoudre, et c'était la question principale; il fallait conquérir la paix, non plus sur le territoire de Venise, mais en Allemagne, sur la route de Vienne. Voilà la raison d'Etat de la campagne sur le Tagliamento. Toutefois cette nécessité renfermait un immense danger, celui de laisser derrière soi trois millions de sujets vénitiens, quand on serait engagé au delà des frontières de cette république, à la poursuite de l'archiduc, dans les Alpes allemandes. Ce péril ne devait pas échapper à celui qui l'avait déjà prévu lors de la poursuite de Beaulieu. Aussi Bonaparte voulut avoir une conférence avec le sénateur Pesaro, auquel il offrit l'amitié de la France

et la garantie de tous les Etats vénitiens de la terre-ferme, dont une partie avait déjà levé, à Brescia et à Bergame, l'étendard de l'indépendance. Il lui proposa de déclarer la guerre à l'Autriche et de fournir un contingent de dix mille hommes à l'armée française. Il lui donna en outre le conseil aussi amical que politique de faire ouvrir le livre d'or aux grandes familles de la terre-ferme. Pesaro partit en disant qu'il apporterait la réponse du sénat dans quinze jours. Il cherchait à gagner du temps, dans l'espérance que cet intervalle serait favorable aux armes de l'Autriche. Mais Bonaparte, de son côté, mit ces quinze jours à profit : il passa la Piave. L'archiduc fut battu sur le Tagliamento. La révolution s'était opérée à Bergame, à Salo, à Brescia. Le peuple avait désarmé dans cette dernière ville la garnison, composée de deux mille Esclavons. Le provéditeur Battaja avait été arrêté et renvoyé à Vérone. Enfin, Palma-Nova, place très forte, que les Autrichiens n'avaient pu défendre, avait ouvert ses portes au vainqueur; et, sur le sommet des Alpes noriques, au delà de l'Isonzo, Tarvis voyait flotter sur ses murs le drapeau de la république française.

A l'expiration des quinze jours, Pesaro était revenu, et Bonaparte avait renouvelé ses propositions... « Armez-vous encore? lui dit-il. — Il

« faut bien, répondit Pesaro; il nous faut punir « les rebelles de Brescia et de Bergame, et con- « tenir les malveillans de Crema, de Chiari, de « Vérone, et les agitateurs de Venise elle-même. « S'il est, reprit Bonaparte, des troubles sur mes « derrières par votre faute, si les troupes que je « laisse sont insultées, *ce qui n'était pas un crime « quand j'étais en Italie, en serait un irrémis- « sible quand je serai en Allemagne. Votre ré- « publique cesserait d'exister; vous auriez pro- « noncé sa sentence. Vaincu ou vainqueur, je « ferais la guerre à vos dépens.* » Après cet entretien, on s'était séparé, Bonaparte pour continuer ses avantages, et Pesaro sa politique. En effet, malgré la défaite de l'archiduc Charles, la haine sénatoriale de Venise fut si aveugle, que l'envoyé de cette république à Vienne reçut ordre de conclure une alliance avec l'empereur.

Le cabinet autrichien se montra aussi empressé que celui de Venise à signer le nouveau traité, et des instructions spéciales furent données aux généraux autrichiens pour exciter des soulèvemens dans les pays qui venaient d'être dépassés par l'armée française. Le général Laudon, chargé de [illegible] nouvelle guerre, n'épargna ni les procla- [illegible] les fausses nouvelles; il répandit, [illegible] avec Pesaro, le bruit que les armées

du Rhin et de Sambre-et-Meuse avaient été écrasées au passage du Rhin; que le Tyrol venait d'être le tombeau des Français, et que Joubert y avait péri avec ses troupes. Vainement le ministre de la république déclarait au sénat de Venise que le Rhin n'avait pas été abordé par nos troupes et que Joubert était entré dans la Carinthie : la conspiration contre les Français et leurs partisans, alimentée par Pesaro, et soutenue par les troupes esclavonnes au service du lion de Saint-Marc, s'allia bientôt aux mouvemens que Laudon avait fomentés. Cette commotion inspira plus d'énergie encore aux villes de la terre-ferme, qui, telles que Brescia, Salo et Bergame, avaient déjà affiché militairement leur indépendance. Elles s'unirent plus étroitement aux villes de Milan, de Bologne et de Modène. Mais Vérone, où Pesaro exerçait une grande influence, fut, ainsi que Padoue et Vicence, chargée de mettre en œuvre les plans meurtriers de la conjuration austro-vénitienne.

Cependant Bonaparte apprit à Judenbourg, par la correspondance de l'ambassadeur de la république à Venise, par le général Balland et par le général Kilmaine qui commandaient, l'un à Vérone, et l'autre à Milan, qu'une insurrection générale était organisée dans la terre-ferme et même

dans la capitale, contre les Français et leurs partisans. En conséquence, il donna au général Kilmaine le commandement de tous les Etats vénitiens, et il expédia son aide de camp Junot à Venise, avec l'ordre de lire en plein conseil la lettre qu'il écrivait au doge :

Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, au sérénissime doge de la république de Venise.

Au quartier général de Judenbourg, le 20 germinal an V. (9 avril 1797.)

« Dans toute la terre-ferme, les sujets vénitiens « sont sous les armes. Leur cri de ralliement est : « *Mort aux Français.* Le nombre des soldats « d'Italie qui en ont été la victime se monte déjà « à plusieurs centaines. Vous affectez en vain de « désavouer les attroupemens que vous-mêmes « avez préparés. Croyez-vous que, quand j'ai pu « porter nos armes au cœur de l'Allemagne, je « n'aurai pas la force de faire respecter le premier « peuple du monde? Pensez-vous que les légions « d'Italie puissent souffrir les massacres que vous « excitez? Le sang de nos frères d'armes sera « vengé, et il n'est pas un seul bataillon français « qui, chargé de cette mission généreuse, ne se

« sente trois fois plus de courage et de moyens « qu'il ne lui en faut pour vous punir. Le sénat de « Venise a répondu par la plus noire perfidie à « notre générosité soutenue à son égard. Je prends « le parti de vous envoyer mes propositions par « un de mes aides de camp et chef de brigade. « *La guerre ou la paix.* Si vous ne prenez sur- « le-champ toutes les mesures pour dissiper les « attroupemens, si vous ne faites aussitôt arrêter « et remettre en mes mains les auteurs des meur- « tres qui se commettent, la guerre est déclarée. « Le Turc n'est pas sur vos frontières : aucun « ennemi ne vous menace, et cependant vous avez « fait arrêter, de dessein prémédité, des prêtres « pour faire naître un attroupement, et le tourner « contre l'armée. Je vous donne vingt-quatre « heures pour le dissiper. Les temps de Char- « les VIII sont passés. Si, malgré la bienveillance « que vous a montrée le gouvernement français, « vous me réduisez à vous faire la guerre, ne « pensez pas que le soldat français, comme les « brigands que vous avez armés, aille ravager les « champs du peuple innocent et malheureux de la « terre-ferme : non, je le protégerai, et il le vengera « jusqu'aux forfaits qui auront obligé l'armée « française de l'arracher à votre tyrannique gou- « vernement. « BONAPARTE.

Bonaparte avait bien choisi son ambassadeur ; Junot remplit sa mission, le 15 avril, avec la fermeté naturelle à son caractère, en y joignant aussi la rudesse d'un soldat victorieux et irrité. Il vit à ses pieds cet implacable sénat de Venise, dont la dernière heure allait sonner. Les intrigues de Pesaro, les mensonges de Laudon étaient dévoilés aux yeux de tous les habitans. Le gouvernement des puits et des plombs avait soudainement perdu son impénétrabilité. On savait que Joubert était maître de Villach, et avait, par la plus brillante comme la plus audacieuse opération, fait sa jonction avec l'armée. On savait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse occupaient toujours leurs positions sur le territoire de la république. On savait que Victor, revenu de la guerre pontificale, bloquait l'infame Vérone avec quinze mille hommes; qu'Augereau, de retour de Paris, marchait sur les Lagunes avec vingt-cinq mille hommes : on savait que deux généraux autrichiens, arrivés en parlementaires au camp de Bonaparte, après avoir obtenu une suspension d'armes, sollicitée par la superbe cour de Vienne, y [illegible]ient accrédités comme plénipotentiaires pour [illegible]r la paix : on savait enfin que le général vé[illegible] Fioravanti, qui commandait les Esclavons, [illegible] les armes, du moment où Lau-

don, informé de l'armistice de Judembourg, était rentré dans le Tyrol. Le doge répondit le jour même au général en chef, par une lettre dans laquelle il rejetait les désordres et les assassinats de la terre-ferme sur la nécessité où les citoyens, fidèles à la république, avaient été de combattre les insurgés. Le cercle était vicieux. Par ce nom d'insurgés, on désignait les partisans de la France, et le doge envoyait deux députés chargés d'engager Bonaparte à faire rentrer les provinces rebelles sous l'obéissance de l'État. Ces excuses, qui ne pouvaient tromper personne, formaient une contradiction bien remarquable avec la déclaration suivante que renfermait la même lettre : « Le « sénat, invariable dans la résolution de mainte- « nir la paix et l'amitié qui nous lient avec la « république française, s'empresse de vous en « renouveler l'assurance dans les circonstances « présentes. » Ainsi l'orgueil de la république de Venise ne s'abaissait point ici avec celui de la maison d'Autriche devant le vainqueur de l'archiduc; c'était la république elle-même qui tombait et demandait merci. Mais, qui le croirait? au moment même où le sénat se montrait dans une attitude suppliante, il comblait la mesure de toutes les perfidies. Bonaparte se vit tout à coup forcé de prononcer l'arrêt de ce gouvernement,

tant les circonstances changèrent les dispositions de sa modération et de sa prudence. Le cours des choses l'avait également contraint d'évoquer à lui seul l'arbitrage de la guerre ou de la paix avec le cabinet de Vienne. En effet, le 13 avril, le comte de Meerweldt, accompagné du marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne, était arrivé au quartier général de Léoben avec des pleins pouvoirs, pour négocier et fixer des préliminaires. Bonaparte consentit, dans le désir de mettre un terme définitif aux hostilités, à prolonger jusqu'au 22 avril la suspension d'armes. Le château de New-Wald, à une lieue de Léoben, fut déclaré neutre; et, le 18, le général en chef signa les préliminaires, quoique le général Clarke eût l'autorisation du Directoire pour traiter; mais Clarke était alors à Turin, et Bonaparte ne jugea pas devoir l'attendre. Quelques jours après, Clarke arriva, et trouva sa mission remplie.

Ce fut dans une de ces conférences de Léoben, que le général Bonaparte demanda et obtint la liberté du général La Fayette et de ses deux compagnons, Latour-Maubourg et Bureau de Puzy, qui, depuis cinq années, prisonniers de l'Autriche contre le droit des gens, languissaient dans les cachots d'Olmütz. La Fayette avait été vainement réclamé par les orateurs du parlement britannique,

par des généraux anglais, contre lesquels il s'était battu en Amérique, et enfin par des démarches instantes de ce gouvernement des États-Unis, qui, après Washington, lui devait son indépendance. Tout avait été inutile; tout avait échoué contre l'impassibilité d'un cabinet où Kaunitz avait été remplacé par Thugut. Il avait fallu que la république offrît d'elle-même, à la cour de Vienne, l'échange de la fille de Marie-Antoinette avec des Français, arrêtés également par elle contre toutes les lois divines et humaines, pour que cette jeune princesse, pour que ces citoyens fussent rendus à la liberté. Il fallait aussi que ce fût le vainqueur de six armées, qui, aux portes de la capitale de l'Autriche, ordonnât impérieusement, comme une volonté de sa victoire, la liberté de celui qui l'avait donnée au Nouveau-Monde! Le voyage de La Fayette de Dresde à Hambourg fut signalé à l'Europe par le plus vif enthousiasme. Dix-sept ans après, l'Amérique de Washington tout entière devait appeler et recevoir La Fayette sur son rivage, et lui décerner un triomphe inconnu dans l'histoire.

Les préliminaires portaient qu'un congrès se réunirait à Berne pour la paix de l'Autriche, et un autre dans une ville allemande pour la paix germanique. Les limites du Rhin étaient garan-

ties à la France. L'Oglio séparait les possessions autrichiennes de la nouvelle république cisalpine, composée de la Lombardie, du Modénois, du Bergamasque et du Crémasque. On donnait les légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne à Venise, sur laquelle la France prenait un patronage de conquérant. Mantoue retournait à l'empereur; mais les communications, assurées aux armées françaises de Milan à Venise par la rive droite du Pô, frappaient de nullité les lignes du Mincio et de l'Adige, réservées à l'Autriche; et par conséquent la possession de Mantoue n'offrait qu'une jouissance de vanité à cette puissance.

CHAPITRE XI.

(Du 18 Avril au 12 Mai 1797.)

CORRESPONDANCE DU GÉNÉRAL BONAPARTE AVEC LE DIRECTOIRE, DU 16 AU 20 AVRIL. — SIGNATURE DES PRÉLIMINAIRES. — MASSACRE DES FRANÇAIS A VÉRONE. — DESTRUCTION DE L'OLIGARCHIE VÉNITIENNE.

La négociation de Léoben, où nous traitions au cœur des possessions de la maison impériale, faisait entrer la république dans les grandes affaires de l'Europe. La plus haute renommée s'attacha tout à coup au général qui, debout sur les débris de cinq armées autrichiennes, imposait la paix autant au Directoire qu'à la cour de Vienne. Sa correspondance avec son gouvernement met en lumière ces nouveaux intérêts, et porte l'empreinte de ce génie si riche de créations, de ce caractère neuf, à la fois impétueux et calme, de cette passion éclairée pour la gloire, de cette pensée pénétrante et élevée, de cette raison brillante

et grave, de cet esprit vaste, plein d'invention et de prudence, aussi actif que réfléchi, toujours infatigable; enfin, de cet ensemble de tant de facultés contraires et énergiques qui, pendant une période de dix années, depuis les troubles de la Corse jusqu'à la fin du consulat, ont placé Bonaparte au rang de ce petit nombre d'hommes à qui l'histoire et la postérité ont donné le nom de GRAND.

La fameuse dépêche écrite de Léoben au Directoire par Bonaparte, le 16 avril, et dont le général Leclerc fut porteur, renferme les passages suivans :

« Nous sommes à l'article de la reconnaissance. « Je leur ai dit (aux négociateurs autrichiens) que « la république française ne voulait point être re- « connue. Elle est en Europe ce qu'est le soleil « sur l'horizon : tant pis pour qui ne veut pas la « voir et en profiter...

« Si rien de tout cela n'est accepté (trois pro- « jets de préliminaires), nous nous battrons, et « si l'armée de Sambre-et-Meuse s'est mise en « marche le 20, elle pourrait, dans les premiers « jours du mois prochain, avoir frappé de grands « coups, et se trouver sur la Reidnitz. Les meil- « leurs généraux et les meilleures troupes sont « devant moi.

« Quand on a bonne envie d'entrer en campa-
« gne, il n'y a rien qui arrête, et jamais, depuis
« que l'histoire nous retrace des opérations mili-
« taires, une rivière n'a pu être un obstacle réel.
« Si Moreau veut passer le Rhin, il le passera; et
« s'il l'avait déjà passé, nous serions dans un état à
« pouvoir dicter les conditions de la paix d'une ma-
« nière impérieuse et sans courir aucune chance;
« mais qui craint de perdre sa gloire est sûr de la
« perdre. J'ai passé les Alpes juliennes et les Alpes
« noriques sur trois pieds de glace. J'ai fait passer
« mon artillerie par des chemins où jamais char-
« riot n'avait passé, et tout le monde croyait la
« chose impossible. Si je n'eusse vu que la tranquil-
« lité de l'armée et mon intérêt particulier, je me
« serais arrêté au delà de l'Isonzo. Je me suis pré-
« cipité dans l'Allemagne pour dégager les armées
« du Rhin et empêcher l'ennemi d'y prendre l'offen-
« sive. Je suis aux portes de Vienne, et cette cour
« insolente et orgueilleuse a ses plénipotentiaires à
« mon quartier général. Il faut que les armées du
« Rhin n'aient point de sang dans les veines, si elles
« me laissent seul; alors je m'en retournerai en
« Italie. L'Europe entière jugera la différence de
« conduite des deux armées. Elles auront ensuite
« sur le corps toutes les forces de l'empereur.
« Elles en seront accablées, et ce sera leur [illegible] »

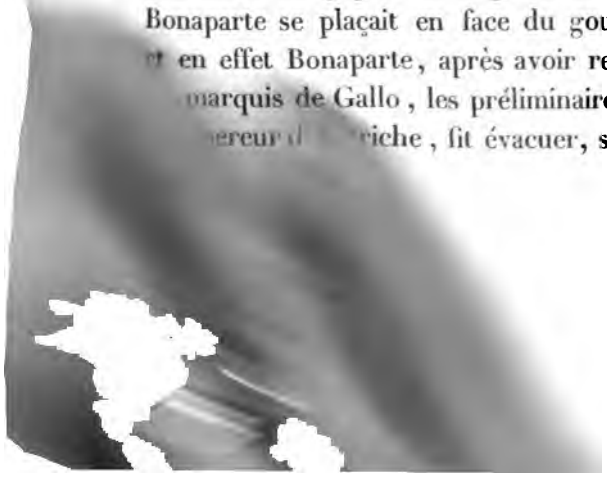
Les hostilités ne commencèrent à l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général Hoche, que huit heures après la signature du traité de Léoben, le 18 avril; elles ne s'ouvrirent à l'armée du Rhin que le 20 avril, jour où, en l'absence de Moreau, alors à Paris, le général Desaix passa le fleuve à Kilstett, à quelques lieues au-dessous de Strasbourg. Moreau arriva à temps pour battre les Autrichiens. Il apprit lui-même le passage du Rhin au général Bonaparte, par une lettre du 23, datée de Strasbourg. Ce fait important justifie la dépêche de Bonaparte au Directoire. Ce n'était pas la faute des braves armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse si elles n'avaient pas coopéré aux grandes opérations de l'armée d'Italie; leur impatience sous les armes, dans les cantonnemens français, approchait de la sédition. Le Directoire dut prendre pour lui tous les reproches que Bonaparte adressait à Moreau et aux deux armées. L'Europe jugea ces armées; la France jugea le Directoire, et Bonaparte fut absous. La nouvelle de l'armistice vint arrêter Hoche à Francfort, où il était entré le 23 avril, après avoir vaincu le général Kray à Heddersdorf. Le même jour, la même nouvelle trouva Moreau à Offenbourg : il avait mené battant le général Starray jusqu'à Radstadt, et repris le fort de Kehl. Ce fut à la

suite de cette victoire, qui coûta aux Autrichiens beaucoup de prisonniers et vingt-cinq pièces de canon sur vingt-sept, que le fourgon du général Klinglin, renfermant la correspondance secrète de Pichegru avec le prince de Condé, tomba au pouvoir de Moreau; mais Moreau laissa passer quatre mois avant de rendre compte de cette correspondance au gouvernement : trois ans après, il devait paraître devant la justice comme complice de trahison envers Bonaparte, ainsi que le même Pichegru, son ami, dont il avait dénoncé trop tard la perfidie.

La dépêche de Bonaparte, en date du 19 avril, présente une autre couleur que celle du 16; elle annonce la signature des préliminaires. Cette dépêche révéla au Directoire toute l'indépendance de son général, et l'effraya sans doute d'un avenir que sa politique jalouse et mesquine avait à peine deviné. Voici les passages principaux de cette pièce intéressante, où Bonaparte trace à grands traits la situation de la France vis-à-vis de l'empereur, celle de l'armée, et sa conduite politique et militaire depuis l'ouverture de la campagne... « Si je me fusse, « au commencement de la campagne, obstiné à aller « à Turin, je n'aurais jamais passé le Pô. Si je m'é- « tais obstiné à aller à Vienne, peut-être aurais-je « perdu la république. *Dans la position des*

« *les préliminaires de la paix, même avec l'empe-*
« *reur, sont devenus une opération militaire.* Cela
« sera un monument de la gloire de la république
« française et un présage infaillible qu'elle peut,
« *en deux campagnes, soumettre le continent de*
« *l'Europe.* Je n'ai pas, en Allemagne, levé une
« seule contribution. Il n'y a pas eu une seule
« plainte contre nous. J'agirai de même en éva-
« cuant; et, sans être prophète, je sens que le
« temps viendra où nous tirerons parti de cette
« sage conduite. Quant à moi, je vous demande
« du repos. J'ai justifié la confiance dont vous
« m'avez investi : je ne me suis jamais considéré
« pour rien dans toutes mes opérations, et je me
« suis lancé aujourd'hui sur Vienne, ayant acquis
« plus de gloire qu'il n'en faut pour être heureux,
« et ayant derrière moi les superbes plaines de
« l'Italie, comme j'avais fait au commencement de
« la campagne dernière, *en cherchant du pain*
« *pour l'armée, que la république ne pouvait*
« *plus nourrir.* »

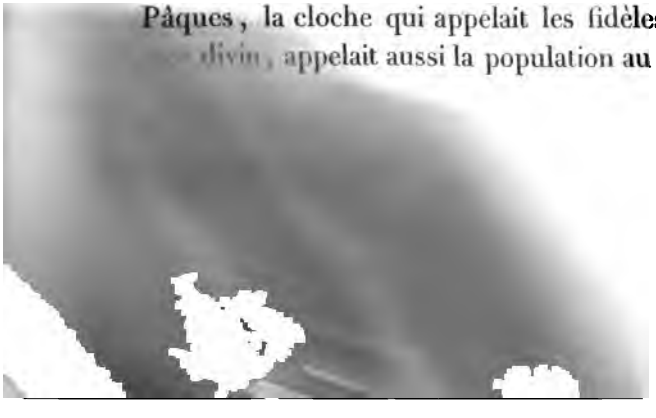
Cette dépêche, et notamment la dernière phrase, établissait énergiquement la position dans laquelle Bonaparte se plaçait en face du gouvernement; et en effet Bonaparte, après avoir reçu à Gratz, le marquis de Gallo, les préliminaires signés par l'archiduc Charles, fit évacuer, sans attendre



la ratification du Directoire, la Styrie, une partie de la Carniole et de la Carinthie. Dans une de ces conférences de Gratz, le comte de Meerweldt remit au général une lettre autographe par laquelle l'empereur offrait de lui faire donner à la paix une souveraineté de cent cinquante mille ames en Allemagne, pour lui et sa famille. Le cabinet autrichien, qui ne cessait la guerre qu'afin d'échapper à la crise du moment, c'est-à-dire qui n'entendait réellement conclure qu'une suspension d'armes, avait senti tout l'avantage d'enlever à la république un homme tel que Bonaparte. C'était à ses yeux désarmer la France : aussi ce cabinet ne recommença la lutte contre nous, que lorsqu'il vit le vainqueur de l'Italie exilé dans sa conquête de l'Égypte. Et ce ne fut que trois ans après, que la victoire de Marengo fit sanctionner le traité de Campo-Formio par celui d'Alexandrie.

L'illustre Masséna, qui tenait le premier rang après le général en chef, par la part qu'il eut dans toutes les victoires, représenta dignement à Paris la gloire de l'armée d'Italie. Envoyé par Bonaparte, il remit, le 9 mai, au Directoire, en audience solennelle, les préliminaires de Léoben, et fut le héros de cette grande fête nationale que le gouvernement fit célébrer dans la capitale.

Cependant le sénat de Venise, qui, le 15 avril, protestait si hautement, dans la lettre du doge à Bonaparte, *de son invariable résolution de maintenir la paix*, n'avait pas rapporté la proclamation publiée, le 12, dans toutes les provinces de la terre-ferme, qu'il appelait aux armes *pour la défense commune*. Non seulement toute la population s'était réunie aux régimens esclavons et albanais, mais elle courait la campagne, arrêtait et désarmait les détachemens français. Le 16, entre autres, jour du départ de Junot, cinq cents hommes arrivés à Vérone avaient dû employer la force ouverte pour entrer dans les forts : dès lors la garnison fut portée à dix-neuf cents hommes; cependant la ville était occupée au dedans et au dehors par une troupe d'environ vingt mille soldats, bourgeois et paysans vénitiens. Depuis plusieurs jours, par ordre du sénat, on prêchait hautement dans les églises l'extermination des Français. La proscription s'unit au sacrilége; car c'était pendant les cérémonies de la semaine-sainte que Pesaro faisait organiser et armer quarante mille paysans et dix mille Esclavons, pour détruire en même temps les Français et leurs partisans; et dans Vérone, à la seconde fête de Pâques, la cloche qui appelait les fidèles au service divin, appelait aussi la population au meurtre



des Français. Ils tombèrent impitoyablement massacrés chez leurs hôtes, dans les rues, dans les hôpitaux. On donna la mort aux blessés; on n'attendit pas celle des mourans. Les postes placés aux portes furent surpris. La garnison, trop faible pour tenter des sorties, et menacée d'un assaut général, ne pouvait opposer que le feu des forts où elle était enfermée. Plus de quatre cents Français périrent sans combat. Ce crime inoui, prémédité et exécuté froidement, reçut aussi un nom nouveau, qui associa à jamais la plus grande atrocité d'un gouvernement despotique à la plus grande solennité du christianisme : il parviendra jusqu'à la postérité la plus reculée, sous le nom de *Pâques vénitiennes*, plus affreux encore que celui de *Vêpres siciliennes*, et ce nom sera inséré dans le traité de Milan, le 16 mai suivant. A cet horrible attentat se joignit une foule de forfaits semblables commis à la Chiusa, à Castiglione, à Dezensano, à Chiari, à Velaggio, et dans les villes qui n'avaient pas proclamé leur indépendance. L'insurrection, comme je l'ai dit, avait été combinée avec la marche du corps de Laudon, qui descendait du Tyrol où il avait repris quelques positions sur les Français, et que la signature des préliminaires arrêta subitement. Aussi ce fut presque sous ses yeux que la division de Victor, qui

arrivait de Rome sous Vérone, mit dans une déroute complète les huit mille Vénitiens chargés d'en défendre les approches, afin de protéger les assassinats ordonnés dans l'intérieur de la place. Tout concourait à la perte de Venise, ses chefs politiques et ses chefs militaires. Le 20 avril, pendant que le sénat attendait avec impatience la nouvelle de la prise des forts de Vérone, un bâtiment français, qui était venu chercher un refuge sous le canon du Lido contre des bâtimens autrichiens, se vit foudroyer par les batteries vénitiennes, et le capitaine Laugier fut tué sur son bord. Le 22, le sénat, par un décret, remercia le commandant du fort, et accorda une gratification aux marins qui avaient pillé le navire français et égorgé l'équipage. De telles trahisons ne devaient pas rester impunies : elles ne pouvaient être expiées que par la destruction de l'aristocratie vénitienne qui les avait prescrites. Le châtiment se préparait. Les bataillons de dépôt étaient en marche ; Vérone se trouvait occupée par la division Victor, placée sous les ordres du général Kilmaine, ainsi que les troupes qu'Augereau et Baraguay-d'Hilliers portaient sur les lagunes.

Dès qu'il apprit la signature des préliminaires, et la capitulation de Vérone qui en avait été le résultat, le sénat de Venise députa au Directoire

et au général Bonaparte, pour détourner la vengeance de la république française. Il offrit, à Paris et à Léoben, tout ce que peut offrir pour son salut un gouvernement désespéré. Rien ne fut écouté au quartier général de Bonaparte : le sang des victimes criait trop haut pour permettre d'entendre leurs assassins. L'heure fatale de Venise était arrivée. Libre du côté de l'Autriche, et fort de la prépondérance que lui donne tout à coup dans les affaires de l'Europe le traité de Léoben, Bonaparte ne songea plus qu'à aller punir Venise de toutes ses trahisons. Il annula de sa seule autorité la négociation que l'or des oligarques avait entamée à Paris, et il arrêta toute leur correspondance. Le 3 mai, il publia à Palma-Nova, ville vénitienne, un manifeste où, après avoir retracé d'une manière énergique le tableau des sanglantes perfidies de cette république, il lui déclarait la guerre. A la lecture de ce manifeste, le sénat, abandonné aussi par la cour de Vienne, qu'il avait vainement suppliée de le faire comprendre dans la suspension d'armes et dans le traité, dut prononcer lui-même sa dissolution, abandonner le pouvoir suprême; et le terrible conseil des *Dix* fit place à une simple municipalité. Les sénateurs vénitiens s'en prirent trop tard à Pesaro, et Pesaro à la foi autrichienne. Le lion de Saint-Marc

fut abattu pour toujours par Bonaparte, à qui l'anéantissement du plus exécrable pouvoir que l'oligarchie eût jamais enfanté mérita réellement alors le glorieux surnom de *vengeur de l'Italie*. Le 11 mai, il y eut une abdication générale; Pesaro, le juste objet de la haine publique, s'enfuit avec tous les nobles, et la souveraineté revint naturellement au peuple. Les ambassadeurs étrangers témoignèrent aussi, par leur départ précipité, l'absence du gouvernement près duquel ils étaient accrédités, et la crainte d'être compris dans le légitime ressentiment du vainqueur. Après cinq siècles de proscription et d'abaissement, la démocratie, qui avait vraiment fondé la puissance vénitienne, vint se rasseoir sur les ruines de la tyrannie de quelques familles patriciennes.

La terre-ferme s'était soulevée tout entière contre sa métropole. A la réception du manifeste de Bonaparte, Bergame, Brescia, Bassano, Padoue, Vicence, Udme, s'érigèrent en républiques. L'agonie de la république souveraine dura quinze jours; elle voulut encore parlementer, comme usant d'un droit de la guerre : elle comptait quinze mille hommes dans ses murs, pour la défense des lagunes; mais il ne s'agissait plus de stipuler pour son existence, ni de souscrire aux demandes [illegible] général en chef avait inutilement renou-

[illegible]

entra dans la ville sur la frégate qui alla le chercher au delà des lagunes, et il débarqua sur la place Saint-Marc aux acclamations du peuple. La municipalité provisoire, de soixante membres, tous patriciens, nommée en vertu de la résolution du 12, fut tout à coup remplacée par une municipalité toute démocratique, qui confirma la convention de Milan. Ce singulier gouvernement n'avait aucune attribution suprême pour faire ou rattifier des traités: il fut méconnu de la terre-ferme, qui refusa toute relation avec lui; il était présidé par l'avocat Dandolo, descendant de ce fameux Dandolo qui ravit les *chevaux de Corinthe* à Constantinople: ce monument, après avoir suivi deux fois la victoire romaine à Rome et à Constantinople, devint, comme le lion de Saint-Marc, un trophée de la victoire française, et partit pour Paris. On brûla publiquement le livre d'or, ainsi que le bonnet ducal du doge, et tous les insignes de l'oligarchie renversée. La marine de Venise, forte de douze vaisseaux de 64, et d'autant de frégates, fut envoyée à Toulon. Les îles Ioniennes passèrent aussi sous la domination de la France. Le général Gentili, de retour de la Corse, alla, sur l'escadre vénitienne chargée de bataillons français, planter le drapeau tricolore à Corfou. Ainsi, l'on dut encore la conquête de l'Adriatique à l'armée d'Italie.

velées vers la fin d'avril. Pesaro était d'avis qu'on résistât. Le 1er mai, le grand conseil autorisa à traiter avec Bonaparte, pour sauver la république. Bonaparte était déjà à Trévise, d'où il alla à Mantoue, et de Mantoue à Milan. Ce fut dans la première ville que les députés apprirent qu'il n'y avait plus d'espérance de conciliation ; cependant ils obtinrent un armistice de six jours, qui pouvait rappeler ces dernières heures de grâce que le juge accorde au condamné pour se préparer à mourir. Bonaparte exigeait le châtiment des trois inquisiteurs d'État et du commandant du Lido, pour venger le sang des Français et le meurtre du capitaine de vaisseau Laugier. Le grand conseil consentit d'abord à faire des changemens à la constitution. Le 8, il consentit également à la reddition de la capitale, et fit embarquer ses douze mille Esclavons pour la Dalmatie. Les commissaires vénitiens se transportèrent à Milan, où Bonaparte prononça, le 10 mai, comme première clause du traité, l'abdication du grand conseil et la reconnaissance de la souveraineté dans la réunion des citoyens. Ce traité devança aussi la résolution prise, le 12 suivant, par le conseil, effrayé de la révolution qui venait d'éclater dans Venise, d'adopter un gouvernement représentatif provisoire. Le jour même, Baraguay-d'Hilliers

entra dans la ville sur la flottille qui alla le chercher au delà des lagunes, et il débarqua sur la place Saint-Marc aux acclamations du peuple. La municipalité provisoire, de soixante membres, tous patriciens, nommée en vertu de la résolution du 12, fut tout à coup remplacée par une municipalité toute démocratique, qui confirma la convention de Milan. Ce singulier gouvernement n'avait aucune attribution suprême pour faire ou ratifier des traités; il fut méconnu de la terre-ferme, qui refusa toute relation avec lui; il était présidé par l'avocat Dandolo, descendant de ce fameux Dandolo qui ravit les *chevaux de Corinthe* à Constantinople : ce monument, après avoir suivi deux fois la victoire romaine à Rome et à Constantinople, devint, comme le lion de Saint-Marc, un trophée de la victoire française, et partit pour Paris. On brûla publiquement le livre d'or, ainsi que le bonnet ducal du doge, et tous les insignes de l'oligarchie renversée. La marine de Venise, forte de douze vaisseaux de 64, et d'autant de frégates, fut envoyée à Toulon. Les Iles Ioniennes passèrent aussi sous la domination de la France. Le général Gentili, de retour de la Corse, alla, sur l'escadre vénitienne chargée de bataillons français, planter le drapeau tricolore à Corfou. Ainsi, l'on dut encore la conquête de l'Adriatique à l'armée d'Italie.

Jamais il n'y eut de possession plus complète; car il ne resta dans l'État vénitien que les palais, les anciens sujets, et l'armée victorieuse. Tous les membres du gouvernement souverain avaient disparu, et s'étaient réfugiés sur les terres d'Autriche. Le secrétaire de légation Vittelard avait été l'instigateur du mouvement démocratique, qui venait de faire disparaître les derniers débris de l'oligarchie. Cette contre-révolution domestique ne fut pas une des opérations les moins heureuses de la guerre d'Italie; elle ouvrit sans coup férir à nos troupes les inexpugnables accès de la maritime Venise, qui pourrait devenir pour elles une autre Mantoue, si l'avis de Pesaro eût prévalu. La cour de Vienne, qui avait excité l'insurrection des Vénitiens, et qui venait de la sanctionner par un traité, ne refusait pas sans dessein de les comprendre dans celui qu'elle négociait avec la France. Dès ce jour, Venise n'eut plus ni amis, ni ennemis; elle cessa d'être, et elle entra dans le grand cadre républicain de l'Italie, comme dans un dépôt d'où la politique devait malheureusement la faire sortir, sous la condition d'une simple indemnité concédée à l'allié qui l'avait abandonnée!

CHAPITRE XII.

(Du 12 Mai au 1er Septembre 1797.)

BONAPARTE AU QUARTIER GÉNÉRAL DE MONTEBELLO. — RÉVOLUTION DE GÊNES. — RÉPUBLIQUE LIGURIENNE. — RÉVOLUTION DANS LA VALTELINE. — RÉPUBLIQUE CISALPINE.

Après avoir provisoirement réglé le sort de Venise, dont l'existence ne pouvait être décidée alors, Bonaparte, de Milan, porta son quartier général à Montebello. Les grandes affaires dont sa propre gloire, bien plus que la confiance déjà inquiète du Directoire, lui avait commis le soin, appelèrent dans cette petite ville les ministres d'Autriche, du pape, des rois de Naples et de Sardaigne, des républiques de Gênes et de Venise, du duc de Parme, des cantons suisses et de plusieurs princes d'Allemagne, indépendamment des premières autorités de la république lombarde, que d'importantes circonstances, résultat de la paix d'Autriche et de celle de V[illegible] fixaient

auprès de son fondateur. Le château de Montebello était devenu une véritable résidence royale. On eût dit une cour au lieu d'un quartier général. Bonaparte avait dès lors contracté, en sa qualité de général en chef, l'habitude du commandement absolu; pendant les loisirs de Milan, de Montebello, de Passeriano, il contracta les mœurs d'un monarque. Là, Madame Bonaparte reprenait les souvenirs de sa jeunesse. Entourée de tant de personnages des cours étrangères, elle servait ainsi les intérêts nouveaux que son mari était chargé de défendre, et, sans le savoir, ceux qu'il prévoyait pour l'avenir. Depuis la première entrée à Milan, avait cessé de la part de ses compagnons d'armes cette fraternité des camps, qu'il avait recherchée habilement en arrivant à Nice. Ce fut à cette époque que le vainqueur de l'Autriche fit le premier apprentissage du pouvoir souverain. Une partie de sa cour française, celle qui formait sa famille militaire, était déjà soumise : quant à l'autre, composée des généraux qui, tels que Masséna, Augereau, Bernadotte, Serrurier, commandaient des divisions, elle resta rebelle à ces nouvelles habitudes jusqu'au temps où la révolution, la république et la liberté passèrent au service de l'empereur Napoléon. Un corps diplomatique était accrédité de fait auprès du général, qui ne por-

tait plus d'autre titre que celui de *libérateur*. Il se trouvait habituellement en présence de l'Europe, et malgré le caractère républicain qui constituait toute sa position, il se laissait aller à afficher une sorte de majesté dans sa représentation, en échange des respects de toute nature dont les envoyés de tant de puissances différentes lui apportaient chaque jour l'hommage. Cependant cette vie de palais, bien loin d'être oisive, dut une véritable grandeur à la gravité des opérations de haute politique qui changèrent pour le moment la face de l'Italie.

La première fut la révolution qui donna à la république de Gênes le nom de république ligurienne. Cette fois encore un Doria l'appela à la liberté; cette fois aussi la légation française avait, comme à Venise, préparé le mouvement populaire. Philippe Doria commença l'insurrection le 22 mai, à la tête de douze mille ouvriers qui demandèrent l'abolition du gouvernement aristocratique. Les inquisiteurs d'État, prêts à repousser les patriotes par les mêmes moyens, lancèrent contre eux les charbonniers et les portefaix. Le succès, d'abord incertain, se décida le 24 en faveur de l'aristocratie, et de grands excès, dont plusieurs Français furent les victimes, signalèrent la fureur de ces deux populaces. La bourgeoisie resta neutre; mais

1. — 2e ÉDIT.

il lui appartenait de consommer une révolution qui devait l'affranchir du joug des nobles. Aussitôt que le général en chef apprit que le sang français avait coulé à Gênes, il y dépêcha son aide de camp Lavalette, avec la mission d'exiger la mise en liberté de toûs les Français que, sous le nom de jacobins, l'inquisition d'État avait fait arrêter; le désarmement des charbonniers et de la populace, et l'arrestation des inquisiteurs. Lavalette arriva le 29 mai, et se rendit au sénat, qui prescrivit l'élargissement des Français. La bourgeoisie, se voyant soutenue par le *grand libérateur,* se réveille et veut aussi le désarmement des sicaires de l'oligarchie. Le soir, quatre mille fusils revinrent à l'arsenal. La bourgeoisie avait la majorité dans le petit conseil, et bientôt on sut qu'une division française était entrée à Tortone. Cependant, le sénat n'accordant pas l'entière satisfaction qui avait été réclamée, le ministre de la république résolut de quitter Gênes; mais à la demande qu'il fit de ses passe-ports, le sénat se ravisant, ordonna le désarmement complet des charbonniers, l'emprisonnement des trois inquisiteurs, et envoya une députation à Montebello, composée du doge Cambiaso et des sénateurs Serra et Carbonari, et conduite par le ministre Faypoult. De cette ambassade résulta, le 6 juin, la convention de Montebello, qui

prononça la destruction du gouvernement oligarchique et l'établissement d'une démocratie. Cette constitution devait être soumise à la sanction du peuple, le 14 septembre suivant. Le général Bonaparte nomma les douze citoyens qui, sous la présidence du doge, devaient former le gouvernement provisoire. Leur installation eut lieu le 13 juin. Elle fut, ainsi qu'à Venise, célébrée révolutionnairement par le peuple. On brûla le livre d'or sur une place publique : on arracha les armoiries dans toute la ville, et la populace, qui, dans de semblables crises, fait une guerre à mort à toutes les supériorités, brisa les images des grands hommes de la république. Six mille Liguriens furent organisés par le général Duphot et eurent bientôt occasion de servir la nouvelle république; car, dans le mois de septembre, une conspiration organisée à Pise fit insurger la rivière du Levant, et d'autres parties du territoire génois. Duphot marcha contre les rassemblemens, et fut repoussé jusque dans Gênes, dont un fort tomba même au pouvoir des insurgés; mais, secouru par nos troupes accourues de Tortone, et par les habitans de l'autre rivière, il reprit l'offensive et détruisit bientôt les derniers efforts de l'aristocratie génoise.

Le 13 juin, la Valteline, que le [illegible]ge, la langue et la religion attachaient au [illegible] dont

elle avait été démembrée dans le 16e siècle, impatiente de porter plus long-temps le joug des Ligues Grises, proclama son indépendance. L'exemple donné par la terre-ferme de Venise et par les nouvelles démocraties de l'Italie était contagieux pour les habitans de la Valteline. En vertu d'un abus singulier du pouvoir dans une république fédérative comme la république helvétique, le pays de Vaud était sujet du canton de Berne, le Bas-Valais l'était du Haut-Valais, et la Valteline des Ligues Grises; ces tyrannies républicaines allaient bientôt disparaître. Les Valteliens, insurgés dans le mois de mai, avaient, suivant la marche commune, envoyé des députés au grand régulateur des démocraties; les Grisons en avaient fait autant de leur côté; de sorte que le général Bonaparte se trouvait tout à coup exposé à devenir arbitre dans un différend qui touchait aux intérêts fondamentaux de l'union helvétique. La politique de la France, comme la prudence de son général, devait donc nécessairement hésiter à prendre ce procès en considération; mais on découvrit dans les archives de Milan que, par le traité de cession de la Valteline aux Grisons, le gouvernement lombard était investi du droit de garantie en faveur de cette dernière : en conséquence, Bonaparte accepta la médiation, et proposa de faire de

la Valteline une quatrième Ligue Grise; ce qui fut refusé par les trois autres. Quelques mois après (le 10 octobre), Bonaparte convoqua les députés des Grisons et de la Valteline; mais les premiers, ayant dédaigné de comparaître, furent condamnés par défaut, et un jugement rendu à Montebello autorisa la Valteline à se joindre à la république cisalpine.

Le 9 juillet, l'on proclama la nouvelle république cisalpine, formée de la Cispadane et de la Transpadane, c'est-à-dire de la Lombardie autrichienne, du Bergamasque, du Mantouan, auxquels la Romagne, cédée par le traité de Tolentino, se réunit le 24. La Romagne avait déclaré son indépendance, sous le nom peu connu de *République Émilie*. La Cispadane, qui comptait plusieurs capitales d'anciens États, telles que Bologne, Modène, Reggio et Ferrare, était par cela seul plus soumise à l'influence de l'esprit aristocratique, et avait répugné à se confondre avec la Transpadane; mais ces petits intérêts de suprématies passées ne purent tenir contre l'espérance que donna Bonaparte à ces villes, de la réorganisation de la grande famille italienne. Le patriotisme triompha de toutes les oppositions de la noblesse et du clergé. La Cisalpine reçut la constitution française; le 14 juillet, Bonaparte nomma

les cinq directeurs; et trente mille gardes nationaux, députés par les dix départemens de cette république, se jurèrent fraternité, sur l'autel de la Liberté. Par le traité de Campo-Formio, cette république devait encore s'augmenter de la terre-ferme vénitienne, située sur la rive droite de l'Adige, et représenter environ quatre millions d'Italiens libres, dont tous les regards se portaient sur Rome, comme sur la capitale future de la commune patrie. Rome aussi regarda alors la nouvelle république; mais c'était Rome papale qui refusa de la reconnaître. Excité sourdement derechef par la cour de Naples, qui ne paraissait pas vouloir tenir la convention du 10 octobre 1796, le Saint-Siége, malgré l'épreuve qu'il avait faite du général Colli à Ancône, avait encore demandé un général à l'Autriche. La cour de Vienne envoya Provera, deux fois prisonnier des Français depuis la guerre; mais le Vatican en fut pour le ridicule qui s'attacha à cette seconde rodomontade, et le général Provera pour un séjour momentané à Rome. La Cisalpine, fière comme une république naissante, demanda raison au pape de son refus de la reconnaître, et, dans l'espoir de lui prendre quelques provinces, elle lui déclara la guerre. N'ayant plus de secours à invoquer du côté de l'Autriche qui

négociait avec la France, ni du côté de Bonaparte justement indigné de cette nouvelle hostilité, ni enfin du côté de la cour de Naples que sa conduite et ses prétentions rendaient plus que suspecte au libérateur de l'Italie, le Saint-Père dut se réfugier dans l'abaissement de l'humilité chrétienne, et donner à la Cisalpine toutes les satisfactions qu'elle exigea. Cette belle création de la république cisalpine, dont les frontières s'étendaient des Alpes helvétiques à l'Apennin romain, et du Tésin à l'Adriatique, eût nécessairement enveloppé l'Italie entière, si quelques années plus tard le génie monarchique n'eût détrôné le génie républicain, replacé des royaumes sur les ruines des républiques déjà florissantes, et détruit enfin l'attente et le besoin des nations, en rétablissant des institutions despotiques, dont la chute, consacrée par la gloire nationale, était toute l'œuvre de la révolution française. Dans le moment où nous écrivons, l'Italie, pressée entre le despotisme de Vienne et celui de Rome, jette sans doute un regard douloureux sur de tels souvenirs, et leur compare la double servitude sous laquelle elle a perdu jusqu'à son nom de nation.

Tels furent sommairement les intérêts étrangers qui occupèrent Bonaparte à sa cour de Montebello; il n'en était distrait que par les inquié-

tudes qui agitaient l'intérieur de la France, et qui se répandaient déjà sourdement dans son armée. Peut-être aussi le danger d'une crise prochaine lui était-il plus fortement démontré, par le refus que venait de faire la cour de Vienne de ratifier la convention signée avec le marquis de Gallo, et qui contenait les bases de la paix définitive. Ce refus l'avait déterminé à créer de suite un puissant État intermédiaire sous le nom de *République Cisalpine*, afin d'avoir sous sa main un auxiliaire à opposer à l'Autriche, en cas de rupture. Ce fut aussi dans ce but qu'il avait sollicité vivement le Directoire de ratifier le traité de Turin du 5 avril.

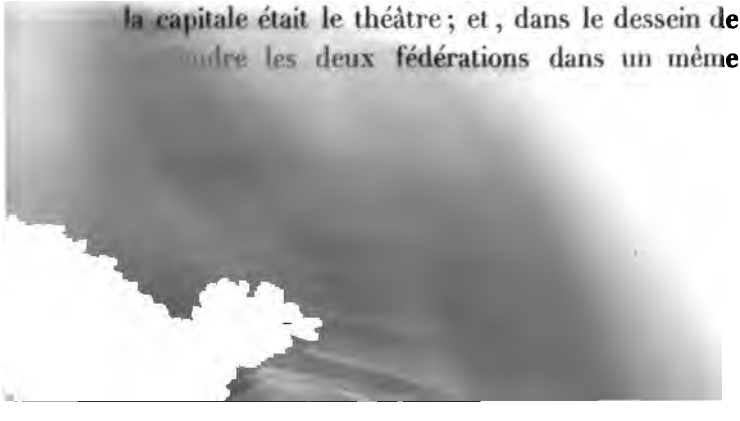
Pendant ce séjour de quatre mois à Montebello, le général Bonaparte avait aplani toutes les difficultés politiques de sa position en Italie par des fondations d'États et par des traités, quand il fut tout à coup entraîné à porter toute son attention sur ce qui se passait en France.

CHAPITRE XIII.

(Du 1er Septembre au 15 Novembre 1797.)

CONSPIRATIONS ROYALISTES. — JOURNÉES DES 18 ET 19 FRUCTIDOR. — PICHEGRU ET MOREAU. — RUPTURE DES NÉGOCIATIONS A LILLE AVEC L'ANGLETERRE. — PAIX DE CAMPO-FORMIO. — DÉPART DU GÉNÉRAL BONAPARTE POUR RADSTADT.

Le Directoire imposait la forme de son gouvernement aux États d'Italie, et Bonaparte, pour attacher davantage au système de la France la nouvelle Cisalpine, avait fixé au 14 juillet la solennelle fédération qui devait en sanctionner l'établissement. Mais il n'avait pas négligé de célébrer également l'anniversaire de la prise de la Bastille et de la première Fédération française : il profita de cette grande fête pour éclairer militairement ses soldats sur les agitations politiques dont la capitale était le théâtre ; et, dans le dessein de confondre les deux fédérations dans un même



sentiment, il avait encore choisi ce jour pour donner des drapeaux aux troupes des deux peuples. Elles étaient rangées en carré autour d'une pyramide où on lisait les noms des guerriers moissonnés sur le champ de bataille. C'est alors que, passant devant les carabiniers de la 11e demi-brigade légère, Bonaparte leur dit : « *Braves carabiniers, vous valez trois mille hommes.* » Arrivé à la 13e qui formait la garnison du château de Vérone : « *Vous voyez,* leur dit-il, *les noms de vos camarades assassinés sous vos yeux dans Vérone; mais leurs mânes doivent être satisfaits; les tyrans ont péri avec la tyrannie.* » Après avoir aussi parlé aux Cisalpins, le général en chef dit aux soldats français :

« SOLDATS !

« C'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juillet : « vous voyez devant vous les noms de nos com- « pagnons d'armes morts au champ d'honneur « pour la liberté de la patrie. Ils vous ont donné « l'exemple : vous vous devez tout entiers à la « république ; vous vous devez tout entiers au « bonheur de trente millions de Français; vous « vous devez tout entiers à la gloire de ce nom, « qui a reçu un nouvel éclat par vos victoires.

« Soldats ! je sais que vous êtes profondément « affectés des malheurs qui menacent la patrie ; « mais la patrie ne peut courir de dangers réels. « Les mêmes hommes qui l'ont fait triompher de « l'Europe coalisée sont là. Des montagnes vous « séparent de la France : vous les franchiriez avec « la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, *pour main-* « *tenir la constitution*, défendre la liberté, pro- « téger le gouvernement et les républicains.

« Soldats ! le gouvernement veille sur le dépôt « des lois qui lui est confié. Les royalistes, dès « l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez « sans inquiétude, et jurons par les mânes des « héros morts à côté de nous pour la liberté, « jurons, sur nos nouveaux drapeaux, *guerre im-* « *placable aux ennemis de la République et de* « *la constitution de l'an* III. »

Bonaparte fit entrer ainsi l'armée dans les intérêts politiques de la patrie ; ce fut le premier pas vers le gouvernement militaire. Dans l'enthousiasme qu'avait inspiré cette proclamation, on vota et on signa par divisions une foule d'adresses énergiques au Directoire et aux Conseils. L'étincelle électrique se communiqua avec la rapidité de l'éclair aux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse. Hoche osa franchir le rayon établi par

l'art. 69 de la constitution de 1795, avec une division qu'il portait sur Paris et qui dut être arrêtée dans sa marche par le conseil des Cinq-Cents. Dès ce moment, l'armée devint un pouvoir de l'État, et Bonaparte un souverain dans l'armée.

Le Directoire formait le point de mire de ces trois conspirations, qui, pendant tout le cours de son existence, n'ont cessé de lutter contre lui; l'une, celle des hommes de 93; l'autre, celle des royalistes; une troisième, née de la cendre des Girondins : celle-ci, composée des philosophes politiques de Clichy, prétendait conserver l'arche sainte de la liberté établie par l'assemblée législative. Le renouvellement du tiers dans les deux conseils, y introduisit de nouveaux ennemis légaux du Directoire. Pichegru, dont Moreau connaissait bien les trahisons, avait été porté par acclamation à la présidence des Cinq-Cents; il dirigeait la faction contre-révolutionnaire. Les généraux Willot et Lajolais, les complices de Pichegru, s'étaient également fait nommer députés. Les conventionnels, en travaillant à leur propre élimination, avaient commis la faute de ne pas se recruter parmi leurs pairs. La division siégeait dans le Directoire même, et Letourneur venait d'y être remplacé par Barthélemy. Les tribunes du corps législatif, et les feuilles

périodiques, ne discontinuaient pas de harceler le gouvernement et d'appeler les esprits à un grand changement, en renouvelant avec audace le procès de la révolution. Les orateurs, les écrivains du parti, étaient à la solde de l'Angleterre. La conspiration de Duverne de Presle, Brottier, Laville-Heurnois, comprimée dans le mois d'avril précédent, avait donné d'importantes révélations. A celles-ci se joignirent les aveux que d'Antraigues, ministre du prétendant, à Venise, fit au général Bonaparte, à qui il devait la vie et la liberté. Les royalistes marchèrent sans prudence dans leurs hostilités. Ils attaquèrent à la fois le Directoire, la révolution et le général Bonaparte. On osa calomnier jusqu'à ses succès : c'était outrager ce qu'il y a de plus irritable, une armée française triomphante. On a vu avec quel à propos Bonaparte, s'emparant du ressentiment qu'une telle ingratitude inspirait à ses soldats, les avait représentés comme une puissance qui n'attendait que son signal pour aller venger à Paris la liberté et la victoire, outragées par les propres mandataires de la nation. Cependant ce n'était pas dans la seule intention de le sauver qu'il faisait ainsi déclarer son armée en faveur du Directoire; il voulait surtout combattre la contre-révolution, dont la conspiration, élaborée par le cabinet britannique, re-

tenait encore, malgré les préliminaires de Léoben, le cabinet autrichien dans des délais plus que suspects pour la conclusion de la paix. Le refus de M. de Thugut, de signer les bases arrêtées à Montebello par Bonaparte et le marquis de Gallo, n'avait ni une autre cause ni un autre objet. En effet, Augereau manda de Paris, le 16 août, au général en chef : « L'électeur de Hesse écrit con-« fidentiellement à son neveu que l'empereur ne « fera pas la paix, par la raison qu'elle ne paraît « pas être du goût de messieurs de Clichy, et qu'il « croit tenir la haute main sur Paris et les deux « Conseils. »

Dans de telles circonstances, il était naturel que des vœux et même des propositions fussent adressés à celui qui occupait alors toutes les trompettes de la Renommée, et qu'on le pressât même de venir remplacer un pouvoir dont la chute semblait prochaine. Ces instances, et le désir qu'elles exprimaient, peut-être partagé un moment, ne furent pas inconnus au directeur Carnot, dont la lettre du 17 août au général Bonaparte se terminait ainsi : « On vous prête mille projets « plus absurdes les uns que les autres : on ne « peut pas croire qu'un homme qui a fait de si « grandes choses puisse se réduire à vivre en « simple citoyen. Quant à moi, je crois qu'il n'y

« a que Bonaparte, redevenu simple citoyen, qui « puisse laisser voir le général Bonaparte dans « toute sa grandeur. » On ne saurait affirmer que ce dernier eût trouvé sa sûreté dans une condition privée. Toutefois il sentit qu'il fallait être le héros de la France entière, et non le chef d'une faction, pour tenter une semblable entreprise. Il voulut sans doute aussi, pour les discréditer davantage, laisser aux gouvernans l'essai d'une révolution contre la représentation nationale. Il jugea d'ailleurs que le Directoire, tout déconsidéré qu'il pouvait être par tous les partis, constituait un pouvoir légal, tandis que lui ne serait qu'un usurpateur armé, responsable de la sédition militaire qu'il aurait excitée. Enfin, il eut raison de ne pas se croire alors assez fort pour attaquer avec succès le gouvernement.

Le Directoire avait demandé un général à Bonaparte, qui envoya Augereau, républicain violent, homme d'exécution, dont il saisissait avec joie l'occasion de se délivrer. L'arrivée d'Augereau éloigna ainsi du théâtre des affaires, où l'anxiété du Directoire l'avait secrètement appelé, le général Hoche, que les Conseils venaient de faire sortir de Paris. Hoche, grand politique et grand militaire, avide de renommée, jeune et adoré des troupes, présentait parmi tous les géné-

raux du temps, le rival le plus dangereux pour Bonaparte. La soif du pouvoir pouvait être commune à des hommes que la reconnaissance nationale avait tant de fois proclamés les sauveurs de la patrie. Nous touchions déjà au moment où l'exemple de César serait plus contagieux que celui de Brutus. Mais l'heure de l'ambition n'était pas encore sonnée, et ce fut apparemment pour rassurer le Directoire à son égard, et indiquer un moyen honorable de se défaire de lui, que Bonaparte écrivait de Milan, le 16 août : « Les temps « ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour « détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous « emparer de l'Égypte. »

Bonaparte n'avait rien à craindre du général Augereau, dont il connaissait la nullité politique; il l'avait rendu porteur de son adhésion et de celle de son armée à toutes les mesures que le Directoire croirait devoir adopter pour sa conservation. Augereau prit le commandement de la 17e division militaire, et réunit ainsi sous ses ordres toutes les troupes du rayon constitutionnel. Le 18 fructidor (4 septembre), la majorité du Directoire, formée de Barras, Rewbell et La Reveillère-Lepaux, frappa le coup d'État qu'elle méditait depuis deux mois; leurs collègues se trouvèrent les premiers proscrits. Mais Carnot ayant été pré-

CHAPITRE XIII.

(Du 1er Septembre au 15 Novembre 1797.)

CONSPIRATIONS ROYALISTES. — JOURNÉES DES 18 ET 19 FRUCTIDOR. — PICHEGRU ET MOREAU. — RUPTURE DES NÉGOCIATIONS A LILLE AVEC L'ANGLETERRE. — PAIX DE CAMPO-FORMIO. — DÉPART DU GÉNÉRAL BONAPARTE POUR RADSTADT.

Le Directoire imposait la forme de son gouvernement aux États d'Italie, et Bonaparte, pour attacher davantage au système de la France la nouvelle Cisalpine, avait fixé au 14 juillet la solennelle fédération qui devait en sanctionner l'établissement. Mais il n'avait pas négligé de célébrer également l'anniversaire de la prise de la Bastille et de la première Fédération française : il profita de cette grande fête pour éclairer militairement ses soldats sur les agitations politiques dont la capitale était le théâtre ; et, dans le dessein de confondre les deux fédérations dans un même

triumvirat, qui ne recula pas devant la froide cruauté de prononcer la même peine contre des citoyens tels que Portalis, Tronçon-Ducoudray, Dumolard, Muraire, Barbé-Marbois, Benezech, Pastoret, Siméon, les généraux Dumas, Villaret-Joyeuse, etc., devint aussi dès ce moment le justiciable de cette armée qu'il venait de rendre complice de son coup d'État. Il savait bien qu'il sacrifiait la liberté à son salut en décimant ainsi la représentation nationale; mais il devait aussi penser que, par cet acte de violence inouï même dans les fastes de la Convention, il donnait un gage contre lui-même et contre la république à tout ambitieux qui aurait l'appui des soldats. Le 18 fructidor fut plus que le précurseur du 18 brumaire; il en fut l'exemple, deux ans avant d'en être la victime.

Là ne se borna point l'action fructidorienne; trop faible pour être ou terrible ou modéré, le Directoire se jeta dans un système intermédiaire qui n'inspira ni crainte ni respect à aucun parti. D'un côté, le rappel des lois révolutionnaires ne fit qu'indigner la masse des citoyens, sans satisfaire les hommes qui les avaient votées. Ces vétérans de la république méprisèrent avec raison des chefs qui voulaient se servir d'instrumens trop pesans pour leurs bras; ils se souvenaient bien

que l'empire effrayant de la Convention n'eût pu exister un seul jour sans nationalité. Les directeurs calculèrent une nouvelle terreur qu'ils tachèrent de quelques gouttes de sang émigré. Ils se crurent les sauveurs de la patrie en refusant aux lauriers de Bernadotte la vie de M. d'Ambert, son premier colonel. D'un autre côté, ils ouvrirent le palais du Luxembourg à des favoris de toutes les opinions, à des spéculateurs, à des fournisseurs, à des hommes de plaisir. *Cela formait*, dit Napoléon, *cinq petites cours bourgeoises, placées à côté l'une de l'autre, et agitées par les passions des femmes, des enfans et des valets.* Cependant la cour de Barras se distinguait des autres; c'était la régence en miniature, moins le régent. Le Directoire, depuis son origine jusqu'à sa chute, fut le Bas-Empire de la République; mais ce Bas-Empire cachait un César.

L'esprit de fructidor porta également son influence sur une chose qui, par sa nature et sa gravité, semble devoir être à l'abri des passions de tous gouvernans. Dès le mois d'octobre de l'année précédente, le cabinet de Saint-James, fatigué d'une guerre trop dispendieuse, s'était décidé à traiter. Lord Malmesbury, arrivé comme plénipotentiaire, demanda la rétrocession de la Belgique à l'Autriche; les conférences, rompues al-

parurent avoir été renouées à cause des préliminaires de Léoben, où l'Autriche renonçait à la Belgique. Mais indépendamment du penchant que la cour de Vienne ne dissimulait plus pour la paix, l'Angleterre avait encore, dans sa position intérieure, d'autres motifs de traiter avec la république. L'Irlande était toujours en feu, malgré le désastre qui en avait éloigné l'armée du général Hoche. Ce royaume attendait hautement sa délivrance d'une nouvelle expédition française. La Banque avait suspendu ses paiemens; Londres avait vu Pitt échouer au parlement pour ses mesures de finances. Enfin, ce qui était presque inouï dans les fastes de la marine britannique, une insurrection pour une discussion de paie avait fait révolter les équipages de deux flottes, et l'esprit public, depuis long-temps alarmé de la continuité de la guerre, avait besoin d'être calmé par une démarche éclatante du cabinet auprès de la république. Ce fut par ces motifs que lord Malmesbury fut envoyé à Lille, le 4 juillet, pour reprendre la négociation avec Letourneur, Pléville-le-Peley et Maret, depuis duc de Bassano. Celui-ci avait acquis en 1792, dans sa mission à Londres, une considération qui n'était pas oubliée. Il avait travaillé hautement au maintien de la paix et au salut du roi. Maret, chargé de correspondre avec le

général Clarke, plénipotentiaire en Italie pour la paix d'Autriche, communiquait, par cet intermédiaire alors si dévoué, avec le général Bonaparte. Il était parvenu à mener celle de Lille à son terme, lorsque le 18 fructidor vint tout à coup changer le système du gouvernement. A l'instant où il allait être pacificateur pour l'Europe entière, à Lille et à Milan, le Directoire eût pris de nouveau les armes contre l'Autriche, s'il avait pu commander à son général d'Italie comme à son ministre de Lille; car il rappela Maret et laissa Treilhard et Bonnier chargés de la rupture. En effet, ils reçurent l'ordre de demander que l'Angleterre restituât toutes ses conquêtes sur la France, la Hollande et l'Espagne, sans compensation, et ils donnèrent à l'ambassadeur anglais, comme à un général forcé de capituler, vingt-quatre heures pour répondre. Lord Malmesbury quitta Lille le 17 septembre, et fit attendre, jusqu'au 5 octobre, aux envoyés français, le refus de l'Angleterre, qu'il leur adressa de Londres. La victoire du 18 fructidor devint ainsi le manifeste de la guerre à toute l'Europe. Le Directoire sacrifia l'avenir de la France au coupable orgueil de disposer hautement de ses destinées, à l'extérieur comme à l'intérieur. Mais peu de jours après la nouvelle révolution, ce gouvernement si intraitable se trouva embarrassé même

de son triomphe : il se vit comme réduit à ses seules forces, au milieu de quelques habitués, qui n'empruntaient de lui aucune considération et ne lui apportaient aucun crédit. Il resta placé entre la vengeance, maintenant légitime, du cabinet de Saint-James, et le mécontentement de son général de l'armée d'Italie, à qui cette éclatante rupture fait pressentir toutes les difficultés qui vont hérisser sa négociation avec la maison d'Autriche; enfin, entre les justes reproches dont ce même général flétrit les proscriptions du 19 fructidor, et entre la haine des citoyens, qui s'indignaient de la violation de la représentation nationale, en un mot, des deux journées de fructidor. Cependant le gouvernement pouvait les rendre également mémorables, par l'exercice de la justice légale. Il n'avait qu'à faire aux conspirateurs, à ceux qu'il condamna sans les entendre, l'application des lois; elles étaient plus que suffisantes pour châtier tous les crimes contre l'État, et même pour satisfaire tous les ressentimens. Une lettre adressée par le général Moreau à leur collègue Barthélemy, tomba entre les mains des directeurs; cette lettre contenait la dénonciation d'une conspiration déjà bien ancienne, qu'il devait leur importer de faire juger, et qui peut-être par ses ramifications eût amené devant les tribunaux

bien d'autres coupables que Pichegru qui en était le chef.

En effet, la révélation des pièces que renfermait le fourgon de Klinglin aurait pu compromettre fortement Moreau. Ce général se trouvait, depuis une époque antérieure aux rapports mystérieux de Pichegru avec le prince de Condé, engagé dans une relation d'une nature plus élevée, et qui avait pour objet le retour de la famille royale. On découvrit dans les papiers de Klinglin un plan de contre-révolution dont, par l'entremise du comte de Montgaillard et de Fauche-Borel, imprimeur de Neufchatel, et avec l'or de l'Angleterre, Pichegru devait diriger l'exécution. Cette machination remontait à l'année 1795; il s'agissait de mettre Louis XVIII sur le trône. De la part de ce prince, il avait été promis à Pichegru de le nommer maréchal de France et gouverneur d'Alsace, apparemment pour consacrer la trahison par le nom du département où ce général commandait l'armée du Rhin : on lui donnait en outre le cordon rouge, le château de Chambord, que l'on donne toujours, douze pièces de canon enlevées aux Autrichiens, un million comptant, deux cent mille francs de rentes, un hôtel à Paris; la ville d'Arbois sa patrie devait prendre le nom de Pichegru, etc. Le prince de Condé avait confirmé

par une lettre de sa main toutes ces promesses : il voulait seulement que Pichegru proclamât le roi à Huningue; Pichegru s'y était refusé. « Je ne « ferai rien d'incomplet, avait-il répondu ; je ne « veux pas être le troisième tome de Lafayette et « de Dumouriez : je connais mes moyens, ils sont « aussi sûrs que vastes, ils ont leurs racines non « seulement dans mon armée, mais à Paris, dans « la convention, dans les départemens, dans les « armées, dans les généraux mes collègues, qui « pensent comme moi.... Le plan du prince ne « mène à rien, il serait chassé d'Huningue en « quatre jours et je me perdrais en quinze..... « J'offre de passer le Rhin où l'on me désignera. « Avant je mettrai dans les places des officiers « sûrs. Dès que je serai de l'autre côté du Rhin, « je proclame le roi; j'arbore le drapeau blanc, le « corps de Condé et l'armée de l'empereur s'unis- « sent à nous, aussitôt je repasse le Rhin, nous « marchons sur Paris, et nous irons en quatorze « jours. » Telles furent les propositions de Pichegru. Le prince de Condé avait rejeté la coopération autrichienne.

Wickam, ministre d'Angleterre en Suisse, offrit douze millions ; Pichegru, dénoncé au Directoire, partit pour la capitale avec 900 louis que Wickam lui envoya. A Paris on n'osa pas dé-

brouiller les fils d'une intrigue où Pichegru se trouvait impliqué. L'on se contenta de le nommer à l'ambassade de Suède : il revint en congé passer un mois à l'armée du Rhin, récemment placée sous les ordres de Moreau. Là, Pichegru, abandonnant son premier projet, conseilla au prince de Condé de pousser les Autrichiens à rompre la trève, de faire attaquer vigoureusement les Français, qui seraient battus ; et alors il ne doutait point que le Directoire ne lui rendît le commandement. De plus, le général autrichien devait déclarer ne vouloir traiter qu'avec lui, et Pichegru avait refusé l'ambassade de Suède, afin de pouvoir suivre librement le nouveau complot. Mais les Autrichiens ayant été constamment défaits, Pichegru se vit forcé de se reployer sur son influence politique à l'intérieur, et de chercher un asile dans la représentation nationale.

Cependant Moreau, qui possédait entre les mains les preuves écrites de la connivence de Pichegru avec le prince de Condé et l'anglais Wickam pour opérer la contre-révolution en France, avait sacrifié son honneur, son devoir, à son amitié pour un perfide ; et, un mois plus tard, le 20 mai, Pichegru et son complice le général Willot, signalé au Directoire par Bonaparte dès son arrivée à Nice, étaient entrés au

Corps législatif, comme on l'a vu plus haut. Ainsi, Moreau, déjà obligé par son serment de général en chef à veiller sur le salut public, avait de plus encouru la responsabilité de laisser siéger parmi les législateurs de la république un homme qu'il savait être un traître, comme général et comme citoyen. Et, en effet, trois mois après l'élection de Pichegru, dans les premiers jours de fructidor, des symptômes de contre-révolution s'étant fait remarquer dans la capitale et même dans les Conseils, ces inquiétudes parvinrent jusqu'à Strasbourg, où Moreau tenait son quartier général. Alors plusieurs officiers qu'il avait employés au déchiffrement des pièces du fourgon de Klinglin, et qui n'étaient point dans le secret de leur chef, témoignèrent la résolution de dénoncer au Directoire la correspondance de Pichegru avec l'ennemi. Inquiet enfin de son silence et des discours du quartier général, craignant d'être prévenu auprès du gouvernement, Moreau s'était décidé à écrire à Barthélemy, qui avait passé de l'ambassade de Suisse au Directoire. La date de la lettre de Moreau prouve qu'il ne l'envoyait qu'à la dernière extrémité.

Le général en chef de l'armée du Rhin au directeur Barthélemy.

Strasbourg, 17 fructidor an V.

« CITOYEN DIRECTEUR,

« Vous vous rappellerez sûrement qu'à mon dernier voyage à Bâle je vous instruisis qu'au passage du Rhin nous avions pris un fourgon au général Klinglin, contenant deux ou trois cents lettres de sa correspondance ; celles de Witterbach en faisaient partie, mais c'étaient les moins importantes. Beaucoup de lettres sont en chiffres, mais nous en avons trouvé la clef : l'on s'occupe de tout déchiffrer, ce qui est très long. Personne n'y porte son nom; de sorte que beaucoup de Français qui correspondent avec Klinglin, Condé, Wickam, d'Enghien et autres, sont difficiles à découvrir; cependant nous avons de telles indications, que plusieurs sont déjà connus. J'étais décidé à ne donner aucune publicité à cette correspondance, parce que, la paix étant présumable, il n'y avait plus de danger pour la république, d'autant que cela ne ferait preuve que contre peu de monde, personne n'é-

« tant nommé. Mais *voyant à la tête des partis* « qui font actuellement tant de mal à notre pays, « et jouissant dans une place éminente de la plus « haute confiance, un homme très compromis « dans cette correspondance, et destiné à jouer « un grand rôle *dans le rappel du prétendant* « *qu'elle avait pour but*, j'ai cru devoir vous en « instruire, pour que vous ne soyez pas dupe « de son feint républicanisme, que vous puissiez « faire éclairer ses démarches et vous opposer « aux coups funestes qu'il peut porter à notre « pays, *puisque la guerre civile ne peut être que* « *le but de ses projets.*

« Je vous avoue, citoyen Directeur, qu'il m'en « coûte infiniment de vous instruire d'une telle « trahison, d'autant plus que celui que je vous fais « connaître a été mon ami, et le serait sûrement « encore s'il ne m'était connu. Je veux parler du « représentant du peuple Pichegru : il a été assez « prudent pour ne rien écrire; il ne communiquait « que verbalement avec ceux qui étaient chargés « de la correspondance, qui faisaient part de ses « projets et recevaient ses réponses. Il y est dé- « signé sous plusieurs noms, entre autres sous « celui de *Baptiste;* un chef de brigade, nommé « Badouville, lui était attaché et désigné sous le « nom de *Coco :* il était un des courriers dont il se

« servait, ainsi que les autres correspondans. Vous « devez l'avoir vu assez fréquemment à Bâle. Leur « grand mouvement devait s'opérer au commen- « cement de la campagne de l'an IV. On comptait « sur des revers à leur arrivée à l'armée, qui, « mécontente d'être battue, devait redemander « son ancien chef, *qui alors aurait agi d'après « les instructions qu'il aurait reçues. Il a dû re- « cevoir* 900 *louis pour le voyage qu'il fit à Paris « à l'époque de sa démission : de là vint naturelle- « ment son refus de l'ambassade de Suède.* Je « soupçonne la famille Lajolais d'être dans cette « intrigue.

« Il n'y a que la grande confiance que j'ai en « votre patriotisme et en votre sagesse, qui m'a « déterminé à vous donner cet avis. *Les preuves « en sont plus claires que le jour ;* mais je doute « qu'elles puissent être judiciaires.

« Je vous prie, citoyen Directeur, de vouloir « bien m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi « épineuse : vous me connaissez assez pour croire « combien a dû me coûter cette confidence ; il n'en « a pas moins fallu *que les dangers* que court « mon pays pour vous la faire. Ce secret est « entre cinq personnes : les généraux Desaix, « Regnier, un de mes aides de camp, et un officier « chargé de la partie secrète de l'armée, qui suit

« continuellement les renseignemens que donnent « les lettres qu'on déchiffre. »

Cette lettre fut transmise par le Directoire au Conseil des Cinq-Cents, le 10 septembre. Moreau aurait dû l'écrire immédiatement après la saisie du fourgon de Klinglin, c'est-à-dire le 23 ou le 24 avril; alors, le coup d'État du 18 fructidor n'eût pas éclaté quatre mois et demi après; la loi politique de la France n'aurait pas été détruite par cette révolution; et le traitre Pichegru, atteint par la justice, eût peut-être par son châtiment fermé la carrière des conspirations. Moreau demeura dès lors responsable de son silence. Et ce n'est que depuis la restauration que l'histoire, jusqu'alors incertaine ou trompée, a pu juger Moreau et quelques autres notabilités de la république et de l'empire.

Le 25 fructidor (11 septembre), le général Moreau, à la réception de la proclamation directoriale, relative à la journée du 18, osa révéler aussi à la France, par une proclamation à son armée, cette trahison de Pichegru, à laquelle il n'était rien moins qu'étranger :

« Soldats !

« Je reçois à l'instant la proclamation du Direc- « toire exécutif, du 18 de ce mois, qui apprend à

« la France que Pichegru s'est rendu indigne de « la confiance qu'il a long-temps inspirée à toute « la république, et surtout aux armées. On m'a « également instruit que plusieurs militaires, trop « confians dans le patriotisme de ce représentant, « d'après les services qu'il a rendus, doutaient de « cette assertion. Je dois à mes frères d'armes, « à mes concitoyens, de les instruire de la vérité. « Il n'est que trop vrai que Pichegru a trahi la « confiance de la France entière. J'ai instruit un « des membres du Directoire, le 17 de ce mois, « qu'il m'était tombé entre les mains une corres- « pondance avec Condé et d'autres agens du pré- « tendant, qui ne me laissent aucun doute sur « cette trahison. Le Directoire vient de m'appeler « à Paris, et désire sûrement des renseignemens « plus étendus sur cette correspondance. Soldats, « soyez calmes et sans inquiétude sur les événe- « mens de l'intérieur; croyez que le Gouverne- « ment, en comprimant les royalistes, veillera au « maintien de la constitution républicaine que « vous avez juré de défendre. »

Le lendemain d'une déclaration aussi manifeste, qui semblait devoir mettre une barrière éternelle entre Moreau et Pichegru, Moreau répondit au Directoire :

« Je n'ai reçu que le 22, très tard et à dix lieues

« de Strasbourg, votre ordre de me rendre à « Paris. Il m'a fallu quelques heures pour pré- « parer mon départ, assurer la tranquillité de « l'armée, et faire arrêter quelques hommes com- « promis dans une correspondance intéressante, « que je vous remettrai moi-même. Je vous envoie « ci-joint une proclamation que j'ai faite, et dont « l'effet a été de convertir beaucoup d'incrédules; « et je vous avoue qu'il était difficile de croire que « l'homme qui avait rendu de si grands services « à son pays et qui n'avait nul intérêt à le trahir, « pût se porter à une telle infamie. *On me croyait « l'ami de Pichegru, et dès long-temps je ne « l'estime plus.* Vous verrez que personne n'a été « plus compromis que moi; que tous les projets « étaient fondés sur les revers de l'armée que je « commandais : son courage a sauvé la républi- « que. » Dès ce jour, Moreau, le seul rival que la mort si imprévue du général Hoche laissait à Bonaparte, venait de disparaître pour lui et de perdre tout avenir politique.

Du quartier général de Passeriano, où il s'était porté pour donner plus d'activité aux négociations de la paix, Bonaparte mandait au ministre des relations extérieures, le 26 fructidor : « Que « l'on ait de l'énergie sans fanatisme, des princi- « pes sans démagogie, de la sévérité sans cruauté;

« que l'on cesse d'être faible, tremblant; que l'on « n'ait pas honte, pour ainsi dire, d'être républicain; « que l'on balaie de la France cette horde d'esclaves « conjurés contre nous, et le sort de l'Europe est « décidé. Que le gouvernement, les ministres, les « premiers agens de la république n'écoutent que « la voix de la postérité. » Il était difficile de régenter le Directoire d'une manière plus énergique : mais il s'adressait à Talleyrand, et il savait déjà que ses confidences étaient bien placées. Le jour suivant, à mesure qu'il voyait s'approcher davantage l'œuvre de Campo-Formio, plus dominé que jamais par le projet d'une expédition en Égypte, dont il avait déjà parlé au directeur Carnot, il écrit au ministre des relations extérieures : « Pour- « quoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de « Malte?.... S'il arrivait qu'à notre paix avec l'An- « gleterre nous fussions obligés de céder notre « Cap de Bonne-Espérance, il faudrait alors nous « emparer de l'Égypte... On pourrait partir d'ici « avec vingt-neuf mille hommes, huit ou dix bâti- « mens de ligne ou frégates vénitiennes, et s'en « emparer. *L'Égypte n'appartient pas au grand-* « *seigneur*. Je désirerais, citoyen Ministre, que « vous prissiez à Paris quelques renseignemens, « et me fissiez connaître quelle réaction aurait sur « la Porte l'expédition d'Égypte. » On ne peut

s'empêcher de remarquer avec quelle facilité le général de l'armée d'Italie sortait du cercle constitutionnel de ses attributions, jusque dans sa correspondance officielle avec son gouvernement. Il avait conquis l'impunité du génie.

C'est avec cette grande autorité qu'il écrivit au Directoire, le 23 septembre : « Un officier est « arrivé avant-hier de Paris à l'armée d'Italie; il « a répandu dans l'armée qu'il était parti depuis le « 29 fructidor, qu'on y était inquiet de la manière « dont j'aurais pris les événemens du 18. Il était « porteur d'une espèce de circulaire du général « Augereau à tous les généraux de division de « l'armée. Il est constant, d'après ces faits, que « le gouvernement a agi envers moi à peu près « comme envers Pichegru, après le 13 vendé- « miaire. Je vous prie, citoyens Directeurs, de « m'accorder ma démission : aucune puissance sur « la terre ne sera capable de me faire continuer « de servir, après cette marque horrible de l'in- « gratitude du gouvernement, à laquelle j'étais « bien loin de m'attendre... La situation de mon « ame a besoin de se retremper dans la masse des « citoyens. Depuis trop long-temps un grand pou- « voir est confié dans mes mains ; je m'en suis « servi dans toutes les circonstances pour le bien « de la patrie. Tant pis pour ceux qui ne croient

« point à la vertu, et qui pourraient avoir sus-
« pecté la mienne : ma récompense est dans ma
« conscience et dans l'opinion de la postérité... »

A la réception de cette lettre, le Directoire s'était assemblé extraordinairement : il fit rédiger sous ses yeux une longue justification, par laquelle il se mettait à la merci de son général. « *Le repos de la république nous défend de penser au vôtre;... le Directoire exécutif croit à la vertu du général Bonaparte ; il s'y confie... Le* 18 *fructidor, la France a repris sa place en Europe; elle a besoin de vous pour s'y maintenir...* » Ce qui voulait dire que le Directoire avait besoin de Bonaparte pour faire la guerre. Le général se promit bien de prendre à la lettre la confiance nouvelle dont il était investi ; et à l'imitation du Directoire, dont la politique était devenue tout à coup si belliqueuse, il se proposa de régler à son tour les destinées de la France par rapport à l'Autriche, en vertu de cette puissance dictatoriale qu'on lui conférait avec tant de libéralité.

Voici la marche des conférences depuis les préliminaires de Léoben, signés le 18 avril : Bonaparte, secondé de Clarke, avait imprimé une marche si rapide à la négociation avec le marquis de Gallo que, dès le 6 mai, on posa les bases de la paix qui fut conclue le 9 octobre suivant. Ces

bases étaient : 1° les limites du Rhin pour la France; 2° Venise et les limites de l'Adige pour l'Empereur; 3° Mantoue et les limites de l'Adige pour la République cisalpine. Le 19 juin l'Autriche, désavouant le marquis de Gallo, avait envoyé le comte de Meerweldt, et ne voulait traiter de la paix qu'au congrès de Berne, ouvert également à ses alliés, qui étaient l'Angleterre et la Russie. Bonaparte ayant refusé cette proposition, le ministre Thugut renonça au congrès. Bonaparte résidait à Montebello, qui devint bientôt le théâtre des conférences commencées, le 1er juillet, à Udine, entre le général Clarke et le comte de Meerweldt : à cette époque le Directoire désirait très avidement la paix, dont l'Autriche se montrait maintenant avare. Les mois de juillet et d'août se passèrent en pourparlers. Enfin, la journée du 18 fructidor déjoua les espérances que l'Autriche nourrissait depuis la signature des préliminaires; elle attendait une contre révolution qui ne fût pas au profit du Directoire. Alors l'Autriche, effrayée de ce terrible succès de la puissance républicaine, dépêcha son représentant. Le comte de Cobentzel parut tout à coup à Udine avec de pleins pouvoirs; Clarke ayant été rappelé, Bonaparte se rendit à Passeriano, à quatre lieues d'Udine, et le 26 septembre s'entama la négocia-

tion avec le comte de Cobentzel : il se présentait assisté du marquis de Gallo, du comte de Meerweldt, et du baron d'Engelmann; Bonaparte était seul. L'Autriche et le Directoire avaient échangé leurs rôles : tandis que Cobentzel pressait Bonaparte de conclure le traité, le Directoire, par une correspondance secrète et des insinuations indirectes, l'engageait à rompre et à recommencer les hostilités; mais il refusait des renforts à l'armée d'Italie, en même temps que la ratification du traité de Turin, et cependant il prétendait signer la paix à Vienne.

La possession de Venise s'offrait naturellement comme un champ de discussion, où le cabinet du Luxembourg défiait le cabinet de Vienne. Cette haute question qui dure encore pour ceux qui croient qu'aucune puissance n'a le droit de trafiquer d'un peuple, agitait alors violemment des esprits républicains; et le Directoire était un fidèle écho de l'opinion de la capitale et des principes de toute la France, quand, le 8 vendémiaire (29 septembre), il répondait à Bonaparte, au sujet des bases de la paix : « Nous aurons traité en « vaincus, indépendamment de la honte d'aban- « donner Venise, que vous croyez vous-même « si digne d'être libre... Calculons tout au pis : « admettons l'hypothèse que repoussent votre gé-

« nie et la valeur de votre armée ; supposons-
« nous vaincus et expulsés de l'Italie..... Nous
« n'aurons pas connivé à une perfidie qui n'au-
« rait point d'excuse. » Le même jour, le ministre des relations extérieures expédia au général Bonaparte l'ultimatum du Directoire : « L'empe-
« reur renoncera à Mantoue, à Venise, à la Terre-
« Ferme, au Frioul vénitien. » Ceci équivalait à une déclaration de guerre. Le Directoire annonçait vouloir donner à l'Autriche l'Istrie et la Dalmatie vénitienne avec Trieste, et au lieu de l'Adige, l'Isonzo pour limite : ce qu'il voulait réellement, et ce vœu était généreux, c'était que l'Italie entière fût libre. Ce qu'il voulait aussi, c'était la continuation des hostilités ; et, dans ce sens, le ministre Talleyrand ajoutait : « Montrez aux Vénitiens que
« c'est de leurs intérêts qu'il s'agit ici ; que c'est
« uniquement pour eux, pour leur assurer la liberté
« et les soustraire à la maison d'Autriche, que nous
« continuons la guerre..... » Ainsi Venise, avec laquelle on venait de faire la paix de Milan ; Venise, reconstruite sur une base toute démocratique, et au nom de la liberté, délivrée par la victoire française de son oligarchie despotique, occupait profondément la pensée du gouvernement.

Le Directoire ne se borna point à ces instructions guerrières. Il avait envoyé Bottot, secrétaire

de Barras, en mission secrète au général Bonaparte, pour calmer les ressentimens qui avaient porté le vainqueur de l'Italie à offrir sa démission. L'envoi de ce plénipotentiaire de l'inquiétude directoriale fut, à la réception de l'ultimatum belliqueux du Luxembourg, suivi de concessions extraordinaires, telles que le rappel de Kellermann de l'armée des Alpes, la ratification par les conseils du traité offensif et défensif avec le Piémont, que Bonaparte sollicitait vainement depuis le premier blocus de Mantoue; et enfin l'accroissement de quinze mille hommes donné tout à coup à l'armée d'Italie. Bonaparte jugea, par une telle condescendance, à quel point il était le maître du terrain politique, dont le Directoire voulait lui tracer la limite.

Cependant, si la cession de Venise était pour le Directoire le motif d'une grande opposition, celle de Mayence occupait le même rang dans les refus de l'Autriche, et le comte de Cobentzel demandait, au lieu de la ligne de l'Adige, celle du Mincio : « *C'est là notre ultimatum*, disait-il; *car si l'empereur mon maître consent à vous donner les clefs de Mayence, la place la plus forte de l'univers, ce serait un acte déshonorant, s'il ne les échangeait pas contre les clefs de Mantoue.* » Cette ville, dont l'Autriche voulait disposer, sans se croire déshonorée aux yeux de l'Allemagne, ne

lui appartenait nullement, pas même par droit de conquête : ainsi il n'y avait point de parité entre Mantoue et Mayence. Et comme le plénipotentiaire s'obstinait à soutenir que cette proposition était l'ultimatum de sa cour, après avoir épuisé toutes les ressources de la chancellerie, et celles même des conférences confidentielles, il fallut de part et d'autre s'en remettre au sort des armes. Bonaparte n'était pas homme à se soumettre à l'ultimatum de l'Autriche, quand il avait résolu de décliner celui de son gouvernement. En effet, il donne l'ordre à ses troupes de passer la Piave et d'occuper la rive droite de l'Isonzo. Les Autrichiens de leur côté campèrent sur la Drave. *On conférait*, dit Bonaparte, *au bruit du tambour*. Le 16 octobre, les paroles furent tellement vives à Udine, chez le comte de Cobentzel, que Bonaparte se leva et lui dit : « *Eh bien, la trève est donc rompue et la guerre déclarée ; mais souvenez-vous qu'avant la fin de l'automne je briserai votre monarchie comme je brise cette porcelaine.* » A ces mots, il jeta sur le parquet un cabaret de porcelaine que Catherine II avait donné au comte de Cobentzel, salua le congrès et retourna à Passeriano. L'action était un peu violente dans une occasion aussi grave; mais Bonaparte fut peut-être entraîné à ce mouvement de colère par

la menace que le comte de Cobentzel venait de lui faire de joindre l'armée russe à l'armée autrichienne. En montant en voiture, il envoya un officier prévenir l'archiduc Charles que les hostilités recommenceraient dans vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel l'ayant appris, dépêcha sur les traces de Bonaparte le marquis de Gallo, en le rendant porteur d'un acte signé, par lequel il acceptait les conditions de la France. Le lendemain, 17 octobre, le traité fut conclu chez le général Bonaparte à Passeriano, bien qu'il ait été daté de Campo-Formio, village intermédiaire entre Udine et Passeriano, qui avait été déclaré neutre. Ce fut en rédigeant le premier article du traité, que le secrétaire ayant mis *l'empereur d'Allemagne reconnaît la république française*, Bonaparte lui dit : « *Effacez cet article : la république française est comme le soleil ; est aveugle qui ne la voit pas. Le peuple français est maître chez lui : il a fait une république, peut-être demain fera-t-il une aristocratie, après demain une monarchie ; c'est son droit imprescriptible : la forme de son gouvernement n'est qu'une affaire de loi intérieure.* » Bonaparte se montrait guerrier, diplomate et homme de doctrines à sa manière. Une telle profession de principes caractérise singulièrement un traité conquis les armes à la

main sur l'Autriche et sur le Directoire lui-même, dont le général en chef pesait la destinée dans ces étranges paroles. Mais la signature de ce traité constituait une infraction complète aux instructions du 29 septembre. Bonaparte, usant du pouvoir discrétionnaire que les embarras du Directoire lui avaient accordé après la journée du 18 fructidor, en réponse à sa démission, ne voulut se souvenir que des instructions du 6 mai, et des bases de Montebello que le Directoire avait approuvées.

Cette grande campagne fit signer à l'empereur, sur les débris de six armées autrichiennes et en dehors dēs portes de sa belle Italie, une convention par laquelle il reconnaissait les limites naturelles de la France, le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, l'Océan; l'existence politique de la république cisalpine, et la cession du Brisgaw qui, donné au margrave de Bade, éloignait les États héréditaires de la maison d'Autriche des frontières de la France. Le traité soumet encore à la république l'archipel vénitien. Enfin, à Radstadt, où devait se négocier la paix de l'Europe, une stipulation militaire entre le général Bonaparte et le comte de Cobentzel, allait enclaver dans la nouvelle ligne du Rhin la grande forteresse de Mayence, le territoire prussien et les États laïques et ecclé-

siastiques situés sur la rive gauche. Quant à l'Autriche, elle recevait Venise, l'Istrie, la Dalmatie et les provinces de terre-ferme jusqu'à l'Adige. Elle devait en outre être indemnisée en Allemagne de tout ce que la Prusse perdrait sur la rive gauche du Rhin. Tel fut l'arrêt de la justice diplomatique qui présida aux clauses de Campo-Formio, dont il résultait trois millions cinq cents mille habitans pour la succursale de la république française en Italie, pour la Cisalpine; quatre millions de plus pour la France; deux pour l'Autriche. Le général Bonaparte chargea Berthier, chef d'état-major, et le savant Monge, de porter à Paris le traité au Directoire. L'un représentait l'armée, l'autre les sciences : c'était rendre en même temps hommage à la patrie des arts et à la valeur nationale.

La position de Bonaparte à Passeriano offrait d'autant plus de difficultés, que la question à résoudre l'intéressait doublement, en sa qualité de plénipotentiaire et de général en chef, et seul il était juge du parti à prendre. Jusqu'à la prise de Mantoue, il avait toujours voulu la guerre; depuis, il avait toujours voulu la finir. Cependant le comte de Cobentzel se trompa sur cette intention, et dans la conférence du 16 octobre il lui avait dit fièrement que sa cour aimerait mieux fuir

de Vienne que de signer une telle paix ; que lui, Bonaparte, sacrifiait ses devoirs de négociateur à ses vœux comme général, qu'il le rendait responsable du sang qui allait couler ; néanmoins ce fut en prenant l'attitude hostile, que Bonaparte arracha à l'Autriche le traité dont il avait lui-même fixé les bases depuis plus de quatre mois à Montebello. Réduit à son seul arbitrage dans une affaire dont, selon lui, dépendait encore plus la sûreté de la république que celle de la cour de Vienne, il demeura convaincu qu'une bonne paix valait mieux pour la France que de nouvelles victoires. « *Je ne doute pas*, écrivit-il au ministre Talleyrand, *que la critique ne s'attache vivement à déprécier le traité que je viens de signer.* » Il fit valoir la nécessité où il se serait trouvé de conquérir deux ou trois provinces autrichiennes. L'empereur pouvait lui opposer cent cinquante mille hommes et quarante mille qu'il tenait en réserve ; lui, au contraire, n'en comptait pas alors cinquante mille, et il craignait toujours en outre de laisser les Vénitiens sur ses derrières. Les montagnes étaient déjà impraticables à cause des neiges ; les conférences de Lille avec l'Angleterre étaient rompues ; une autre coalition se préparait ; la guerre d'Autriche cessait d'être une guerre nationale et populaire : elle ne devenait qu'une guerre de gouvernement, etc.

Voilà les considérations que Bonaparte alléguait pour justifier sa conduite diplomatique : la plus grave sans doute était la rupture des conférences de Lille, événement dont l'influence sur la politique de Vienne pouvait briser la négociation, et imposait peut-être l'obligation de quelques sacrifices. L'Etat de Venise était le seul que l'on pût offrir : il fut partagé entre la France, l'Autriche et la Cisalpine. Bonaparte ne semblait plus attacher la moindre importance à la conservation de ce gouvernement ; il l'avait établi en république démocratique pour l'intérêt de la France, il l'immola à celui de la paix. Voici ce qu'il écrivait au secrétaire de la légation française à Venise, à ce même Villetard, qui avait opéré dans cette ville la révolution démocratique : « La nation vénitienne « n'existe pas. Divisé en autant d'intérêts qu'il y « a de villes, efféminé et corrompu, aussi lâche « qu'hypocrite, le peuple vénitien est peu fait « pour la liberté... S'il a la vertu pour l'acquérir, « eh bien ! qu'il la défende ! Il n'a pas eu le cou- « rage de la conquérir sur quelques oligarques... « La république française ne peut pas donner les « États vénitiens, parce qu'il n'est pas dans les « principes du gouvernement de donner aucun « peuple..... Si les armées de la république conti- « nuaient à être heureuses contre une puissance

« qui a été le nerf et le coffre de toutes les coali-
« tions, peut-être Venise aurait pu par la suite
« être réunie à la Cisalpine; mais je vois que ce
« sont des lâches. Eh bien! qu'ils fuient, je n'ai
« pas besoin d'eux. »

Le 18 janvier 1798, les troupes françaises évacuèrent Venise, et la domination autrichienne y fut apportée par Pesaro lui-même, en qualité de commissaire de l'empereur. L'ex-doge Manini tomba mort au moment où il allait prêter serment entre les mains de son compatriote. L'exemple de Manini est plus rare dans l'histoire moderne que celui de Pesaro.

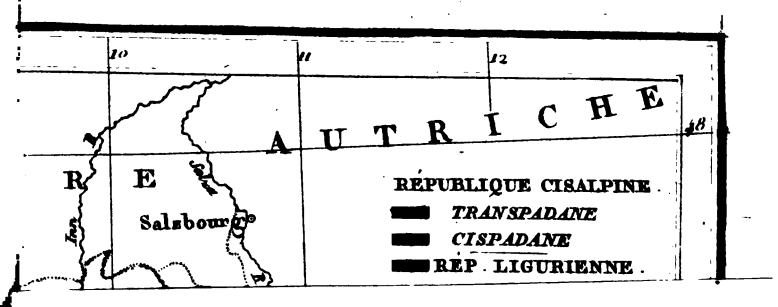
Ainsi périt morcelée, après quatorze siècles d'indépendance, et probablement pour ne se relever jamais, la reine de l'Adriatique qu'on vit si long-temps tenir le sceptre du commerce du monde, qui couvrit toutes les mers de ses flottes soit guerrières soit marchandes, et qui, devenue par ses armes maîtresse de Constantinople, agita la pensée d'y transporter le siége de sa domination et d'y continuer l'empire d'Orient. La dissolution de cette glorieuse république ne fut pas seulement une concession faite à la raison d'État, elle était encore de la part de Bonaparte un calcul militaire : « *La ville de Venise*, disait-il au Directoire, *renferme il est vrai trois cents patriotes... Le désir*

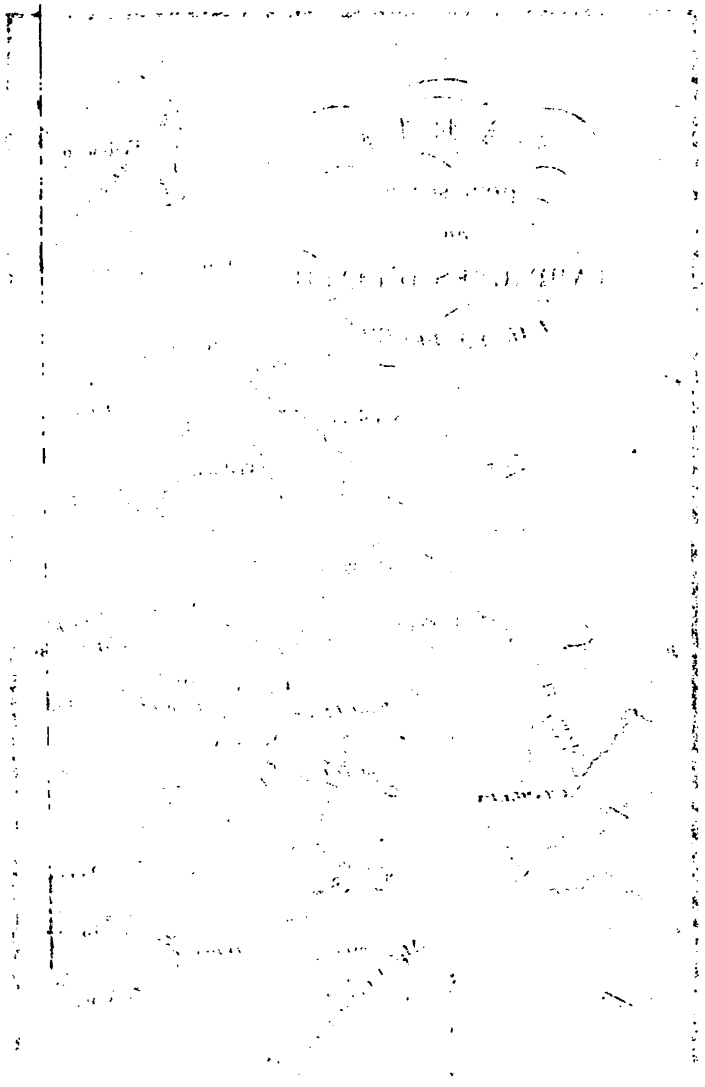
de quelques centaines d'hommes ne vaut pas la mort de vingt mille Français! » Néanmoins le conseil des Cinq-Cents honora sa session en élevant la voix contre la destruction de l'État de Venise, et de sa tribune sortirent ces belles paroles, si oubliées maintenant : « *Peut-on faire le commerce des peuples au nom d'une nation qui a proscrit le commerce des hommes?* »

« *Jamais depuis plusieurs siècles on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons.* » (Lettre de Bonaparte à Talleyrand.) En effet, c'était opposer une immense compensation au mécontentement de la France, généralement indignée de la révolution du 4 septembre, de la rupture des négociations de Lille qu'elle reprochait au Directoire, de la publication des deux lois du 30 septembre qui portaient la ruine dans toutes les classes, l'une par la réduction de la fortune des rentiers au tiers, l'autre par l'infame rétablissement des loteries dans la république, que de signer un traité qui nous donnait les grandes limites du Rhin, aussi bien tracées par la nature que par la politique, et de réduire la superbe maison d'Autriche à reconnaître la république cisalpine, formée presque en entier de ses antiques domaines d'Italie. L'orgueil national vint, comme il est toujours arrivé, au secours du gouverne-

ment poursuivi par les cris de la misère et de la haine publiques. Seulement on regrettait de partager avec le Directoire l'honneur d'un tel triomphe, et l'on reportait sur le seul Bonaparte tout le mérite de cette paix, avec le même enthousiasme qui lui décernait depuis deux ans toute l'admiration due à cette grande guerre d'Italie. Mais au milieu d'une joie si vive, la France resta juste, et la cession de Venise fut pour elle un crime contre elle-même. Dès lors commencèrent sur tout l'État de Venise les droits que la maison d'Autriche a réclamés depuis avec tant de succès au congrès de Vienne en 1814, sans toutefois en rappeler l'origine. De ce jour date aussi cette inexplicable faiblesse de Bonaparte pour la cour de Vienne, qui se fera remarquer dans le cours de son histoire. Il semble qu'il ait eu constamment plus de plaisir à accorder la paix à cette puissance qu'à la vaincre; malheureusement il compta sur la réciprocité.

Après la conclusion du traité de Campo-Formio, qui nous assurait une prépondérance du premier ordre dans la balance de l'Europe, Rome, suivant les phases de l'astre autrichien, reconnut non seulement la république française, mais encore la république cisalpine. Cette double reconnaissance eut, de la part du Vatican, tout


10
11
12
AUTRICHE
48
RE
Salzbourg
RÉPUBLIQUE CISALPINE.
TRANSPADANE
CISPADANE
RÉP. LIGURIENNE.



le caractère d'un double sacrifice à la nécessité ; son peu de sincérité ne laissa pas long-temps dans le doute la France et son général.

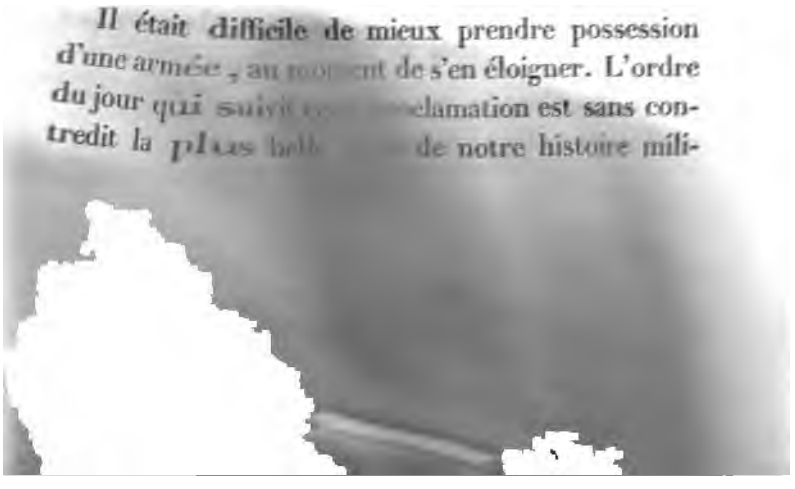
Le 18 septembre, Hoche mourut empoisonné à l'âge de 29 ans, dans un cantonnement, sur la rive droite du Rhin ; Moreau, le dénonciateur de Pichegru, était réformé et remplacé par le héros du 18 fructidor, par Augereau qui, le 23 septembre, passa subitement d'un commandement secondaire de l'armée d'Italie au commandement en chef des armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, réunies sous le nom d'armée d'Allemagne. Le Directoire profitait de la paix pour faire la guerre aux supériorités militaires : il réservait à Bernadotte un exil diplomatique, et il écrivait au général Bonaparte : « Si vous n'aviez su que « gagner des batailles, vous n'auriez été qu'un « grand général : mais vous avez aspiré à un plus « beau titre ; vous avez voulu être un général « citoyen : que ce nom glorieux soit donc votre « première récompense ! Le Directoire exécutif « vous en ménage une autre, qu'il croit aussi di- « gne de vous ; c'est de mettre vous-même la der- « nière main au grand ouvrage que vous avez si « fort avancé... En quittant, aussitôt que les « suites du traité vous le permettront, le com- « mandement de l'armée d'Italie, vous devez pren-

« dre celui de l'armée d'Angleterre... Ensuite le « Directoire exécutif désire que vous puissiez « accélérer assez toutes les opérations qui vous « restent à faire en Italie, pour vous rendre à « Radstadt... Vous demeurerez au congrès de « Radstadt en qualité de plénipotentiaire de la « république française. Vous serez secondé par « les citoyens Treilhard et Bonnier, que le Direc- « toire nomme plénipotentiaires au même congrès, « et qui formeront avec vous une commission dont « vous serez le président. » Le but de cette dépêche ne devait pas échapper à un esprit aussi pénétrant que celui de Bonaparte, qui d'ailleurs n'ignorait point que Bonnier, son nouveau collègue, avait été envoyé exprès à Lille, afin de rompre la négociation avec lord Malmesbury. La destination illusoire du commandement d'une armée dite d'Angleterre était loin de pouvoir contenter un général qui, habitué à voir son ennemi, à le suivre, à le battre, se trouvait tout à coup réduit à faire parader sur un rivage des forces de terre contre des forces navales. Cependant, quelques années après, le premier Consul se souvint de cette pantomime militaire du général Bonaparte, et en fit le roman de cette expédition britannique, dont, par une des merveilles de cette époque, le dénouement eut lieu dans les champs d'Austerlitz.

Le 26 octobre, Bonaparte fut nommé, par arrêté du Directoire, général en chef de l'armée d'Angleterre ; Desaix reçut l'ordre d'aller le remplacer provisoirement. Enfin, le 15 novembre, Bonaparte ayant totalement terminé en Italie sa mission de politique et de guerrier, prit congé de ses troupes par cette proclamation :

« SOLDATS !

« Je pars demain pour me rendre à Radstadt : « en me trouvant séparé de l'armée, je ne serai « consolé que par l'espoir de me revoir bientôt « avec vous, luttant contre de nouveaux dangers. « Quelque poste que le Gouvernement assigne à « l'armée d'Italie, nous serons toujours les dignes « soutiens de la liberté et du nom français. Soldats, « en vous entretenant des princes que nous avons « vaincus, des peuples qui nous doivent leur li- « berté, des combats que nous avons livrés en « deux campagnes, dites-vous : *Dans deux cam- « pagnes nous aurons plus fait encore.* »



taire. Bonaparte est l'inventeur de ces diplomes de gloire, par lesquels il ne cessa d'ennoblir les soldats français : il est vrai qu'il inventait aussi la victoire dont il leur décernait les lauriers.

Au quartier général de Milan, 26 brumaire (16 novembre), an VI de la république.

ORDRE DU JOUR.

« Le général Bonaparte a quitté Milan hier « matin pour présider la légation française au con- « grès de Radstadt. Avant de partir, il a envoyé au « Directoire exécutif, à Paris, le drapeau de l'armée « d'Italie, qui sera présenté par le général Joubert. « Il y a sur une face de ce drapeau : *A l'armée « d'Italie la patrie reconnaissante.* Sur l'autre « côté sont les noms de tous les combats qu'a « livrés et de toutes les villes qu'a prises l'armée « d'Italie. On remarque entre autres les inscrip- « tions suivantes : Cent cinquante mille prison- « niers, dix-sept mille chevaux, cinq cent cin- « quante pièces de siége, six cents pièces de « campagne, cinq équipages de ponts, neuf vais- « seaux de cinquante-quatre canons, douze frê- « gates de trente-deux, douze corvettes, dix-huit « galères ; armisti[illegible] Sardaigne,

« convention avec Gênes ; armistice avec le duc « de Parme, avec le duc de Modène, avec le roi « de Naples, avec le pape ; préliminaires de Léoben; « convention de Montebello avec la république de « Gênes ; traité de paix avec l'empereur à Campo- « Formio ; donné la liberté aux peuples de Bolo- « gne, Ferrare, Modène, Massa-Carrara ; de la « Romagne, de la Lombardie, de Brescia, de « Bergame, de Mantoue, de Crême, d'une partie « du Véronnais, de Chavienna, Bormio, et de la « Valteline ; au peuple de Gênes, aux fiefs impé- « riaux, au peuple des départemens de Corcyre, « de la mer Égée et d'Ithaque.

« Envoyé à Paris tous les chefs-d'œuvre de Mi- « chel-Ange, de Guerchin, du Titien, de Paul « Véronèse, Corrége, Albane, des Carrache, « Raphaël, Léonard de Vinci, etc., etc.

« Ce monument de la gloire de l'armée d'Italie, « suspendu aux voûtes de la salle des séances pu- « bliques du Directoire exécutif, attestera encore « les exploits de nos guerriers, quand la généra- « tion présente aura disparu. »

urent les adieu Bonaparte à l'illustre alie.

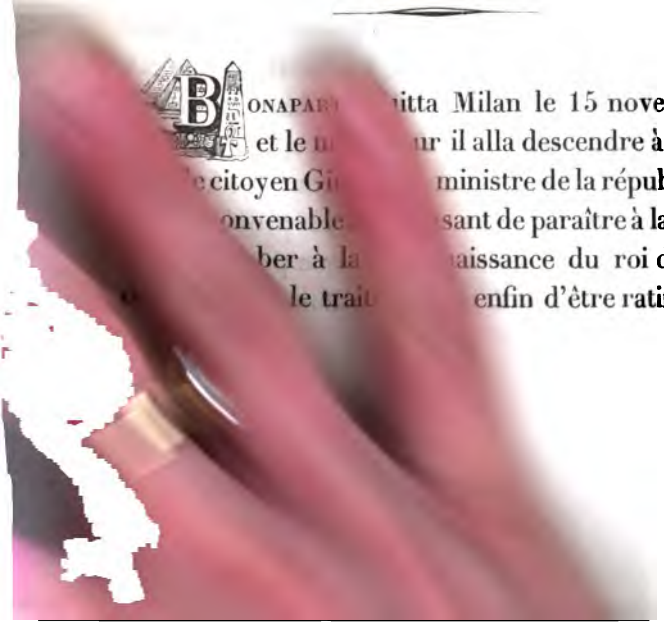
N DU LIVRE SIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(Du 15 Octobre 1797 au 9 Mai 1798.)

CONGRÈS DE RADSTADT. — BONAPARTE REVIENT A PARIS. — SA RÉCEPTION SOLENNELLE AU LUXEMBOURG. — IL PART POUR L'ARMÉE D'ANGLETERRE. — LE DIRECTOIRE FAIT MARCHER DEUX ARMÉES, L'UNE SUR LA SUISSE, L'AUTRE SUR ROME. — CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT DANS CES DEUX ÉTATS. — LE GÉNÉRAL BONAPARTE EST NOMMÉ GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DE TOULON. — AFFAIRE DE BERNADOTTE A VIENNE. — DÉPART DE BONAPARTE POUR TOULON.



BONAPAR[illegible] itta Milan le 15 novembre, et le [illegible] ur il alla descendre à Turin [illegible] citoyen Gi[illegible] ministre de la république. [illegible] onvenable [illegible] sant de paraître à la cour, [illegible] ber à la [illegible] aissance du roi de Sar- [illegible] le trait[illegible] enfin d'être ratifié par

le Directoire. Il franchit le Mont-Cenis, et se dirigea sur Radstadt par Genève et le pays de Vaud, où on lui rendit des hommages publics en souvenir de l'indépendance qu'il avait fait donner aux Valtelins : ces hommages étaient intéressés de la part des Vaudois. Ensuite il traversa Berne qui ne pouvait pas l'accueillir avec le même transport, passa le Rhin à Bâle et entra dans Radstadt; il y fut reçu par les plénipotentiaires Treilhard et Bonnier. L'empire avait trois représentans au congrès : le comte de Metternich, pour l'empereur d'Allemagne; le comte de Erbach, pour le Cercle d'Autriche; et le comte de Cobentzel, pour l'empereur d'Autriche. Tous les princes d'Allemagne avaient aussi leurs fondés de pouvoirs. La Suède, qui paraissait en qualité de médiatrice et de garant du traité de Westphalie, n'avait pas été heureuse dans le choix de son ambassadeur, le comte de Fersen, ex-colonel du régiment français Royal-Suédois, et si connu par son opposition à la révolution : le général Bonaparte lui défendit de reparaître. De grandes difficultés s'annonçaient par la foule des plaintes et des demandes que formaient les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin. La cession de Mayence commença le procès : il fallut toute la puissance autrichienne pour imposer silence sur cette réclamation, dont la justice ne

pouvait être contestée. Fatigué déjà de la perspective des obstacles qui devaient à chaque pas entraver la négociation qu'il présidait au nom de la France, Bonaparte se hâta de conclure, le 1er décembre, la convention pour la remise de Mayence aux troupes de la république, et pour la remise de Palma-Nova et de Venise aux troupes autrichiennes. Après la signature de ce traité purement militaire, qui complétait celui de Campo-Formio, il déclara à Treilhard et à Bonnier qu'il regardait sa mission comme finie. Le 5 décembre, il arriva à Paris incognito et descendit dans sa petite maison de la rue Chantereine, que par une délibération spontanée le corps municipal appela rue *de la Victoire*.

Moins indépendant que les municipaux de la capitale, le Conseil des Anciens ne put décréter l'acte par lequel son comité décernait, à titre de récompense nationale, au héros pacificateur, le domaine de Chambord et un grand hôtel à Paris. Le Directoire voulut se charger seul de la reconnaissance publique. Mais bientôt il comprit tout son danger en voyant de quel enthousiasme universel Bonaparte devenait l'objet. Le peuple, les soldats, exprimaient leur admiration par des cris de joie sur son passage, par des chansons où ils célébraient ses exploits. Le Directoire s'effraya

justement de cette puissance de la gloire, à laquelle il dut se soumettre lui-même, trop faible qu'il était pour l'honorer dignement ou pour la braver. Toute sa politique se réfugia dans une fête extraordinaire, triomphale, inusitée, dont la pompe excessive montra tout autre chose que de la grandeur. Cette exagération de la gratitude directoriale ne trompa personne, ni celui qu'elle regardait, ni la foule toujours éclairée des spectateurs. La remise du traité par Bonaparte servit de prétexte à cette fête. Elle eut lieu le 20 frimaire (10 décembre) au palais du Luxembourg, en présence des ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Sardaigne, de Prusse, de Danemarck, de la Porte Ottomane, des ministres des républiques batave, cisalpine, helvétique, ligurienne, genevoise, et des envoyés de Toscane, de Wurtemberg, de Bade, de Francfort, de Hesse-Cassel. La vaste cour du palais fut disposée pour cette solennité sans exemple, à laquelle aucun édifice public ne pouvait suffire. Les généraux Joubert et Andréossy y tenaient le drapeau donné par le Corps-Législatif à l'armée d'Italie, et qu'ils ramenaient couvert d'inscriptions, où on lisait en lettres d'or les noms de soixante-sept combats, et des dix-huit batailles rangées, ou affaires importantes, dans lesquelles nous avions vaincu à Montenotte, Millesimo, Mon-

dovi, Lodi, Borghetto, Lonato, Castiglione, Roveredo, Bassano, Saint-George, Fontana-Viva, Caldiero, Arcole, Rivoli, à la Favorite, au Tagliamento, à Tarvis, enfin à Neumark, pendant les campagnes de 1796 et de 1797. Au milieu de la cour s'élevait l'autel de la Patrie, surmonté des statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix. Les drapeaux conquis en Italie se déployaient en forme de dais au-dessus des cinq directeurs; ils étaient pour eux l'épée de Damoclès. Les directeurs, drapés en costume antique, avec une magnificence théâtrale, s'éclipsaient, malgré le luxe de leurs vêtemens, devant le général Bonaparte, vêtu de l'uniforme de Lodi et d'Arcole, qui, par sa simplicité, laissait voir entièrement le guerrier qui le portait. Son cortége se bornait à quelques officiers de son état-major, couverts, ainsi que lui, de l'habit des champs de bataille. Arrivé près de l'autel, Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures, en présentant Bonaparte au Directoire, lui adressa un discours empreint du sceau d'un ardent républicanisme, rempli d'admiration pour le vainqueur, et semé d'éloges pour le gouvernement qui avait su le deviner comme le choisir. On y remarquait ce passage : « Ainsi tous les Français « ont vaincu en Bonaparte; ainsi sa gloire est la « propriété de tous; ainsi il n'est pas un républi-

« cain qui ne puisse en revendiquer sa part. Il est « bien vrai qu'il faudra lui laisser ce coup d'œil « qui dérobait tout au hasard, et cette prévoyance « qui le rendait maître de l'avenir, et ces soudaines « inspirations qui déconcertaient, par des ressour- « ces inespérées, les plus savantes combinaisons « de l'ennemi, et cet art de ranimer en un instant « les courages ébranlés, sans que lui perdît rien « de son sang-froid, et ces traits d'une audace su- « blime, qui nous faisaient encore frémir pour ses « jours, long-temps après qu'il avait vaincu, et cet « héroïsme si nouveau, qui, plus d'une fois, lui a « fait mettre un frein à la victoire, alors qu'elle lui « promettait ses palmes triomphales. Tout cela, « sans doute, était à lui; mais cela encore était l'ou- « vrage de cet insatiable amour de la patrie et de « l'humanité... La France entière sera libre; peut- « être lui ne le sera jamais. Dès ce moment, un « nouvel ennemi l'appelle; il est célèbre par sa « haine profonde pour les Français, et par son in- « solente tyrannie envers tous les peuples de la « terre. Que par le génie de Bonaparte il expie « promptement l'une et l'autre, et qu'enfin une « paix digne de la gloire de la république soit im- « posée à ces tyrans des mers; qu'elle venge la « France, et qu'elle rassure le monde. »

Ce discours, quoique propre à frapper les es-

prits, ne fut écouté qu'avec une vive impatience; on voulait que le héros parlât; et dès qu'il en manifesta l'intention, un silence presque religieux régna dans toute l'assemblée. Bonaparte s'avança, remit au président le traité de Campo-Formio, et prit la parole. Voici les principaux traits de sa harangue : « Le peuple français, pour être libre, « avait les rois à combattre : pour obtenir une cons- « titution fondée sur la raison, il avait dix-huit « siècles de préjugés à vaincre. La religion, la « féodalité, le despotisme, ont successivement, « depuis vingt siècles, gouverné l'Europe : mais « de la paix que vous venez de conclure date l'ère « des gouvernemens représentatifs. Vous êtes par- « venus à organiser la grande nation dont le vaste « territoire n'est circonscrit que parce que la na- « ture en a posé elle-même les limites. Je vous « remets le traité de Campo-Formio ratifié par « l'empereur. Cette paix assure la liberté, la pros- « périté et la gloire de la république. Lorsque le « bonheur du peuple français sera assis sur les meil- « leures lois organiques, l'Europe entière devien- « dra libre. » Cette prophétie de Bonaparte est encore bien loin de s'accomplir. Barras, qui présidait le Directoire, en répondant au général, s'étendit avec beaucoup de chaleur sur le 18 fructidor, que celui-ci avait passé sous silence. En mê-

lant les éloges de l'armée d'Italie à ceux du grand capitaine, « la nature, dit-il, a épuisé toutes ses « richesses pour le créer : Bonaparte a médité ses « conquêtes avec la pensée de Socrate; il a récon- « cilié l'homme avec la guerre. » Barras invitait ensuite Bonaparte à aller planter l'étendard tricolore sur la Tour de Londres. Cette partie de son discours exprimait la haine la plus prononcée contre l'Angleterre, avec un faste de paroles et de déclamations qui sentait le rhéteur, et convenait mal au chef d'un gouvernement. Le général Joubert et le chef de brigade Andréossy, présentés par le ministre de la guerre, reçurent à leur tour les félicitations du Directoire; mais le véritable sujet de tous les éloges, les triomphes de Bonaparte, remplissait tous les cœurs. L'illustre chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, le modeste Jourdan, que le nom de Fleurus immortalise, mit le comble à cette espèce d'apothéose, en célébrant avec candeur la gloire des soldats d'Italie, qui semblait pouvoir faire oublier la sienne.

Le Corps-Législatif donna aussi une fête au vainqueur de l'Autriche. Mais la plus brillante fut sans contredit celle du ministre des relations extérieures, Talleyrand. La belle cantatrice Grassini y chanta en l'honneur des victoires, dont elle était elle-même un trophée. Les lettres, les arts dé-

posaient leurs tributs aux pieds du héros de la patrie. L'Institut choisit Bonaparte pour remplacer Carnot, proscrit au 18 fructidor. Le royaliste Bonald lui offrit son livre, et le républicain David son pinceau. Le peintre voulut le représenter à cheval au pont d'Arcole ou de Lodi : *Non,* répondit Bonaparte, *j'y servais avec toute l'armée. Représentez-moi de sang-froid sur un cheval fougueux.* L'enthousiasme exaltait toutes les têtes. Le cri de *vive Bonaparte!* était devenu un cri patriotique.

Le Directoire aurait voulu que Bonaparte retournât prendre au congrès de Radstadt la conduite des négociations. Cependant le général de l'armée d'Italie ne se disposait pas à laisser exiler, dans une semblable mission, sa fortune et sa popularité. Il pressentit la question de Radstadt avec la sagacité qui, depuis le 18 fructidor, l'avait si justement alarmé sur la politique du Directoire. Il ne voyait plus que des ennemis dans tous les souverains qu'il venait de soumettre par ses armes ou d'attacher par des traités. Nommé au vain commandement d'une nouvelle armée, mais occupé plus que jamais des moyens de faire agréer le projet qu'il avait conçu depuis plusieurs mois d'une expédition en Egypte, Bonaparte partit avec éclat pour inspecter les troupes qui occupaient, sous le nom d'armée d'Angleterre, la Normandie, la Pi-

cardie et la Belgique. De cette manière il trompait l'inquiète observation du cabinet de Londres; il tenait en échec celle de l'Europe, et procurait du repos à la jalousie du Directoire. On doit rapporter à cette excursion en Belgique l'origine de ces grands établissemens maritimes que la France lui a dus, et qui seuls auraient suffi pour illustrer son règne. Bonaparte visita Anvers. Il dit lui-même que le canal de Saint-Quentin, ouvert sous le consulat, fut un des résultats de son voyage, et qu'il remarqua également alors la supériorité que la marée donnait au port de Boulogne sur celui de Calais pour une attaque contre l'Angleterre. Ainsi, au moment où il ne devait concevoir d'autre pensée que celle d'aller faire retentir sur les rivages du Nil la gloire de son nom, il semblait prévoir son retour triomphal, et posait les pierres d'attente de l'édifice que déjà sa pénétration lui montrait dans l'avenir. Pendant que la France et l'Europe étudiaient Bonaparte, il se méditait lui-même, et peut-être ne découvrait-il pas sans quelque trouble la destinée que lui imposait la force d'un génie alors si heureux de la reconnaissance de sa patrie.

Cependant le Directoire, comme s'il eût voulu se venger du traité de Campo-Formio et en préparer la rupture, suivait son esprit belliqueux, et tandis que ses plénipotentiaires négociaient à Rad-

stadt, il mettait en mouvement deux armées : l'une marchait en Helvétie pour rendre, disait-il, l'indépendance au pays de Vaud, dont il dirigeait les mécontentemens, mais surtout afin de placer aussi cette vieille république sous le niveau du gouvernement directorial; l'autre marchait à Rome, moins dans le dessein de punir les auteurs de la mort du général Duphot, tué le 28 décembre dans une émeute, devant le palais et sous les yeux de Joseph Bonaparte, ambassadeur de France, qu'afin de détruire le pouvoir du pape, dont la conservation avait été vivement reprochée au général en chef. Le directeur Réveillère-Lepaux, en sa qualité de grand-prêtre de la théophilantropie, portait une haine de parti au souverain pontife, et avait fait décider le rétablissement de la république romaine. Le directeur Rewbell s'était chargé de la révolution helvétique. Les deux opérations furent menées de front. Le 28, le Directoire accorda sa médiation au pays de Vaud, pour le soustraire à la tyrannie bernoise, et bientôt le général Berthier reçut l'ordre d'avancer sur Rome. Le 25 janvier 1798, le pays de Vaud se constitua en république indépendante, et le duché d'Urbin, légation papale, se donna à la cisalpine. Deux jours après, l'armée française avait envahi la Suisse, dont l'ancienne [illegible], la petite république de Mulhausen,

enclavée dans la Haute-Alsace, se réunissait au département du Haut-Rhin.

Tout respirait la guerre au milieu des accords de la paix germanique. Le 4 février, le Directoire faisait proclamer une loi qui ouvrait un emprunt de quatre-vingt millions pour la descente en Angleterre. Tous les chantiers de nos ports retentissaient d'immenses préparatifs; le public accueillait avec le plus grand enthousiasme cette expédition illusoire, à la tête de laquelle paraissait l'invincible Bonaparte. En peu de semaines toute l'œuvre de la conquête directoriale est consommée. La Réveillère a détrôné son rival. Jamais conquête ne fut plus légitime. Car c'est encore un assassinat qui appelle contre le Saint-Siége la vengeance de la république. Le Vatican avait promptement oublié l'article du traité de Tolentino, qui lui avait imposé une réparation pour le meurtre de l'infortuné Basseville. Il s'était formé à Rome, et notamment depuis la prise de Mantoue, un parti républicain, qui voulait, à l'exemple des autres républiques de l'Italie, relever, sous la protection de la France, l'autel de la liberté. Ce n'étaient ni les souvenirs, ni les griefs, ni les passions qui manquaient à ce parti : Joseph Bonaparte, ambassadeur de la république auprès du saint-siége, le [illegible] encourager les espérances de ces patriotes, [illegible]ement com-

primé leurs vœux. Vers le milieu de décembre 1797, ces vœux devinrent si ardens, qu'il eut la loyauté d'informer le cabinet pontifical des projets d'insurrection dont il avait reçu et repoussé la confidence. Le 28 du même mois, une foule armée, portant les couleurs de la liberté française, s'assembla tumultueusement autour du palais de France, aux cris de *vive la république française! vive la république romaine!* Chargée tout à coup par les troupes pontificales, cette foule se précipite sur le palais de l'ambassadeur, qui en avait fait fermer les portes au commencement de la sédition. Le général de brigade Duphot, fiancé à Pauline Bonaparte, en sortit tout à coup l'épée à la main, ainsi que l'ambassadeur, pour en imposer aux insurgés, et garantir l'asile de la légation française. Mais une décharge de mousqueterie, dirigée contre ce jeune et intrépide général, l'étendit mort auprès de Joseph Bonaparte, qui tout à coup sortit de Rome avec sa légation. Il partit convaincu du machiavélisme de la cour de Rome, qui, en reconnaissance de l'avis qu'il avait eu la loyauté de lui donner, avait elle-même organisé cette insurrection. Un pareil attentat contre le droit des gens méritait un châtiment exemplaire, [illegible] 10 février [illegible]nt Alexandre Berthier, qui, [illegible] le départ [illegible]naparte, commande en chef

l'armée d'Italie, campa avec dix mille hommes sous les murs du château Saint-Ange. Dès ce jour la révolution du peuple de Rome devint légitime pour la France. Le 15, il prononça l'arrêt du gouvernement pontifical et le décret de sa liberté. Le même jour, le Capitole s'étonna de se retrouver républicain, et la république romaine d'être consacrée dans la basilique de Saint-Pierre par quatorze cardinaux. Berthier occupa le fort Saint-Ange, le Forum, et se vit salué du nom de libérateur par un nouveau peuple romain. Le pape Pie VI ne quitta Rome qu'après la solennité religieuse qui avait sanctifié à Saint-Pierre la proclamation de la république. Il se retira d'abord à Sienne, dans un couvent, ensuite dans une chartreuse auprès de Florence, où il resta jusqu'au 30 avril 1799, qu'il partit pour Valence en Dauphiné. Mais le séjour de Rome ne fut pas heureux aux conquérans. Nos troupes, victimes d'une administration déprédatrice, qui s'introduisit tout à coup dans l'armée, après le départ de son héros pour Radstadt, devinrent par cela seul des hôtes très incommodes pour les habitans; il en résulta une double insurrection du peuple contre nos soldats, de nos soldats contre leurs officiers. C'était la fatale époque des réquisitions, [illegible] violentes, qui contribuèrent puissamment [illegible] décrier

le gouvernement directorial. Masséna avait remplacé Berthier au commandement. Il n'eut pas le crédit de pacifier la sédition de son armée, qui, à la manière de ces temps orageux, dévoua à la haine publique, par d'énergiques proclamations, ses chefs civils et ses chefs militaires. Masséna, Masséna lui-même, le premier de cette armée après Bonaparte, dut se soustraire à l'insurrection du drapeau qu'il avait honoré tant de fois, et remettre son autorité au général Gouvion-Saint-Cyr, dont la sagesse parvint bientôt à rétablir l'harmonie et la discipline. C'était la première fois, sans doute, qu'un peuple délivré par l'armée qu'il a appelée pour son salut, se révoltait contre elle et avec elle pour réclamer la garantie commune de l'occupation de son territoire. Mais ce ne sera pas le dernier essai républicain, que la propagande directoriale improvisera passagèrement dans cette belle Italie, dont les mœurs ne sont plus en harmonie avec les souvenirs.

Dans la Suisse, les souvenirs sont moins anciens, mais les courages sont plus ardens. Les griefs de la république française, pour être moins caractérisés que ceux qu'elle a vengés à Rome, n'en sont peut-être que plus envenimés; car depuis la fondation de la liberté en France, l'état helvétique a été non seulement l'asile hostile de l'émigra-

tion, mais ses principales villes, Bâle, Berne et Genève, ont été autant d'arsenaux politiques de la contre-révolution. C'est sous le voile de la neutralité, et même sous son exercice rigoureux, qu'ont été ourdis les complots de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'armée de Condé, des généraux Moreau et Pichegru, et du gouvernement Bernois lui-même, pour la destruction de la république et le rétablissement du trône en France. L'émancipation du pays de Vaud n'était qu'une affaire d'avant-poste politique. La guerre était contre l'olygarchie bernoise, qui se défendit un peu mieux que celles de Venise et de Gênes. A la voix d'un vieux Helvétien, l'avoyer Steyger, trente mille hommes défendirent les approches de Berne, du côté de Soleure, contre Schauembourg; du côté de Fribourg, contre Brune. Deux bataillons de la Côte-d'Or et de l'Yonne, qui font partie d'une colonne de Brune, détruisirent avant d'arriver à Morat, l'ossuaire qui renferme quelques débris des Bourguignons vaincus par les Suisses à la bataille de Morat, en 1476, sous Charles-le-Téméraire. Ce monument triomphal était pour ces bataillons un outrage de famille. Après deux combats, l'un devant Soleure, l'autre devant Fribourg, Berne se rendit par capitulation au général Brune. Les cantons furent tous désarmés. Ceux de Bâle et de Schotfonn étaient restés

spectateurs de cette lutte inégale. L'Helvétie dut proclamer le 22 mars sa contre-révolution directoriale. Cette transmutation violente n'est que le prélude de celle que lui fera éprouver plus tard la contre-révolution consulaire. La politique de la France fut essentiellement propagandiste depuis le commencement de sa révolution jusqu'à la chute de l'empire, où la Suisse figura seule comme république impériale. En 1798, l'Helvétie ne cède pas seulement à nos armes : elle ploie sous le joug du traité germanique de Radstadt. Vingt millions et l'un des plus riches arsenaux de l'Europe tombèrent à Berne au pouvoir des vainqueurs. Ces armes, ce trésor, avaient leur destination. Peut-être furent-ils l'objet principal de la guerre d'Helvétie, indépendamment de cet intérêt de vanité si impolitique, qui portait le gouvernement du Luxembourg à sceller du timbre directorial les constitutions des États conquis. La Suisse perdit de plus son intégralité; car indépendamment de la réunion de la Valteline à la Cisalpine, et du petit État de Mulhausen au département du Haut-Rhin, le 26 avril, la république de Genève s'incorpora à la grande république, sous le nom de département du Léman. Toutefois cette politique envahissante et convertissante du Directoire, contre l'Helvétie et contre l'État romain, n'était pas sans quelque

grandeur, dans le moment où, sous le poids de sa rupture violente avec l'Angleterre, il négociait à Radstadt la paix du continent; mais il traitait à l'ombre des lauriers d'Italie. Dès le 1er mars, la députation de l'empire avait reconnu au congrès toute la rive gauche du Rhin pour limite de la France; et, le 8 avril suivant, fier de tant de succès, le Directoire faisait déclarer par sa légation que ses armées n'évacueraient la rive droite qu'après la pacification de l'Allemagne.

Jamais plus belle, plus solide destinée ne sortit des efforts d'une grande nation qui a conquis son indépendance avec les armes de sa liberté; une telle fortune devait sembler complète : invulnérable par sa nature, elle établissait, pour toujours peut-être, la puissance de la révolution française, si le Directoire avait eu la conscience de sa force et la probité de son triomphe; mais, abandonné à des conseils machiavéliques, il ne s'attachait qu'à faire jaillir la guerre de l'œuvre de la paix. Un événement dont on lui attribuait alors la cause, tant ses vues hostiles étaient peu dissimulées, fut au moment de rappeler l'Autriche et la France sur le champ de bataille. Bernadotte, ambassadeur à Vienne, où la haine contre les Français brûlait avec l'énergie d'une passion populaire, avait, par l'ordre du Directoire, arboré tout à coup, après

plusieurs semaines de résidence, sur la porte du palais de France le drapeau tricolore, surmonté du bonnet rouge et accompagné de l'inscription : *Liberté, égalité.* Cette innovation, dont cependant le principe trouvait sa consécration dans les habitudes diplomatiques, sembla au peuple de Vienne une provocation ou un abus de la victoire. L'hôtel Bernadotte fut assailli inopinément par la populace, et les insignes de la république arrachés et foulés aux pieds. Le caractère de l'ambassadeur parut tellement compromis, qu'il se hâta de quitter Vienne, et que le Directoire s'empressa de demander une réparation dont l'*ultimatum* portait ou la guerre ou la paix. C'était bien la guerre qu'il désirait, et il n'y eut plus à douter de cette disposition quand, après avoir appelé le général Bonaparte à un conseil subitement convoqué pour délibérer sur cette affaire, il lui proposa de prendre le commandement de l'armée d'Allemagne. Bonaparte refusa : il voulait aller conquérir l'Egypte. Mais il se chargea de correspondre à ce sujet avec le comte de Cobentzel, qui avait ordre de sa cour de conjurer l'orage et d'entamer des négociations à Seltz avec François de Neufchâteau.

La méfiance et l'amertume qui régnaient habituellement dans les conférences du Luxembourg, entre le Directoire et Bonaparte, prouvaient cha-

que jour davantage la nécessité de terminer une rivalité qui partageait la France et divisait le Directoire lui-même. Aussi l'activité que le gouvernement avait mise à disposer en secret tous les préparatifs de l'expédition d'Égypte, n'était pas étrangère au sentiment d'une sorte de reconnaissance pour le général qui, en s'assurant l'indépendance par une entreprise lointaine, rendait réellement la sécurité au Directoire.

La France apprend tout à coup que trente mille hommes et dix mille marins sont réunis dans les ports de la Méditerranée; qu'un armement immense se fait à Toulon. Treize vaisseaux de ligne armés en guerre, deux en flûte, quatorze frégates, parmi lesquelles huit flûtes, quatre cents bâtimens de transport sont équipés pour conduire à une destination inconnue cette nombreuse armée, dont les généraux appartiennent déjà par de hauts faits d'armes à la gloire de la France, et la plupart à celle du vainqueur de l'Italie. Au nombre des principaux on compte Berthier, Caffarelli, Kléber, Desaix, Reynier, Lannes, Damas, Murat, Andréossy, Belliard, Menou, le mulâtre Dumas, Baraguay-d'Hilliers, Vaubois, Bon, Dugua, Dommartin et Zayonscheck, aujourd'hui vice-roi de Pologne. La flotte obéit à cet amiral Brueys qui commandait dans l'Adriatique pendant la cam-

pagne d'Italie, et aux contre-amiraux Villeneuve, Duchayla, Decrès et Gantheaume. La nation se demande pourquoi la commission des arts et des sciences envoie à Toulon cent de ses membres pris dans chacune de ses classes : est-ce un nouvel État que la France veut fonder? Où va-t-elle en même temps porter sa liberté et sa civilisation? On parlait également alors de la Grèce, de l'Inde, de l'Égypte.

Bonaparte a composé son état-major : il prend pour aides de camp son frère Louis, Eugène Beauharnais, Duroc, Croizier, Julien, Lavalette, le fils du directeur Merlin, et le brave Sulkowski, noble polonais qui s'est voué à la fortune du grand capitaine. Les convois de Gênes, de Civita-Vecchia, de Bastia, ont reçu ordre de se rallier à la flotte de Toulon. Bonaparte a tout proposé, les places de l'armement, les lieux de la réunion des troupes, les points de la descente : tous les projets actuels et futurs de la mystérieuse expédition sont son ouvrage; rien n'a été oublié pour la faire réussir. On assure même que Barras, qui en secret souhaite peut-être plus qu'aucun autre de ses collègues l'éloignement du vainqueur de vendémiaire, a tout écrit sous la dictée de Bonaparte. Enfin, le ministre Talleyrand doit, après le départ de l'armée, aller en ambassade extraordinaire à Constan-

tinople, afin d'amener la Porte à agréer les motifs de l'entreprise, et dans le but de l'intéresser à s'unir à la France, qui veut briser le joug de la domination britannique sur le commerce de l'Inde et de la Méditerranée; cette mission forme la condition principale du commandement accepté par le général Bonaparte, et le Directoire s'est engagé à la tenir. Bonaparte presse vivement le gouvernement de le faire partir avec les élémens de succès qu'il a créés lui-même, auxquels se joignent les révolutions qui viennent de détruire l'aristocratie helvétique et la puissance pontificale. L'Helvétie et le patrimoine de saint Pierre ont été convertis en démocraties, pour frayer à une armée française la route de l'Égypte; les trésors de trois républiques lui ouvriront les portes du Caire. Berne a fait les fonds à Toulon pour la marine, Gênes pour le convoi qui est dans son port, Rome pour celui de Civita-Vecchia. On dispose encore un armement à Marseille, qui doit porter la division Reynier. La république française ajoute une faible somme aux contributions payées par les républiques vassales. Jamais plus grande, plus importante expédition dans les temps modernes ne coûta moins à un grand État. Tous les obstacles sont aplanis. Bonaparte n'a plus à vaincre que les lenteurs dont le Directoire semble s'étudier à entraver ses des-

seins. Aussi, fatigué de ce système de tergiversations qui le retient à Paris, quand la gloire l'appelle à Toulon, il ne peut contenir ses ressentimens, et il exige impérieusement son départ au Luxembourg. Dans une de ces conférences orageuses, il menace de donner sa démission, et le directeur Rewbell lui présentant une plume, lui dit froidement : *signez-la, général.* Telle était la position respective du Directoire et de Bonaparte, quand arriva la nouvelle du tumulte de Vienne et de l'outrage fait à l'ambassadeur Bernadotte.

Cette misérable aventure pouvait tout à coup anéantir le grand ouvrage de Campo-Formio, acheté au prix de tant de victoires et de tant de sacrifices, et annuler le projet de la conquête de l'Égypte. Cependant la fortune de Bonaparte veut que le Directoire se décide à opposer tout à coup à la cour de Vienne ce même général, dont il bravait l'impatiente ardeur, tout en redoutant également sa vengeance et son éclatante renommée. On ne voit que Bonaparte pour demander raison à l'orgueilleuse maison d'Autriche de l'injure reçue par celui qui était déjà l'ennemi du héros d'Italie. Bonaparte, presque disgracié la veille, se retrouva, dans un jour, l'arbitre de la destinée de son pays. Investi de pouvoirs sans bornes, il dut rêver alors cette souveraineté que le Directoire semble prêt à abdi-

quer pour lui dans les momens du péril. Mais toutefois le Directoire entoure encore cette grande confiance de toutes les précautions d'un mandat inquiet et jaloux. La correspondance de Bonaparte avec le comte de Cobentzel offrait un caractère de suprématie qui devait sans doute moins étonner la politique de la cour impériale que les membres du Directoire. Aussi le gouvernement français, alarmé de la nature des communications dont il surprend la confidence, loin de songer davantage à mettre Bonaparte à la tête d'une armée contre l'Autriche, se hâte d'accepter les satisfactions de cette puissance, et donne au général en chef de l'armée d'Egypte l'ordre de se mettre en route pour Toulon.

CHAPITRE II.

(Du 9 Mai 1798 au 9 Octobre 1799.)

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

PENDANT son séjour à Passeriano, où fut convenu le traité signé ensuite à Campo-Formio, Bonaparte avait adressé à l'escadre de l'amiral Brueys, stationnée dans la mer Adriatique, cette courte et expressive proclamation : « Camarades, « dès que nous aurons pacifié le continent, *nous* « *nous réunirons à vous pour conquérir la liberté* « *des mers*. Sans vous nous ne pouvons porter « la gloire du nom français que *dans un petit* « *coin du continent*. Avec vous, nous traverse- « rons les mers, et la gloire nationale *verra les* « *régions les plus éloignées*. » Ces paroles formaient un ordre du jour menaçant pour l'Angleterre; elles exprimaient énergiquement le dessein d'aller renouveler dans l'Inde la gloire d'Alexan-

dre, où plutôt d'aller y détruire la puissance britannique. Sa proclamation du camp de Bassano, le 9 mars 1797, l'avait déjà, en termes précis, révélé à son armée. Le vainqueur de l'Italie demandait un théâtre plus étendu que celui sur lequel il avait brillé jusqu'à cet instant; car, malgré les grandes choses que Bonaparte, consul et empereur, exécuta depuis par la force de ses armes et par la toute-puissance de sa domination sur l'Europe continentale, jamais sa pensée ne fut aussi vaste qu'à cette époque de ses triomphes d'Italie, où il n'avait d'autre politique que son génie; la toge consulaire, la pourpre impériale, renfermèrent plus tard cette passion des hautes entreprises dans cette petite partie de la terre qu'alors il dédaignait. Arrêté tout à coup devant une forte citadelle turque, au milieu de sa course asiatique, et condamné à replier son ambition de conquérant, bientôt il devra soumettre au joug des vieilles traditions de la société européenne l'indépendance démesurée de ses premiers projets, lui qui avait conçu l'idée de devenir le héros du monde sur les ruines britanniques de l'Asie! C'était sous l'empire de cette inspiration gigantesque que Bonaparte entrait dans Toulon, le 9 mai 1798. Il descendit à l'hôtel de la marine. L'armée, son armée, l'attendait. Un discours brusque et éner-

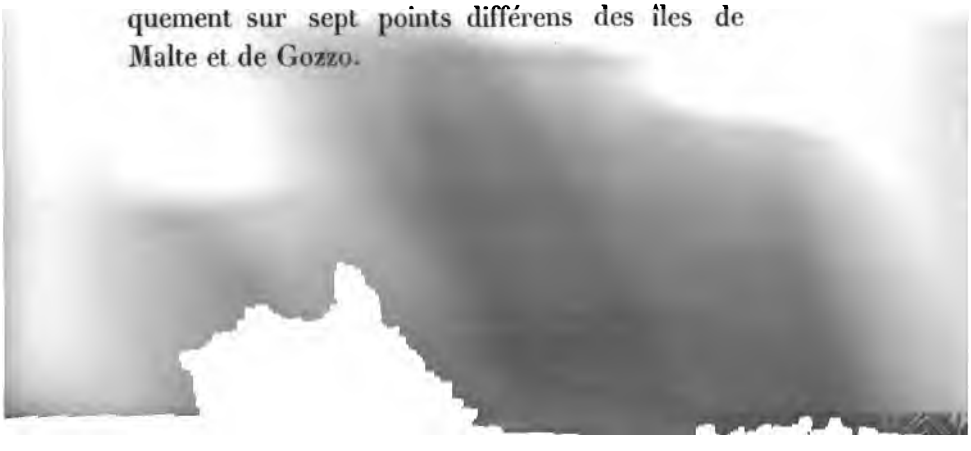
gique salua ses braves d'Italie. Dix jours après, au moment de mettre à la voile, il leur dit : « Sol-
« dats, vous êtes une des ailes de l'armée d'An-
« gleterre; vous avez fait la guerre des monta-
« gnes, des plaines et des siéges, il nous reste à
« faire la guerre maritime. Les légions romaines
« que vous avez quelquefois imitées, mais pas en-
« core égalées, combattaient Carthage, tour à
« tour sur cette même mer et aux plaines de Zama;
« la victoire ne les abandonna jamais, parce que
« constamment elles furent braves, patientes à
« supporter la fatigue, disciplinées et unies entre
« elles..... Soldats, matelots, vous avez été jus-
« qu'à ce jour négligés; aujourd'hui la plus grande
« sollicitude de la république est pour vous; le
« génie de la liberté, qui a rendu dès sa naissance
« la république arbitre de l'Europe, *veut qu'elle le*
« *soit des mers et des nations les plus lointaines.* »
Voilà comment l'armée apprit de son général qu'elle allait se battre et cueillir de nouveaux lauriers au delà des mers; mais quelles mers devait-elle franchir, de quelles régions devait-elle s'emparer pour obtenir ce que le général lui avait annoncé en ces termes, le jour de son arrivée à Toulon : « Je promets à chaque soldat qu'au retour
« de cette expédition il aura à sa disposition de
« quoi acheter six arpens de terre. » Les troupes,

indifférentes sur les promesses, n'acceptèrent que la part du danger et de la gloire, et s'embarquèrent pleines de joie, avec le chef qui les avait conduites tant de fois à la victoire. Par un de ces hasards singuliers, attachés aux grandes fortunes humaines, le nom du vaisseau amiral, que montait Bonaparte, contenait tout le secret de l'expédition, il se nommait *l'Orient;* et le 19 mai, le soleil, qu'on appela si souvent le soleil de Bonaparte, éclaira le majestueux départ de la flotte française. La traversée ne fut pas exempte d'alarmes ; on craignait à chaque instant l'apparition des Anglais qui sillonnaient la mer en tous sens pour nous rencontrer. Une fois, Nelson ne se trouva séparé de nos vaisseaux que par une distance de six lieues; une brume favorable déroba les Français à la vue de l'ennemi. Bonaparte mesurait toute l'étendue des conséquences d'un combat naval qui, malheureux, détruirait tous les fruits de nos succès en Italie, ferait avorter l'entreprise, et peser sur son auteur une responsabilité immense ; mais, confiant en son génie, soutenu par une espérance pareille à celle de César, il s'occupait dès lors, avec les généraux, du gouvernement de l'Égypte, comme si elle était conquise, ou se livrait aux plus vives discussions avec les littérateurs et les savans qui l'ac-

compagnaient. On eût dit qu'il siégeait déjà au milieu de son nouvel Institut, dans Alexandrie.

Le 9 juin, l'armée parut devant Malte. Le convoi de Civita-Vecchia l'y avait précédée de trois jours : la veille de son arrivée, l'escadre maltaise était revenue d'une croisière sur les côtes de Barbarie; composée d'un vaisseau de 74 et de plusieurs bâtimens de guerre, elle pouvait facilement détruire le convoi escorté par une seule frégate. Une telle imprévoyance donnait Malte aux Français.

Cependant Bonaparte crut devoir tenter d'abord les voies d'accommodement. Il fit demander au grand-maître l'entrée du port pour notre armée navale. La réponse portait que les statuts et les lois de l'ordre ne permettaient pas à plus de quatre vaisseaux de pénétrer à la fois dans les mouillages de l'île. Bonaparte écrivit que la réponse du conseil équivalait à une déclaration de guerre; que les Français n'ignoraient pas la conduite partiale de l'Ordre en faveur des Anglais; que l'escadre était résolue de recourir à la force; et, sans perdre de temps, il ordonna à l'amiral Brueys de se préparer à l'attaque des forts qui défendent le port Lavalette. Aussitôt commença le débarquement sur sept points différens des îles de Malte et de Gozzo.



Les premières menaces de Bonaparte, ses fières paroles aux chevaliers, le développement rapide de nos démonstrations hostiles, répandirent la confusion dans la ville de Lavalette, où nous secondait d'ailleurs un parti qui levait la tête à mesure que le gouvernement laissait éclater sa faiblesse; le désordre monta à son comble, et deux jours avant la reddition de Malte, quelques chevaliers de la langue de France furent amenés à Bonaparte : « Puisque vous avez pu prendre les « armes contre votre patrie, leur dit-il, il fallait « savoir mourir; je ne veux point de vous pour « prisonniers : vous pouvez retourner à Malte, « tandis qu'elle ne m'appartient pas encore. » Bientôt cette île, qui avait résisté pendant deux ans à toutes les forces de l'Orient, commandées par l'invincible Dragut, fut au pouvoir de Bonaparte. Une courte et honteuse négociation avait suivi l'échange de quelques coups de canon, qui ne sauvèrent pas l'honneur du pavillon maltais. Le grand-maître, Hompesch, gentilhomme allemand, reçut six cent mille francs de Bonaparte, l'assurance d'une pension de trois cent mille francs, et se retira en Allemagne. Une bonne partie des chevaliers de la langue de France s'attachèrent au vainqueur, prirent du service dans l'armée, et le suivirent en Egypte. La division Reynier s'empara

de l'île de Gozzo. Le général Vaubois resta à Malte avec quatre mille hommes. Le général Baraguay-d'Hilliers partit pour la France avec les trophées de la nouvelle conquête, sur la frégate *la Sensible*, qui fut capturée par les Anglais. Ainsi tomba l'Ordre de Malte, deux cent soixante-huit ans après la donation de l'île par Charles-Quint. Sa possession assurait à la république l'empire de la Méditerranée; le drapeau tricolore affranchit alors ce dernier asile de la chevalerie religieuse, dont une autre révolution a fait depuis un port militaire sous pavillon luthérien. Toutefois c'était un prélude bizarre à la guerre des Musulmans d'Egypte, que la prise du couvent réputé inexpugnable des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Avant de remettre en mer, le général en chef rendit à la liberté tous les captifs mahométans qui languissaient dans les bagnes de la religion.

Aussitôt après son entrée dans Malte, Bonaparte en fit répandre la nouvelle par tous les agens français, en Grèce, dans les Echelles du Levant, en Barbarie; il leur prescrivit en outre de signifier aux beys d'Alger, de Tunis et de Tripoli, d'avoir à respecter les habitans de l'île, désormais sujets de la France. Le général Chabot, commandant à Corfou, reçut des avis et

des ordres conformes à la circonstance. Bonaparte adressa aussi son aide de camp au fameux Ali, pacha de Janina, afin de concerter avec lui un plan du soulèvement de plusieurs provinces de la Grèce. Mais, occupé à combattre Passawan-Oglou, Ali ne put connaître la lettre ni l'envoyé de Bonaparte; et l'absence de ce pacha dut être considérée comme un malheur; car s'il eût persisté dans ses bonnes dispositions pour la république française, d'heureux résultats devaient éclore de son intelligence avec Bonaparte qui, en s'assurant dès lors un point d'appui en Albanie et en Epire, s'attachait un allié puissant et capable de contribuer à l'exécution de ses grands desseins.

Le 1er juillet, les minarets d'Alexandrie et la tour des Arabes montrèrent à l'armée le but de son voyage, et la terre d'Egypte lui fut promise. Trois jours auparavant, la flotte de Nelson, augmentée de dix vaisseaux, était venue annoncer à Alexandrie la flotte française, qu'elle avait inutilement cherchée, et repartit pour aller à sa rencontre. Bonaparte l'apprend : il ordonne le débarquement; il sait apprécier et il veut mettre à profit cette faveur singulière accordée à ses armes; mais tout à coup une voile est signalée : « Fortune! s'écria Bonaparte, m'abandonnerais-tu?

KLÉBER.

« Je ne te demande que cinq jours ! » Cette voile était une frégate de notre escadre. Menou, qui devait sortir le dernier de l'Egypte, y descend avant tous; Bonaparte et Kléber prennent terre ensemble, et le joignent dans la nuit au Marabou, où flotta en Afrique le premier drapeau tricolore. Le général en chef, impatient de signaler son arrivée, n'attend point la présence des autres divisions : il n'ignore pas qu'Alexandrie se dispose à une défense; il a dessein d'étonner ses nouveaux ennemis par une audace qui leur est inconnue, et de s'assurer, par une conquête utile, du moral de sa propre armée. A deux heures du matin, il s'avance sur trois colonnes et commande l'assaut des murailles; elles cèdent à la furie française. Les troupes, malgré l'ordre de Bonaparte, se précipitent dans la ville, qui n'a pas le temps de capituler et se rend aux vainqueurs. La prise d'Alexandrie n'avait coûté qu'un très petit nombre de soldats et d'officiers français; Bonaparte les fit enterrer au pied de la colonne de Pompée, et voulut que leurs noms fussent gravés sur le fût de ce monument. Toute l'armée assista à la cérémonie; elle répandit dans ses rangs l'enthousiasme que le héros d'Italie entretenait par tous les moyens que lui suggéraient son génie et l'habitude d'exercer un irrésistible ascendant sur les

autres hommes. Jamais plus habiles proclamations n'avaient été adressées aux soldats français ni aux nations vaincues ; avant de débarquer, il avait dit aux premiers : « Les peuples avec lesquels « nous allons vivre sont mahométans ; leur pre- « mier article de foi est celui-ci : Il n'y a d'autre « Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. « Ne les contredisez pas ; agissez avec eux comme « vous avez agi avec les Juifs, avec les Italiens ; « ayez des égards pour leurs muphtis et pour « leurs imans, comme vous en avez eu pour les « rabbins et pour les évêques. Ayez pour les « cérémonies que prescrit l'Alkoran, pour les « mosquées, la même tolérance que vous avez « eue pour les couvens, pour les synagogues, « pour la religion de Moïse et celle de Jésus- « Christ. Les légions romaines protégeaient toutes « les religions. Vous trouverez ici des usages dif- « férens de ceux de l'Europe : il faut vous y ac- « coutumer. Les peuples chez lesquels nous al- « lons, traitent les femmes différemment que nous ; « mais, dans tous les pays, celui qui viole est « un monstre. Le pillage n'enrichit qu'un très « petit nombre d'hommes, il nous déshonore, il « détruit nos ressources, il nous rend ennemis « des peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir « pour amis. La première ville que nous allons

« rencontrer a été bâtie par Alexandre; nous trou-
« verons à chaque pas de grands souvenirs dignes
« d'exciter l'émulation des Français. » Le 1.er juil-
let, il dit aux Musulmans d'Alexandrie : « Depuis
« trop long-temps les beys, qui gouvernent l'E-
« gypte, insultent à la nation française, et cou-
« vrent les négocians d'avanies; l'heure de leur
« châtiment est arrivée. Depuis trop long-temps
« ce ramassis d'esclaves, achetés dans le Caucase
« et la Géorgie, tyrannise la plus belle partie du
« monde; mais Dieu, de qui dépend tout, a or-
« donné que leur empire finît. Peuple de l'E-
« gypte, on vous dira que je viens pour détruire
« votre religion; ne le croyez pas : répondez que
« je viens vous restituer vos droits, punir ces
« usurpateurs, et que je respecte, plus que les
« Mamelucks, Dieu, son prophète et le koran.
« Dites-leur que tous les hommes sont égaux
« devant Dieu; la sagesse, les talens et les vertus
« mettent seuls de la différence entre eux..... Y
« a-t-il une belle terre? elle appartient aux Ma-
« melucks. Y a-t-il une belle esclave, un beau
« cheval, une belle maison? cela appartient aux
« Mamelucks. Si l'Egypte est leur ferme, qu'ils
« montrent le bail que Dieu leur a fait..... Quad-
« hys, cheicks, imans Tchorbadjys, dites au peuple
« que nous sommes aussi de vrais .....

« N'est-ce pas nous qui avons détruit le pape, qui « disait qu'il fallait faire la guere aux Musul- « mans? N'est-ce pas nous qui avons détruit les « chevaliers de Malte ? N'est-ce pas nous qui « avons été, dans tous les temps, les amis du « grand-seigneur et l'ennemi de ses ennemis?... « Trois fois heureux ceux qui seront avec nous ! « ils prospéreront dans leur fortune et dans leur « rang. Heureux ceux qui seront neutres ! ils au- « ront le temps de nous connaître et de se ranger « avec nous. Mais malheur, trois fois malheur, à « ceux qui s'armeront pour les Mamelucks et com- « battront contre nous ! Il n'y aura pas d'espé- « rance pour eux ; ils périront. » L'éloquence populaire caractérise éminemment ceux qui ont subjugué les peuples : Bonaparte possédait au plus haut degré cette éloquence, l'une des premières causes des succès de ses pareils. Il faut du génie pour persuader aux soldats et aux vaincus que les victoires sont à leur profit.

A peine maître d'Alexandrie, Bonaparte imprime au débarquement toute l'activité dont il est dévoré, et qu'il a le talent de communiquer à tout ce qui se réunit sous son drapeau. L'amiral Brueys conduit d'abord l'escadre au mouillage d'Aboukir. Le convoi entre dans le port d'Alexandrie. Quant à l'escadre, elle doit, d'après

les ordres donnés à l'amiral Brueys, à Alexandrie, par le général en chef lui-même, être dirigée sur Malte, ou sur Toulon, ou sur Corfou, immédiatement après le débarquement total des munitions de guerre, à moins que le port vieux, où nos vaisseaux seraient si bien en sûreté, n'ait assez d'eau pour les recevoir. Bonaparte, pour qui l'occupation de l'Egypte n'est que la première campagne d'une autre expédition, attache à l'existence et au voisinage de la flotte l'intérêt du succès de ses vastes desseins, qui repose tout entier sur la coopération de l'armée de terre et de l'armée navale. La crainte des Anglais ne permet aucun retard pour l'exécution de ces dispositions, et le pressant besoin de prévenir et d'effrayer les beys prescrit une marche rapide sur le Caire. Le général Desaix se porte aussitôt dans le désert, avec sa division qui formait l'avant-garde, et se dirige sur Damanhour. Mais pendant cette marche de quinze lieues, sur un sable brûlant et stérile, nos troupes, presque entièrement privées d'eau, éprouvèrent des souffrances telles, que Desaix, si difficile à s'émouvoir des plus grands dangers, écrivait au général en chef : « Si l'armée ne passe pas le désert avec toute la rapidité de l'éclair, elle périra. »

L'armée part d'Alexandrie les 5 et 6 juillet : Bonaparte, quittant cette ville le 7, en laisse le

commandement au général Kléber qui a été blessé en montant à l'assaut de ses remparts. Le général Dugua marche d'un autre côté sur Rosette; il est chargé de s'en emparer et de protéger la flottille française qui doit suivre la route du Caire sur le bras gauche du Nil, et rejoindre l'armée à Ramanieh.

Bientôt une chaleur accablante, la faim, la soif plus terrible encore, causèrent des maux inouïs à nos soldats; plusieurs y succombèrent. Pour comble de malheurs, le phénomène du mirage, effet de la lumière, inconnu dans nos contrées, montrait à leurs yeux séduits un lac immense où se réfléchissaient les monticules de sable et toutes les inégalités du terrain. L'illusion du mirage est telle, qu'on s'y trompe pour la dixième fois non moins que la première; et comme elle avait lieu principalement dans la matinée, les Français haletans, épuisés de fatigue, pressaient le pas; mais ils cédaient de nouveau à l'abattement, quand le soleil, dans toute sa force, avait dissipé les eaux imaginaires où ils croyaient trouver un terme à leur douleur. Le sol était comme enflammé; on souffrait un égal supplice à s'arrêter ou à se mouvoir sur ce brasier ardent. La nuit, au lieu d'amener du calme, apportait d'autres tourmens : il se répandait une rosée froide qui glaçait les membres, et

semblait pénétrer jusqu'aux os. Quelle situation pour des hommes accoutumés à faire la guerre sous le délicieux climat de l'Italie! Aussi le murmure gagna-t-il tous les esprits, et les plus dévoués donnèrent presque des signes de désespoir.....

Le 8 juillet, Bonaparte arrive à Damanhour, où l'armée réunie oublie les souffrances du désert et les cris séditieux dont elle a menacé son héros; Bonaparte oublie tout également. Le 10, à la pointe du jour, le mouvement s'opère sur Ramanieh : Bonaparte, accompagné de quelques officiers d'état-major, s'écarte à une certaine distance des différens corps, et ne se trouve séparé des Bédouins que par une éminence qui le dérobe à leur vue : il reconnaît le péril auquel il vient d'échapper, et dit gaiement : « Il n'est point écrit là-« haut que je doive être pris par les Arabes. » Enfin, après quelques heures de route, le Nil paraît, avec ses deux rives bordées de riches moissons. Le premier mouvement de nos soldats est de se précipiter dans le fleuve qui devient aussi un dieu pour les Français. A peine rafraîchis et consolés, ils sont rappelés au drapeau par une attaque de Mamelucks; ils y courent, l'artillerie du général Desaix disperse l'ennemi. Bonaparte ordonne un repos à Ramanieh, pour y attendre sa flottille où sont les provisions : tout réussit. L'armée délassée,

réparée et contente, se met en marche dans la nuit, avec l'ordre et l'espoir de livrer la bataille qui doit lui ouvrir la capitale de sa future conquête. La flottille nous suit, elle vogue sous le pavillon du chef de division Perrée. Le général Andréossy est à bord, ainsi que le général Zayonscheck; ils commandent l'artillerie et les troupes à cheval non montées. La violence des vents entraîne tout à coup la flottille française au delà de la gauche de l'armée, et la pousse en présence de la flottille ennemie, que soutient le feu de quatre mille Mamelucks, des Fellahs et des Arabes. Un combat inégal, où la valeur supplée au nombre, commence à l'instant, et coûte à l'ennemi ses chaloupes canonnières. Dans ce combat, où le sang-froid et l'intrépidité du général Andréossy contribuèrent beaucoup à la victoire, Monge et Berthollet, qui étaient, comme lui, sur le chebeck de Perrée, montrèrent un courage vraiment français, et rendirent des services essentiels. Cependant Bonaparte, averti par le bruit du canon que sa flottille est engagée, fait avancer l'armée au pas de charge sur Chébreiss; elle aperçoit les Mamelucks en bataille devant ce village. Bonaparte reconnaît la position de l'ennemi, et range ainsi nos forces : chacune de ses cinq divisions, commandées par Desaix, Bon, Reynier, Menou, et Dugua en l'absence de Kléber,

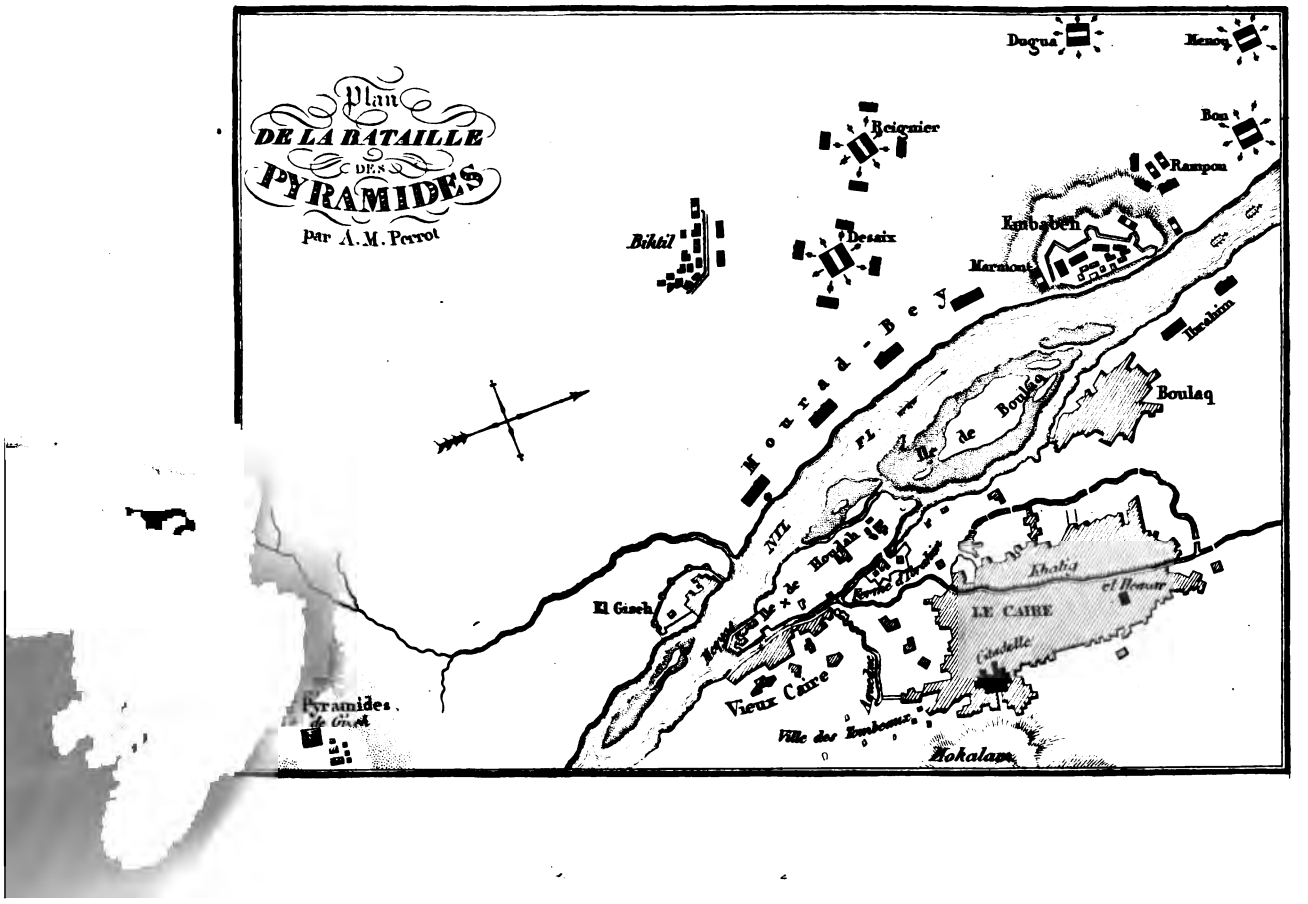
composait un carré qui présentait à chaque face six hommes de hauteur; les équipages et la cavalerie étaient au centre, l'artillerie aux angles; les grenadiers de chaque carré formaient des pelotons qui flanquaient les divisions, et devaient renforcer les points d'attaque.

A peine l'armée paraît-elle à une demi-lieue des Mamelucks, que soudain ils s'élancent en foule et inondent la plaine; ils débordent nos ailes, caracolent sur les flancs et les derrières des Français, et cherchent l'endroit le plus faible pour pénétrer; mais ils ne rencontrent sur toute la ligne que des murailles de fer qui vomissent la flamme : d'autres masses chargent avec impétuosité la droite et le front de l'armée; elles approchent jusqu'à portée de la mitraille; aussitôt l'artillerie se démasque et les dissipe. Alors les Français s'ébranlent et emportent le village de Chébreiss. Après deux heures d'une action opiniâtre, l'ennemi laisse six cents hommes sur le champ de bataille et se retire en désordre vers le Caire; sa flottille, qui prend aussi la fuite, remonte le Nil. L'armée victorieuse couche à Chébreiss, et reprend la route du Caire, au milieu de toutes privations, à travers des villages abandonnés, et sur un sol presque sans végétation alimentaire. Aussi, malgré quelques adoucissemens offerts aux peines de tous, la mélancolie et

la tristesse règnent parmi nos soldats; ils regrettent hautement l'Italie et la France, et se regardent comme déportés dans un pays ingrat et plus dangereux cent fois que l'ennemi. Bonaparte entend ces plaintes, et cherche à les apaiser en plaçant toujours son bivac dans les lieux les plus incommodes.

Le 21 juillet, l'armée, partie d'Omdinar pendant la nuit, arrive sur les deux heures après midi à une demi-lieue d'Embabeh, et voit le corps des Mamelucks se déployer en avant du village. Bonaparte fait faire halte; l'excès de la fatigue et de la chaleur accablait les troupes : un repos d'une heure seulement est le besoin du soldat; mais les mouvemens de l'ennemi leur en commandent le sacrifice, et l'ordre de la bataille devient un besoin plus impérieux.

Tout est nouveau pour les Français. En arrière de la gauche de l'ennemi s'élevaient les pyramides, ces immobiles témoins des plus grandes fortunes et des plus grandes adversités du monde. En arrière de la droite coulait majestueusement le vieux Nil, brillaient les trois cents minarets du Caire, et s'étendaient les plaines jadis si fertiles de l'antique et populeuse Memphis. Le costume magnifique, l'éclat des armes, la beauté des chevaux de la cavalerie des beys, contrastaient singulièrement avec


Plan
DE LA BATAILLE
DES
PYRAMIDES
par A. M. Perrot
Dugua
Menou
Bon
Reignier
Rampon
Embabeh
Marmont
Desaix
Biktil
Mourad-Bey
Ile de Boulaq
Boulaq
Ibrahim
NIL
Ile de Houdah
El Giseh
Khalig
el Hemar
LE CAIRE
Citadelle
Vieux Caire
Ville des Tombeaux
Mokalam
Pyramides
de Giseh

l'uniforme et l'armement sévère des bataillons français, dont le général se confond avec eux par la simplicité. C'est Léonidas luttant avec ses Spartiates contre la fastueuse armée des Satrapes; mais il n'y eut pas de Thermopyles. Les pyramides furent heureuses aux Français. « Soldats, s'écrie « Bonaparte, songez que, du haut de ces monu- « mens, quarante siècles vous contemplent! »

Mourad-Bey appuie sa droite au Nil, vers lequel il a construit à la hâte un camp retranché, garni de quarante pièces de canon, et défendu par une vingtaine de mille hommes, janissaires et spahis; sa gauche, qui se prolonge vers les pyramides, comprend dix mille Mamelucks servis chacun par trois Fellahs, et trois mille Arabes. Bonaparte dispose son armée comme à Chébreiss, mais de manière à présenter plus de feu aux ennemis: Desaix occupe notre droite, Vial notre gauche, Dugua le centre. La reconnaissance du camp retranché nous apprend que son artillerie n'est point sur affûts de campagne, et ne pourra sortir non plus que son infanterie qui n'oserait le faire sans canons. Aussitôt Bonaparte ordonne un mouvement de toute son armée sur sa droite, en passant hors de la portée des pièces du camp : dès lors l'artillerie et l'infanterie deviennent presque inutiles à l'ennemi, et nous n'aurons affaire qu'aux Mamelucks.

Né avec l'instinct de la guerre et doué d'un coup d'œil pénétrant, Mourad sent que le succès de la journée dépend de ce mouvement, et qu'il faut l'empêcher à tout prix. Il part avec six à sept mille chevaux, et vient fondre sur la colonne du général Desaix. Attaquée en marche, cette colonne paraît ébranlée et même en désordre un moment; mais les carrés se forment et reçoivent avec sang-froid la charge des Mamelucks, dont la tête seule avait commencé le choc. Reynier flanque notre gauche. Bonaparte, qui se tenait dans le carré du général Dugua, avance aussitôt sur le gros des Mamelucks, et se place entre le Nil et Reynier. Les Mamelucks font des efforts inouis pour nous entamer; ils périssent foudroyés par le feu de nos carrés, comme sous les murs d'autant de forteresses. Ces remparts vivans font croire à l'ennemi que nos soldats sont attachés les uns aux autres. Alors les plus braves acculent leurs chevaux contre les baïonnettes de nos grenadiers, et les renversent sur eux; ils succombèrent tous. La masse tourne autour de nos carrés en cherchant à pénétrer dans les intervalles; dès lors leur but est manqué : au milieu de la mitraille et des boulets, une partie rentre dans le camp : Mourad, suivi de ses plus habiles officiers, se dirige sur Gizeh, et se trouve ainsi séparé de son armée. Cependant la division Bon se porte sur

le camp retranché, tandis que le général Rampon vole occuper une espèce de défilé entre Gizeh et ce camp où règne la plus horrible confusion. La cavalerie se jette sur l'infanterie, qui, voyant la défaite des Mamelucks, s'enfuit vers la gauche d'Embabeh : un bon nombre parvient à se sauver à la nage ou avec des bateaux, mais beaucoup sont précipités dans le Nil par le général Vial. Les autres divisions françaises gagnent du terrain; pris entre leur feu et celui des carrés, les Mamelucks essaient de se faire jour, et tombent en désespérés sur la petite colonne du général Rampon; tout leur courage échoue contre ce nouvel obstacle : ils tournent bride, mais un bataillon de carabiniers, devant lequel ils sont obligés de passer à cinq pas, en fait une effroyable boucherie : tout le reste périt ou se noie. Mourad-Bey n'emmène dans sa retraite que deux mille cinq cents Mamelucks sauvés comme lui du carnage. Le camp des ennemis enlevé à la baïonnette, les cinquante pièces de canon qui le défendaient, quatre cents chameaux, les vivres, les trésors, les bagages de cette noble milice d'esclaves, l'élite de la cavalerie de l'Orient, et la possession du Caire, furent les trophées de la victoire d'Embabeh. Bonaparte, qui connaissait toute la puissance des anciens souvenirs, et aspirait sans cesse à semer sa vie de glorieuses compa-

raisons avec les grandes choses, voulut donner à cette brillante journée le nom de *bataille des Pyramides*.

Les divisions Desaix, Reynier et Dugua, après avoir poursuivi les ennemis jusqu'à la nuit, reviennent à Gizeh. Déjà les troupes françaises étaient établies dans cette ville, ainsi que dans le camp retranché d'Embabeh, où les divisions Bon et Menou nageaient au sein de l'abondance. Bonaparte habite la maison de campagne de Mourad-Bey. Bientôt il reçoit à son quartier général une députation des cheicks et des notables du Caire, que le passage des Mamelucks échappés au glaive, et la fuite du pacha Seïd-Aboubeker et d'Ibrahim-Bey, le prudent compétiteur de Mourad, avaient livrés à tous les excès populaires. Déjà, par une proclamation expédiée dans cette ville, on avait cherché à prévenir ce malheur et à répandre la confiance parmi les habitans. Les députés venaient traiter de la reddition des janissaires et de la place, et implorer la clémence du vainqueur. Bonaparte les accueille avec bienveillance, et les congédie sous l'escorte de deux compagnies d'élite aux ordres de l'intrépide Dupuy, nommé général de brigade sur le champ de bataille. La rive droite du Nil, où brillaient les flammes de soixante bâtimens chargés de richesses, auxquels les Mame-

lucks ont mis le feu, éclaire la marche de nos soldats, qui pénètrent la nuit dans les murs de la capitale et s'égarent dans ses rues étroites, longues et silencieuses. Toutes les portes sont fermées, toutes les lumières éteintes. On n'entend pas le bruit d'un homme; les chiens, dont cette ville immense est remplie, répondent seuls, par de longs hurlemens, au tambour des Français.

Le 25 juillet, le général en chef fait son entrée au Caire, au milieu de la foule du peuple accouru pour contempler les vainqueurs des Mamelucks. Son premier soin, après avoir donné le commandement de la place au général Dupuy, est d'organiser définitivement le divan provisoire, institué par les habitans, et de régler l'administration des pays que nous allons occuper. Kléber réside à Alexandrie, Menou à Rosette, Dupuy à Damanhour; Zayonscheck est envoyé dans le Menoufieh, Murat dans le Kélioub, Vial dans les provinces de Mansourah et de Damiette, Fugières dans celles de Garbyeh, et Belliard à Gizeh. Desaix a reçu l'ordre de construire un camp retranché à quatre lieues de cette ville, afin de maintenir toute la contrée. On prend position au vieux Caire et à Boulaq; un corps d'observation se porte sur El Khankah pour surveiller Ibrahim. Ce corps forme bientôt l'avant-garde de l'armée,

qui se met en mouvement pour chasser ce bey de l'Égypte. Bonaparte la commande; il rencontre en avant de Belbeis les débris de la caravane des pélerins de la Mecque, dont la plus forte partie est emmenée par Ibrahim; il délivre les marchands des Arabes qu'ils ont pris pour escorte, et qui les pillent; il les fait ensuite accompagner jusqu'au Caire par des Français. Ibrahim avait fui sur Salahieh; il sortait de cette ville au moment de notre arrivée; on voyait défiler avec ses trésors et ses femmes une grande quantité de bagages. Environ mille Mamelucks composaient son arrière-garde. Des détachemens de cavalerie française, emportés par leur fougue, et sans doute aussi par l'espoir du butin, fondent avec impétuosité sur les Mamelucks, et s'ouvrent un passage dans leurs rangs; ils y sont enveloppés. On vole à leur secours; la charge devient générale: les guides de Bonaparte suivent les hussards; les aides de camp, les généraux se jettent dans la mêlée: Bonaparte reste presque seul. Enfin le 3e de dragons s'avance, et par une fusillade bien dirigée, force les Mamelucks à la retraite: ceux-ci se battirent avec le courage le plus ardent. Le chef d'escadron d'Estrée, l'aide de camp Sulkowski, reçurent, l'un quatorze coups de sabre, l'autre sept, et plusieurs coups de feu; Lasalle,

chef de brigade, le général Murat, Duroc, aide de camp de Bonaparte, Arrighi, son parent, l'adjudant général Leturcq, se distinguèrent par des prodiges d'audace et de valeur. Ibrahim fut rejeté dans le désert. Bonaparte, débarrassé d'un dangereux adversaire, s'occupe des moyens de l'empêcher de reparaître en Égypte, et de faire marcher l'armée sur la Syrie, si un ennemi se présente de ce côté. Il donne aux officiers du génie les ordres nécessaires pour la construction d'une forteresse; en attendant, il laisse Reynier à Salahieh, avec sa division, et revient au Caire.

On a vu plus haut que Brueys avait trois partis à prendre pour répondre aux vives sollicitudes du général en chef, touchant le salut de l'escadre; il choisit le second de ces partis, c'est-à-dire qu'il décida de s'embosser dans la rade d'Aboukir. Cette résolution offrait sans doute des périls; mais on aurait tort de juger, d'après l'événement, que si l'amiral conçut l'espérance de résister aux Anglais dans sa position, cette espérance manquait de fondement. Cependant Bonaparte, resté sans nouvelles de la flotte pendant treize jours, parce que la correspondance se trouvait interceptée, croyant au succès des sondes, d'après des avis récens d'Alexandrie, se hâta d'expédier, le 30 juillet, son aide de camp Julien, chargé de trans-

mettre à l'amiral, dont on venait enfin de recevoir des lettres, l'injonction d'entrer dans le vieux port d'Alexandrie, ou de partir au moment même pour Corfou. L'officier rencontra dans la route un parti d'Arabes, et périt massacré avec ses quinze hommes d'escorte; au reste, malgré toute la diligence possible, il n'aurait pu arriver à temps pour prévenir le désastre d'Aboukir.

Le 1er août, vers trois heures après midi, on signala l'escadre anglaise, forte de quatorze vaisseaux de ligne et deux bricks. Le contre-amiral Blanquet-Duchayla commandait notre aile gauche, où se trouvaient *le Guerrier, le Conquérant, le Spartiate, l'Aquilon, le Peuple-Souverain* et *le Franklin. L'Orient*, de 120 canons, monté par l'amiral Brueys, était au centre; venait ensuite *le Tonnant*, commandé par du Petit-Thouars; et enfin, à l'aile droite, le contre-amiral Villeneuve avait sous ses ordres *l'Heureux, le Mercure, le Guillaume-Tell, le Généreux, le Timoléon*. Le 30 juillet, l'amiral avait appelé ses capitaines à son bord, pour tenir conseil et décider si l'on devait combattre embossé ou à la voile. La majorité fut de l'opinion du capitaine du Petit-Thouars, qui se prononça pour combattre à la voile. Le contenait l'opinion contraire, et se prévalut de son autorité pour que l'on s'y soumît. Il s'

deux lieues de terre, laissant derrière sa flotte une passe plus que praticable pour un vaisseau de haut bord, et négligeant d'y faire couler quelques vieux navires, pour rendre ce passage impossible à l'ennemi. Il avait également négligé l'armement de la côte, qui eût si heureusement soutenu sa ligne d'embossage; et, par une autre fatalité, il avait envoyé à terre une partie de ses équipages. A six heures l'action s'engage par une violente canonnade; bientôt une partie de la flotte ennemie, doublant la tête de la ligne française, parvient à la couper et à jeter l'ancre entre la terre et nous, tandis que Nelson parcourt notre front avec le reste de ses forces. Deux bâtimens anglais échouent en exécutant ce plan hardi; mais notre centre et notre avant-garde sont placés entre deux feux. De part et d'autre on se bat avec la dernière opiniâtreté. Au bout d'une heure, *le Guerrier, le Conquérant,* ont la moitié de leur monde tué, leurs canons démontés, leurs manœuvres hachées, leurs mâts brisés, et succombent tour à tour. La frégate *la Sérieuse,* attaquée par *le Goliath,* oppose la plus vigoureuse résistance; percée de part en part, elle ule et se défend toutefois jusqu'à ce qu'elle ait nu une capit on. La nuit arrive, et les deux n'ont pl r éclairer une bataille si e, d'au ières que celle du feu de

douze cents pièces de canon qui tonnent, et dont la commotion agite la mer comme dans une tempête.

Dès le commencement, Brueys avait été blessé; vers les huit heures du soir, il tombe renversé par un boulet. Gantheaume, son ami, veut le faire emporter : « Non, dit-il en lui serrant la main; « un amiral français doit mourir sur son banc de « quart. » Il expire au bout d'un quart d'heure. Au même instant, le capitaine de pavillon, Casa-Bianca, ainsi que son capitaine de frégate, sont emmenés au poste des blessés. Malgré ces malheurs, *l'Orient* redouble d'audace et d'intrépidité. Déjà plusieurs vaisseaux ennemis, criblés de ses boulets, ont été contraints à la fuite. *Le Bellérophon*, qui leur succède, voit ses trois mâts abattus et perd la moitié de son équipage; réduit à l'impossibilité de manœuvrer, le vent l'entraîne sur notre arrière-garde, dont il reçoit toutes les bordées. Près de couler, les cris des Anglais annoncent qu'il se rend : si dans ce moment Villeneuve coupe ses câbles et saisit l'occasion offerte, il s'empare du *Bellérophon* sans coup férir; il dégage *l'Orient* ainsi que les autres vaisseaux seuls aux prises avec l'ennemi, et change un revers prochain en une brillante victoire. Villeneuve reste immobile, sans qu'alors ni depuis on ait pu expliquer sa conduite. Comme *l'Orient*, abandonnés

à eux-mêmes, *le Spartiate, le Peuple-Souverain, l'Aquilon,* combattent avec le même héroïsme et font un mal horrible aux Anglais, dont plusieurs bâtimens ne tirent plus. Mais, à neuf heures et un quart, l'incendie éclate sur *l'Orient :* aucun effort ne peut éteindre les flammes au milieu du carnage, au milieu de notre feu, qui continue malgré les ordres de Gantheaume; l'équipage se jette à la mer; une partie se noie, une partie se sauve : une demi-heure après, *l'Orient,* embrasé dans tous ses quartiers, saute en l'air avec un fracas qui jette les deux flottes dans la même stupeur. Malgré cet épouvantable désastre, les Français recommencent le combat : entre cinq et six heures du matin, il redevient terrible; il dure encore à midi, et ne se termine qu'à deux heures, après la prise ou la ruine de presque tous nos vaisseaux. Au dire de nos adversaires, Villeneuve pouvait encore décider le succès en notre faveur, même après l'explosion de *l'Orient ;* il le pouvait encore à minuit, s'il fût entré en ligne : au lieu de cela, il partit avant la fin de l'action, avec *le Guillaume-Tell, le Généreux* et les frégates *la Diane* et *la Justice,* sans être poursuivi par l'ennemi qui n'était pas en état de l'inquiéter; les trois autres bâtimens de Villeneuve s'échouèrent à la côte et devinrent la proie des Anglais.

La Fortune nous fit éprouver sa rigueur à la bataille d'Aboukir; mais quoique chaque vaisseau français manquât du tiers de son monde, nos marins ennoblirent leur défaite par des prodiges de valeur qui méritaient la victoire. Il y eut des dévouemens sublimes : le jeune Casa-Bianca, enfant de neuf à dix ans, et qui avait montré une constance au-dessus de son âge, fut englouti dans les flots à côté de son père, qu'il refusa de quitter; Thevenard, commandant de *l'Aquilon*, cruellement déchiré par les boulets, ne cessa d'encourager les siens jusqu'au dernier soupir; Blanquet-Duchayla, frappé à la figure par un coup de mitraille, et apprenant qu'il ne lui restait plus que trois pièces de canon capables de servir, disait : « Tirez; notre dernier coup peut être funeste à « l'ennemi. » Du Petit-Thouars eut les deux cuisses emportées, et voulut mourir à son poste, comme Brueys; un autre boulet lui enleva un bras; ainsi mutilé, il s'écriait : « Equipage du « *Tonnant*, ne vous rendez pas; coulez bas plu- « tôt; clouez le pavillon; » et il ordonnait qu'on précipitât son corps à la mer, si les Anglais venaient à s'emparer de son bord. Quand le *Tonnant* fut pris, ils n'y trouvèrent qu'un jeune aspirant, qui commandait le vaisseau.

La journée d'Aboukir et celle de Trafalgar mar-

quent deux des plus grandes fatalités de la vie de Bonaparte : l'une lui ferma le chemin de l'Asie, l'autre lui ravit peut-être l'empire qu'il aurait conquis dans le canal de la Manche, si ce même amiral Villeneuve eût exécuté ses ordres et décliné le combat qu'il aurait dû chercher devant Aboukir.

Kléber lui-même, l'héroïque Kléber, parut ébranlé de la ruine de notre flotte; Bonaparte en apprit la nouvelle avec une fermeté à toute épreuve; aucun trouble ne se peignit sur son visage, rien ne trahit la profonde impression qu'il dut recevoir d'un événement dont il mesura d'abord toutes les conséquences. Dissiper la confusion et la stupeur qui régnaient à Alexandrie, malgré la présence de Kléber; demander et obtenir la vérité tout entière sur notre affreux malheur; secourir les vivans dans leur détresse; honorer les illustres morts dans leur tombeau; consoler leurs familles par des paroles quelquefois marquées au cachet de la douleur d'une ame mélancolique; rassurer l'armée par des paroles empreintes d'un tout autre génie; rétablir l'ordre partout; réunir, organiser les restes de notre marine sur l'escadre de Villeneuve, réfugiée répandre dans tous les cœurs les gloire nouvelle, qui allait

naître pour l'armée d'Egypte du sein même de cette grande calamité : voilà une faible esquisse des soins du héros dans ces graves circonstances où il fut vraiment la providence de tous les Français abandonnés désormais sur la terre des Pharaons.

Prisonnier dans sa propre conquête, devenue une patrie pour nos troupes et pour lui, s'il désespérait de son avenir, Bonaparte ne serait que l'homme de la fortune. Il va régner; le général de l'armée française est aussi le sultan de l'Egypte : il doit consacrer tout son génie à ses soldats et à ses sujets. Le destin lui fait faire l'essai du sceptre sur les bord du Nil; et ce caractère supérieur revêt alors une teinte orientale qu'offriront toujours dans la suite ses volontés et ses desseins. La nature semblait l'avoir créé pour le trône de l'Asie; il avait reçu, pour s'y maintenir, tout ce qui l'a précipité de celui qu'il éleva depuis sur l'Europe. Cette royauté forcée et passagère en Egypte développera en lui tous les germes de la puissance absolue, que le sol de la France refusait encore de féconder. En Occident, Bonaparte pouvait balancer entre César, Scipion, Charlemagne et Charles-Quint; mais, dans l'Orient, il ne peut voir qu'Alexandre, Sésostris, et peut-être Mahomet. Toutefois il marche avec son siècle, et c'est le personnage d'un calife éclairé qu'il veut

montrer au monde. Il recommencera en Egypte le rôle des Abassides en Espagne : à la tête d'une armée invincible, entouré d'un état-major de philosophes, il fera fleurir les arts de l'Europe et la religion du Croissant; donnant ainsi à l'univers le spectacle nouveau d'un conquérant qui révère le culte implacable des vaincus, et leur rappelle leur grandeur passée, par la vénération dont il honore les monumens de leur pays. « Nous n'a-« vons plus de flotte, avait-il dit au moment de « la fatale nouvelle; eh bien! il faut rester ici, « ou en sortir grands comme les anciens. » Dans cet adieu stoïque à la flotte, les soldats acceptèrent toute leur destinée : les habitans furent loin d'éprouver les mêmes sentimens de résignation.

Une fermentation sourde se fit bientôt remarguer dans l'immense ville du Caire. On était à l'époque où le retour de la grande opération de la nature, qui chaque année épanche le Nil sur le sol égyptien, ramène l'antique cérémonie que la reconnaissance célèbre depuis tant de siècles en mémoire de ce bienfait. Bonaparte saisit habilement l'occasi rendre un hommage éclatant à usage à olitique et religieux. Placé un pavill e pacha du Caire, il pré- la pomp ce dernier lui abandonne eur. qu'il a donné, la statue

de la fiancée du Nil est précipitée dans les flots, la digue est rompue, et les noms de Bonaparte, de Mahomet, se confondent dans les airs. Le général français jette de l'or à la foule, distribue trente-huit cafetans aux principaux officiers, et revêt de la pelisse blanche le nakibredjah, de la pelisse noire le mollah, gardien du meqyas, monument qui renferme le nilomètre. Tout le peuple chantait les louanges du prophète et celle de notre armée, et, maudissant la tyrannie des beys, disait avec transport à Bonaparte : « Oui, vous « êtes venu nous délivrer par l'ordre de Dieu « miséricordieux, car vous avez pour vous la vic- « toire et le plus beau Nil qu'il y ait eu depuis un « siècle. Ce sont deux bienfaits que Dieu seul « peut accorder. » Cette brillante solennité eut lieu quinze jours après le désastre d'Aboukir. La fortune offrit encore au nouveau sultan une circonstance favorable pour asseoir son pouvoir sur le respect des traditions et la croyance de ses sujets. On fête l'anniversaire de la naissance de Mahomet dans plusieurs provinces et au Caire avec la plus grande magnificence. Les processions des fidèles, les chœurs de danse et d'instrumens, les évolutions militaires dirigées par Bonaparte lui-même, une illumination générale, les feux d'artifice, les festins les plus somptueux, ani-

mèrent toute la ville pendant quatre jours. Bonaparte parut en public, et donna la pelisse d'honneur au cheick El Bekry, reconnu pour le premier descendant de Mahomet, et nommé le matin même le nakil-el-ascheraf, ou chef des cheicks, en remplacement d'Osman-Effendi qui avait pris la fuite ; il répandit également de grandes aumônes. Enfin, l'époque non moins religieuse du départ de la caravane du Caire pour la Mecque, vint compléter le cours de naturalisation qu'il faisait faire à l'armée française, et ajouter à la confiance que les cérémonies de l'entrée du Nil au Caire et de la naissance de Mahomet auraient pu inspirer aux Egyptiens. Il recommanda par les ordres les plus absolus la protection des pélerins ; il écrivit lui-même une lettre très pressante au chérif de la Mecque.

Mais, au milieu de tous ces soins, il était obligé de céder à l'impérieuse nécessité d'une administration régulière qui assurât la subsistance de ses troupes, qui pourvût à la défense de la contrée, et qui créât un système de contributions. Ce fut précisément à cette dernière partie de sa législation que les habitans accordèrent le moins de faveur ; de nombreuses insurrections à main armée signalèrent encore une fois au général en chef les dangers de sa position. Les émissaires des beys, Ibrahim et Mourad, trouvèrent le moyen de sou-

lever plusieurs populations contre lesquelles toute la valeur française dut se déployer. Ainsi, l'établissement de la paix et d'un ordre social ramenait les désastres et la guerre. De nombreuses exécutions militaires sur les points de la révolte la comprimaient momentanément; mais elle renaissait des cendres des villages incendiés, et la vengeance répondait à ces actes de justice rigoureuse, comme la haine accueillait toutes les dispositions relatives à la tranquillité et à la prospérité du pays. Les Egyptiens étaient aussi peu Français que Bonaparte était peu Musulman : habitués au repos monotone d'une soumission servile, ils se virent tout à coup envahis et troublés par le règne des lois, qui offensait leurs lâches habitudes, comme l'arbitraire offense la liberté. On ne substitue pas aisément l'obéissance raisonnée à l'obéissance passive. L'esclavage est un code sans commentaires qui a ses fanatiques. Le Koran forme ce code tout entier, et réprouvait d'ailleurs comme infidèles les nouveaux législateurs : ainsi la religion nous opposait une barrière insurmontable. L'armée, condamnée à être presque toujours conquérante pendant son séjour en Egypte, remplit son rôle avec succès, parce que le langage de la force se fait entendre de tous les peuples.

Cependant le 22 septembre 1798 annonça à nos

soldats la fête de la fondation de la république. Bonaparte voulut rendre cette fête nationale pour les Egyptiens : il fit construire à grands frais un cirque immense dans la principale place du Caire. Ce cirque était décoré de cent neuf colonnes qui portaient chacune un drapeau, et chaque drapeau le nom d'un département. Au milieu paraissait un obélisque colossal chargé d'inscriptions; sur sept autels antiques brillaient des trophées, et étaient gravés les noms des braves morts en combattant. A l'entrée s'élevait un arc de triomphe, où l'on avait représenté la bataille des Pyramides; et parmi les inscriptions arabes, on lisait celle-ci : *Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète.* Le rapprochement entre le tableau et l'inscription n'avait pas le mérite de la convenance et de l'à-propos; mais les difficultés qui entouraient Bonaparte le contraignaient de flatter également les vainqueurs et les vaincus. Il disait à ses troupes le jour de cette fête : « Il y a cinq ans, l'indépendance du peuple « français était menacée : vous reprîtes Toulon; « ce fut le présage de la ruine de vos ennemis. Un « an après, vous battiez les Autrichiens à Dego; « l'année suivante, vous étiez sur le sommet des « Alpes : vous luttiez contre Mantoue il y a deux « ans, et nous remportions la célèbre bataille de « Saint-Georges. L'an passé, vous étiez aux sour-

« ces de la Drave et de l'Isonzo, de retour de l'Al-
« lemagne. Qui eût dit alors que vous seriez sur
« les bords du Nil, au centre du continent? De-
« puis l'Anglais, célèbre dans les arts et le com-
« merce, jusqu'au hideux et féroce Bédouin, vous
« fixez les regards du monde. Soldats, votre
« destinée est belle..... Dans ce jour, quarante
« millions de citoyens célèbrent l'ère des gouver-
« nemens représentatifs; quarante millions de ci-
« toyens pensent à vous..... »

Ce discours est accueilli par les acclamations de l'armée, et le nom de Bonaparte se mêle dans les airs au cri mille fois répété de *vive la République!* Des évolutions militaires appellent ensuite l'attention du peuple égyptien, tandis qu'un détachement va planter à Gizeh l'étendard tricolore sur la plus haute des pyramides. En même temps une table se prépare dans une salle du palais; deux cents personnes sont invitées au banquet : les couleurs françaises et ottomanes flottent confondues au-dessus des convives; le croissant turc et le bonnet de la liberté, la déclaration des droits de l'homme et les tables du Koran figurent ensemble par la plus étrange des réunions, et forment un spectacle que le monde n'aura vu qu'une fois. Des courses à pied et à cheval terminent cette fête, qu'embellit encore une brillante illumination.

Les conquérans ne manquent jamais de poètes. On chantait dans la grande mosquée du Caire : « Réjouissez-vous, ô fils des hommes, de ce que « le grand Allah n'est plus irrité contre vous! ré- « jouissez-vous de ce que sa miséricorde a amené « les braves de l'Occident pour vous délivrer du « joug des mamelucks! Que le grand Allah bénisse « le favori de la Victoire! que le grand Allah fasse « prospérer l'armée des braves d'Occident! » Cependant *les fils des hommes* conspiraient contre *les braves d'Occident*, pour rentrer sous leur premier joug; et ils conspiraient dans cet impénétrable silence qui distingue toujours les complots des esclaves.

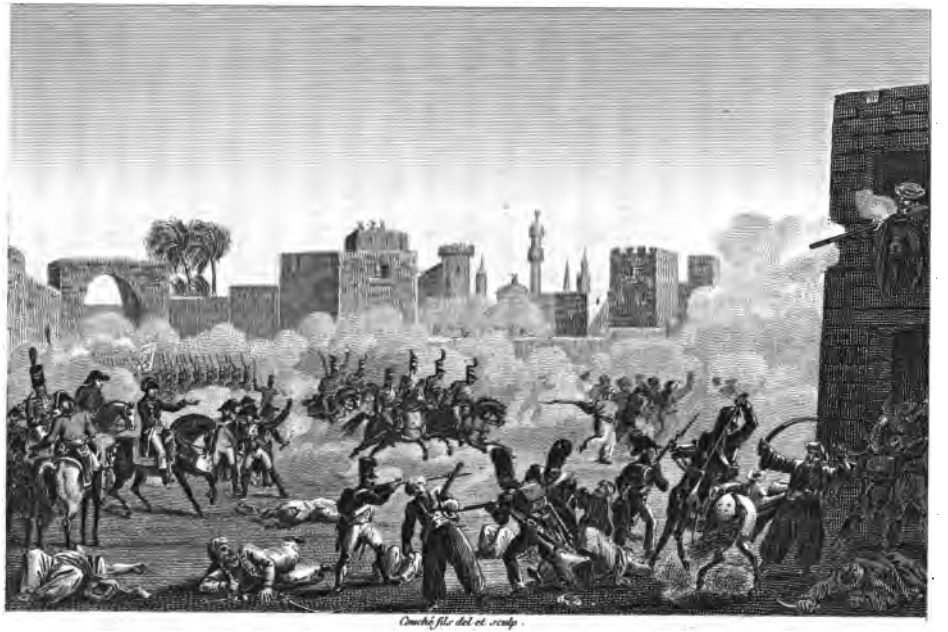
Toutefois le Caire, transformé en métropole française, offrait, grâce à l'infatigable activité de Bonaparte, l'aspect et les ressources d'une ville d'Europe, et semblait, au milieu de la barbarie indigène, un oasis de civilisation et d'industrie qui rendait à l'armée les jouissances de la patrie et trompait son exil. Jusqu'alors la guerre et l'administration militaire avaient rempli la pensée du général en chef; c'était le devoir de la conquête et le besoin de l'occupation. Il fallait enfin caractériser la possession et l'établissement par la formation du gouvernement civil. Le divan du Caire, composé des plus considérés parmi les habitans,

suffisait pour ce projet; les autres villes reçurent également le bienfait de l'organisation municipale. La création de l'Institut d'Égypte, le lendemain de la fête de la République, donna à l'expédition ce relief qui devait en faire le plus bel épisode de cet âge de prodiges, et honorer à jamais le fondateur. On comptait dans ce corps, digne de rivaliser avec celui de la mère-patrie, l'habile Fourrier, aujourd'hui secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences; Berthollet, dont la chimie moderne a consacré la mémoire; Monge, le père de la géométrie descriptive; Dubois, alors l'espérance de son art, et maintenant l'un des premiers chirurgiens de l'Europe; Larrey, dont le nom sera béni long-temps par les armées françaises; le médecin Desgenettes, déjà connu par son expérience, et depuis illustré par son héroïsme à l'hôpital de Jaffa; les savans Louis Costaz, Champy, Girard, Nouet et Malus; Say, le rival d'Adam Smith; l'industrieux Conté, si utile à la colonie; le peintre Redouté; le poète Parseval Grandmaison; et d'autres hommes d'élite, parmi lesquels on remarquait les militaires Caffarelli et Pulkowski; et enfin le général en chef, qui rehaussait de tout l'éclat de sa gloire d'Italie et d'Orient toutes ces célébrités européennes. Bonaparte forma aussi quatre classes : mathématiques, physique, économie politi-

que, littérature et beaux-arts. Une bibliothèque, un cabinet de physique, un observatoire, un jardin botanique, un laboratoire de chimie, un musée d'antiquités, une ménagerie, furent établis pour les travaux des classes. Bonaparte, qui n'oublia jamais dans ses proclamations sa qualité de membre de l'Institut national, y joignit alors celle de président de l'Institut d'Égypte. Cette contrée devint la source de grandes et utiles investigations; elle permit à la science, qui eut ses héros comme la guerre dont elle devait assurer les triomphes, d'élever des monumens plus durables encore que les trophées militaires. On mit tout en usage pour acclimater l'armée exilée : il était plus difficile de plier les Égyptiens à nos mœurs. Bonaparte chargea l'Institut de dresser un tableau comparatif des mesures égyptiennes et françaises, de composer un vocabulaire français-arabe, ainsi qu'un triple calendrier, égyptien, cophte et européen. Ces ouvrages satisfaisaient aux premiers besoins de la société nouvelle : deux journaux, l'un de littérature et d'économie politique, sous le titre de *Décade Égyptienne;* l'autre de politique, sous celui de *Courrier d'Egypte,* furent rédigés au Caire. Un palais du bey et ses jardins métamorphosés en Tivoli, des lieux de réunion, des boutiques, des ateliers, des usines, des fonderies, des manufactures impro-

visées par les soins de l'ingénieux Conté, des moulins à vent, qui tournaient pour la première fois aux yeux des Égyptiens, des ateliers ouverts par Champy pour la fabrication de la poudre, la renaissance du commerce, objet de tant d'efforts réunis, imprimèrent à cette ville monotone et vassale de l'industrie de l'Europe et de l'Asie, un air d'activité, de création et d'indépendance sociale qu'elle n'offrit jamais sous les Ottomans.

L'incendie de la flotte avait forcé Bonaparte de renoncer aux vastes projets dont l'Égypte ne devait être que le premier théâtre. Déchu par cette grande catastrophe de l'espoir d'une autre entreprise, il était de la prudence, si remarquable dans son caractère, de ne négliger aucun moyen pour s'assurer la possession tranquille d'une colonie dont la conquête présentait une gloire inconnue en Europe, depuis la découverte des deux Indes. En conséquence, il s'occupa du recrutement de l'armée, qui fut réduite à recevoir dans ses rangs les esclaves de l'âge de seize à vingt-quatre ans, de toutes les races asiatiques et africaines, transplantées en Égypte : trois mille marins, échappés au désastre d'Aboukir, furent également enrégimentés, et composèrent la légion nautique. Toutes les rues du Caire étaient fermées la nuit par des portes, pour défendre les habitans des attaques des



Combé fils del. et sculp.

RÉVOLTE DU CAIRE.

Publié par Amb.se Dupont et Cie Rue Vivienne, N.o 56.

Arabes. Bonaparte fit abattre ces clôtures, parce qu'elles pouvaient servir de remparts en cas d'émeute. L'événement justifia sa prévoyance.

Quinze jours après, le 21 octobre, pendant que le général en chef se trouvait au vieux Caire, des rassemblemens séditieux et armés se forment dans la ville, et surtout dans la grande mosquée. Le général de brigade Dupuy, commandant de la place, qui, après la victoire des Pyramides, entra le premier au Caire, y périt aussi le premier. Le brave Sulkowski, aide de camp chéri de Bonaparte, meurt également massacré hors de la ville; il fut pleuré par le général en chef et par l'armée. Les Français de toute classe, de toute condition, tombent impitoyablement égorgés dans les rues, dans les maisons. Les mosquées deviennent les forteresses de la rébellion; les Imans donnent, du haut des minarets, le signal de la destruction des infidèles. Soulevée par les cheicks, l'immense population du Caire a juré par Mahomet d'exterminer les Français. Elle s'élance avec audace aux portes de la ville, dont elle veut interdire l'accès à Bonaparte. En effet le général en chef, repoussé à la porte du Caire, se voit obligé de passer par celle de Boulaq. Jamais il n'y eut de moment plus critique dans la vie d'un conquérant. Mourad-Bey tenait toujours la campagne dans la Haute-Egypte contre l'infa-

tigable Desaix. Les généraux Menou et Dugua contenaient à peine l'Égypte-Inférieure : tout le désert était en armes. Les Arabes secondaient les fellahs et les insurgés du Caire. Le Directoire, malgré sa promesse d'ouvrir des négociations avec la Porte, au sujet de l'expédition, avait gardé le silence, et manqué à sa parole envers Bonaparte, qui n'était parti que sur la foi de cette importante communication. Un manifeste du Grand-Seigneur, répandu avec profusion dans toute l'Egypte par les Anglais et les émissaires des beys dépossédés, lui apprit tout son péril, ainsi que la criminelle insouciance du Directoire. On lisait dans ce manifeste : « Le peuple français (Dieu veuille détruire « son pays de fond en comble, et couvrir d'ignominie ses drapeaux!) est une nation d'infidèles « obstinés et de scélérats sans frein.... Ils regardent le Koran, l'Ancien-Testament et l'Évangile « comme des fables.... O vous, défenseurs de l'islamisme; ô vous, héros protecteurs de la foi; ô « vous, adorateurs d'un seul Dieu, qui croyez à « la mission de Mahomet, fils d'Abder-Allah, « réunissez-vous, et marchez au combat, sous la « protection du Très-Haut! Grâce au ciel, vos « sabres sont tranchans, vos flèches sont aiguës; « vos lances sont perçantes, vos canons ressemblent à la foudre! Dans peu, des troupes aussi

« nombreuses que redoutables s'avanceront par « terre, en même temps que des vaisseaux, aussi « hauts que des montagnes, couvriront la surface « des mers.... Il vous est, s'il plaît à Dieu, ré- « servé de présider à leur entière destruction. « Comme la poussière que les vents dispersent, « il ne restera plus aucun vestige de ces infidèles, « car la promesse de Dieu est formelle : l'espoir « du méchant sera trompé, et les méchans péri- « ront. Gloire au Seigneur des mondes ! »

C'en était fait, non seulement de l'Egypte pour nous, mais de tous les Français, si Bonaparte ne s'était pas montré supérieur à ce danger qui s'élevait comme un ouragan au milieu du calme le plus profond. Il se souvient sans doute des Pâques vénitiennes. Il pénètre au Caire avec ses braves, donne des ordres, repousse les Arabes dans le désert, dirige ses colonnes à travers les rues, entoure la place de son artillerie, poursuit les révoltés qui s'entassent dans la grande mosquée, et leur offre le pardon : ils refusent, et combattent. Mais la nature se déclare aussi en faveur de Bonaparte : par un phénomène très rare dans ce climat, le ciel se couvre de nuages, et le tonnerre gronde. Les Musulmans, effrayés, demandent grâce : « L'heure de la clémence est passée, ré- « pond Bonaparte; vous avez commencé, c'est à

avec lui ses collègues, Berthollet, Monge, Dutertre, Costaz, Lepère, et Caffarelli du Falga, pris dans les quatre classes. Les généraux Berthier et Dommartin commandaient la caravane, qui comptait trois cents hommes. Après trois jours de marche dans le désert, Bonaparte parvient à Suez, visite la côte, ordonne de compléter les ouvrages de la place, passe la mer Rouge, et va reconnaître en Arabie les fontaines de Moïse. Au retour, surpris par la nuit et par la marée montante, il était submergé, si l'un de ses guides ne l'eût rapidement emporté sur ses épaules. Sans ce secours, il périssait comme le Pharaon de la Bible, circonstance qui n'eût pas manqué de servir de texte à des déclamations. Le lendemain de son arrivée, il établit à Suez une nouvelle douane, plus favorable au commerce avec l'Arabie, et saisit l'occasion d'instruire de ce changement le chérif de la Mecque; dans le même moment, une députation d'Arabes vient demander l'amitié des Français. Bonaparte s'occupa beaucoup d'administration pendant son séjour à Suez. Le commerce de l'Inde fixait particulièrement son attention. Il était aussi très partagé entre les musulmans et les wéchabites, qui sont les luthériens de l'islamisme. Il témoignait un intérêt assez vif pour ces nouveaux sectaires, chez lesquels il croyait rai-

CARTE
SYRIE
MER MÉDITERRANÉE
Jericho
JERUSALEM
Azote
Gaza
Kan-Younes
LAC ASPHALTITE
OU MER MORTE

sonnablement trouver plus de facilités et d'avantages dans les rapports politiques. Le peu de distance qui sépare une réformation d'État d'une réformation de culte n'avait pu lui échapper. Le mot réforme et la réforme armée créaient déjà entre les wéchabites et lui une véritable communauté d'intérêts.

Parseval Grandmaison, membre de l'Institut, resta à Suez en qualité de directeur des douanes. A deux lieues de cette place, Bonaparte aperçoit les traces de l'ancien canal, qui, au bout de quatre lieues, se perd dans les sables. Mais il en a reconnu l'existence, et il lui suffit que les anciens dominateurs de l'Egypte lui aient laissé un grand exemple à suivre; toutefois, il n'est pas destiné à recueillir l'héritage des Ptolémée. Bonaparte veut connaître les deux routes qui conduisent du Caire à Suez, et il revient par Belbeis, où est le quartier du général Reynier. Ce fut entre ces deux villes que, rencontrant une caravane des Arabes de Thor, escortée par des dromadaires, il fut frappé de la facilité avec laquelle on maniait ces animaux. Alors il s'arrêta et dit à Eugène Beauharnais, à Edouart Colbert et à d'autres jeunes officiers, de monter ces dromadaires; ils s'en tirèrent aussi bien que les Arabes : de là vint la résolution d'avoir un régiment de droma-

daires. A Belbeis, il apprend que Djezzar, pacha de Syrie, a fait occuper par l'avant-garde de son armée le fort d'El Arich, qui défend les frontières de l'Egypte, à dix lieues dans le désert. La rupture entre la Porte et la république n'est plus douteuse. Cette provocation explique le firman du Grand-Seigneur; mais Bonaparte sait qu'il faut porter la guerre au lieu de l'attendre.

L'expédition de Syrie est décidée. Il repart aussitôt pour le Caire, et entre à Salahieh. Il y met en mouvement la division Reynier, qui sera son avant-garde en Syrie comme elle l'est dans le désert. De retour au Caire, il donne ordre à dix mille hommes de se tenir prêts à marcher. Les généraux Bon, Kléber, Lannes et Reynier commandent l'infanterie, Murat la cavalerie, Dommartin l'artillerie, et Caffarelli du Falga l'arme du génie : Daure est ordonnateur en chef de l'armée. Perrée doit, avec trois frégates, croiser devant Jaffa et apporter l'artillerie de siége. L'artillerie de campagne et des divisions comprend cinquante bouches à feu. En peu de jours Reynier paraît devant El Arich, s'empare de la ville, détruit une partie de ses défenseurs, force l'autre à se renfermer dans le château, retrouve en avant les Mamelucks d'Ibrahim, les attaque et se rend maître de leur camp. Les Anglais bombardaient Alexandrie pour dé-

tourner Bonaparte de son projet sur la Syrie; mais il devine le but de cette hostilité, et la dédaigne : il arrive à El Arich le lendemain de la victoire de Reynier sur les Mamelucks, sept jours après son départ du Caire. Il fait sur-le-champ canonner une des tours du château. La brêche est ouverte, et en deux jours les barbares qui forment la garnison ont capitulé. Une partie prend service dans les rangs de l'armée française qui se remet en route.

On fit cinquante lieues dans le désert, et Boparte faillit être enlevé entre El Arich et Gaza, au village de Kayonnio, où il y a de l'eau passable. L'armée s'était égarée; Kléber, qui marchait à la tête, avait été trompé par ses guides : Bonaparte suivait le bon chemin avec une cinquantaine d'hommes, officiers et soldats; mais, à l'approche du village, il fut salué par la mousqueterie des Mamelucks d'Ibrahim. Il s'arrêta alors, et découvrit, à l'aide de sa lunette, un camp de quinze cents chevaux. Heureusement le jour disparut. Bonaparte donna ordre de rétrograder, et l'ennemi, qui crut n'avoir en face qu'un simple détachement, ne fit qu'une faible démonstration. A quatre lieues en arrière on rencontra Bessières avec le quartier général, et dans la nuit Kléber rallia. Le lendemain, les Français se réjouissent à la vue des belles montagnes de la Syrie, et des

plaines de l'antique Gaza qui leur rappellent le sol de la patrie. Gaza qui n'a plus de portes, et que les troupes de Djezzar abandonnent, envoie une députation au général en chef. L'armée y oublie toutes ses privations. Deux jours sont accordés à son repos et à l'organisation locale. Trois jours plus tard, nous sommes devant Jaffa, autrefois Joppé, si fameuse dans l'histoire merveilleuse des enfans d'Israël. Des forces imposantes la défendent; de hautes murailles flanquées de tours la protégent. Djezzar l'a confiée à des troupes choisies. Une artillerie formidable y est servie par douze cents canonniers turcs. L'importance de cette place qui présente un port à l'escadre, et qui est la clef des États du pacha, ne permet pas d'en retarder le siége. Au bout de trois jours l'investissement est formé, la tranchée ouverte; le bombardement commence, et bientôt on juge la brèche praticable. Bonaparte envoie un Turc porter une sommation au commandant de Jaffa, qui, pour toute réponse, fait couper la tête au parlementaire et ordonne une sortie. Mais cette sortie ne réussit point aux ennemis, et le soir même notre feu a fait crouler une de leurs tours. Le point de l'assaut est marqué; un spectacle d'un intérêt bien touchant frappe tout à coup le soldat : tous les chrétiens de la ville tenant dans leurs mains un crucifix, et criant

christian, christian, franchissent les remparts, et se précipitent dans nos rangs, où ils sont traités et accueillis comme des frères. Après cet événement, l'attaque contre les infidèles reprit tout son acharnement ; leur résistance opiniâtre ne sauva ni eux ni Jaffa. La ville est emportée; le massacre devient général; rien n'arrête la rage du vainqueur. La fureur donne la mort, et la mort donne la contagion. Pendant deux jours et deux nuits, le glaive exterminateur détruit ceux qui résistaient dans Jaffa. Ses dunes ont vu une partie de ce sacrifice à un dieu barbare, à ce dieu inconnu que les conquérans appellent la nécessité. Un millier de malheureux, la plupart compris dans la capitulation d'El Arich, furent passés par les armes. L'histoire transmet sans explication la mémoire de ce massacre à la postérité. Mais elle offrira pour document la proclamation de Bonaparte aux habitans du Caire, à son retour de Syrie. Là est le témoignage sans justification de la destruction des prisonniers de Jaffa. Les Égyptiens et les Mamelucks qui se trouvaient parmi eux furent renvoyés en Égypte, sous l'escorte d'un détachement de dromadaires.

Avant de quitter Jaffa, Bonaparte y établit un divan, une garnison et un grand hôpital. Des symptômes de peste s'étaient manifestés. Plusieurs

hommes de la 32e demi-brigade en avaient été atteints, et un rapport des généraux Bon et Rampon alarma sérieusement le général en chef sur la propagation de ce fléau. Alors s'ouvrit à Jaffa l'hôpital des pestiférés, et eut lieu cette scène fameuse dont M. Gros a fait un des chefs-d'œuvre de la peinture française. Bonaparte entra dans toutes les salles, accompagné des généraux Berthier et Bessières, de l'ordonnateur en chef Daure, et du médecin en chef Desgenettes. Le général parla aux malades, les encouragea, toucha leurs plaies en leur disant : « Vous voyez bien « que cela n'est rien. » Lorsqu'il sortit, on lui reprocha vivement son imprudence. Il répondit froidement : « C'est mon devoir; je suis le général « en chef. » Cette visite et la générosité de Desgenettes, qui, s'inoculant la contagion en présence de nos soldats, se guérissait par les remèdes qu'il leur prescrivait, rassurèrent le moral de l'armée, singulièrement ébranlé par l'invasion d'une aussi horrible calamité; et dès ce moment tous les hôpitaux furent soumis au même régime sans distinction.

L'armée se dirige sur Saint-Jean-d'Acre. Dans sa marche savante et rapide, elle enlève toutes les positions des nombreux ennemis qui l'attaquent; mais elle ne triomphe pas de tous les obstacles.

Il y eut une affaire assez meurtrière à son désavantage avec les Naplousains. Nos troupes furent repoussées, et le chef de brigade Barthélemy perdit la vie. C'était la seconde fois que les Français échouaient contre les habitans de Naplouse : pendant le siége de Jaffa, le général Damas tenta une malheureuse reconnaissance vers leurs montagnes ; il eut le bras cassé, et beaucoup d'hommes hors de combat. En plaine, les Naplousains, comme les peuples à qui la tactique est inconnue, devaient céder à la discipline européenne. Ils ne savaient pas faire la guerre, mais ils savaient défendre leurs foyers dans les fortifications que la nature leur avait données. Cependant Kléber, Lannes, Murat, Junot, Reynier, rivalisent de bravoure et de talent, pour suivre les inspirations audacieuses et les profondes combinaisons du général en chef. La prise de l'importante place de Caïffa, où l'armée trouve des munitions et des approvisionnemens en tous genres, forme un prélude glorieux aux travaux du siége d'Acre, à la conquête des châteaux de Saffet et de Nazareth, de la ville de Sour (Tyr), aux combats de Loubi, de Sedjarra, et à la fameuse bataille du Mont-Thabor.

Dans cette mémorable campagne de Syrie, tout présente l'empreinte de l'Orient ; tout est grand ;

le danger, la résistance, l'attaque, la vengeance, la barbarie. Soixante jours ont vu la valeur française briser vainement les murs de Saint-Jean-d'Acre, et Bonaparte, devenu plus inébranlable dans son dessein par les efforts de l'ennemi, communiquer toute l'opiniâtreté de sa résolution à des légions que les Romains eussent nommées invincibles. Elles sont invincibles. Chaque jour rend le péril plus imminent, la prise d'Acre plus nécessaire. Les firmans du Grand-Seigneur ont soulevé les populations d'une partie de l'Asie; elles descendent des montagnes, et accourent de Bagdad, de Damas, des bords de l'Euphrate, pour la destruction des infidèles; les flottes turques couvrent la mer et portent une armée qui vient au secours de la Syrie. Une autre se rassemble à Rhodes pour reconquérir l'Egypte, où Mourad-Bey occupe le général Desaix, où l'insurrection agite le Delta. Le pavillon d'Angleterre dirige la tempête maritime; il faut s'emparer d'Acre avant que son port ne reçoive ces nouveaux renforts. Mais l'artillerie de siége nous manque; enlevée par une croisière anglaise avec notre flottille, elle sert à fortifier les remparts d'Acre. Les deux assauts donnés à la ville ont prouvé la force des ouvrages qui la protégent, et Djezzar, pour seconder les mouvemens de la

grande armée de Damas, ordonne contre le camp de Bonaparte une sortie générale, que conduisent et soutiennent les équipages de l'artillerie des vaisseaux anglais. Bonaparte et l'impétuosité de nos bataillons ont bientôt refoulé les assiégés dans la place, et l'artillerie européenne des musulmans n'a servi qu'à rendre les Français plus certains de leur supériorité.

Après cette victoire, Bonaparte part pour le Mont-Thabor. Des hauteurs qui dominent les plaines de Fouli, il découvre l'illustre Kléber, qui, retranché dans des ruines avec deux mille hommes, y brave les vingt mille qui le cernent. En un moment Bonaparte a conçu cette bataille célèbre, à laquelle le Thabor va attacher son nom. Il envoie Murat garder le Jourdain avec sa cavalerie. Vial et Rampon marchent sur Naplouse, et lui-même il se place entre les ennemis et leurs magasins. Son petit corps est divisé en deux carrés, dont la direction, combinée avec la position de la division Kléber, doit enfermer les Turcs au centre d'un triangle. A l'instant d'attaquer, il fait tirer un coup de canon. « C'est « Bonaparte! » s'écrient les Français. Kléber, qui a combattu seul toutes les forces ennemies, depuis six heures du matin jusqu'à une heure, profite de l'enthousiasme qu'excite le nom du

général en chef, et prend aussitôt l'offensive avec chaleur. L'armée de Damas, assaillie tout à coup sur tous les points, coupée dans ses retraites, perd cinq mille hommes, ses chameaux, ses tentes, ses provisions; la gloire et l'abondance passent dans nos rangs. Enfin, par une faveur non moins brillante de la fortune, Bonaparte apprend que Perrée vient de débarquer à Jaffa neuf pièces de siége; mais il était de la destinée de celui qui dompta Mantoue d'échouer devant Saint-Jean-d'Acre, et la tour *maudite* qui le protége devait conserver sa fatale renommée. Deux assauts brusquement ordonnés sont également infructueux; l'un des deux coûta la vie au brave Caffarelli du Falga. Enfin, on signale une flotte : est-elle française? est-elle turque?... il faut vaincre. C'est le pavillon ottoman; il faut que Saint-Jean-d'Acre tombe avant que cette flotte n'entre dans le port. Bonaparte veut tenter encore une attaque générale; c'est la cinquième. Jamais son armée n'a déployé une audace plus impétueuse : tous les ouvrages extérieurs sont emportés; le drapeau tricolore est planté sur le rempart. Les Turcs, repoussés dans la ville, ont ralenti leur feu. Encore un effort, et les ennemis n'auront pas débarqué, et Saint-Jean-d'Acre nous appartiendra. Mais deux prisonniers échappés du Temple étaient accourus de

Paris dans cette contrée pour enlever la victoire à Bonaparte. L'un, Phélippeaux, son compagnon de l'Ecole-Militaire, commande le génie, et ne doit pas survivre long-temps à son triomphe; Phélippeaux a amené avec lui le brave Tromelin, officier d'une haute distinction, qui prend la direction de l'artillerie; l'autre fugitif du Temple, Sidney-Smith, commodore sous l'amiral Hoor à Toulon, commande l'escadre anglaise. Celui-ci voit le péril de la place, marche à la tête des équipages de ses vaisseaux, et entraîne au combat tous les habitans découragés. La population se presse à sa suite, et bientôt les rues, subitement fortifiées et défendues par les débris des maisons elles-mêmes, deviennent le théâtre du plus affreux carnage. Trois assauts consécutifs, dont le dernier est livré par la division toute fraîche du général Kléber, sont signalés par tous les prodiges de la plus téméraire valeur; mais ils durent céder encore à l'opiniâtre résistance des assiégés. L'inflexibilité de Bonaparte fut enfin ébranlée, et il apprit à l'armée qu'il renonçait à la conquête de Saint-Jean-d'Acre. « Soldats, lui dit-il, après avoir, avec une poignée « d'hommes, nourri la guerre pendant trois mois « dans le cœur de la Syrie, pris quarante pièces « de campagne, cinquante drapeaux, fait dix mille « prisonniers, rasé les fortifications de Gaza,

« Jaffa, Caïffa, Acre, nous allons rentrer en « Egypte, etc. » Si cette proclamation fit illusion à l'armée, on ne saurait attribuer ce succès qu'à la magique influence d'un grand capitaine sur les soldats accoutumés à vaincre sous lui; mais il sentit profondément les conséquences de son éclatant revers; c'est ce qu'attestent les paroles qu'il a prononcées sur le rocher de Sainte-Hélène. « Si « j'avais enlevé Saint-Jean-d'Acre, j'opérais une « révolution dans l'Orient. Les plus petites cir- « constances conduisent les plus grands événe- « mens ; j'aurais atteint Constantinople et les « Indes : j'eusse changé la face du monde. »

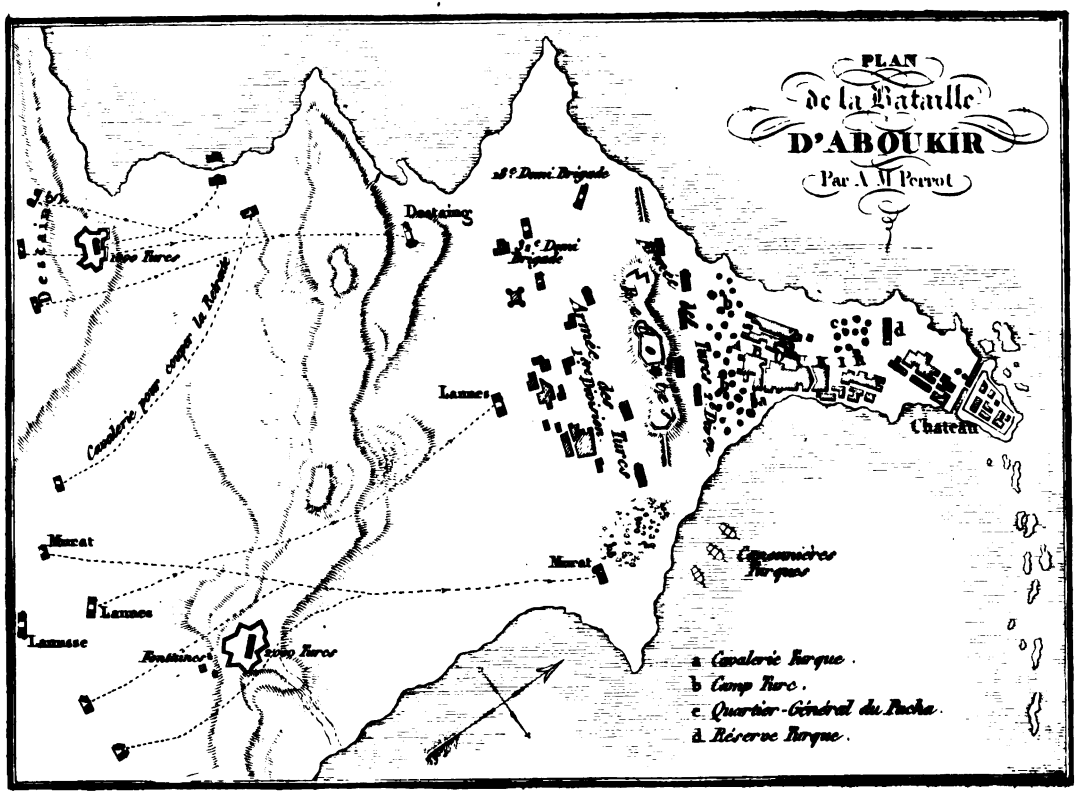
L'armée réunie va reprendre la route du Caire; mais la contagion de Jaffa avait continué ses ravages parmi les troupes devant Acre. Le contact des malheureux qui en sont infectés peut détruire en peu de jours les braves qui ont survécu à tant de dangers, à tant d'exploits, et dont le retour est le salut de leurs compagnons d'Egypte. Mais, d'un autre côté, si ceux que la peste a frappés restent en arrière, ils périront égorgés par les Turcs, en représaille du massacre de Jaffa. Rien n'est ordinaire dans cette campagne de Syrie, et tout est extrême dans les différentes positions où se trouvent l'armée et son chef. Le moment devient pressant; il faut dérober à l'ennemi le départ des

Français; la nuit le protége encore. Une ambulance, établie près d'Acre, servait de dépôt au grand hôpital du Mont-Carmel. Au premier ordre de la levée du siége, tous les malades du Carmel se dirigèrent sur Tentura et Jaffa, traînés par les chevaux d'artillerie, dont les pièces avaient été abandonnées. Tous les chevaux des officiers, tous ceux du général en chef, furent mis par son commandement, et sous ses yeux, à la disposition de l'ordonnateur en chef Daure, pour le transport de ces infortunés sur Jaffa. Bonaparte est à pied et donne l'exemple. A Jaffa, il fit partir trois colonnes de pestiférés : l'une par mer, sur Damiette, conduite par le commissaire des guerres A. Colbert; et, par terre, la seconde sur Gaza, et la troisième sur El Arich. Une soixantaine d'hommes, déclarés incurables, demeurèrent à Jaffa. Plusieurs d'entre eux furent, dit-on, recueillis par les Anglais sur le bord de la mer. Quant à ceux qui suivirent l'armée, ils guérirent en grande partie pendant la route.

La retraite s'opère sous de tristes auspices. L'incendie dévore chaque jour les moissons, les bestiaux, ainsi que les villages qui ont attaqué ou trahi l'armée : la Syrie aussi a son désert. Gaza, seule restée fidèle, est seule épargnée. Au bout de trois jours, les Français rentrent en Egypte; et le

fort d'El Arich reçoit de Bonaparte de nouveaux développemens, des magasins, une garnison. Il fortifie Tineh, laisse un corps de troupes à Kattieh : ces trois places défendent l'Egypte du côté de la Syrie. Enfin, après quatre mois d'absence, l'armée arrive au Caire, et croit revoir le sol natal : elle a perdu six cents hommes par la peste, douze cents par la guerre, et a ramené dix-huit cents blessés. Ainsi, après une des campagnes les plus meurtrières et les plus actives, notre armée, accablée par toutes les privations et par un climat homicide, n'a à regretter que dix-huit cents hommes.

L'entrée au Caire fut triomphale, et effaça les funestes impressions que le bruit de la destruction de nos braves et de la mort du sultan Kébir (le père du feu), nom donné par les Arabes à Bonaparte, avait faites sur la population. Le général en chef sut tirer habilement parti des mensonges semés par les émissaires turcs et anglais, quand il dit aux habitans dans sa proclamation : « ..... Il « est arrivé au Caire *le bien gardé*, le chef de l'ar- « mée française, le général Bonaparte, qui aime « la religion de Mahomet; il est arrivé bien por- « tant et bien sain, remerciant Dieu des faveurs « dont il le comble. Il est entré au Caire par la « porte de la Victoire; ce jour est un grand jour :


PLAN
de la Bataille
D'ABOUKIR
Par A. M. Perrot
Destaing
Lannes
Murat
Lannes
Lanusse
Fontaines
Cavalerie pour couper la Retraite
Armée des Turcs
Armée des Turcs
Chateau
Consonnières Turques
a Cavalerie Turque.
b Camp Turc.
c Quartier-Général du Pacha.
d Réserve Turque.

« on n'en a jamais vu de pareil. Tous les ha-
« bitans du Caire sont sortis à sa rencontre ; ils
« ont vu et reconnu que c'était bien le même gé-
« néral en chef Bonaparte, en propre personne ;
« ils se sont convaincus que ce qui avait été dit
« sur son compte était faux..... Il fut à Gaza et à
« Jaffa : il a protégé les habitans de Gaza ; mais
« ceux de Jaffa, égarés, n'ayant pas voulu se ren-
« dre, il les livra tous, dans sa colère, au pillage et
« à la mort : il a détruit tous les remparts, et *fait*
« *périr tout ce qui s'y trouvait*. Il se trouva à Jaffa
« cinq mille hommes des troupes de Djezzar ; il les a
« tous détruits !... » Les Français, en retrouvant au Caire toutes les jouissances de la vie, oublièrent les journées du désert et les périls du siége d'Acre. Ils volèrent bientôt à de nouvelles fatigues. Celui qui ne se reposait jamais apprend que Mourad-Bey, descendu de la Haute-Egypte avec un corps considérable, a échappé aux poursuites continuelles des généraux Desaix, Belliard, Donzelot et Davoust. Soudain il se met en marche pour aller l'attaquer aux Pyramides, qui ont vu la première défaite des Mamelucks ; mais, fidèle à ses prudentes habitudes, le bey a déjà fui dans le désert.

Bonaparte se disposait à reprendre la route du Caire, quand il reçut la nouvelle de l'arrivée de-

vant Aboukir d'une escadre de cent voiles turques, qui menaçait Alexandrie. C'est la guerre de Syrie qui le poursuit en Egypte. Aboukir est un nom fatal : Bonaparte veut que l'armée y venge la flotte. Il se rend à Gizeh sans entrer au Caire, et donne dans la nuit, à ses invincibles généraux, l'ordre des mouvemens les plus rapides pour se porter au devant des troupes que commande le pacha de Romélie, Seïdman-Mustapha, soutenu des forces de Mourad et d'Ibrahim. Avant de quitter Gizeh, Bonaparte écrit au divan du Caire : « Quatre-vingts bâtimens ont osé attaquer Alexan- « drie; mais, repoussés par l'artillerie de cette « place, ils sont allés mouiller à Aboukir, où ils « commencent à débarquer. Je les laisse faire, « parce que mon intention est de les attaquer, de « tuer tous ceux qui ne voudront pas se rendre, « et de laisser la vie aux autres pour les mener en « triomphe au Caire : ce sera un beau spectacle « pour la ville. » Le général en chef arrive à Alexandrie, et marche sur Aboukir, dont le fort est tombé au pouvoir de l'ennemi, grâce à la mollesse et à l'excessive prudence de Marmont. Ce général n'a point secouru notre faible garnison qui, assaillie par terre et par mer, et réduite à trente-cinq hommes, n'a capitulé qu'après soixante heures de combat. Bonaparte blâme Marmont

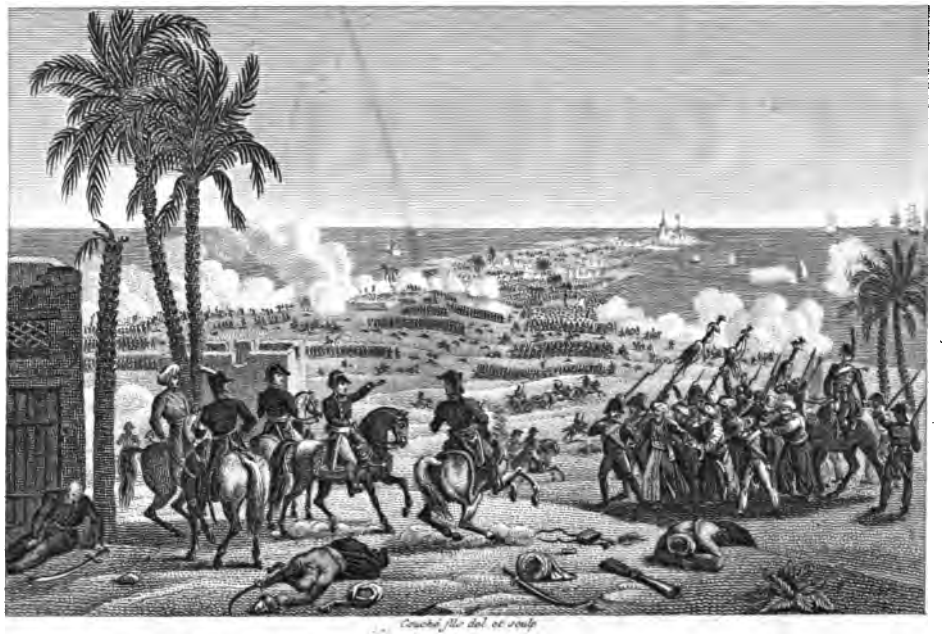
avec l'expression d'un juste mécontentement, et songe à livrer bataille. La position qu'il choisit est inspirée par le même génie qui avait conquis toute l'Italie par sa supériorité sur les tactiques de plusieurs armées de l'Europe. Mustapha doit triompher, ou nul de ses soldats ni lui-même ne pourront se soustraire au vainqueur. Aboukir n'était accessible pour les Français que du côté de la terre, puisqu'ils n'avaient point de marine à opposer à la flotte anglo-turque qui avait jeté l'ancre à une demi-lieue en mer.

L'armée ottomane, forte de dix-huit mille hommes, défendue par une artillerie nombreuse, se couvrit d'une double ligne de retranchemens; l'une, voisine du fort d'Aboukir, avait pour appui un mamelon retranché sur le rivage, un hameau à son centre, et des chaloupes canonnières à sa gauche. L'autre ligne, moins distante du corps de la place, s'étendait aussi de l'une à l'autre plage; mais plus resserrée, fortifiée sur plusieurs points, au milieu desquels s'élevait une redoute hérissée de canons, elle était plus formidable encore que la première.

Notre armée ne s'élance pas d'abord avec la furie française tant redoutée en Italie; mais à peine se trouve-t-elle à portée des ouvrages, qu'une colonne aux ordres du général Destaing se précipite

sur le mamelon, à droite de la première ligne, tandis que Murat s'avance rapidement pour couper la retraite à l'ennemi. Premier gage de la victoire, ce mouvement réussit et coûte la vie à deux mille Turcs, tués ou jetés dans les flots, sans nous ravir un seul homme. Aussitôt Destaing se porte sur le hameau, que le général Lannes attaque de front; le généralissime Mustapha détache en vain un renfort considérable. Murat culbute le renfort; le village est enlevé, et la première ligne de l'ennemi tombe en notre pouvoir. Bonaparte prépare le même sort à la seconde, et veut attirer l'attention des Turcs vers leurs ailes pour emporter ensuite leur centre avec sa réserve. Sans attendre ce nouvel assaut, ils viennent à notre rencontre avec intrépidité. Leur droite est d'abord repoussée; mais Murat, engagé entre le feu des chaloupes canonnières et celui de la redoute, tente sans succès à plusieurs reprises de franchir la barrière terrible qui l'arrête. A la gauche, les Turcs, désespérés de la résistance de nos immobiles bataillons, nous chargent avec impétuosité; notre infanterie les contraint, non sans de grands efforts, à se retirer, et arrive par degrés devant la redoute. Là elle est obligée à son tour de reculer devant les feux croisés de l'ennemi.

Jusqu'alors le courage, la fermeté, le sang-



Couché fils del. et sculp.

BATAILLE D'ABOUKIR.

Publié par Amb.se Dupont et Cie Rue Vivienne N.o 56

froid de nos troupes, n'avaient point obtenu le prix qu'elles méritaient; tout à coup les Turcs, fidèles à leur coutume barbare, descendent imprudemment pour trancher la tête aux morts et aux blessés français; Murat voit leur faute, se précipite entre eux et la redoute, et parvient à la passer. Assaillis en même temps par la colonne du général Fugières*, les ennemis s'effraient de sentir Murat sur leurs derrières; ils veulent rétablir leurs communications avec la flotte qui les protége. Bonaparte, dont le génie plane sur le champ de bataille, saisit l'instant de vaincre, marqué d'avance dans sa pensée; il engage aussitôt sa réserve, dont il avait eu peine à retenir l'ardeur et l'impatience. Redoute, retranchemens, tout est enlevé en un instant; les Turcs, auxquels le Koran défend de capituler avec des Chrétiens, sont taillés en pièces; beaucoup se jettent dans les flots pour gagner quelque navire; les balles de nos soldats les atteignent jusque dans ce dernier asile. Murat, si redoutable dans la poursuite d'un ennemi ébranlé, s'élance avec sa cavalerie entre le village et le fort d'Aboukir, combat, blesse Mustapha, qui ose affronter un tel adversaire, et l'envoie prisonnier à Bonaparte.

Treize mille Ottomans périrent pendant l'action; le reste, enfermé avec le fils du pacha dans le fort

d'Aboukir, fut réduit à se rendre après huit jours d'une héroïque résistance. Une victoire si complète coûta peu de sang français; immense dans ses résultats, elle sauva l'armée, qu'un revers eût perdue sans ressource. En effet, les Turcs, les Arabes de Mourad, les Mamelucks, les Égyptiens révoltés, bientôt réunis aux forces nombreuses que le grand-visir tenait en Syrie, seraient venus nous accabler. Kléber avait sans doute le sentiment de ce danger, lorsqu'il disait à Bonaparte, après cette immortelle journée : « Venez que je « vous embrasse, mon cher général; vous êtes « grand comme le monde. »

Ainsi fut vengée la flotte d'Aboukir. La population du Caire, en voyant, parmi les trophées de Bonaparte, Mustapha et son fils, tous deux captifs, accueillit avec tous les transports d'un enthousiasme superstitieux le prophète invincible qui ne craignit pas d'annoncer d'avance son triomphe.

A l'époque du retour de Bonaparte à Paris, après l'inspection de l'armée d'Angleterre, on l'avait, dans plusieurs réunions secrètes, vivement sollicité de se mettre à la tête d'une conspiration contre le Directoire. Elle était formée par tous ceux dont la révolution avait fait ou conservé la fortune, ou qui s'étaient placés à un rang élevé dans l'opinion par d'importans et glorieux services.

Cette question fut jugée alors, mais elle dut être ajournée. Pendant le délai que l'affaire de Bernadotte apporta au départ de l'expédition d'Égypte, Bonaparte répondit à ceux qui le pressaient de prendre la direction du complot : « Les Français « ne sont pas encore assez malheureux ; ils ne sont « que mécontens. On me dit de monter à cheval ; « si je le faisais, personne ne voudrait me suivre : « il faut partir. » On assure que Bonaparte termina la dernière conférence sur le renversement du Directoire par ces mots : *La poire n'est pas mûre.* Il voulait dire, et avec raison, qu'il n'était pas encore devenu assez nécessaire, assez grand pour réussir dans cette entreprise. Voilà, si l'on en croit les récits du temps, le motif qui le décida à aller attendre, en Égypte, la maturité de l'événement. Une telle prudence mérite d'être remarquée dans un ambitieux de vingt-huit ans.

Mais après la soumission de l'Égypte, après des exploits inouïs, au milieu desquels l'échec de Saint-Jean-d'Acre se trouvait perdu ; après la bataille d'Aboukir qui l'environnait de l'éclat d'un dernier succès, il sentit que l'Orient l'avait grandi et lui donnait de l'ascendant sur l'Europe frappée d'un nouvel étonnement. D'ailleurs, les journaux qu'il venait de recevoir lui apprenaient que la France humiliée avait éprouvé des revers sur le

Rhin, et des désastres sur le théâtre où il fonda sa première gloire; que la nation faisait éclater son mécontentement, que le nom du vainqueur d'Arcole, du pacificateur de Campo-Formio retentissait dans tous les souvenirs et entrait dans toutes les espérances. Il vit que la France avait enfin besoin de lui; et cette haute pensée, qui renfermait tout le secret d'une ambition que justifiaient sans doute à ses yeux deux années de prodiges militaires, le détermina à revenir brusquement dans sa patrie. Il dut calculer également que l'expédition d'Égypte, illustrée à jamais par la victoire, par des conquêtes si utiles à la civilisation, et destinée à occuper une place éternelle dans les annales de la science et dans la mémoire des hommes, s'était achevée pour lui à la journée d'Aboukir, et qu'il ne lui restait plus qu'une administration de détail, soit comme général d'une armée sans recrutement, soit comme possesseur inquiet d'une contrée toujours étrangère. Il comprit que la continuation d'une position aussi précaire le livrait à toute la rigueur d'un exil obscur et sans repos, et ne présentait que la perspective peut-être rapprochée d'une capitulation inévitable, qui anéantirait en un jour ses triomphes d'Europe et d'Orient. On a parlé, dans plusieurs ouvrages, d'une lettre officielle du Directoire, et de plusieurs lettres confi-

dentielles de Sieyes et de Fouché, qui rappelaient Bonaparte; aucune de ces pièces ne lui parvint. On prétend aussi que ses instructions, en quittant la France, le laissaient maître de son retour; la difficulté que le stationnement perpétuel des forces anglaises dans la Méditerranée devait mettre aux communications, rend cette assertion vraisemblable.

Quoi qu'il en soit, la raison ostensible de son départ, pour ceux qui vivaient près de lui, fut la lecture des gazettes, et notamment des journaux de Francfort, que le lieutenant de vaisseau Descorches lui apporta de la part de Sidney-Smith. Cet officier était allé à bord de l'amiral pour échanger les prisonniers turcs avec les prisonniers français. Sidney-Smith, en envoyant ces papiers à Bonaparte, voulait lui ôter toute idée de s'embarquer pour la France, battue et bloquée par la coalition; Bonaparte trouva, au contraire, dans les malheurs de nos armées en Italie, et dans la situation intérieure de la république, un nouveau devoir à remplir envers sa patrie, et peut-être l'éveil de la plus haute fortune pour lui-même. Chacun put lire ces journaux de Francfort, dans sa tente, à Ramanieh, lorsqu'il revenait au Caire. Ce fut pour le général en chef un moyen simple de préparer ou d'éclairer l'opinion sur la possibilité

de son éloignement. Ceux qui l'appelèrent une désertion, soit en France, soit en Egypte, n'étaient pas dans la confidence du génie ou des engagemens de Bonaparte. Il prit sur lui de quitter l'Egypte, ainsi qu'il avait fait pour la signature des préliminaires de Léoben : l'Orient n'avait pas altéré la puissance de sa volonté. Bonaparte exécuta son projet comme il exécutait un mouvement sur l'ennemi. L'action fut subite, le secret impénétrable. Un voyage dans le Delta servit de prétexte à son départ du Caire.

A cette époque, Desaix occupait la Haute-Egypte, où il était entré après les brillans succès du général en chef. Livré à lui-même, Desaix fit éclater son habileté militaire, et l'art de conduire des soldats français. A la bataille de Sédiman, l'une des plus terribles qui se soient jamais données en Egypte, tout ce que pouvaient le courage, l'intrépidité, la rage et le désespoir des plus braves guerriers du monde, et le talent d'un chef aussi vaillant qu'expérimenté, fut tenté contre nous par les Mamelucks et par Mourad-Bey. Nous dûmes l'avantage à des prodiges de sang-froid, de constance, de valeur, et surtout au cri de *vaincre ou mourir,* poussé par Desaix au moment de marcher avec ses bataillons sur les batteries ennemies qui menaçaient de les anéantir jusqu'au dernier. Cette affaire nous rendit maîtres de la province du

Fayoum. Une autre victoire, remportée à Samanhouth, et la résolution de n'accorder aucun relâche à l'infatigable Mourad, menèrent Desaix jusqu'à l'île de Philé, ancienne limite des possessions du peuple-roi.

Cependant Mourad, forcé de se jeter dans l'affreux pays de Bribe, au-dessus des cataractes, nous laissait encore des ennemis derrière lui. Il fallut combattre une partie des Mamelucks qui ne l'avaient pas suivi, et son lieutenant Osman-Bey-Hassan, à Luzor, près des ruines de Thèbes. Kéné, Aboumanah, Siout, nous virent aux mains avec les Arabes soulevés par ce même Hassan, fier du désastre de notre flottille incendiée ou prise à Benhouth, et de l'arrivée du chérif de la Mecque avec de nombreux renforts. Il n'existe pas un autre exemple d'une action comme celle de Benhouth, où une faible colonne de mille hommes, aux ordres du général Belliard, vengea notre malheur, et triompha de dix mille mahométans échauffés par l'ivresse d'un succès récent et par le fanatisme le plus exalté. Les Mamelucks et les Arabes furent également défaits : les premiers recoururent à la fuite; les seconds, retranchés dans un bâtiment au centre du village, que nous avions été réduits à livrer aux flammes, chantaient des hymnes religieux au milieu de leur immense bû-

cher; et, à demi consumés, ils se défendaient encore contre nos soldats victorieux. On n'a rien vu de pareil, même dans la fanatique Vendée, où les paysans croyaient ressusciter sur le champ de bataille.

Le manque de munitions ne permettant pas au général Belliard de tenir la campagne, il s'était enfermé dans Kéné; Desaix vint le ravitailler et poursuivre la guerre. D'autres combats à Bardis, à Girgé, à Géhémi, firent ressortir de nouveau toute notre supériorité sur les Arabes et les Mamelucks. Biniadi, où nous trouvâmes jusqu'à des caisses pleines d'or; Abou-Girgé, qui avait maltraité notre envoyé cophte, et repoussé nos paroles de paix, subirent le sort de Benhouth. Un engagement glorieux avec l'ennemi à une demi-lieue de Sienne, et les préparatifs de l'expédition qu'il méditait sur Cosséir, tels étaient l'ensemble et le résultat des travaux du général Desaix dans la Haute-Égypte : il s'y était montré grand capitaine, administrateur éclairé, gouvernant plein de sagesse; et sa conduite lui avait mérité de la part des habitans le nom de *Sultan juste*. Bonaparte, qui lui portait une estime et une amitié particulières, aurait bien voulu emmener un homme dont il pouvait tout espérer, sans en avoir jamais rien à craindre; mais il ne pouvait l'attendre.

Kléber avait, comme on va le voir, dans les instructions que lui envoya le général en chef, l'ordre de faire partir Desaix pour la France. Voici la lettre de Bonaparte, qui est un véritable monument historique :

« Vous trouverez ci-joint, général, un ordre « pour prendre le commandement en chef de l'ar- « mée. La crainte que la croisière anglaise ne re- « paraisse d'un moment à l'autre, me fait précipi- « ter mon voyage de deux ou trois jours. J'emmène « avec moi les généraux Berthier, Andréossy, « Murat, Lannes et Marmont, et les citoyens « Monge et Berthollet.

« Vous trouverez ci-joints les papiers anglais et « de Francfort jusqu'au dix juin. Vous y verrez « que nous avons perdu l'Italie ; que Mantoue, « Turin et Tortone sont bloquées. J'ai lieu d'espé- « rer que la première tiendra jusqu'à la fin de no- « vembre. J'ai l'espérance, si la fortune me sourit, « d'arriver en Europe avant le commencement « d'octobre.

« Vous trouverez ci-joint un chiffre pour cor- « respondre avec le gouvernement, et un autre « chiffre pour correspondre avec moi.

« Je vous prie de faire partir dans le courant « d'octobre Junot ainsi que mes domestiques et « tous les effets que j'ai laissés au Caire. Cepen-

« dant je ne trouverais pas mauvais que vous enga-
« geassiez à votre service ceux de mes domesti-
« ques qui vous conviendraient.

« L'intention du gouvernement est que le géné-
« ral Desaix parte pour l'Europe dans le courant
« de novembre, à moins d'événemens majeurs.

« La commission des arts passera en France
« sur un parlementaire que vous demanderez à cet
« effet, conformément au cartel d'échange, dans
« le courant de novembre, immédiatement après
« qu'elle aura achevé sa mission. Elle est mainte-
« nant occupée à voir la Haute-Égypte; cependant
« ceux des membres que vous jugerez pouvoir
« vous être utiles, vous les mettrez en réquisition
« sans difficulté.

« L'effendi fait prisonnier à Aboukir est parti
« pour se rendre à Damiette. Je vous ai écrit de
« l'envoyer en Chypre; il est porteur, pour le
« grand-visir, d'une lettre dont vous trouverez
« ci joint la copie.

« L'arrivée de notre escadre de Brest à Toulon,
« et de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse
« plus de doute sur la possibilité de faire passer en
« Égypte les fusils, les sabres, les pistolets, les
« fers coulés dont vous pourriez avoir besoin, et
« dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité
« de recrues suffisante pour réparer les pertes des
« deux campagnes.

« Le gouvernement vous fera connaître alors « ses intentions lui-même ; et moi, comme homme « public et comme particulier, je prendrai des « mesures pour vous faire avoir fréquemment des « nouvelles.

« Si, par des événemens incalculables, toutes « les tentatives étaient infructueuses, et qu'au « mois de mai vous n'eussiez reçu aucun secours « ni nouvelles de France, et si, malgré toutes les « précautions, la peste était en Egypte et vous « tuait plus de quinze cents soldats, perte consi- « dérable, puisqu'elle serait en sus de celles que « les événemens de la guerre vous occasioneront « journellement, je pense que dans ce cas vous ne « devez pas hasarder de soutenir la campagne, et « que vous êtes autorisé à conclure la paix avec la « Porte-Ottomane, quand même la condition prin- « cipale serait l'évacuation de l'Egypte. Il faudrait « seulement éloigner l'exécution de cette condition « jusqu'à la paix générale.

« Vous savez apprécier, anssi bien que moi, « combien la possession de l'Egypte est impor- « tante à la France; cet empire turc, qui menace « ruine de tous côtés, s'écroule aujourd'hui; et l'é- « vacuation de l'Egypte serait un malheur d'autant « plus grand, que nous verrions de nos jours cette « belle province passer en des mains européennes.

« Les nouvelles des succès ou des revers qu'aura « la république, doivent aussi entrer puissamment « dans vos calculs.

« Si la Porte répondait, avant que vous eussiez « reçu de mes nouvelles de France, aux ouver- « tures de paix que je lui ai faites, vous devez « déclarer que vous avez tous les pouvoirs que « j'avais, et entamer les négociations, persistant « toujours dans l'assertion que j'ai avancée, que « l'intention de la France n'a jamais été d'enlever « l'Égypte à la Porte; demander que la Porte sorte « de la coalition et nous accorde le commerce de la « mer Noire; qu'elle mette en liberté les prison- « niers français; et enfin six mois de suspension « d'armes, afin que, pendant ce temps-là, l'é- « change des ratifications puisse avoir lieu.

« Supposant que les circonstances soient telles « que vous croyiez devoir conclure ce traité avec « la Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez « pas le mettre à exécution qu'il ne soit ratifié; « et, suivant l'usage de toutes les nations, l'in- « tervalle entre la signature d'un traité et sa ra- « tification doit toujours être une suspension d'hos- « tilités.

« Vous connaissez, citoyen général, quelle est « ma manière de voir sur la politique intérieure « de l'Egypte : quelque chose que vous fassiez, les

« chrétiens seront toujours nos amis. Il faut les « empêcher d'être insolens, afin que les Turcs « n'aient pas contre nous le même fanatisme que « contre les chrétiens; ce qui nous les rendrait « irréconciliables. Il faut endormir le fanatisme, « afin qu'on puisse le déraciner. En captivant « l'opinion des grands cheicks du Caire, on a l'o- « pinion de toute l'Égypte; et de tous les chefs « que ce peuple peut avoir, il n'y en a aucun de « moins dangereux que les cheicks, qui sont peu- « reux, ne savent pas se battre; et qui, comme « tous les prêtres, inspirent le fanatisme sans « être fanatiques.

« Quant aux fortifications, Alexandrie, El « Arich, voilà les clefs de l'Égypte. J'avais le « projet de faire établir cet hiver des redoutes « de palmiers, deux depuis Salahieh à Katieh, deux « de Katieh à El Arich; l'une se serait trouvée à « l'endroit où le général Menou a trouvé de l'eau « potable.

« Le général Samson, commandant du génie, « et le général Songis, commandant de l'artillerie, « vous mettront chacun au fait de ce qui regarde « sa partie.

« Le citoyen Poussielgue a été exclusivement « chargé des finances. Je l'ai reconnu travailleur « et homme de mérite. Il commence à avoir quel-

« ques renseignemens sur le chaos de l'adminis-
« tration de l'Égypte. J'avais le projet, si aucun
« nouvel événement ne survenait, de tâcher d'éta-
« blir cet hiver un nouveau mode d'imposition,
« ce qui nous aurait permis de nous passer à peu
« près des Cophtes; cependant, avant de l'entre-
« prendre, je vous conseille d'y réfléchir long-
« temps. Il vaut mieux entreprendre cette opéra-
« tion un peu plus tard qu'un peu trop tôt.

« Des vaisseaux de guerre français paraîtront
« indubitablement cet hiver à Alexandrie, Bourlos
« ou Damiette. Faites construire une bonne tour
« à Bourlos; tâchez de réunir cinq ou six cents
« Mamelucks que, lorsque les vaisseaux français
« seront arrivés, vous ferez en un jour arrêter au
« Caire et dans les autres provinces, et embar-
« quer pour la France. Au défaut de Mamelucks,
« des otages d'Arabes, cheicks-belets, qui pour
« une raison quelconque se trouveraient arrêtés,
« pourront y suppléer. Ces individus, arrivés en
« France, y seront retenus un ou deux ans, ver-
« ront la grandeur de la nation, prendront quel-
« ques idées de nos mœurs et de notre langue, et,
« de retour en Égypte, y formeront autant de
« partisans.

« J'avais déjà demandé plusieurs fois une troupe
« de comédiens : je prendrai un soin particulier de

« vous en envoyer. Cet article est très important « pour l'armée et pour commencer à changer les « mœurs du pays.

« La place importante que vous allez occuper « en chef va vous mettre à même enfin de dé- « ployer les talens que la nature vous a donnés. « L'intérêt de ce qui se passe ici est vif, et les ré- « sultats en seront immenses pour le commerce, « pour la civilisation; ce sera l'époque d'où date- « ront de grandes révolutions.

« Accoutumé à voir la récompense des peines « et des travaux de la vie dans l'opinion de la pos- « térité, j'abandonne avec le plus grand regret « l'Égypte. L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'o- « béissance, les événemens extraordinaires qui « viennent de se passer, me décident seuls à pas- « ser au milieu des escadres ennemies pour me « rendre en Europe. Je serai d'esprit et de cœur « avec vous. Vos succès me seront aussi chers « que ceux où je me trouverais en personne; et « je regarderai comme mal employés tous les « jours de ma vie où je ne ferai pas quelque chose « pour l'armée dont je vous laisse le commande- « ment, et pour consolider le magnifique établis- « sement dont les fondemens viennent d'être jetés.

« L'armée que je vous confie est toute compo- « sée de mes enfans; j'ai eu dans tous les temps,

« même au milieu des plus grandes peines, des « marques de leur attachement. Entretenez-les « dans ces sentimens : vous le devez à l'estime « toute particulière que j'ai pour vous, et à l'atta- « chement vrai que je leur porte.

« BONAPARTE. »

Le 23 août 1799, une proclamation instruisit l'armée de la nomination de Kléber au commandement général. L'impression que cette proclamation produisit sur les soldats, fut d'abord hostile contre le chef qui les abandonnait; mais leur colère découvrit bientôt des motifs de s'apaiser dans le choix de son successeur. On ne peut expliquer par quel prodige, au jour où il mit à la voile, et jusqu'à son arrivée en France, la mer se trouva libre pour le passage des quatre bâtimens qui portaient Bonaparte et sa suite. L'historien qui veut résoudre ce problème, balance encore entre la fortune du héros et une politique étrangère. Il ne s'embarqua pourtant pas incognito; une corvette anglaise observa son départ. On la remarquait avec inquiétude. « Ne craignez rien, « s'écrie Bonaparte, nous arriverons; la fortune « ne nous a jamais abandonnés : nous arriverons en « dépit des Anglais. » La flottille entra le 1er octo-

bre dans le port d'Ajaccio, où les vents contraires la retinrent sept jours. Bonaparte y apprit en détail l'état de la France et celui de l'Europe; et ces nouvelles rendirent ce retard insupportable à celui qui, de tous les hommes, savait le mieux apprécier la valeur et calculer l'emploi du temps. Enfin le 7, la flottille appareilla pour la France; mais à la vue des côtes, parurent dix voiles anglaises. Le contre-amiral Gantheaume proposa de virer de bord sur la Corse : « Non, lui dit Bonaparte, cette manœu-« vre nous conduirait en Angleterre, je veux arri-« ver en France. » Cette volonté le sauva. Le 9 octobre (17 vendémiaire an VIII) de grand matin, les frégates mouillaient à Fréjus, après quarante-un jours de route sur une mer sillonnée de vaisseaux ennemis. En un moment, toute la rade fut couverte de canots qui se dirigèrent vers Bonaparte. Le général Pereymont, commandant la côte, aborda le premier. Avant l'arrivée des préposés à la santé, il y avait eu de nombreuses communications avec la terre. Comme il n'existait point de malades à bord, et que, depuis plus de sept mois, la peste avait cessé en Égypte, cette violation des réglemens était peut-être moins condamnable. Toutefois rien ne la justifie. Mais avec l'impulsion ardente que la conquête et le ciel de l'Égypte venaient d'imprimer à son caractère, il était

bien impossible que Bonaparte restât indécis entre une mesure sanitaire et le but de son voyage, entre une soumission temporaire qui pouvait lui être fatale, et tout un avenir tel que le sien ; enfin, entre le Directoire et lui. La France l'amnistia pour l'infraction à la loi de sa propre conservation, tant elle avait besoin de sauver son indépendance et sa gloire, tant elle désirait, tant elle comprit le retour de son héros !

FIN DU LIVRE QUATRIÈME ET DU TOME PREMIER.

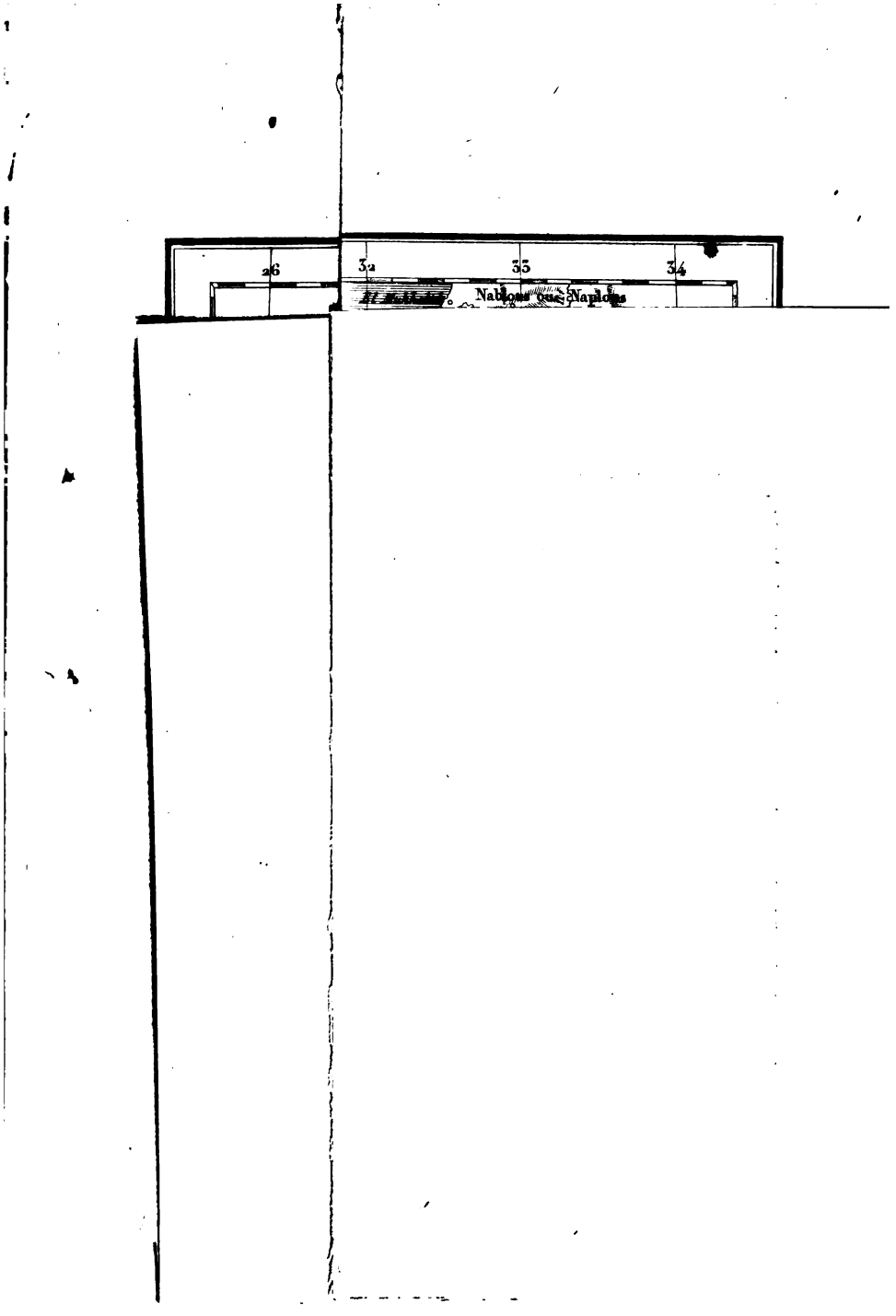

26
32
33
34
Nablous
Naplous

TABLE ANALYTIQUE

DES MATIERES

CONTENUES DANS LE TOME PREMIER.

PRÉFACE, page 5 et suivantes.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER. De la Corse, p. 29 et suiv. — La Corse est réunie à la France, 33.

CHAPITRE II. Origine de Napoléon, 35. — Origine du nom de Napoléon, 37. — Enfance de Napoléon, *ib.* — Napoléon entre à l'École-Militaire de Brienne, 39. — Napoléon est admis à l'École-Militaire de Paris, 43. — Napoléon Bonaparte entre, à seize ans, lieutenant en second au régiment de La Fère, 44. — Il envoie à l'académie de Lyon un discours qui est couronné, 45. — Il embrasse le parti de la révolution, 47.

LIVRE SECOND.

CHAPITRE PREMIER. Bonaparte en Corse, 50. — Il est témoin des journées du 20 juin et du 10 août 1792, 50 et

suiv. — Jugement de Paoli sur Bonaparte, 52. — Arrivée de la famille Bonaparte en France, 54. — La Convention, 55.

CHAPITRE II. Bonaparte républicain, 58. — Révolte de Toulon, 60. — Bonaparte est envoyé à l'armée de Toulon, 64. — Junot, 69. — Duroc, 70. — Bonaparte nommé chef de brigade, 71. — Prise de Toulon, 75.

CHAPITRE III. Le général Bonaparte à l'armée d'Italie, 79. — Succès de cette armée, 81 et suiv. — Coalition des puissances de l'Europe, 83. — Campagne du Piémont, 84 et suiv. — La Corse livrée aux Anglais, 86. — 9 thermidor, 87. — Bonaparte perd son commandement à l'armée d'Italie, 92. — Il rentre dans la vie privée, *ib.*

CHAPITRE IV. Journée du 1er prairial, 97. — Journée du 13 vendémiaire, 106 et suiv. — Bonaparte sauve la Convention, 110. — Bonaparte se lie avec madame de Beauharnais, 111. — Il est chargé de réorganiser la garde nationale, 112.

LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER. Bonaparte nommé général de division, 116. — Établissement du Directoire, 117. — Bonaparte nommé général en chef de l'armée d'Italie, *ib.* — Bonaparte arrive à Nice, 121. — Proclamation de Bonaparte à ses soldats, 124. — Force des armées austro-sarde et française, 126.

CHAPITRE II. Défense de Monte-Legino, 129. — Bataille de Montenotte, 130. — Bataille de Millesimo, 131. —

Combat de Dego, 132. — Bataille de Mondovi, 133. — Proclamation de Cherasco, 135. — Traité de Cherasco, 139. — Paix avec le roi de Sardaigne, 141.

Chapitre III. L'armée française passe le Pô à Plaisance, 145. — Armistice conclu avec le duc de Parme, 146. — Armistice conclu avec le duc de Modène, 147. — Bonaparte fait enlever la petite ville de Fombio, *ib.* — Mort du général Laharpe, 148. — Bataille de Lodi, 148 et suiv. — Reddition de Milan, 150. — Le Directoire veut partager en deux l'armée d'Italie, 152. — Entrée solennelle de Bonaparte à Milan, 155. — Le Directoire abandonne son projet de partager l'armée d'Italie, 161. — Révolte de Pavie, 164 et suiv. — L'armée française, après avoir battu les Autrichiens à Borghetto, passe le Mincio, 171. — Bonaparte court le danger d'être enlevé, à Valeggio, 172. — Institution du corps des Guides, *ib.* — Occupation de Vérone, 173. — Wurmser vient remplacer Beaulieu en Italie, 175. — Armistice du roi de Naples, 176. — Trève de Bologne, 180. — Les Français entrent à Livourne, 183. — Capitulation de la citadelle de Milan, 184.

Chapitre IV. Combat de la Corona, de Salo, 191. — Bataille de Lonato, 192. — Bataille de Castiglione, 194. — Second blocus de Mantoue, 196. — Wurmser marche sur Mantoue, 198. — Bataille de Roveredo, 199. — Affaire de Primolano, 201. — Bataille de Bassano, *ib.* — Bataille de Saint-Georges; troisième blocus de Mantoue, 203. — Retour de Bonaparte à Milan, 206.

Chapitre V. Correspondance de Bonaparte avec le Directoire, 208 et suiv. — Bonaparte veut convertir l'Italie au système républicain, 214. — Situation désespérée de

Mantoue, 219. — Bonaparte ordonne au général Gentili de se rendre en Corse, 220. — Il rompt l'armistice de Modène, *ib.* — Négociations du mois d'octobre 1796, 222. — Traités avec le Piémont et le duc de Parme, 223. — Indépendance des États de Modène, proclamée, 224. — Refus du pape de ratifier le traité qui lui est proposé, *ib.* — Menaces du Directoire à l'empereur d'Autriche, 226.

Chapitre VI. L'Autriche envoie le général Alvinzi en Italie, 228. — Bataille de la Brenta, *ib.* — Bonaparte attaque le Caldiero, 230. — L'armée française tourne le Caldiero, 231. — Bataille d'Arcole, 232 et suiv. — L'armée française rentre triomphante à Vérone, 236. — Bonaparte retourne à Milan, 237.

Chapitre VII. Mort de Catherine II, 238. — Lord Malmesbury est renvoyé par le Directoire, 239. — Une flotte française appareille de Brest pour l'Irlande, *ib.* — Rupture de l'armistice de Bologne, 241. — Le Directoire envoie des pouvoirs au général Clarke pour négocier un armistice avec Alvinzi, 244. — État des deux armées, 245. — Masséna est attaqué à Saint-Michel par Provera, 247. — Joubert attaque la Corona, et bat les Autrichiens, 248. — Bataille de Rivoli, 249 et suiv. — Bataille de la Favorite, 254. — Reddition de Mantoue, 257.

Chapitre VIII. Guerre du pape, 259 et suiv. — Harangue adressée aux troupes pontificales, 264 et suiv. — Motifs de la guerre du pape, 271. — Bonaparte porte son quartier général à Imola, 272. — Affaire du Senio, 273. — Entrée des Français à Faenza, *ib.* — Les Français entrent à Ancône et à Lorette, 275. — Bonaparte prend sous sa protection les prêtres émigrés, 277. — Traité de

Tolentino, 279. — Ratification du traité de Tolentino, 282.

Chapitre IX. Le prince Charles arrive en Italie, 286. — Bataille du Tagliamento, 294. — Combat de Tarvis, 295. — Bonaparte établit son quartier général à Klagenfurth, 296. — Joubert bat Kerpen, 297. — Lettre de Bonaparte à l'archiduc Charles, 299. — Combat de Neumarck, 302. — L'avant-garde française entre à Léoben; l'Autriche fait des propositions d'armistice, 303.

Chapitre X. Insurrection de Venise, 306 et suiv. — Lettre de Bonaparte au doge de Venise, 313. — Préliminaires de Léoben, 317.

Chapitre XI. Correspondance de Bonaparte avec le Directoire, du 16 au 20 avril, 321 et suiv. — Massacre des Français à Vérone, 327. — Destruction de l'oligarchie vénitienne, 330 et suiv. — Occupation des îles Ioniennes par les Français, 333.

Chapitre XII. Bonaparte à Montebello, 336. — Révolution de Gênes, 337. — La Valteline proclame son indépendance, 339. — Rétablissement de la république cisalpine, 341. — Rome refuse de reconnaître la nouvelle république, 342.

Chapitre XIII. Anniversaire du 14 juillet à l'armée d'Italie, 345. — Discours de Bonaparte, 346. — Conspirations royalistes, 348. — Lettre de Carnot à Bonaparte, 350. — Augereau, Hoche, 351. — Bonaparte propose l'expédition d'Égypte, 352. — 18 fructidor, 352 et suiv. — Rupture des conférences à Lille avec lord Malmesbury, 357. — Pichegru, Moreau, 359 et suiv. — Bonaparte offre sa démission, 370. — Réponse du Directoire à Bonaparte, 371. — Marche des négociations avec l'Au-

triche, 371 et suiv. — Traité de Campo-Formio, 375 et suiv. — Évacuation de Venise par les troupes françaises, 382. — La cour de Rome reconnaît les républiques française et cisalpine, 384. — Mort de Hoche; Moreau réformé; Augereau général en chef de l'armée d'Allemagne, 385. — Le Directoire nomme Bonaparte au commandement d'une armée d'Angleterre, et lui donne l'ordre d'aller au congrès de Radstadt, *ib.* — Bonaparte prend congé de ses troupes, 387.

LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER. — Bonaparte part pour Radstadt, 391. — Congrès de Radstadt, 392. — Bonaparte arrive à Paris, 393. — Présentation solennelle du traité de Campo-Formio au Directoire, 394. — Discours de Talleyrand, de Bonaparte et de Barras dans cette circonstance, 395 et suiv. — Bonaparte, membre de l'Institut, 399. — Bonald, David, *ibid.* — Bonaparte va inspecter l'armée dite d'Angleterre, *ibid* — Le Directoire envoie une armée en Suisse et une autre à Rome, 401. — Assassinat du général Duphot à Rome, 403. — Établissement de la république romaine, 404. — Contre-révolution en Suisse, 406. — Outrage fait à l'ambassadeur français à Vienne, 408. — Préparatifs pour l'expédition d'Égypte, 410 et suiv. — Bonaparte menace de donner sa démission, 413. — Il part pour Toulon, 414.

CHAPITRE II. — Discours de Bonaparte à l'armée de Toulon, 417. — Départ de la flotte française, 418. — Elle paraît

devant Malte, 419. — Prise de Malte, 420. — Bonaparte projette une alliance avec Ali, pacha de Janina, 422. — L'armée française débarque à Alexandrie, 423. — Prise d'Alexandrie, *ibid.* — Proclamation de Bonaparte à ses soldats, 424. — Aux Musulmans, 425. — Marche sur le Caire, 427. — Souffrances qu'éprouve l'armée dans le désert, 428. — Combat entre la flottille française et la flottille ennemie, 430. — Combat de Chébreiss, 431. — Bataille des Pyramides, 432 et suiv. — Entrée des Français au Caire, 437. — Affaire de Salahieh, 438. — Bataille navale d'Aboukir, 439 et suiv. — Mesures que prend Bonaparte après la nouvelle du désastre d'Aboukir, 445 et suiv. — Cérémonies de l'entrée du Nil au Caire et de la naissance de Mahomet, 447 et suiv. — Administration de l'Égypte, 449. — Anniversaire de la fondation de la république, au Caire, 450 et suiv. — Organisation municipale du Caire et des autres villes, 453. — Création de l'Institut d'Égypte, 454. — Révolte du Caire, 457 et suiv. — Voyage de Bonaparte à Suez, 461 et suiv. — Régiment de dromadaires, 463. — Expédition de Syrie, 464. — Prise d'El Arich, 465. — Les Français entrent à Gaza, 466. — Siége de Jaffa, 466 et 467. — Hôpital des pestiférés, 468. — Marche de l'armée sur Saint Jean-d'Acre, *ibid.* — Siége d'Acre, 470. — Bataille de Mont-Thabor, 471. — Continuation du siége d'Acre, 472. — Levée du siége d'Acre, 473. — Pestiférés du camp d'Acre, 474. — Retour de l'armée au Caire, 476. — Bataille d'Aboukir, 478 et suiv. — Complot contre le Directoire, avant le départ de Bonaparte pour l'Égypte, 482. — Bonaparte se prépare à retourner en France,

484 et suiv. — Expédition de Desaix dans la Haute-Égypte, 486 et suiv. — Lettre de Bonaparte à Kléber. 489 et suiv. — Départ de Bonaparte pour la France, 496. — Il arrive à Fréjus, 497.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

IMPRIMERIE ET FONDERIE DE J. PINARD,
RUE D'ARGOT-SAINTHONGE, N° 8.

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 03076 0063

DC
203
.N89
1828
v.1

Norvins

Histoire de

Napoléon

032701